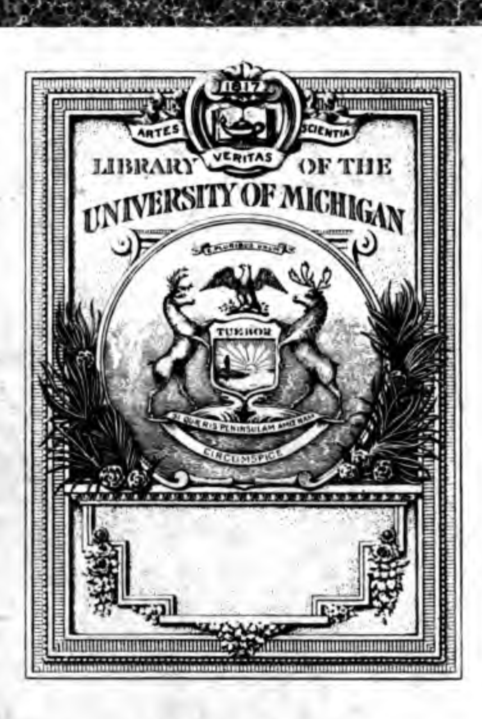

486120


1817
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE


ONS
RTÉ.

DES AMÉLIORATIONS MATÉRIELLES

DANS LEURS RAPPORTS AVEC LA LIBERTÉ.

IMPRIMÉ PAR BÉTHUNE ET PLON, A PARIS.

DES
AMÉLIORATIONS
MATÉRIELLES
DANS LEURS RAPPORTS AVEC LA LIBERTÉ,

PAR C. Constantin PECQUEUR,

AUTEUR DES INTÉRÊTS DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE.

SECONDE ÉDITION.



PARIS.
LIBRAIRIE DE CHARLES GOSSELIN,
ÉDITEUR DE LA BIBLIOTHÈQUE D'ÉLITE,
9, RUE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS.
MDCCCXLI.

Printed in France.

PRÉFACE.

Ce livre a été écrit pour les jeunes gens qui, au sortir de leurs études classiques, tombent forcément dans le monde réel, et y cherchent lear fonction et leur bien-être.

Si je ne m'aveugle pas, en le lisant ils se confirmeront dans la bonne voie, ou se dégoûteront de la mauvaise; et, relativement aux obligations sociales, ils verront et plus loin et plus juste qu'on n'a coutume de le faire à leur âge.

Je me persuade même que la plupart des idées qui sont ici développées, indiquées, ou remuées, sont de

celles qu'il importe de rendre populaires, en les faisant retentir non seulement dans les écoles secondaires et dans les chaires de tous les colléges, mais dans les cours à l'usage des adultes.

Car la vraie lumière, celle qui rapporte paix et bonheur, est toujours sous le boisseau pour la multitude, jeunes et vieux.

Un célèbre artiste florentin, Ghiberti, traitant de l'art de l'architecture vers la fin du xve siècle, et énumérant les connaissances requises pour passer maître en ces choses, propose aux élèves-architectes de son temps le programme suivant :

La religion.

La morale.

La théologie.

Les mathématiques.

La physique.

L'astrologie.

La médecine.

La musique, etc. ; enfin, l'arbre encyclopédique presque tout entier.

La musique! l'astronomie! la religion! afin, dit-il,

que la grandeur des conceptions de l'artiste, et l'harmonie, le caractère de ses édifices, correspondent quelque peu à la magnitude de Dieu, à l'harmonie de ses œuvres, et au but spécial des beaux-arts.

Non pas, s'empresse-t-il d'ajouter, dans sa vaste pensée, non pas que l'architecte doive posséder toutes ces branches comme font les hommes spéciaux; mais les connaître dans ce qu'elles ont de général, d'essentiel et de lumineux, afin que l'ouvrier plane sur l'ensemble avec droiture et aplomb.

Ghiberti avait raison, et nous l'avons trop oublié : un homme qui ne connaît que l'architecture n'est pas architecte ; un travailleur qui ne sait que sa spécialité, ne la sait pas.

Il faut en dire autant de tout membre d'une société, surtout si cette société est assise sur le principe de la souveraineté du peuple. Un citoyen ne saurait ignorer impunément ses devoirs et ses droits, ses moyens et son but. Un peuple souverain ne peut rester ignorant, précisément sur les choses qu'il lui importe le plus de savoir.

J'ai donc encore été mû par l'espoir d'aider à l'accomplissement des vœux de Ghiberti. Ce qu'il exige de l'é-

lève-architecte, je me suis dit qu'il fallait l'exiger de l'élève-citoyen.

Or, ce qui manque à la masse du peuple français; ce qu'il faut cependant propager jusqu'à en saturer l'esprit public, c'est la science des conditions auxquelles une société se fonde, prospère, se consolide et se perpétue.

Et qu'on n'objecte pas la nature des travaux auxquels l'immense majorité des citoyens use sa vie, du berceau à la tombe; car la science, Dieu merci! n'a point encore dit son dernier mot sur la division du travail : l'homme-peuple n'est point dévolu éternellement au rôle de machine, ni l'enfant, comme semblerait l'indiquer le régime barbare de nos manufactures. Oui! la division du travail sera perfectionnée au profit des facultés et de la vie du peuple; et non seulement elle permettra le développement proportionnel de ses facultés, mais elle l'exigera. Déjà nous avons des signes avant-coureurs.

Naguère nos colléges ne résonnaient que de grec et de latin : une vaine et subtile philosophie couronnait les études.

L'Université a fait un pas; pas tardif, il est vrai. Depuis ces derniers temps, elle initie assez généralement la

jeunesse au positif, et la prépare quelque peu à la pratique sociale dans des cours de physique, de chimie, de langues vivantes, etc. C'est une amélioration incontestable et signalée ; mais il en reste une incomparablement plus importante à effectuer. La France ne manque ni de littérateurs, ni de savants théoriciens, ni d'artistes ; ce qui lui manque, ce sont des hommes d'état, des administrateurs, des directeurs industriels, des artisans et des mécaniciens instruits, enfin, un public digne de la souveraineté dont il est si jaloux. A un peuple comme le nôtre, il faut un catéchisme des sciences morales et politiques, un manuel du citoyen et de l'industriel. Il reste donc à enseigner et à vulgariser en France de claires et saines notions d'économie, le mécanisme de la production, de la circulation, et de la distribution des utilités humaines ; surtout, il importe de signaler à tous les imperfections du *milieu social*, en regard des principes de fraternité, d'égalité et de liberté, qui font la base de notre droit européen, et devant l'idéal qu'une théorie sage et réservée, mais progressive, conçoit et envisage.

C'est, en effet, à l'absence complète de notions de ce genre dans la masse du peuple français qu'il faut attri-

buer l'inconcevable inertie de l'opinion, et l'incurie des pouvoirs représentatifs pour l'accroissement continu du *matériel national.* Et par exemple, si, dans l'exécution des chemins de fer, nous sommes en flagrant délit d'insuffisance et d'immobilité, aux yeux même des nations les plus rétrogrades d'ordinaire; si tout ce qui a été décidé, lié et délié depuis un an à cet égard, tient de l'impéritie d'un autre âge; si nos canaux ont englouti des sommes énormes en pure perte, à quoi devons-nous cette humiliation et ce gaspillage? A ce que le public français voit encore à peine clair dans le monde économique; à ce qu'il fait nuit profonde dans l'intelligence du vulgaire pour tout ce qui n'est pas littérature légère, gloire folle, et vain engouement des modes.

« La nation elle-même, disait Bonaparte, n'a dans son caractère et ses goûts que du provisoire et du *gaspillage.* Tout pour le moment et le caprice, rien pour la durée. »

Assurément, voilà un jugement de maître. Faut-il s'étonner alors que l'œuvre industrielle soit encore si pénible, si dispendieuse et si mesquine!

Ce qu'il nous faudrait enfin, c'est un peu de cette *science du bonhomme Richard*, dont le peuple améri-

cain a tant, et dont le nôtre ne se doute même pas.

Quelques proverbes économiques, tels qu'on en trouve répandus dans tous les rangs aux États-Unis, auraient indubitablement épargné à la France ses trésors et sa dignité.

Dans la sphère plus haute de la politique, l'absence de ces mêmes notions n'a pas été moins funeste.

Comment expliquer, d'une part, notre exaltation pour l'avenir; cette clameur de progrès, ces idées téméraires et folles sur la réforme des mœurs dans ce qu'elles ont de plus pur et de plus fondamental; et de l'autre, l'endurcissement, l'immobilité des heureux du siècle, l'orgueil des droits acquis?... comment, si ce n'est par l'impatience d'une jeunesse présomptueuse et par l'aveuglement d'esprits caducs, inspirés autrefois d'un libéralisme étroit, qui tous, indistinctement, ignorent que, par la nature des choses, il est des éléments constitutifs essentiels à toute société, qu'il faut respecter en toute occurrence. Nul doute, s'ils avaient su qu'il était écrit en caractères fatals, à l'entrée du sanctuaire de la science sociale : *Sacrifice, dévouement, patience, amour, persuasion,* et *paix,* tous mots austères ou sublimes, qu'il faudra un jour bégayer et aimer !... nous aurions,

depuis huit ans, accompli plus d'un compromis, tranché plus d'un nœud gordien ; et nous serions aujourd'hui en voie de concorde et de réels progrès.

L'imputation du mal fait ainsi aux destinées de la France doit remonter aux institutions du passé, dont les traditions ont encore force de loi parmi la multitude européenne.

Les Universités se sont crues long-temps fondées pour l'immobilité : de là, les plus invincibles entraves à l'amélioration des choses publiques. Que de combats intellectuels il a fallu livrer pour vaincre la routine des siècles scolastiques !

Désormais, il faut constituer les Universités pour le mouvement en avant ; car, si le progrès doit être introduit quelque part avec mesure et régularité, sans contredit c'est dans l'éducation, et surtout dans l'instruction publique ; dans les sentiments et dans les idées ; dans les instruments et dans les méthodes.

Les colléges pour les langues et les littératures mortes doivent sans doute être conservés comme d'indispensables exceptions ; mais nos jeunes Européens du XIXe siècle n'ont que faire de la morale et de l'économie sociale grecques ou romaines : il leur faut celles qui dé-

rivent du principe supérieur de la fraternité et de l'égalité de nature.

Les institutions qui doivent prédominer à l'avenir et avoir caractère populaire, national, ce sont les colléges pour *la science sociale*, pour *l'administration*, pour *l'industrie*, *le commerce*, et *l'agriculture*. Voilà les véritables *humanités* des jeunes gens, bien plus que les abstractions verbeuses et incertaines d'un philosophisme éclectique qui n'apprend que le *doute* et l'*inaction*.

Remarquez bien que les études sociales et économiques ne sont pas répudiées uniquement par les colléges ; ce qui se justifierait à la rigueur en disant que les études classiques sont une préparation encyclopédique obligée, qui doit précéder le choix et l'apprentissage d'une *spécialité*.

Cette élimination est même consacrée jusque dans les grandes écoles polytechniques et d'application.

Ainsi nos ingénieurs des ponts et chaussées deviennent d'importants administrateurs, sans avoir appris les moindres éléments de la science administrative et économique ; ils ont chaque jour en leurs mains les destinées de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, sans savoir à quelles conditions ces intérêts-là pro-

spèrent; sans que la prévoyance du gouvernement ait appelé leurs études sur ces matières capitales.

Et puis, où est le maire, l'avocat, le préfet, le conseiller de préfecture et de municipalité, qui soit passé maître en ces connaissances, ou qui les ait même effleurées? Ce sont, la plupart, des ouvriers qui apprennent seulement leur métier alors qu'ils sont censés le savoir.

Ces contre-sens énormes m'ont paru mériter qu'on s'occupât à les redresser.

Il m'a semblé d'ailleurs que nous faisions doublement fausse route en péchant par excès et par défaut dans le même ordre d'idées et d'actes.

Je veux dire qu'au même moment où nous méconnaissions les exigences d'une création abondante d'utilités nouvelles, nous débordions de désirs et de cupidité; nous encensions le veau d'or à l'égal des peuples les plus relâchés de l'antiquité.

Et, chose au-dessus de tout déplorable! une forte portion des classes élevées et moyennes semble se comporter comme si, à l'imitation des aristocraties dégénérées, elles prétendaient sérieusement s'enrichir sans travailler.

Cette disposition des égoïsmes triomphants veut une solennelle et profonde réaction : ou les plus chers intérêts de la France sont en danger pour les siècles prochains; j'entends non seulement sa puissance, sa gloire, sa renommée, mais aussi son existence.

Autant qu'il était en moi, j'ai donc voulu apporter, à l'encontre de ce débordement funeste, de solides raisons qui l'empêchassent de gagner jusqu'au cœur de la génération qui grandit : mais je ne m'abuse pas sur la portée réelle de mes efforts.

Seul, ce livre sera insuffisant pour un tel but, quelque plein et persuasif qu'il soit. Il lui manquera toujours le voisinage de toutes les autres sciences morales et politiques, dont il ne peut être qu'un impuissant reflet dès qu'il en est détaché.

Fût-il bien compris et bien conduit, il ne serait encore que l'une des nombreuses lumières qu'il faudrait faire briller dans les classes et dans les cours d'adultes, avant que les élèves vissent beaucoup et bien.

Car ce n'est pas un seul livre qui manque à l'éducation publique, c'est tout une collection encyclopédique, c'est une *bibliothèque classique* nouvelle.

Mais, dans cette œuvre importante, il faudrait affran-

chir les auteurs; leur permettre de sortir, par un saut brusque, des vieilles ornières où cheminent et s'appesantissent encore, malgré eux, les hommes destinés à la grande mission de former des citoyens et des fonctionnaires.

Sentiments, idées, habitudes, méthodes, textes, lectures, etc., tout est à reviser dans l'ancien système. D'autres avant moi l'ont affirmé et démontré.

J'ai dû aussi, dans la tâche que je m'étais imposée, laisser se refléter en moi les circonstances politiques contemporaines, afin d'en recevoir d'utiles inspirations et d'en tirer des inductions durables au profit de l'inexpérience. Mais il faut le dire : en cherchant à réfléchir le présent, je me suis souvent trouvé, en résultat, dominé par de tristes pressentiments, et comme affaissé sous l'énormité des calamités possibles.

Voyez en effet la gravité des signes dont l'horizon est surchargé : d'une part, dans les hautes régions de l'opulence et de la puissance : libertinage impudent; mollesse croissante; industrialisme éhonté; mauvaise foi; corruption systématique et quasi-officielle; discordes civiles; prestige national perdu; effrayante contagion de suicides; presse vénale, clergé impuissant ou égaré;

l'aristocratie d'argent se substituant de fait à l'aristocratie de naissance; et toujours l'orgueil de la richesse et de la beauté charnelle; et toujours l'inégalité fondée sur les talents ou l'esprit, au lieu de l'être avant tout sur les *mérites de la volonté;* les distinctions personnelles puérilement et plus que jamais basées sur les appréciations mondaines! — Et puis, au foyer domestique, comme si l'égoïsme se mettait dans ses propres fers : vie recluse en soi-même; existence de serre-chaude; atmosphère lourde de ville et de salon, pervertissante à l'excès; joies menteuses et tristesses réelles; amours flétris et jaunissant dès l'éveil du cœur; insanité dans les têtes; exagération sans bornes dans les prétentions, dans les désirs; ivresse et frénésie dans la sensualité; et en fin de compte, satiété, atonie, impuissance, et civilisation maudite!!

C'est là, si je ne me trompe, l'inventaire du triste bonheur dont ont su se gratifier les classes qui cumulent loisirs et richesses. Quant à l'*état de situation* du grand corps des peuples, il est tout dressé et familier à tout le monde. Pour la multitude : ignorance, engourdissement et avilissement; labeur et misère; mendicité ou

vagabondage ; désespoir ou résignation ; salles d'asiles, hospices, monts-de-piété, les prisons ou la Morgue !...

Et pour l'élite, parmi la race prolétaire : envie constante ; haine profonde et vengeance intentionnelle ; ou noble fierté et généreuse abnégation ; espoir indomptable ; nature de tribuns et fanatisme de martyrs.

Voilà, en esquisse libre, l'histoire du temps qui court.

Est-ce celle de l'avenir ? Nous ne pouvons nous reposer dans cette croyance.

Situation déplorable cependant ! Spectacle décourageant pour tous ceux qui espéraient encore sauver intacte la tradition glorieuse et bien acquise de notre belle patrie !

Les sociétés européennes sont encore tellement SAUVAGES, qu'à chaque instant, dans tout pays, l'on a devant soi les symboles ou les instruments de guerre et de destruction : tambours battant, soldats armés, police, gendarmes, corps-de-garde, exercices, solennités ou revues militaires, etc. Il semble toujours que la cité soit un camp ; que le citoyen soit un ennemi vaincu dont on craint la rébellion, et le pouvoir un service inutile, une position usurpée.

C'est que chaque égoïsme veut la liberté, afin de faire ce que veulent ses passions ;

Et l'égalité, afin d'être sans supérieurs et sans honte ;

Et la fraternité, afin qu'on vienne à son secours s'il fait naufrage ;

Et l'ordre et la paix, afin qu'il jouisse longuement et en toute sécurité de son *oisiveté*, et du *revenu* qu'il peut avoir.

Mais songez-y !

Le ciel se charge, et tout présage qu'il veut se purifier.

Le jour d'une nouvelle justice approche, ou vous l'éloignerez en vous amendant.

Vous avez laissé dégénérer la liberté en licence. Or, je vous dis que l'anarchie prolongée vous ramènera vite au despotisme ; de même qu'un despotisme séculaire vous avait valu de revendiquer et d'obtenir la liberté.

C'est qu'une société est toujours entre deux écueils :

L'écueil de la souveraineté d'un seul, c'est le bon plaisir et une immobilité de plomb.

L'écueil de la souveraineté de tous, c'est la licence et l'instabilité.

Vous aurez le despotisme, si vous maintenez l'anar-

chie; tout comme vous avez eu la liberté, parce qu'on avait maintenu le despotisme.

Il n'y a pas d'exception à cet égard dans l'histoire.

Toujours le désordre de la multitude a fait désirer, préférer, réclamer la dictature; et jamais les grands ambitieux, les Cromwell, les Bonaparte, n'ont manqué.

Mieux vaut l'ordre inflexible que la licence; car lorsque chacun est maître, tout le monde est esclave. Jusqu'ici tous les grands pas accomplis par les sociétés se sont faits dans le sang, par la violence, en traversant d'épouvantables époques de confusion.

Avant peu, il s'agira encore de décider si l'on veut renouveler l'histoire.

Il ne faut point avoir le don de prophétie pour l'annoncer comme de science certaine : les temps de calamités sont imminents, s'il ne se fait pas bientôt une grande clarté dans nos esprits, s'il ne descend point une ardente charité dans nos cœurs.

Et la tempête déchaînée, voici ce que vous laisserez dans le désastre universel :

Vous, vos enfants, et les enfants de vos enfants, mourrez par le fer, ou subirez un dur esclavage.

Les plus riches parmi vous perdront leurs douces

jouissances d'égoïstes, s'ils ne perdent pas la vie; et leur existence sera un composé de craintes et d'angoisses.

Les pauvres seront plus pauvres; et la mort, escortée de famines et de privations cruelles, moissonnera impitoyablement et par milliers leur progéniture.

Et vous subirez une honteuse conquête; car il a été dit : *Tout peuple divisé périra.* Prenons garde en effet, jeunes hommes patriotes, que notre postérité ne nous maudisse dans les fers.

Savez-vous ce qu'elle dirait, cette postérité dont l'acclamation au fond des siècles à venir vous fait encore envie? elle dirait que vous avez tout agité, mais que vous n'avez rien résolu; tout entrevu, mais rien compris : elle dirait que vous avez été pleins d'audace, mais pleins d'inconsistance; actifs sans but; généreux sans bienfaisance; égaux sans liberté; frères sans charité; que vous avez sonné le réveil, mais que vous vous êtes rendormis : elle dirait pitié, misère et oubli!

Non! les choses ne peuvent rester ainsi dans le pays le plus civilisé du monde!

« Nous ne vaudrons tout notre prix, disait Napoléon, que lorsque nous substituerons les principes à la

turbulence, l'orgueil à la vanité, et l'amour des institutions à l'amour des places. »

Hâtons-nous donc d'aimer et d'agir!

Nous devons être convaincus que nous entrons à pleines voiles dans une ère d'application. Le XIXe siècle promet d'être une époque de réforme et d'amélioration en tout: institutions, mœurs, économie... La transformation sera successive, mais intégrale: elle se manifestera sur le globe et dans ses profondeurs, tout comme dans la pensée de l'homme et dans ses actes. Mais il importe de nous rappeler d'où nous vient ce partage. Si nous pouvons *appliquer*, c'est que nos pères nous en ont acquis le moyen par la science et le désintéressement. Si nous récoltons, c'est qu'ils avaient semé; et ceci nous apprend qu'il est souverainement bon, nécessaire même, pour le progrès et le bonheur de l'humanité en corps, que chaque génération plante des arbres dont l'ombrage n'abritera pas sa vieillesse, et dont les fruits seront savourés par les générations à venir. Si donc une génération, un peuple, pouvaient se ravaler jusqu'à oublier de *planter*, qu'ils soient maudits avant, qu'ils soient maudits après leur passage sur la terre!!...

Mais si ces recommandations portaient à faux; si la so-

ciété, que je crois malade, était saine et bien portante! si l'horizon, que parfois je vois noir et menaçant, était riant et plein de promesses! oh! alors, tant mieux! Qu'il en soit ainsi, et je louerai Dieu! Mais du moins, on remonterait à la source de ces appréhensions; l'on ne se méprendrait pas sur la nature des sentiments qui auraient dicté ces jugements sévères.

Car mon intention sincère a été constamment de rester calme, impartial, insensible à toute velléité de récrimination, même contre les classes que je croyais les plus dignes de blâme.

En revanche, je me suis interdit toute considération qui pouvait militer en faveur des institutions mauvaises et des préjugés stationnaires les plus caressés : rien n'a pu me porter à taire ce que je croyais la vérité, ni à l'envelopper du manteau des réticences.

Une idée pouvait être hardie: j'ai seulement regardé si elle était opportune et juste, mais juste de la justice de fraternité; elle pouvait être mal sonnante pour certains droits acquis: je me suis seulement demandé si elle pouvait être utile à la chose générale.

Ce que j'ai poursuivi dans ces études, c'est donc le

bien de tous, des riches et des pauvres; c'est l'harmonie, c'est l'équité, c'est la justice *distributive*.

Mon amour pour ceux qui souffrent, innocents et purs, ne m'inspire ni envie, ni haine, envers ceux qui jouissent coupables et sans entrailles.

Mais toute la vie, j'espère, ma tête et mon cœur conspireront ardemment pour empêcher que les jouissances de la minorité n'engendrent presque nécessaiement, comme jadis et aujourd'hui, la souffrance ou le sacrifice fatal de la masse des peuples.

I.

DÉFINITION DES AMÉLIORATIONS MATÉRIELLES.

—

Nous entendons, avec tout le monde, par *améliorations matérielles*, tous les travaux, toutes les entreprises, tous les moyens de l'ordre physique qui ont pour résultat une création supplémentaire ou plus économique de richesses matérielles. Cependant, par une extension bien légitime, nous assimilerons aux améliorations de l'ordre matériel, les *institutions* et les *combinaisons* économiques qui, plus ou moins directement, tendent au même but, et qui de plus déterminent ou favorisent la diffusion des utilités sociales de toute nature : l'universalisation du travail, des bénéfices et des charges de l'association humaine, celles des lumières et du savoir, l'essor et l'usage des facultés et des puissances sociales des populations.

Cette extension est légitime, disons-nous, car évidemment toutes ces franchises et tous ces dons, centuplent eux-mêmes la puissance productive, l'activité de l'homme, les moyens de l'ordre économique brut, et finalement ils décident une augmentation de richesses.

Ainsi tout ce que peut prescrire ou suggérer l'économie sociale et politique, ou l'hygiène publique et privée la plus avancée ; tout ce qui, dans ce cercle, peut contribuer à donner aux nations, *à l'intérieur*, des citoyens plus éclairés, plus moraux et plus forts; *à l'extérieur*, plus de sécurité, de puissance, de dignité et de considération, rentre à nos yeux dans la catégorie des améliorations matérielles.

L'organisation d'un système plus complet d'éducation publique, la création de nombreuses écoles d'arts et métiers, l'extension des institutions de crédit, celle des sociétés ano-

nymes ou en commandite par actions, en général la vulgarisation du mode d'association, sont donc, dans notre esprit, des améliorations matérielles tout comme le perfectionnement et la multiplication des forces motrices, des moyens de transport et des voies de communication, tout comme le perfectionnement de l'agriculture, les desséchements, assainissements et embellissements du territoire, l'augmentation du matériel aratoire ou de guerre ; et de même l'invention et l'application de la boussole, du papier, des lettres de change, de l'imprimerie, sont des améliorations matérielles non moins notables que celles de la charrue, du charlot, des machines à vapeur et des chemins de fer.

Afin de conserver au langage sa rigueur, il faut ici remarquer que, dans notre pensée, amélioration matérielle est synonyme d'augmentation de richesse ou d'utilités humaines de tout genre : alors il n'y a plus rien d'oiseux à vouloir prouver, comme nous le ferons bientôt, que ces améliorations sont bonnes et désirables pour l'homme, et par conséquent pour ses libertés, qui ne sont dans leur ensemble que les manières d'être de sa nature, en manifestation et en satisfaction.

Si nous négligions cette remarque, nous oublierions donc que le mot *améliorer* emporte avec lui l'idée de mieux, et à plus forte raison celle de bien, de bon, de désirable.

II.

DÉFINITION DE LA LIBERTÉ.

On a fait du sens de ce mot : *Liberté*, quelque chose d'inextricable. Il faut absolument, au préalable, dégager de la confusion contemporaine la définition véritable, ou plutôt distinguer les diverses espèces de libertés.

LIBERTÉ MORALE. — Religieusement parlant, *être libre*, c'est avoir la responsabilité de ses actes devant la loi morale, devant Dieu; c'est aussi avoir la vue nette et intelligente, la vue saine, du bien et du mal; c'est encore être dans le bien, en esprit et en volonté. L'homme alors est d'autant plus libre qu'il aime et pratique davantage le bien.

LIBERTÉ POLITIQUE.—Politiquement, la liberté est, en général, la négation de toute dépendance fondée sur la force, sur l'arbitraire ou l'iniquité; la négation de toute exploitation de l'homme par l'homme à titre de droit personnel, sans acception du devoir devant Dieu et de l'égalité devant la loi.

C'est, en particulier, pour nos temps et pour nos conceptions sociales modernes, la jouissance des droits de citoyen; l'aptitude reconnue à l'élection et à l'éligibilité; aux fonctions actives, sur le pied d'égalité devant la loi; à la représentation plus ou moins directe, et, par cette représentation, à la puissance législative.

LIBERTÉ INDIVIDUELLE. —Cette liberté se résume dans la sécurité ou la sauve garde légale et effective des personnes et des propriétés contre l'arbitraire des agents publics et les violences privées.

LIBERTÉ ABSTRAITE OU MÉTAPHYSIQUE.— Il existe ensuite une certaine définition métaphysique qui fait consister la liberté

dans le *pouvoir de faire ce qu'on veut ;* mais nous n'en tenons compte que pour montrer jusqu'où peut errer et dévier la spéculation sans la contre-épreuve de la réalité.

D'abord, cette liberté n'est pas possible dans nos conditions terrestres d'êtres finis. Elle ne s'applique qu'à Dieu ; et la transporter à l'homme est le comble de l'orgueil et de l'absurdité. Dieu seul en effet a le *pouvoir de faire ce qu'il veut ;* et encore est-il soumis aux lois de sa propre justice. Il fallait donc, pour dire quelque chose d'analogue qui convînt à l'homme, définir la liberté : le pouvoir de faire ce qu'il *veut, dans les limites* de ce qu'il PEUT. Mais une liberté, sans égard au bien ou au mal, au caractère moral des actes de cette liberté agissant, ce n'est pas de la liberté, c'est ce que le genre humain appelle *licence.*

Or, à ce compte, la société serait impossible ; car tout le monde serait libre dans le mal, esclave dans le bien.

Remarquons d'ailleurs que dans la réalité chacun a toujours le *pouvoir* de faire ce qu'il veut, mais qu'il n'en a pas le *droit.* Tout le monde ne peut-il pas tuer, voler, mentir, etc. ?... mais qui affirmera qu'on en ait le *droit* devant Dieu, et par conséquent devant la société, qui est instituée de Dieu ?

LIBERTÉ SOCIALE OU POSITIVE. — La seule définition féconde et vraie de la liberté sociale, de celle-là qui résume toutes les autres parce qu'elle les contient, c'est celle qui ramène la liberté à l'usage de nos facultés, à la satisfaction de nos besoins et de nos penchants moraux, intellectuels et physiques, dans les limites tracées par les imprescriptibles obligations de la morale et de la sociabilité, et dans la mesure compatible avec les possibilités matérielles et politiques actuelles, dans le temps et dans l'espace. On a pu dire également avec convenance que la liberté consiste à développer, sans entraves et avec toute l'extension possible, une capacité spirituelle ou temporelle *utile* à la société. Par conséquent nous serons d'autant plus libres que nous serons mis davantage dans les conditions matérielles et intellectuelles de pouvoir opter pour le bien ou pour le mal. La liberté ainsi définie est donc quelque chose de *relatif.* C'est le degré et l'étendue de la

satisfaction de nos besoins et de nos facultés qui mesure le degré et l'étendue de liberté dont jouit, à un instant donné, un individu ou une nation.

Le *summum* de la liberté serait donc dans le *summum* de la satisfaction de tous nos besoins; et le *minimum* de l'une dans le *minimum* de l'autre. Entre ces deux extrêmes il y a place pour tous les degrés de civilisation; car la liberté est la conséquence, mais non le but de la civilisation.

S'il en est ainsi, la liberté est non pas un but elle-même, mais un *moyen*. Le but, c'est la satisfaction des besoins, c'est la jouissance du plein et constant usage de nos facultés individuelles et collectives.

Ne perdons donc jamais de vue ces divers points: que la liberté n'est qu'un moyen; que le nombre des libertés est infini comme celui des moyens; que le temps les amène lentement et une à une, parce qu'il a besoin du concours d'innombrables volontés, que ballottent, que séduisent et captivent tant de passions mauvaises ou d'idées fausses; n'oublions pas que la sagesse, le bon usage de ces libertés peuvent seuls les consolider. Les degrés possibles de liberté étant indéfinis, vouloir emporter précipitamment une liberté qu'on n'a pas, c'est se condamner à une continuelle anarchie, ou, ce qui revient au même, à un continuel esclavage; c'est décréter la révolution en permanence.

Que la liberté ne soit qu'un moyen, et que les besoins, les facultés, l'*œuvre de l'homme* enfin, soient le but, c'est ce qui ressort de tous les grands événements historiques et contemporains.

Et, par exemple, pourquoi les trois derniers siècles revendiquent-ils la liberté politique? Certes ce n'est pas pour elle-même, car on voit les classes moyennes profiter de leurs franchises pour renverser toutes les entraves mises à leur développement intellectuel, à la production, à la socialisation du sol, au travail, enfin aux moyens d'améliorer, de s'enrichir, ou, en d'autres termes, de satisfaire leurs besoins de corps et d'esprit, les nouveaux désirs nés des nouvelles clartés jetées sur le monde européen par la science et par la philosophie.

On la veut donc, cette liberté politique, pour mieux faire

soi-même sa destinée, gérer ses propres affaires, pour prendre à part au vote et à la dépense de l'impôt, pour obtenir toutes les institutions, toutes les modifications et améliorations que l'intérêt général révèle ou que l'intérêt égoïste suggère.

On croit donc en manquer, et l'on en manque effectivement toutes les fois qu'on sent un besoin dont la satisfaction est licite moralement et *socialement*, qu'il ne nuit *justement* à personne, et que ce besoin trouve cependant obstacle dans les institutions ou dans la volonté égoïste d'une classe ou d'un parti.

Jusque là, un peuple, une portion de ce peuple, se croit libre, quelles que soient la forme du gouvernement et la lettre des lois qui la régissent.

Toute revendication de liberté qui n'a pas ce motif pour point de départ réel ne peut se justifier en droit : c'est une prétention égoïste, une manière détournée de faire appel aux mauvaises passions et d'arriver à la licence, une rébellion contre l'établissement ou la consolidation du lien social, une œuvre d'anarchie.

La notion vulgaire de la liberté n'est pas moins concluante.

Quelles sont les classes qui, dans toute société et de l'aveu unanime du genre humain, sont tenues pour être les plus libres? Evidemment ce sont celles dont la position fait envie : les classes *riches*, pour qui toutes les utilités abondent relativement, qui peuvent satisfaire le plus de désirs, acquérir le plus de connaissances. Et comment ces classes ne seraient-elles point libres aux yeux du vulgaire? N'est-ce pas pour elles que sont faites les grandes routes et les équipages, les coursiers rapides, les châteaux au village, les hôtels à la ville, et leur élégante tenue et leur existence éclatante et variée!!! Nest-ce pas pour elles les voyages, pour elles les pompes et les merveilles de l'industrie, les magnificences des beaux-arts, pour elles la puissance et l'autorité, pour elles les égards, les solliciteurs, les éloges, la considération, pour elles enfin toutes les commodités, tous les agréments, toutes les séduisantes faiblesses de la vie!

Etsi l'on y prend garde, on verra dans nos sociétés modernes décroître ou s'élever la liberté individuelle avec la fortune;

et même la liberté politique, qui se donne ou se retire de nos jours selon le cens que l'on possède, c'est-à-dire selon les ressources ou les utilités matérielles dont on dispose.

Ainsi donc, ou la *liberté* n'est qu'un mot, ou elle appartient au riche plus qu'au pauvre.

Assurément si les pauvres devenaient moins pauvres, ils auraient de tout cela un peu.

Mais qu'est-ce qui fait les riches plus riches encore, et les pauvres moins pauvres? Nous le prouverons bientôt et maintes fois : ce sont les *améliorations matérielles*, les entreprises et les institutions dont le résultat est d'aviver les sources du travail, d'augmenter la somme des richesses et des revenus d'une nation.

Mais n'anticipons pas : les preuves de tous ces divers points recevront leur suffisante confirmation dans le cours de ce livre; nous n'avons dû les indiquer ici que comme le cortége naturel de définitions indispensables.

Toutefois, lorsque nous disons que la liberté n'est qu'un moyen et que son but est la satisfaction des besoins, le développement des facultés, il ne faut pas entendre que ce but soit la fin dernière de l'homme et des sociétés. Il est encore un autre but plus haut, dont cette satisfaction et ce développement sont les conditions préalables ou les moyens. Mais avant de dire quel est ce but dernier, et pour en inspirer le désir et la foi, nous avons à toucher une question préjudicielle capitale : il s'agit de savoir si les améliorations matérielles sont *licites* aux yeux de la morale et de la religion, ou jusqu'à quel point elles le sont.

III.

LÉGITIMITÉ RELIGIEUSE DES AMÉLIORATIONS MATÉRIELLES.

Un imposant et solennel anathème, qui retentit encore, a été lancé dans le moyen-âge, je ne sais à quelle date précise, contre la satisfaction des besoins du corps, et par conséquent contre les poursuites ordinaires de la vie que cette satisfaction présuppose. La croyance se répandit que la religion chrétienne était ennemie de la richesse, et prescrivait formellement à tous la pauvreté, non seulement pour soi, mais pour autrui. On parla de la terre comme d'une vallée de *larmes* et de *misères* qu'il fallait se garder de combler, qu'il fallait au contraire approfondir. L'abstinence, la macération de la chair, la mysticité, l'incurie temporelle, devinrent un but proposé à tous indistinctement, et l'on mit un instant la grandeur et la rivalité morale à s'anéantir!!

Cette grande erreur, cette étrange déviation de l'esprit évangélique préoccupe encore de nos jours une foule d'excellents esprits : les masses principalement sont toujours entretenues dans cette superstition presque par toute l'Europe. Si l'on doutait de la perpétuité de cette tradition parmi nous, nous invoquerions l'édifiant aveu de l'un des économistes catholiques les plus éclairés de l'époque : « Il faut le reconnaître, dit M. de » Coux, l'erreur où tombèrent les catholiques (de croire que » la religion était l'ennemie nécessaire de l'agriculture, de » l'industrie et du commerce) avait en soi quelque chose de » plausible, et *je la partageais moi-même.* » Il n'est donc pas superflu, comme il pourrait sembler, d'examiner ici s'il y a réellement entre les commandements de la morale chrétienne

et les améliorations de l'ordre *matériel* une incompatibilité radicale.

Or toute la vie de Jésus-Christ est une éclatante et continuelle protestation contre la misère et le mal-être corporel du grand nombre. Qu'est-ce autre chose en effet que ces guérisons subites, extraordinaires, dont l'évangile le montre si charitablement prodigue? Et voyez! c'est à ce signe qu'il veut surtout qu'on reconnaisse son caractère de messie : « Allez, dit-il aux disciples de Jean, allez et rapportez à Jean les choses que vous entendez et que vous voyez : les aveugles recouvrent la vue, les boiteux marchent . . . . . et l'évangile est annoncé aux *pauvres.* »

Rendre la vue aux aveugles, adoucir partout les souffrances physiques, n'est-ce pas reconnaître la légitimité, les droits, les exigences du *corps;* du corps, instrument principal de l'âme!...

Jésus-Christ a-t-il jamais reproché, dans ses remontrances aux affligés, l'importance qu'ils mettaient à leur guérison?

Jésus-Christ a-t-il voulu l'abstinence pour l'abstinence, lui qui disait à sa propre louange : « Jean est venu ne mangeant ni ne buvant; le fils de l'homme est venu mangeant et buvant; » lui dont nous connaissons les mémorables *multiplications des pains*, et qui disait avec la tendre sollicitude d'un père : « J'ai pitié de cette multitude, car il y a déjà trois jours qu'ils ne me quittent point et ils n'ont rien à manger, et je ne veux pas les renvoyer à jeun de peur que les forces ne leur manquent en chemin. »

N'est-ce point le corps, le bien-être, l'aisance, la richesse qui sont ici en cause? Où est alors la sanction des macérations officielles, des anathèmes contre la chair, du détachement ou plutôt de l'oubli du corps et de ses besoins?

Jésus-Christ a-t-il défendu à l'homme la recherche active des utilités de la vie, lui qui seul entre tous les fondateurs de religions, a formulé la prière temporelle la plus sociale et la plus profane dans ces paroles si populaires : « *Donnez-nous* notre *pain quotidien*, que votre *règne nous arrive*, etc... » lui dont presque toutes les similitudes (paraboles) sont prises dans l'ordre des comparaisons et des phénomènes matériels, des besoins et du bien-être corporels?

Sans doute Jésus-Christ a dit aussi : « Ne vous amassez pas de trésor sur la terre, mais amassez-vous des trésors dans le ciel. » Mais ç'a été pour condamner l'avarice et l'amour *égoïste* des richesses, non pour condamner les richesses elles-mêmes et le bon usage qu'on en doit faire, l'usage auquel elles sont destinées dans les desseins de Dieu.

Sans doute, c'est encore à lui que nous devons cette prescription : « Ne soyez point en souci disant : Que mangerons-» nous, que boirons-nous, ou de quoi serons-nous vêtus ? » Mais c'est lui aussi qui a ajouté : « Votre père céleste sait que vous avez besoin de toutes ces choses-là ; cherchez donc *premièrement* le royaume de Dieu et sa justice, et toutes ces choses vous seront données *par dessus*. » Voulant figurer par ce langage que si les hommes s'efforçaient d'enrichir leur prochain par un dévouement fraternel constant à son intérêt et par la pratique des vertus chrétiennes, ils se trouveraient tous *riches*, sans s'être occupés de le devenir personnellement.

Nul doute encore, Jésus-Christ s'écrie : « Heureux les pauvres d'*esprit !* » mais il ne dit nulle part heureux les pauvres de *corps ;* parce que ce qu'il veut précisément, c'est le *dépouillement intérieur* des richesses, le détachement de la richesse pour soi, de la richesse à l'exclusion, au préjudice d'autrui ; et au contraire le transport, le don de ces richesses aux dénués, à ceux qui souffrent dans leurs entrailles, dans ce corps universel des chrétiens pour lequel les richesses du chrétien sont faites.

Enfin il donne ouvertement cet avertissement « qu'il est difficile à ceux qui se confient dans les richesses d'entrer dans le royaume des cieux ; » non pas pour décourager la création des utilités de la vie, mais pour décourager les mauvais riches.

Il est vrai, Jésus-Christ veut que chacun s'*appauvrisse* au profit de tous, l'individu au profit de la société, le membre au profit du corps, parce qu'avant que l'individu puisse être riche, et pour qu'il le soit durablement, avec sécurité et bonheur, il faut que la société le soit d'abord ; comme avant que le membre reçoive la vie, il faut que le corps lui-même vive et que le cœur batte.

C'est pourquoi Jésus-Christ ne peut vouloir, en même temps

qu'il commande l'appauvrissement continuel à l'individu, qu'il soit pauvre d'une pauvreté permanente et systématique.

Car s'ils étaient déjà pauvres, les vrais chrétiens, comment pourraient-ils s'appauvrir en faveur de leur prochain? car s'ils étaient sans ressources, comment pourraient-ils secourir leurs semblables? « *Pour ôter la mendicité*, dit Bossuet, *il faut avoir des moyens contre l'indigence.* »

Vouloir que la charité soit active, c'est vouloir que les muscles et l'intelligence le soient; vouloir qu'elle soit abondante, c'est demander que la richesse créée le soit d'abord; vouloir que la charité s'ingénie aux bonnes œuvres et soit de plus en plus efficace, c'est stimuler vivement les hommes aux améliorations matérielles à cause même des améliorations spirituelles.

Si les individus, si les sociétés chrétiennes suivaient à la lettre les prescriptions de l'évangile, elles n'auraient donc pas de pauvres parmi elles, en ce sens que chacun étant riche de la charité de tous, nul ne manquerait de rien dans la maladie, dans l'enfance, la vieillesse et l'incapacité virtuelle.

Si Jésus-Christ avait voulu la pauvreté comme l'état normal sur la terre, soit du grand, soit du petit nombre; s'il eût voulu faire de notre séjour *ici bas* une vallée de larmes et de misères, il eût prescrit à perpétuité et en paroles claires la paresse, l'oisiveté, l'inertie intellectuelle et physique.

Mais loin de là, expressément il déclare la paresse un vice capital, le travail une obligation morale impérieuse : « Celui qui ne veut pas travailler, n'a pas le droit de manger, » dit saint Paul. Ajoutez que la doctrine chrétienne est une doctrine d'activité et de progrès par excellence : « Demandez et l'on vous donnera, cherchez et vous trouverez, heurtez et l'on vous ouvrira. — *Prends ta croix et marche* » dit partout l'évangile au chrétien. N'est-ce pas aussi chez les chrétiens que sont nés ces proverbes populaires : « Aide-toi, le ciel t'aidera. — Qui travaille prie. » Or il y a dans ce peu de mots une sanction et comme une prime anticipée pour tous les progrès modernes des sciences, pour toutes les inventions de l'industrie, pour tous les efforts faits depuis dix-huit cents ans dans le monde chrétien, en vue du bonheur et de la gloire de l'humanité.

Enfin ne serait-il pas étrange, dans l'hypothèse du dogme

de la réprobation de l'industrie et de la richesse, que les sociétés les plus chrétiennes fussent précisément les plus riches, les plus signalées par leur génie inventif, par leur indomptable activité dans le champ de la production ; tandis que chez les peuples dont la religion est souverainement tolérante pour les richesses mondaines et les plaisirs des sens, mais ne commande pas le sacrifice, les masses sont inertes, paresseuses et pauvres?

Et si la richesse n'était pas compatible avec la moralité évangélique, si même elle n'avait pas une vertu moralisante, comment se ferait-il que les nations les plus riches sont après tout les plus morales et les plus avancées dans la civilisation, c'est-à-dire dans l'esprit d'égalité, de fraternité et de liberté, dont l'évangile est le verbe initiateur et le *code* en Europe?

Qui l'ignore!! le plus haut commandement et celui qui résume tous les autres, c'est d'aimer son prochain par amour de Dieu, de l'aimer comme soi-même, et *plus* que soi-même. La fraternité en Dieu notre père commun, voilà donc, suivant la morale européenne, la source, le mobile et le but de nos actes religieux : le dévouement, le sacrifice en sont les moyens (1).

Or, pour l'individu et pour la société, il n'y a que trois manières d'opérer le sacrifice, d'aimer son prochain individuellement et collectivement : l'*éclairer*, le *moraliser* et le *conserver*. Moralité, lumières, santé ou bien-être, voilà trois besoins pour chacun et pour tous, auxquels doivent correspondre, en égale abondance, et simultanément, et incessamment, et progressivement, trois sortes de *richesses*, qui toutes, comme leurs besoins corrélatifs, se tiennent ou s'engendrent, et sont en mutuelle réciprocité de service en devenant tour à tour le moyen et le but, la cause et l'effet. Voilà le champ réel et positif du sacrifice, la sphère éternelle du dévouement; voilà en quoi peut s'exercer la vertu humaine et se témoigner la charité et la fraternité. Il n'y a là rien de mystique : c'est la vie vulgaire dans toute sa plénitude et dans ses légitimes manifestations.

(1) Voir la Note 1 à la fin du volume.

Ainsi, la moralité ne peut guère s'inoculer, s'affermir, devenir féconde, se manifester à propos et efficacement, sans la connaissance, sans les lumières, l'instruction; ni la moralité et la science sans la santé, sans la force, les loisirs, la richesse. Ne faut-il pas que la multitude ait des loisirs, du temps pour s'instruire; pour que les enfants s'initient aux habitudes licites, aux devoirs de la vie sociale; pour que les adultes se perfectionnent ou entretiennent ce qu'ils ont acquis? Dans la misère ou dans la médiocrité de ressources, aucune de ces choses n'est faisable à un degré suffisant. L'homme courbé vers la terre, occupé à des travaux infimes, reste lui-même infime dans sa pensée, infime dans ses sentiments, infime dans ses actes.

Améliorer matériellement, améliorer intellectuellement, améliorer socialement, c'est donc servir le mouvement que la Providence a mis dans les êtres et dans la nature.

Dans le plan de Dieu, l'homme ne satisfait pas ses besoins pour le seul plaisir de les satisfaire; il ne développe point ses facultés pour la seule fin de les développer. Dieu veut mieux et au-delà, et le catholicisme formule ainsi la fin de l'homme: *Dieu l'a mis au monde pour l'aimer, le servir et le connaître.* Or par là il faut se garder de croire qu'il s'agisse ici d'un amour stérile, d'une vaine et mystique contemplation des perfections divines, et que ce soit le servir efficacement que de l'adorer, de l'implorer et de se livrer exclusivement aux pratiques et aux cérémonies du culte. Avant tout Dieu veut être aimé dans ses créatures, dans le prochain; il veut être servi en actes positifs de dévouement à nos semblables; il veut que nous lui témoignions notre attachement en nous traitant les uns les autres comme des frères, et que nous nous ingéniions continuellement à rendre notre dévouement au prochain plus sensible, en recherchant quels besoins restent à satisfaire, quelles souffrances à apaiser, quels plaisirs innocents à procurer, quelles misères à soulager, d'abord autour de nous et puis loin de nous, dans la nation et dans l'humanité; et enfin quels moyens sont les plus propres à atteindre ce but indéfini.

Il faut donc cultiver la science, développer notre faculté de connaître, créer, produire des utilités et des instruments de

tout genre : car la richesse est l'instrument social, le moyen de la fraternité, de cette œuvre d'homme dont nous parlions tout à l'heure.

S'enrichir mutuellement par amour de Dieu, se procurer à l'envi les moyens de se développer dans ses affections aimantes, dans ses facultés et dans ses forces, voilà donc la *morale en action* qui, du point de vue de la matière et de l'économie sociale, dérive de l'esprit et de la lettre évangéliques.

Sans doute, consoler, soulager, édifier, fortifier autrui au moral, se perfectionner soi-même au spirituel, sont des devoirs impérieux de la vie du chrétien; mais s'il y a les devoirs et les secours *spirituels*, il y a également les devoirs et les secours *matériels*.

Evidemment, au gré de Jésus-Christ, nous ne saurions trop aimer notre prochain, trop nous identifier avec ses privations, ses devoirs, ses faiblesses; non plus nous ne saurions donc trop nous habituer au dévouement, aux bonnes œuvres; trop nous éclairer, trop nous instruire, trop nous enrichir, en un mot nous rendre trop *puissants*.

Chacun de nous, dans la mesure de sa moralité ou mieux de son amour pour Dieu, se voit donc tenu de se développer indéfiniment dans cette triple direction, selon ses forces et ses aptitudes natives. Toutefois il demeure bien entendu que jamais, sous aucun prétexte ou subterfuge, il ne pourra être question pour personne de *s'enrichir aux dépens d'autrui;* puisque précisément c'est pour enrichir autrui, la société, la patrie, l'humanité, qu'individuellement, aux yeux de Jésus-Christ, nous devons poursuivre la richesse, la science, la puissance; puisque nous ne devons même nous proposer l'acquisition, l'accumulation et le progrès de ces biens matériels, qu'en vue d'en rapporter les utilités et les bienfaits au prochain, à la société, à tous! « Tu communiqueras tous tes biens à ton prochain, dit saint Barnabé, sans penser que rien te soit *propre;* car si vous êtes en société pour les choses incorruptibles, combien plus y devez-vous être pour les choses corruptibles. »

Travailler pour enrichir non pas seulement son moi égoïste, isolé, célibataire, mais une famille, ses parents; non pas

seulement sa famille, mais sa patrie, ses concitoyens; non pas seulement sa patrie, mais l'humanité tout entière, le prochain quel qu'il soit, voilà les éléments gradués, les constituants éternels du bonheur collectif, d'un bonheur d'autant plus grand et plus infaillible que le cercle de notre amour et de notre dévouement s'agrandit; d'autant plus médiocre et incertain qu'il se rétrécit.

C'est parce que l'église primitive l'entendait ainsi, que saint Ambroise a pu dire et écrire au IVe siècle, avec l'assentiment de toute la chrétienté : « La richesse hors de mesure, à quelque titre et par quelque moyen qu'elle se soit accumulée, a toujours un principe d'injustice et d'inhumanité. »

Les nécessités que nous avons dites n'ont pas sans doute une égale importance pour les destinées sociales; mais aucune ne peut être long-temps négligée sans que les autres n'en reçoivent tôt ou tard une grave détérioration. La moralité sans la science, ou sans la richesse, ou sans l'une et l'autre à la fois; la science sans la moralité, ou sans la richesse, ou sans l'une ni l'autre; enfin la richesse sans la moralité, ou sans la science, ou sans la science et la moralité, sont tour à tour des états imparfaits, des causes de décadence ou de chute pour les individus et pour les sociétés. La subordination de ces éléments constitutifs du développement individuel ou social est évidente.

La *moralité* par l'éducation fait l'homme social, l'homme de *bonne volonté*, le patriote et le citoyen du monde entier.

L'*instruction*, le savoir spécial par la culture intellectuelle et physique, fait l'homme utile, capable, apte à une profession, à une fonction.

L'appropriation ou plutôt la disposition et l'emploi fructueux des instruments de la richesse, par la juste rémunération de son travail, lui donne les moyens d'assurer son existence, de concourir au salut et à la prospérité commune.

Ce que la morale chrétienne exige de l'individu envers la société, elle l'exige également de la société envers tous ses membres.

La société doit donc à tous progressivement et dans la mesure du possible :

1° La moralité, l'éducation;

2° L'instruction générale et spéciale.

3° Les moyens, la possibilité de s'enrichir.

Elle le doit à chacun, disons-nous, non pas dans la mesure de sa cupidité égoïste et terrestre, mais de son dévouement à la chose générale, de son activité et de sa charité manifestées; en raison enfin des services qu'il veut et qu'il peut rendre à la société.

Chrétiennement, le pouvoir social est constitué pour maintenir les individus dans cette triple tendance. « L'obligation d'avoir soin du peuple, dit Bossuet, est le fondement de tous les droits que les souverains ont sur leurs sujets. »

Tout gouvernement a donc pour devoir de faire disparaître successivement les grandes inégalités dans les trois ordres que nous avons signalés, et de faire arriver, par la moralité générale, par le concours libre, volontaire et méritoire des hommes, le règne de la fraternité: « Que votre règne nous arrive; que votre volonté soit faite sur la terre comme au ciel, » dit chaque matin et chaque soir le vrai croyant, le chrétien d'après Jésus-Christ.

Ici nous touchons à la légitimité religieuse et politique de la propriété individuelle. Si tous, sans exception, suivaient ponctuellement les prescriptions de l'évangile, il n'y aurait lieu aux distinctions ni du tien ni du mien. Chacun travaillerait et produirait ni plus ni moins selon sa puissance, consommerait ni plus ni moins selon ses besoins et selon les ressources totales éventuelles de la communauté, ni plus ni moins; nul ne serait dupe, car nul ne manquerait au devoir ni à la réciprocité.

Mais il ne faut pas croire que même alors l'état social pût se passer et de règlement, et de hiérarchie, et d'entente et de permanence dans les fonctions. Tous ces éléments sont tellement inhérents aux relations sociales qu'on ne saurait s'en passer, même dans l'état de perfection que nous réalisons un instant par hypothèse.

Si nous rentrons dans la réalité, nous voyons que l'homme est libre de faire le bien et le mal; que beaucoup d'hommes choisissent trop souvent le mal; qu'ils s'abandonnent, les uns fréquemment, les autres parfois, à leurs passions, à la pa-

resse, à la débauche, à l'excès, aux consommations superflues. Cette faculté du libre arbitre, ces fautes et les perturbations qu'elles mettent dans la destinée de tous, par le fait possible et volontaire de chacun, veulent être modérées, enchaînées, détournées autant que l'intelligence sociale y peut voir; car il n'est pas bon, ni pour l'individu ni pour la société entière, que les vicieux soient encouragés, fortifiés dans le mal, par le support quand même, aveugle et follement charitable des vertueux; sans cela il adviendrait cette immoralité et cette duperie révoltante : qu'une partie de la société, les meilleurs, consacreraient leur activité à héberger, nourrir, entretenir l'autre, précisément celle des mauvais, des paresseux, et que le mal triompherait à jamais du bien sur la terre!

Ce fait constant de la réalité sociale, est capital, lumineux; car il nous montre pourquoi, quels que soient les progrès futurs des mœurs et des institutions, il y a toujours eu et il y aura toujours un émolument, une rémunération, une propriété individuelle, spéciale, attachée à chaque fonction, dévolue à chaque fonctionnaire, part de richesse dont le fonctionnaire pourra disposer selon son bon plaisir, qu'il aura enfin en toute propriété.

On le voit, si la propriété est le gage de la liberté de l'individu, elle est bien plus encore le gage de la liberté de la société.

Là donc est le fondement, la cause profonde, le sens social du grand fait : le droit de propriété.

Toutefois si nous affirmions sans restriction que l'individu peut disposer de sa propriété selon son bon plaisir, c'est-à-dire en user et en abuser, nous altérerions les principes économiques du christianisme. En théorie ces principes sont et plus purs et plus sévères; en pratique ils sont indulgents : ils supportent l'imperfection, et comme dit saint Paul, ils se font tout-à-coup avec résignation. C'est pourquoi saint Augustin laisse à chacun la libre disposition de ses biens, mais il soutient que le méchant (dans son langage celui qui use mal de sa propriété) ne la possède pas justement, et qu'elle appartient de droit aux bons.

Ce qui a été dit antérieurement nous dispense de définir ici ce que c'est qu'user mal de la richesse aux yeux du vrai chrétien (1).

Toute disposition des choses sociales qui interdit de fait à qui que ce soit la possibilité de s'enrichir, les moyens de travailler; qui lui refuse une fonction et des émoluments, une

(1) Les instruments de travail, les sources de la richesse, et la richesse elle-même, sont si peu notre propriété individuelle absolue, aux yeux de la morale éternelle, et ce que nous devons nous proposer dans la poursuite des biens matériels se rapporte si peu à notre seule personne, à notre seul égoïsme, que le fondateur de la plus ancienne religion dont l'histoire fasse mention, Brahma, promulgue cette claire sentence : *Ce que nous possédons au-delà du nécessaire appartient aux autres.*

Jésus-Christ, les apôtres et les premiers pères de l'Église catholique ne disent pas autre chose quelques mille ans après le législateur indien : « Que celui qui a deux vêtements en donne un à celui qui n'en a point, et que celui qui a de quoi manger fasse de même. »

(Jésus-Christ.)

« Retirez-vous de moi, maudits! s'écrie-t-il encore, car j'ai eu faim, et vous ne m'avez pas donné à manger; j'ai eu soif, et vous ne m'avez pas donné à boire; j'ai eu besoin de logement, et vous ne m'avez pas logé; j'ai été sans habit, et vous ne m'avez pas vêtu; j'ai été malade et en prison, et vous ne m'avez pas visité..... Autant de fois que vous avez manqué à rendre assistance à l'un de ces plus petits, vous avez manqué à me la rendre à moi-même. »

Enfin, suivant saint Luc, saint Basile, saint Chrysostome, saint Augustin, saint Thomas, etc., l'aumône est d'une obligation rigoureuse; et par aumône on n'entend point ici ces quelques bribes tombées du festin (comme le laissent croire tant de pasteurs à leurs ouailles), ni même le superflu, ce qui reste quand on est repu et au-delà; mais ce qui reste après le *strict nécessaire de la vie.*

L'une des plus grandes fautes des clergés catholiques, c'est d'avoir laissé affaiblir jusqu'à l'oubli cette capitale tradition de l'Église primitive. Les plus graves difficultés du siècle s'y rattachent et sont leur œuvre.

place dans l'atelier social, une part suffisante dans la production et par suite le savoir et la dignité morale, est donc un mal, une imperfection relative devant l'idéal évangélique, imperfection que chacun doit aider à faire disparaître, dans la mesure des mérites qu'il veut avoir devant Dieu.

La Convention était donc éminemment chrétienne lorsqu'elle proclamait que *l'État doit à chacun de ses membres ce qui est nécessaire à la vie.*

De même, il serait inique de refuser légalement et systématiquement à chacun d'aller à la fonction où l'appellent son aptitude, sa science, et principalement son dévouement à l'intérêt général, ses vertus civiques.

Par conséquent, dans l'économie sociale du christianisme, nulle carrière, nulle position ne saurait être systématiquement immobilisée de naissance, *arbitrairement* dévolue par la loi et par les chefs.

C'est pourquoi encore la hiérarchie cléricale catholique ne fait point en principe acception de la naissance, mais uniquement des mérites, du dévouement, de la valeur intrinsèque des individus.

C'est pourquoi elle prend ses chefs jusque chez les pâtres.

Cest pourquoi enfin elle n'immobilise et n'inféode aux individus ni fonctions ni bénéfices, et qu'elle les exalte ou les abaisse selon leurs faits et gestes.

La mission du pouvoir social chrétien est en conséquence de s'efforcer, autant qu'il est en soi, d'écarter impartialement tous les obstacles de l'ordre artificiel, de l'ordre d'iniquité, que les passions des forts édifient éternellement contre les faibles, et de laisser chacun soumis aux chances que lui imposent d'une part la fatalité, de l'autre sa propre volonté; d'une part ses triples inégalités naturelles de capacité, d'intelligence et de force, de l'autre ses inégalités volontaires, effectives, de vertu et de mérite.

Hors de là il n'y aura plus contre le développement et la destinée de chacun que ces autres chances que l'on peut nommer du *hasard*, parce qu'elles favorisent ou contrarient la fortune de l'homme sans qu'on sache comment ni pourquoi, et sans qu'on puisse s'y soustraire absolument.

Nous venons de préciser la théorie chrétienne de la richesse, l'économie politique qui découle de l'interprétation naturelle de l'évangile, en esprit et en vérité.

Maintenant comment a-t-il pu se faire, un jour, au sein de la chrétienté, une déviation tellement insensée, que l'Occident faillit s'abîmer dans l'écart d'une pauvreté volontaire, systématique et absolue, et que des siècles d'amères critiques ont à peine suffi à la redresser?

Comment le bon sens populaire a-t-il pu s'altérer au moyen-âge jusqu'à faire mettre en doute aux masses chrétiennes qu'il fût permis à l'homme de bien se porter, licite de manger pour vivre, de se donner l'aisance, la force et la lumière; méritoire de produire, d'amasser des utilités pour les partager avec ses frères, pour leur offrir du pain s'ils ont faim, à boire s'ils ont soif, un gîte s'ils sont sans abri, un vêtement s'ils sont dépouillés! ..... Comment surtout a-t-on pu porter la confusion dans les esprits jusqu'à ne plus comprendre que l'une des plus hautes fonctions de l'humanité est de cultiver, d'embellir la grande demeure qui lui a été affectée par la Providence?

Un économiste catholique va nous l'expliquer : « Il faut le reconnaître, dit M. de Coux, l'erreur où tombèrent les catholiques avait en soi quelque chose de plausible; car notre religion est une religion toute de sacrifice : elle exige de nous une continuelle abnégation, une constante résignation, et classe parmi les plus grands vices la soif désordonnée de la richesse. Elle donne même pour guide à ceux qui veulent arriver à la perfection, l'amour de la souffrance et de la pauvreté. Certes, au premier abord, de pareils enseignements, si contraires en apparence au progrès de chaque fortune individuelle, semblent peu favorables au progrès de la fortune publique. Plusieurs chrétiens, comme leurs adversaires, en tirèrent du moins cette induction, et moi-même j'ai long-temps commis la même méprise : elle était grave et niaise..... »

Ainsi une *induction fausse*, une MÉPRISE, voilà la cause humblement avouée de cette longue et funeste déviation!

En effet, si dans la poursuite des richesses et en toute occasion, nous subordonnions constamment notre intérêt privé,

actuel, à l'intérêt général, tout sacrifice à la société de notre part irait en définitive à notre propre avantage; car bien qu'il appauvrit celui qui le ferait, il enrichirait celui en faveur de qui il serait fait, c'est-à-dire le prochain. Or nous sommes tous *prochain à notre tour*, et par conséquent il nous reviendrait cent sacrifices d'autrui pour un de nous; nous serions donc récompensés au centuple de notre soin à enrichir les autres.

Quoi qu'il en soit on peut l'affirmer, jamais on n'aurait pu légitimement induire une pauvreté universelle, ni de la lettre ni de l'esprit de l'évangile, pris dans son ensemble avec ses restrictions et ses *sous-entendus* naturels.

Jamais même la religion positive, dans sa tradition la plus pure et la seule orthodoxe, n'a promulgué aucune décision qui prêtât rigoureusement à de pareils errements.

Ce qui a égaré la multitude, et ce qui explique, mais ne justifie nullement de semblables interprétations, ce sont les anathèmes répétés par la primitive Eglise et tout durant le moyen-âge, contre le mobile vulgaire de la production : la cupidité égoïste et le mauvais usage.

A cet égard, elle a fait et elle continue de faire une guerre à outrance à l'avarice, à la soif des richesses uniquement pour soi, aux moyens illicites de les acquérir. Qui oserait l'en blâmer?...

Sans doute les ministres de la religion ont puisé trop souvent et mal à propos leurs arguments ou leurs textes dans un livre fermé pour la chrétienté vivante et pour la pratique moderne; trop souvent ils ont eu plus de zèle que de raison ou de lumières; plus de bons sentiments en désirs que de charité effective; nous déplorons même l'aveugle persistance avec laquelle aujourd'hui encore ils se tiennent éloignés de la voie de raison et de justice. Mais, dans tous les cas, l'évangile ne saurait être plus responsable des exagérations mystiques ou de l'ignorance de ses interprètes, que la *science* ne l'est des erreurs ou des élucubrations des savants.

Ainsi l'on peut accuser dans les écrits du prince des Pères, saint Augustin, maints passages qui sentent la mysticité et y poussent au préjudice de la production et de la bonne conduite

des choses positives de la vie. A ses yeux « la prospérité d'un peuple ne consiste pas dans les biens que cherche le vulgaire et qui sont les richesses, les plaisirs sensuels, les spectacles, l'oisiveté; » car il y voit « les occasions de la corruption des mœurs, laquelle attire les guerres, les séditions et la ruine des Etats. » Il dit que « nulle félicité n'est à espérer en cette vie pleine de misères, d'ignorance et de péché; que tout le bonheur des chrétiens est dans l'espérance de l'autre vie; » et suivant lui, l'ordre de la conduite de cette vie consiste en ceci : « En chaque homme entretenir la vie, conserver la santé du corps, apaiser les passions pour contempler la vérité, *en attendant* la paix parfaite et éternelle. » Mais plus loin, ses termes sont en manifeste contradiction avec ces prémisses. « Un chrétien, dit-il, peut vivre dans l'*action* ou dans le *repos*, pourvu que dans le repos il ne laisse pas de penser à l'*utilité du prochain*, et que dans l'action il ne cesse pas de contempler Dieu (1). Le repos doit avoir pour *but* la recherche de la vérité *pour soi et pour les autres*. Dans l'action on ne doit pas aimer l'honneur et la puissance, mais le *travail* pour l'*utilité* du prochain; l'amour de la vérité fait chercher le repos; il n'y a que la nécessité de la charité qui doive nous en

(1) Combien ne faut-il pas être perverti dans son intelligence et déchu de la dignité humaine pour arriver à se croire de bonne foi en voie de salut auprès du Dieu des chrétiens, parce qu'on se met aux pieds des sandales sans bas, ou que l'on va toute la vie nu-tête; lorsque d'ailleurs on remplace le chapeau ou le bonnet par un capuchon blanc, noir ou gris, qu'on se couvre fort chaudement le reste du corps avec un bon manteau de laine, et que du reste on fait profession d'être toute sa vie mendiant, fainéant, hébété, inutile aux autres et à soi-même!

Ceux qui ne seraient point assez édifiés sur ce point, peuvent aller visiter l'Italie : ils y verront en outre, comme nous, l'hypocrisie substituée souvent à la superstition, et le libertinage éhonté, substitué à la continence et à la sévère discipline des anciens jours.

Ces coupables errements ne sont assurément pas des conséquences plus ou moins éloignées du christianisme, ce sont bien plutôt les œuvres de Satan.

tirer. » Quel langage est plus propre à inspirer de grandes œuvres et à obtenir de l'homme une vie bien remplie ! Il y a mieux encore, saint Augustin considère la richesse comme si foncièrement licite et digne de poursuite, qu'il affirme que « Dieu *récompense de* BIENS TEMPORELS les VERTUS *humaines.* » En réalité, ce que saint Augustin condamne dans la richesse, ce n'est donc que l'abus égoïste qu'on en fait, le *superflu* qu'on recherche pour soi-même au préjudice de son prochain. Il le paraît bien par cette comparaison : « Un pauvre content de sa médiocrité, cultivant son champ, gouvernant sa famille, vivant en paix avec ses voisins ; un riche avare, entreprenant, inquiet, querelleur, s'accroissant toujours aux dépens des autres : lequel vaut le mieux? » demande saint Augustin.

Les écrivains modernes qui ont pris prétexte des excroissances mystiques de certains siècles ou de certaines corporations pour remonter jusqu'à la morale évangélique et l'en faire solidaire, se sont donc considérés trop gratuitement comme bien renseignés.

Saint Augustin aurait méconnu les exigences de la vie corporelle, ce que nous croirions difficilement de celui qui a dit : « *Nulla est homini causa philosophandi nisi ut* BEATUS *sit;* » le livre de l'*Imitation de Jésus-Christ*, cette épopée du mysticisme, que l'on croirait empruntée à l'extrême Orient, tant elle est inépuisable et exaltée; l'Imitation, le seul livre qui ait eu le but et la vertu de faire oublier à l'homme la vie et ses joies en endormant poétiquement ses passions charnelles et affectives dans le sein de Dieu, aurait été l'expression éloquente mais fidèle des croyances populaires de l'époque qui l'accueillit, que tout cela ne prouverait qu'une anomalie, l'exception, et non pas la règle ; car des faits bien autrement nombreux et significatifs sont là incrustés sur le sol, burinés sans conteste dans l'histoire, remémorés de siècle en siècle par la tradition reconnaissante, et au besoin nous les trouverions scrupuleusement recueillies par un grand écrivain de nos jours.

Écoutez en effet M. de Chateaubriand énumérer les grands *travaux d'utilité publique* qu'a su inspirer dans des siè-

cles de ténèbres et de ruines le *génie du Christianisme* (1).

Tout vrai chrétien peut donc entrer en sécurité de conscience dans la voie des utilités terrestres, et jouir des *vrais biens* qu'elles donnent ; car Dieu veut l'abondance et non la pénurie, la joie et non la tristesse ou l'abattement *quand même ;* il veut l'association et non l'isolement, la vigueur et non la débilité, car au commencement il a été dit à l'homme : « Croissez, multipliez et remplissez la terre, et l'assujettissez, et dominez sur les poissons de la mer, et sur les oiseaux des cieux, et sur toute bête qui se meut sur la terre. » Et pour prouver que la même fonction et la même puissance sont à toujours données à l'homme sur le globe, son domaine et sa demeure, Dieu renouvelle le commandement après le déluge lorsqu'il bénit Noé. Mais qui veut la fin veut les moyens. Or, pour multiplier, il faut des subsistances et une foule d'utilités hygiéniques que la richesse et les améliorations matérielles successives peuvent seules donner à mesure que la population augmente.

Et, soit que nous écoutions les plus lointains échos de la plus antique sagesse ; soit que nous lisions les plus imposantes autorités de l'orthodoxie chrétienne, ou que nous consultions tout ce qu'il y a de clartés vives et pures dans la catholicité, toujours nous recevons la même leçon, toujours nous voyons légitimer la richesse et le soin des intérêts matériels en vue de l'accomplissement de nos destinées spirituelles, le moyen à cause du but. « Il n'y a rien de plus beau que de voir les hommes vivre tranquillement : chacun est en sûreté dans sa tente, et jouit du repos et de l'*abondance.* » — « Les vraies richesses d'un royaume, ce sont les hommes ; mais il ne suffisait pas, dit Bossuet, qu'il y eût en Judée et en Israël, des populations innombrables comme le sable de la mer ; ce qui est le comble de la *félicité* et de la *richesse*, c'est que ce peuple innombrable *mangeait* et *buvait des fruits de ses mains* et chacun sous sa vigne et son figuier, et était en joie : car la *joie* rend les corps *sains* et *vigoureux*, tandis qu'un peuple *triste* et *languissant* perd courage et n'est propre à rien. La

(1) Voir le *Génie du christianisme*, liv. VIII, chap. 6, 7, 8 et 9.

terre même se ressent de la nonchalance où il tombe, et les *familles sont faibles et désolées.* » Rappelons ici à propos de la *joie*, que jamais les apôtres ne voulurent que la tristesse fût l'état normal permanent de notre âme; il suffira de citer saint Paul : il veut positivement que nous nous réjouissions de ce qui réjouit notre prochain, tout autant que nous nous attristions de ce qui l'afflige.

Suivant Bossuet la fécondité de la terre et celle des animaux est une source inépuisable de *vrais biens*. Il faut donc prendre un soin particulier d'entretenir les pâturages des animaux avec l'art *vraiment fructueux* d'élever des troupeaux. « Moyens certains d'augmenter le peuple, dit-il, c'est qu'il soit UN PEU *à son aise.* L'oisiveté doit être *odieuse :* qu'il n'y ait point d'indigents parmi vous, ni de mendiants; mais, ajoute-t-il, pour ôter la mendicité il faut trouver des MOYENS contre l'indigence. » Or, nous le verrons; les améliorations matérielles sont ces moyens, et Bossuet s'en montre assez clairement le partisan : « Surtout, dit-il encore, il faut avoir soin des mariages; rendre facile et heureuse l'éducation des familles. »

Et se peut-il une confirmation plus explicite de l'esprit d'association que ces paroles de l'évêque de Meaux : « Chaque homme doit avoir soin des autres hommes. L'intérêt même nous unit. Le frère aidé de son frère est comme une ville forte. Voyez comme les forces se multiplient par la société et le *secours mutuel.* »

Certes la religion qui a dicté les généralités suivantes d'économie politique à l'un de ses plus orthodoxes et respectés ministres, n'était ni hostile à la richesse, ni stérile en prescriptions et en moyens. « Le but de la politique, dit l'abbé Fleury, est de rendre un peuple heureux, et l'état le plus fort et le plus heureux est celui dont le peuple est le plus *laborieux.* Il faudrait, s'il était possible, *occuper tout le monde, chacun selon ses forces : tout âge, tout sexe, toute condition.* Rien ne ferait de meilleurs *chrétiens* et de meilleurs citoyens. Les meilleurs moines ont toujours été ceux qui ont *travaillé de leurs mains*, soit à cultiver la terre, soit à des *métiers.* Les clercs et les évêques mêmes l'ont pratiqué à l'exemple et à l'imitation de Jésus-Christ et des apôtres. »

Le même abbé Fleury conseillait, il y a plus d'un siècle, à son royal élève le duc de Bourgogne de conduire un jour de cette manière *la police pour la santé :* « Un prince est père : il doit nourrir ses enfants, et chercher les moyens de procurer au peuple la nourriture, le vêtement, le logement et le chauffage. Il ne saurait trop multiplier les denrées utiles à la vie : le blé et les autres grains, les légumes, les fruits, etc. Il doit repeupler les villages et multiplier le peuple de la campagne par la diminution des impôts; veiller à l'établissement des magasins; étudier les moyens d'augmenter le bétail et ses nourritures, et les augmenter, non seulement pour la table, mais pour obtenir plus de laitages, plus de laines, de cuirs, d'engrais, plus de volailles et d'œufs, car il est de la plus grande importance que le peuple ait des ressources en cas de stérilité. Il favorisera également la manufacture et l'usage des toiles et des étoffes de laine, etc. Le bois, le charbon, en général les combustibles, sont des points de première nécessité pour les pays froids. Il apportera donc en toutes ces choses ordre et prévoyance pour prévenir la disette, *procurer l'abondance* et empêcher les fraudes, et *faire que* TOUS *aient le nécessaire.* »

Fleury veut et prescrit ensuite la commodité, la propreté, l'*agrément* et la salubrité des villes, des rues, des villages; il recommande un bon air et de bonnes eaux en abondance afin de prévenir les maladies *populaires;* et le digne abbé comprend si bien l'importance de ces améliorations de l'ordre matériel, qu'il ajoute en finissant, que ces détails, *si petits en apparence*, sont cependant plus *utiles* que les *discours généraux* et les *raffinements politiques.*

Nous pourrions nous fortifier de noms plus illustres encore; mais ces citations dépasseraient notre cadre et nous éloigneraient de notre sujet. Où sont donc les excellents génies de la chrétienté qui autorisent en bonne foi le mépris absolu de la richesse ?

Après cela, il faut convenir que les théologiens catholiques du moyen-âge n'étaient pas forts en économie politique. Mais qu'est-ce que leurs préjugés prouvent ? Il n'y a là rien que de conforme à ce que nous apprend l'histoire de l'état des sciences

en général, de l'ignorance et du désordre universel à cette époque.

Ce qui est défectueux chez eux, c'est donc leurs lumières et non leur morale, l'évangile. Le savoir humain est soumis au temps, à la volonté, à l'expérimentation. La science est progressive. Or oublierions-nous que, malgré ses progrès, la science si orgueilleuse de l'économie politique est prise à chaque instant en flagrant délit d'insuffisance dans ses moyens et de versatilité dans ses opinions!

Sans doute aussi ces économistes-théologiens n'ont connu ni les chemins de fer, ni tant de grands mécanismes économiques dont notre siècle fait sa gloire; mais apparemment c'est que le temps de ces inventions merveilleuses n'était pas encore venu et qu'elles présupposaient d'autres progrès dont elles devaient être le couronnement.

Pour bien apprécier ce qu'ils ont fait et pu faire, il faut tenir soigneusement compte de ce qui était généralement dans le milieu où ils parlaient et agissaient; car, quelque grands qu'ils soient, les hommes de génie n'ont pas puissance de s'abstraire des circonstances contemporaines dans ce qu'elles ont d'universel : les croyances, les idées, les lumières des masses sont à considérer, et il ne faut point reporter aux seuls gouvernants ce qui est le fait commun d'un grand nombre de générations de gouvernés.

Et ne croyez pas que l'économie politique chrétienne, tout en subalternisant à l'agriculture, ses sœurs ou ses filles l'industrie et le commerce, ait des anathèmes contre ces deux autres sources de la richesse matérielle. Elle comprend parfaitement que ces branches de l'activité sociale sont le *complément* de l'agriculture. Bossuet nous l'apprend assez explicitement. « L'or, dit-il, abondait tellement en Israël durant le règne de Salomon, qu'on y comptait l'argent pour rien. » Et après s'être long-temps émerveillé touchant les magnificences de ce règne, l'illustre auteur de la *Politique tirée des écritures saintes* ajoute : « Comme c'était là le fruit d'une longue paix, le Saint-Esprit le remarque pour faire aimer aux princes la paix qui produit de si *grandes choses*. « Or, dit Bossuet, la

première source de tant de richesses est le *commerce* et la *navigation.*

Il est bien vrai : le *négoce* fut de bonne heure interdit au clergé en général; mais le motif en était clair et avouable. Comment se refuser à reconnaître, d'après ce qui se passe chaque jour sous nos yeux, que les poursuites de l'ordre inférieur de la vie, les affaires, les ventes et les achats sont incompatibles avec le ministère de l'ordre supérieur : la moralisation des hommes et l'exemple de la moindre imperfection. Un tel milieu, bien que n'étant point nécessairement délétère pour la moralité humaine, n'offre pourtant pas non plus toutes les conditions désirables d'une droite et irréprochable conduite. Des considérations de ce genre paraissent avoir guidé bien évidemment Alexandre III dans son canon d'interdiction. « Le négoce, y est-il dit, est défendu aux clercs et aux religieux, *à cause* de l'avidité du gain qui est le *motif ordinaire* de ceux qui embrassent cette profession. »

Dans tous les cas, c'est là un point de discipline ecclésiastique qui ne saurait infirmer la doctrine qu'il est destiné à fortifier dans l'application. On pourrait d'ailleurs expliquer les exagérations de cette sorte dans le catholicisme primitif : elles devaient résulter, en grande partie, du préjugé qu'on entretenait alors contre les juifs. Chacun sait qu'à cette époque ils étaient en général les actifs promoteurs du négoce, et que leurs moyens étaient trop souvent fort peu délicats et ne pouvaient guère édifier la masse des chrétiens.

Si les capitalistes, les commerçants, les entrepreneurs anglais et américains mettaient à enrichir leur patrie la même fougue, la même passion qu'ils manifestent pour s'enrichir eux-mêmes, à l'exclusion et souvent aux dépens de leur prochain ; s'ils étaient mus par la charité vraie autant qu'ils le sont par l'égoïsme, nul doute l'évangile serait pour eux, et l'Eglise même les canoniserait.

Ce n'est donc pas l'évangile qui est exclusif et qui s'égare, c'est l'homme avec ses passions étroites, toujours aveugle et toujours orgueilleux.

Mais après tout, quel corps, quel pouvoir, quelle classe à

jamais prêché, positivement, par l'exemple contre les richesses?

Ce ne sont pas les clergés catholiques et dissidents : car l'histoire est là pour déposer du constant et irrésistible attrait qu'ont eu à leurs yeux les richesses en tout temps, et pour dire combien de fois ils se sont laissés aller à la tentation jusqu'à détourner à leur profit des biens qui étaient destinés à la veuve et à l'orphelin, à la chaumière du pauvre et non aux somptuosités des couvents. On sait que plus d'une fois les clergés de presque toutes les nations catholiques ont failli s'approprier la presque totalité des terres du royaume; qu'ils ont fait peser de lourds impôts sur les peuples sous la forme de dîmes et de droits féodaux, sans compter le casuel des églises; qu'ils ont tenu en main-morte le sol si fécond de l'Europe, et ont failli contribuer, avec les aristocraties féodales dont ils faisaient partie intégrante, à immobiliser dans leurs mains les valeurs et les utilités les plus indispensables, au préjudice du grand nombre des travailleurs. Ainsi en France, l'énormité de la spoliation du clergé en 89 prouve l'énormité de ses richesses, de ses écarts et de son amour traditionnel pour les biens temporels. Ce qui se passe en ce moment en Espagne a le même sens, et l'Italie tout entière n'est si pauvre et si agonisante que parce qu'un indigne et cupide clergé lui ravit toutes les ressources, tous les moyens, tous les instruments de la richesse et du bien-être.

Quant aux clergés protestants de toutes les sectes, bien que les réformateurs primitifs semblent avoir accompli le schisme en haine de la vie mondaine et du luxe de la cour papale de Léon X, leurs successeurs ne se sont pas moins montrés cupides à l'égal des clergés catholiques les plus dégénérés, et il a suffi d'un ou deux siècles pour faire du clergé anglican un corps avide, sans pitié pour les sueurs et les privations des pauvres.

Quelques données statistiques nous en offriront la triste et irréfutable preuve.

Le clergé d'Angleterre est composé de 1,800 ministres.

Le revenu de l'église établie est estimé à 190 millions de francs, dont 156,250,000 sont produits par les dîmes qu'on

évalue au seizième du produit des terres. Les 26 siéges épiscopaux sont richement dotés :

L'archevêque de Cantorbéry a	500,000	fr. de revenu.
Celui d'York	556,000	—
de Durham	576,000	—
de Manchester	432,000	—
d'Ely	288,000	livres sterling.
de Londres	286,000	—

Si les biens ecclésiastiques étaient également répartis, chacun aurait près de 11,000 fr. de rentes; mais les recteurs des paroisses sont moins bien partagés que le haut clergé.

En Ecosse les revenus de l'église presbytérienne montent à 5,159,000 fr., faisant 5,500 fr. pour chacun de ses membres.

L'église d'Irlande est encore plus richement dotée que celle d'Angleterre : son revenu est de 32,500,000 fr. ou 19,000 fr. pour chaque prêtre. On estime aujourd'hui que l'église d'Irlande possède le *onzième* des terres.

Tout à l'heure encore, le clergé espagnol possédait le *quart* du sol national; et, en tenant compte des dîmes, des revenus du *memoiras* ou des messes, des biens donnés chaque année aux églises et d'une foule de droits de *casuel*, sa part dans la fortune publique égalait au moins la *moitié* du revenu net des terres et des édifices du pays.

En 1822, ce clergé ne se composait que de 52,279 propriétaires ecclésiastiques : archevêques, évêques, bénéficiers, monastères des deux sexes. Or ils avaient chacun trois propriétés foncières en moyenne, valant ensemble 14 à 15,000 francs.

Jamais l'Eglise ou les cultes dissidents nous ont-ils montré un personnel donnant aux fidèles l'exemple d'une pauvreté de fait et des privations de tout ordre? Partout n'ont-ils point bâti aux moines de beaux monastères; aux prêtres, des presbytères auxquels les châteaux seuls disputaient d'élégance ou de propreté; aux évêques, de somptueux hôtels à côté de leurs cathédrales ?

Sans doute quelques corporations religieuses ont fait vœu

de pauvreté; quelques unes l'ont accompli long-temps et sévèrement, mais c'a été une exception réalisée d'ailleurs par des gens qui quittaient le monde, et dont par conséquent l'imitation universelle n'était possible à l'humanité entière que par un suicide, qu'en anéantissant le lien social.

Ce ne sont point les papes qui conformeront leurs actes à l'absurde prescription contre les choses matérielles; du moins les plus grands d'entre eux se sont montrés les zélés promoteurs de l'industrie et du commerce; ils ont cru faire œuvre méritoire en ordonnant de grands travaux d'utilité publique, des desséchements de marais, des tracés de grandes routes; en perfectionnant les banques et le système financier. Comment oublier les immortels monuments d'art des beaux jours de la catholicité romaine, le luxe et la pompe de la cour de Rome, les magnifiques cérémonies de l'Eglise?

Ce ne sont point en particulier les évêques et les cardinaux: car si les bons n'ont pas recherché les richesses et l'aisance pour eux-mêmes, ils les ont voulues et encouragées pour autrui; et si les mauvais ont eu l'hypocrisie de prêcher une pauvreté systématique et absolue, leur vie toute charnelle et toute mondaine a prouvé qu'ils faisaient grand cas de la richesse, et qu'elle pouvait bien être en effet une réalité licite. Aujourd'hui encore, les plus riches équipages de Rome appartiennent aux cardinaux.

Les plus illustres prélats, les grands hommes d'Etat sortis du clergé, ont tous laissé d'éloquents plaidoyers ou fait de mémorables efforts en faveur de l'émancipation physique de la multitude; ils ont conseillé, recommandé aux rois une grande sollicitude pour la prospérité de l'agriculture, de l'industrie et du commerce de leurs peuples.

Ce ne sera pas enfin les rois eux-mêmes et les aristocraties; car, trop souvent, ils se sont appropriés par la spoliation, par la dépouille violente et arbitraire, le nécessaire des peuples pour ajouter un superflu extraordinaire à leur ordinaire opulence.

Il ne resterait donc que la multitude, les peuples en masse. Mais en vérité, s'ils tourmentent leur vie pour gagner le *pain quotidien;* si la grande affaire du *tien* et du *mien* fait qu'ils

s'abîment en une continuelle discorde, ne serait-il point dérisoire et insultant d'attendre d'eux la réprobation, alors qu'ils n'ont précisément d'anathème que contre la privation, contre la hideuse misère et ses suites!!!

Toute religion a légitimé les beaux-arts et l'industrie, car toute religion a eu un culte; et un culte se produit essentiellement sous des formes matérielles qui exigent et supposent des richesses accumulées, et le luxe même. Mais légitimer les beaux-arts, n'est-ce pas réhabiliter tout leur cortége, leurs moyens et leur matière? Comment bâtir des temples sans exploiter des mines et des carrières, sans connaître les lois de la pesanteur, sans s'acheminer vers tous les procédés techniques des arts et métiers et toutes les merveilles de l'industrie humaine? Y a-t-il rien de plus magnifique et de plus somptueux que le culte catholique? Et ses temples ne brillent-ils point d'or et d'argent? ne sont-ils pas embellis de peintures? l'harmonie en est-elle exclue? Le prêtre n'est-il pas revêtu d'étoffes qu'une industrie avancée peut seule procurer?

Dans l'opinion des hommes et de tous les fondateurs de religions, Dieu accepte donc les richesses pour lui-même. Chez les Juifs, par exemple, le plus bel agneau, les plus belles prémices des récoltes, étaient offertes à Jéhovah, comme lui étant souverainement agréables. Comment Dieu les refuserait-il aux hommes, ses créatures, qu'il a faites de chair et d'os, à qui il a donné la faim et la soif, une sensibilité qui les rend accessibles au froid et au chaud, au sec et à l'humide, et tous ces besoins dont les objets sont en général extérieurs, et, pour la plupart, ne s'obtiennent que par une opération sur la matière, c'est-à-dire par un travail, une production?

Quelle serait donc, sans cela, la *cause finale* de notre constitution? Pourquoi tant d'activité donnée à l'homme, tant d'instincts et des aptitudes si diverses, tant d'inventions, de combinaisons, d'imitations; et l'idéal du beau, et une fécondité de formes et de dessins plus grande que celle de la nature elle-même? En résumé, la parole de Jésus-Christ est essentiellement une parole, une doctrine *matérialiste* et *spiritualiste* tout à la fois; compréhensive et non exclusive; une doctrine de bonheur en ce monde,

mais de bonheur *collectif*, la doctrine de l'intérêt général, de l'intérêt bien entendu. En effet elle se résume tout entière dans l'amour, dans l'amour les uns des autres. Or, l'amour, pour celui qui le ressent et pour celui qui en est l'objet, est essentiellement la source la plus délicieuse, la plus pure, la plus inaltérable du vrai bonheur, du souverain bien; il comporte, il implique pour chacun le bien-être physique, la satisfaction, le développement, l'essor de toutes les facultés et puissances, des besoins et penchants sociaux; dans les limites et la mesure compatibles avec le plus grand bonheur de tous.

C'est par la satisfaction des besoins corporels et par le soin donné à l'éducation et à l'instruction, que se témoignent d'abord les affections charitables envers le prochain. L'amour a horreur de la pauvreté, car l'amour ne sait s'épancher qu'en donnant et donnant toujours; et pour donner il faut avoir, posséder; et pour avoir, pour posséder des utilités, il faut produire, créer de plus en plus des richesses : ici du pain, là un abri, puis le superflu, c'est-à-dire les agréments, les commodités; ailleurs les instruments de la science, etc.; et pour créer, il faut *travailler*. Mais travailler en ce sens, c'est opérer sur la nature qui nous entoure et qui nous obsède de ses luttes permanentes; travailler en vue d'une création toujours plus abondante, c'est mieux tirer parti des forces brutes ou humaines que nous combinons, c'est enfin *améliorer matériellement*.

Les améliorations matérielles apportent sans doute des occasions de chute morale à la nature désireuse de l'homme, tout comme le mouvement apporte des occasions de chute au corps qui se meut; mais de même que le corps ne peut se passer de se mouvoir, sur ce motif qu'il peut choir; de même l'homme ne se peut passer de richesses, sur ce motif qu'elles le peuvent corrompre.

La richesse, le *nécessaire* et le *superflu* sont d'ailleurs des choses essentiellement *relatives*, s'amplifiant progressivement, à mesure que l'homme prend possession du globe et lui arrache ses trésors d'utilités; à mesure que la société ménage davan-

tage ses forces et dispense plus équitablement ses produits entre ses membres.

Et comme la richesse existe à un degré quelconque partout où il y a société, il s'ensuit que l'occasion de tentation est partout à chaque degré de l'échelle de la richesse et de la civilisation. Et cependant nous le répétons, la société, l'individu, ne sauraient avoir trop de puissance, trop de savoir; ils ne sauraient donc avoir trop de richesses.

Seulement en tout temps, en tout lieu, à tout degré de richesse, à tout état de civilisation, il faut donc un guide, une lumière, une force intérieure qui inspire le bon usage de la richesse et qui dirige les améliorations tentées dans le but de l'augmenter.

Ce guide, ce frein, cette mesure et ce *critérium*, le principe de la fraternité nous le donne : la morale seule qui en dérive est le vrai mobile de la production, la vraie mesure de la consommation et de la répartition.

Quant à la *liberté*, nous n'avons pas besoin de faire remarquer qu'elle est également contenue en virtualité dans le souverain principe de la fraternité. De quelque manière qu'on entende la liberté, il ne semble pas qu'elle puisse mieux se réaliser que parmi un peuple de frères. Des frères ne se rendent pas esclaves. Quand on aime son prochain comme soi-même, on veut qu'il soit libre, comme on veut l'être soi-même : cela est indéniable.

Nous avons d'ailleurs montré comment, d'après le principe générateur de la morale évangélique, c'était un devoir de développer ses facultés pour s'éclairer, de satisfaire ses besoins pour se conserver et vivre, et de s'éclairer davantage et de vivre plus long-temps pour mieux servir et aimer Dieu en aimant et en servant notre prochain, l'individu et la société, notre pays et l'humanité.

Mais précisément parce que ce sont là autant de devoirs pour tous, ce sont autant de droits pour tous ; mais précisément aussi, comme nous le prouverons amplement ci-après, la liberté n'est pas autre chose que la jouissance et la garantie de ces droits; et le degré de la liberté d'un individu ou d'un

peuple se mesure exactement par l'étendue et la sécurité de cette jouissance.

L'influence sans pareille de l'évangile sur l'affranchissement général des peuples chrétiens dit assez combien sa doctrine est une doctrine de liberté. L'abolition de l'esclavage et du servage en Europe lui est rapportée à bon droit ; et chaque jour, tout ce que les peuples gagnent en dignité et en indépendance, ils le lui doivent comme à l'initiatrice des philosophes, des publicistes et des philanthropes.

Ainsi, c'est en vue de ce but d'activité proposé à l'homme comme occasion de mérite et de démérite devant Dieu, que, pour un chrétien, la liberté est revendicable, licite, obligatoire même ; mais en dehors de ce but, la liberté ne peut être que de la licence, de l'indépendance mal entendue et antisociale ; et dans tous les cas c'est un non-sens. Se faire libre pour se rendre utile, c'est donc un devoir et c'est un droit ; mais se faire libre pour être inutile, oisif, pour se croiser les bras, et pour l'orgueil de se dire libre, c'est le comble de l'aveuglement et du préjugé.

La fin de la liberté de chacun étant l'utilité de tous, chacun doit exercer une fonction quelconque dans l'atelier social ; *développer généralement* toutes ses facultés et s'*initier particulièrement* à une ou plusieurs spécialités qui lui permettent de rendre à la patrie et à l'humanité tous les services dont il est véritablement capable et que les circonstances peuvent réclamer de nous.

Le rôle de l'homme libre chrétien est donc un rôle essentiellement actif, fécondant et social. Nous verrons bientôt qu'on devient d'autant plus libre que chacun consacre davantage son activité aux améliorations matérielles. Pour l'instant, nous concevons que puisque la religion chrétienne est la religion de liberté par excellence, il fallait bien qu'elle voulût les moyens de la liberté : la richesse et l'augmentation progressive des richesses par les améliorations industrielles.

Ne calomnions donc pas le code moral qui nous a fait les plus libres des peuples; sachons l'interpréter, et il se montrera plus rationnel que toutes les philosophies, plus charitable que toutes les philanthropies, plus social que tous les systèmes

politiques, plus économe que toutes les Économies politiques, plus avancé, plus radical que nos plus hardis novateurs, et en même temps plus pacifique, plus conservateur que les hommes les plus sages et les plus experts.

Peuples chrétiens! depuis la venue de Jésus-Christ vous n'êtes plus nécessairement sous l'empire de la chute; vous êtes réhabilités par son sacrifice exprès. Votre volonté alors peut agir efficacement dans l'humilité; et le règne de Dieu que vous demandez chaque jour dans vos prières, vous pouvez en hâter la venue par vos actes matériels, tout aussi bien que par vos œuvres spirituelles; par le travail tout comme par le cœur et la pensée; par la richesse tout comme par les conseils.

Or s'il n'y a plus de chute, c'est vers un paradis terrestre nouveau que vous devez graviter; et il n'y a rien de téméraire à vous inspirer la croyance que l'âge d'or est devant vous.

Souvenez-vous du moins que vous n'avez toujours qu'une vallée de larmes et de misères sur cette terre, parce que vous la remuez trop paresseusement, et que vous ne partagez point assez équitablement ses fruits entre vous et vos frères.

Souvenez-vous enfin que si autrefois Jésus-Christ n'a point dédaigné de multiplier les pains par des moyens extraordinaires, un vrai chrétien ne saurait impunément s'abstenir, à défaut du don des miracles qu'il n'a point, d'en demander l'analogue à l'*agriculture*, à l'*industrie*, au *commerce*, aux AMÉLIORATIONS MATÉRIELLES, qui seules aujourd'hui et désormais ont le don de multiplier les pains et toutes les utilités possibles.

Conclusion. Suivant la doctrine évangélique, la richesse est légitime et même obligatoire de la part de tous; mais la richesse, la satisfaction des besoins matériels, le bien-être, ne suffisent pas pour assurer l'ordre et la paix des sociétés : il faut produire la richesse sans doute, et pour la PRODUIRE, appeler le *travail*, l'*activité persévérante*, *développer les besoins;* mais il faut, pour la DISTRIBUER, appeler en même temps la *religion*, la *justice*, la *charité;* et pour la CONSOMMER, la *tempérance*, l'*économie*, l'*ordre* et la *prévoyance ;* sans cela toutes les améliorations matérielles pos-

sibles n'aboutiraient qu'à faire de nous des *païens* et non des chrétiens.

Quant à la légitimité rationnelle des améliorations matérielles, rigoureusement parlant, puisque ces améliorations sont licites aux yeux de la morale évangélique, elles le sont nécessairement aux yeux de la *raison*, qui n'est et ne peut être pour les sociétés européennes que l'ensemble des déductions logiques des prémisses fournies par l'évangile.

Il ne peut donc y avoir d'antagonisme réel entre la morale et la raison, ou il faut de toute nécessité nier le grand principe de la fraternité. Or, on peut affirmer qu'une raison qui conclurait contre la fraternité serait souverainement déraisonnable.

Nous venons de dire que les philosophes, les publicistes et les philanthropes de nos jours descendaient en droite ligne de l'évangile; il n'est donc pas étonnant qu'ils aient été conduits par leurs raisonnements et leurs sentiments à une légitimation complète des poursuites terrestres, jusqu'à déifier l'industrie, l'agriculture et le commerce. Il nous reste à déduire ici l'ensemble des considérations de l'ordre économique, politique, philosophique et historique, qui fortifient ou légitiment cette croyance aux yeux de la simple raison.

IV.

BESOINS LÉGITIMES DE L'HOMME.

Puisque la liberté n'a d'autre fin que la satisfaction de nos besoins, pour savoir en quoi consiste la vraie liberté, il faut donc savoir en quoi consistent nos vrais besoins et leur hiérarchie rigoureuse, afin de procéder des plus nécessaires aux moins pressants : il faut bien s'entendre sur les besoins légitimes de l'homme en société. Or, il y a *besoins du corps*, et *besoins de l'âme*, les besoins moraux et intellectuels; il y a la satisfaction immédiate des stricts besoins de l'âme et du corps; il y a la satisfaction successive des besoins *secondaires*, non pas *superflus*, car rien ne saurait être superflu dans ce qui est légitime, mais des besoins plus élevés, nés du développement indéfini des idées, de l'épanouissement plus riche des sentiments sociaux et de cette aspiration illimitée qui fait que l'homme tend à projeter sur le monde, sur les êtres et les choses, tout ce qui est en lui d'*amour*, de *puissance* et de *pensée*. Ce sont là les trois constituants de toute vie bien remplie, de toute existence positive, de toute activité utile, sociale, religieuse; c'est enfin la triple voie du bonheur.

Les besoins du corps, chacun le sait, c'est d'abord la nourriture, le vêtement, le logement, le chauffage, et tout cela à son moindre degré en qualité, en quantité, en beauté et en commodité; on a ce qu'il faut pour vivre sans souffrances vives, mais c'est à peine, et ce que l'on appelle le *strict nécessaire* ne suffit même pas. Le second degré de la satisfaction des besoins du corps comprend tous les soins, toutes les utilités que recommande l'hygiène, lorsqu'elle prononce sans considération de

fortune et de condition; ceux que les classes élevées se donnent ou peuvent se donner : les bains, les soins de propreté, la promenade, le repos convenable, des repas réguliers, une chaleur modérée mais généreuse dans les grands froids, l'usage des étoffes de laine dans certains climats, une nourriture substantielle sous un moindre volume; par exemple, plus de viande et moins de pain ou de pommes de terre, etc.; en un mot, tout ce qui peut augmenter la puissance, le bien-être et la longévité. Le troisième degré de la satisfaction corporelle se rapporte au *sentiment du beau* qui est en nous et qui prescrit l'embellissement de notre personne, qui veut le bon goût et les parures, et l'attitude facile et les bonnes manières, enfin la culture gymnastique et artistique du corps. Ces deux derniers degrés, et surtout le troisième, peuvent être rangés parmi les besoins dont la satisfaction est secondaire.

Les *besoins de l'esprit* comprennent au premier chef l'éducation et l'instruction, la culture du cœur et celle de l'intelligence, dans ce que la morale a de préceptes fondamentaux et la science de notions générales élémentaires; puis vient tout ce qui peut perfectionner notre caractère moral: nous enthousiasmer pour l'amour du bien, pour les grandes actions et les grands sacrifices, tout ce qui peut accroître nos connaissances et développer nos facultés, nous donner les moyens de faire passer en acte ce que l'intellect a conçu et ce que l'esprit ou le cœur a spontanément révélé et voulu : l'apprentissage d'une profession, d'une fonction, l'initiation aux beaux-arts, à la musique, au dessin, à la poésie, aux belles-lettres, etc., l'étude des lois de la nature dans l'homme et dans les choses, la physique, la chimie, l'astronomie, la géologie, la physiologie et la psychologie, la métaphysique et l'ontologie, la théologie, dans ce qu'elles ont de général ou de spécial, selon que les individus doivent se livrer un jour exclusivement ou non à la branche dont il s'agit.

Nous allons voir maintenant que toutes ces satisfactions-là présupposent, même au moindre degré, comme base ou comme point de départ, la *richesse;* et successivement des *améliorations matérielles* à mesure que se développe et se constitue une société.

D'abord pour déployer son activité, pour manifester progressivement sa *puissance*, il faut à l'individu la satisfaction des stricts besoins de son corps, sans laquelle il n'y a pas même d'existence et de développement possible d'aucun genre; mais il est évident que ces besoins-là ne peuvent être satisfaits que par la création et l'accumulation des utilités qui leur correspondent. La première satisfaction des besoins du corps est résultée d'un premier travail; une satisfaction plus ample a nécessité un travail plus ample ou plus productif, ou en d'autres termes ce que nous appelons des améliorations matérielles, et ainsi de suite. En sorte que l'on peut dire que la liberté du corps, se mesurant par la satisfaction des besoins, se mesure finalement par les améliorations matérielles totales.

L'homme se sent d'autant plus fort qu'il a su mieux enchaîner la nature, lui commander tel service, telle utilité. Si elle le transporte en un instant aux extrémités du globe; s'il se préserve de la pluie et de la foudre, du froid et du chaud, des torrents et des inondations; s'il peut dire à la mer et aux fleuves, à l'ouragan, à la tempête, à la peste, à tous les maux déchaînés : *Tu n'iras pas plus loin;* si, vrai Prométhée, il ravit, non pas au ciel, mais aux entrailles de la terre, la chaleur et la clarté : la chaleur pour combattre le froid glacial des longs hivers, la clarté pour combattre les ténèbres de la nuit; s'il imprime à la matière les formes variées de son imagination, s'il y met le cachet de sa personnalité, de sa vie, et s'il les fait les dépositaires durables de ses émotions, de ses passions et de ses volontés; à mesure qu'il veut toutes ces choses et qu'elles se font plus vite et plus aisément, ou plus abondamment... à mesure aussi il se dit à part soi : *Je suis plus puissant et plus libre;* et l'homme alors se sent plus disposé à aimer, il s'*humanise*, il devient plus traitable.

Pour manifester *progressivement sa* PENSÉE, il lui faut ensuite le plein et entier usage de ses facultés; et pour cet usage, il lui faut la culture de l'entendement, l'instruction spéculative, la connaissance, la science des lois de la nature et de l'humanité, il lui faut se connaître soi-même.

Enfin, pour manifester son *amour*, il a besoin de trouver

un milieu social ami, de connaître ce milieu et de se conformer lui-même aux conditions de l'harmonie générale; en d'autres termes il a besoin de connaître ses devoirs, de contracter des habitudes qui en soient la pratique, l'application anticipée. Pour cela, il lui faut l'éducation matinale, celle des principes et celle de l'exemple, celle du père et celle du prêtre, celle de la famille, celle du citoyen et celle de l'homme cosmopolite. Mais pour ces deux fins, la richesse est encore requise au suprême degré. D'abord pour développer l'intelligence, acquérir des connaissances, il faut des études, des recherches, des démarches, des instruments, des établissements et des loisirs, toutes choses qui exigent et présupposent des capitaux ou richesses accumulées, des dépenses énormes; et finalement, pour assurer le progrès intellectuel des individus et des nations, il faut des améliorations matérielles progressives. Ensuite quels sont les affections, les goûts, les sentiments; quelle est la passion qui, pour se témoigner ou se satisfaire, puisse se passer des utilités terrestres, celle du père et celle du fils, celle de l'époux, celle de l'amant, celle de l'ami ? La philanthropie, la charité, le dévouement sous toutes ses formes, dans la famille, dans l'État, dans l'humanité tout entière, présupposent également la possession et le don ou l'usage des utilités matérielles comme moyen, comme matière de leur manifestation. C'est par là que les relations humaines prennent corps, et que les intentions deviennent des actes efficaces. Il y a plus : l'essor de l'intelligence, l'épanouissement des émotions nobles et des sentiments délicats, ne s'opèrent réellement bien et durablement dans l'homme que lorsque les besoins corporels sont garantis et satisfaits à un certain degré. L'ignorance et la grossièreté sont les inséparables compagnes de la misère. D'ailleurs les privations corporelles atrophient les facultés intellectuelles. Que devient la force de tête quand la force du reste du corps manque? elle s'évanouit. « Un esprit sain dans un corps sain, » dit le proverbe. Et puis, avant de songer à penser, l'homme est forcé de songer à manger. Tout cela est vulgaire à l'excès; et la faim, quand elle nous possède, nous rend égoïstes, cruels même comme des bêtes farouches. Le sentiment de la conservation est si impérieux

que tous les autres indistinctement finissent par se taire devant lui. Nous en avons un exemple jusque dans les rangs de la plus brave, de la plus dévouée et de la plus héroïque armée qui ait foulé la terre d'Europe : la grande armée de Moscou dans sa retraite si mémorable.

Ainsi la satisfaction première et progressive des besoins de l'âme suppose celle des besoins du corps ; celle des besoins du corps présuppose, nous l'avons prouvé, les améliorations matérielles. Donc la satisfaction même des besoins les plus spirituels de notre nature, veut, comme conditions préalables, des améliorations matérielles indéfinies et incessantes.

Car à mesure que l'amour et l'intelligence se manifestent, se développent et se satisfont, ils croissent, et ils aspirent d'avantage l'un à aimer, l'autre à connaître, et il s'ensuit pour eux le besoin nouveau d'instruments ou de moyens plus abondants, plus puissants, d'où résulte la nécessité d'améliorations matérielles nouvelles qui procurent ces moyens, ces instruments, et le terme des améliorations disparait dans l'infini.

Les besoins du corps, ce n'est donc pas seulement le strict nécessaire, la nourriture, le loger, le coucher, le chauffage, etc. ; c'est tout ce qui intérieurement et extérieurement fait vivre et vivre sans souffrance ; tout ce qui peut maintenir, augmenter la santé, l'activité, la longévité du corps, et le rendre l'instrument plus docile et plus parfait des besoins et des destinées de l'esprit.

Or, chaque jour la science et l'hygiène découvrent ou peuvent découvrir de nouvelles conditions de santé et de longévité pour le corps dans le milieu terrestre, physique et chimique où nous sommes plongés. L'amélioration en ce genre est illimitée, progressive comme le champ de la connaissance humaine. Donc les besoins du corps le sont aussi, ou du moins ils le sont relativement.

Les besoins de l'âme, ce n'est pas seulement la connaissance des obligations sociales, quelques plaisirs du cœur, du goût et de l'imagination ; c'est tout ce qui, dans les combinaisons et les institutions sociales et dans le milieu extérieur, peut développer davantage et plus normalement les facultés intellectuelles et morales de chacun et de tous ;

leur donner et plus de puissance, et plus de pensées, et plus de savoir, et plus d'amour, et plus d'activité.

Or la limite de la puissance, du développement, de l'amour et de l'activité humaine individuelle ou collective est également inassignable, indéfinie relativement. Elle recule chaque jour avec celles de la science et de la volonté morale. Nul, sinon Dieu, ne peut dire à l'esprit : *Tu n'iras que jusque là.*

Donc les besoins de cet ordre sont également indéfinis et progressifs.

Et l'augmentation des utilités individuelles est tellement une bonne chose, qu'elle peut croître et qu'il faut la tenter *indéfiniment.* Ce n'est pas un certain degré fixe de richesse totale qu'il est bon d'avoir et de s'efforcer d'acquérir à l'humanité ; ce sont tous les degrés imaginables, toutes les véritables utilités. Or qui peut compter celles qui sont telles? ne croissent-elles point avec la science de l'homme, avec ses conceptions et ses désirs?

On s'imagine tout d'abord avoir borné le cercle des richesses licites en accordant à chacun le *nécessaire.* Mais qu'est-ce que le nécessaire ? On sait où il commence, on ignore où il s'arrête. N'est-il pas *néce saire*, par exemple, de combattre toutes les mauvaises influences du milieu extérieur qui nous entoure? Mais encore une fois qui peut dire combien l'hygiène ajoutera encore d'articles à l'inventaire des moyens de préserver la vie des hommes? Si notre premier devoir est de vivre, afin de remplir notre tâche dans le rôle que l'humanité joue ici-bas sous l'œil et par la volonté de Dieu, nul ne pensera qu'il soit noble et beau d'éluder sa tâche en négligeant les conditions de longévité que la science lui désirs.

Donc pas de milieu si l'on veut être logique : ou se refuser à soi et aux autres toute utilité, toute richesse, et mourir d'inanition ; ou se donner à soi et au prochain, à sa famille, à sa patrie, à l'humanité, toutes les utilités possibles, à mesure que le permettront les découvertes ou les circonstances de l'ordre fatal, et selon que se feront sentir les utilités diverses, ou autant que leur acquisition ou leur production sera compatible avec la pratique des devoirs et des obligations supérieures de la société et de la morale ; en un mot, dans le rang

et la mesure qui leur appartiennent au sein de la doctrine religieuse et sociale. La seule règle, c'est que la jouissance des utilités réelles tende à être universelle; c'est que tous s'efforcent de se la procurer mutuellement, c'est qu'elle devienne le patrimoine de la généralité et non le privilége d'une minorité.

Mais, nous le répétons, pour subvenir à toutes ces conditions, pour satisfaire à toutes ces obligations et à tous ces *desiderata*, que faut-il indistinctement et avant tout, et continuellement comme point d'appui? il faut :

1° *L'amour du travail*, qui fait qu'on *veut* travailler;

2° La *matière du travail*, qui fait qu'on *peut* travailler quand on le veut;

3° La *moralité du travail*, qui fait qu'on ne veut pour soi que ce que l'on a mérité par soi;

4° L'entente, la *combinaison du travail*, ou l'*association*, qui font que rien d'inutile, ou plutôt tout l'utile, se produit à propos avec le moins de forces vives perdues : temps, argent, efforts.

Toutes ces conditions remplies on a constamment et généralement le strict nécessaire : le *minimum* de nourriture, de logement, de vêtements, d'éclairage, de combustible, etc.; le *minimum* en éducation, en instruction, en savoir et en moralité. On a ensuite, à mesure que se font les découvertes, que se développent les intelligences, que s'épurent les volontés et se fondent fraternellement les âmes, toutes les promesses d'une civilisation utopique. Et c'est ainsi que se vérifie cette sentence évangélique : « Demandez, et il vous sera donné, » et cette autre : « Aide-toi, le ciel t'aidera. »

Or, si l'on y prend garde, on verra que tout ce langage implique continuellement des *améliorations matérielles*, comme le but implique son moyen.

Mais parce que tout est successif et non instantané ou simultané en ce monde, et à plus forte raison dans le monde social ou collectif; parce que les ténèbres de l'ignorance se dissipent très lentement; que l'iniquité des uns, les vices des autres, les imperfections de tous, viennent compliquer les choses; parce que l'harmonie et le progrès dépendent de l'accord de toutes les volontés et de l'assouplissement des passions qui

s'agitent dans la société, il faut se garder de vouloir la satisfaction intégrale et générale de tous les besoins, au même degré, et en un même jour.

Toutefois, la satisfaction des besoins doit autant que possible s'opérer collectivement et non isolément : il ne saurait être bon de donner aux uns presque toute satisfaction, aux autres presque aucune. Le bonheur de chacun doit se faire de concert avec le bonheur de tous. Si le grand nombre est involontairement dans la misère, le petit nombre ne saurait être religieusement dans l'opulence : il est une certaine disproportion dans la satisfaction des besoins des diverses classes qu'il est toujours dangereux d'atteindre ou de dépasser. D'ailleurs nous le ferons amplement voir : plus l'esclavage, c'est-à-dire la souffrance des besoins légitimes, est intense pour le grand nombre, moins il y a de liberté et de sécurité pour le petit nombre privilégié ; plus même ses besoins sont bornés ou difficilement et médiocrement satisfaits.

Par ce peu de propositions, on peut déjà entrevoir que la plupart des questions les plus *spirituelles* et les plus *politiques* en apparence, viennent se résoudre à un haut degré dans une question d'améliorations matérielles, ou mieux, dans une question d'*augmentation* et de *distribution de richesse.*

V.

INFLUENCE DIRECTE DES AMÉLIORATIONS MATÉRIELLES.

L'état de liberté étant l'état qui nous permet de satisfaire progressivement et collectivement nos besoins, de faire usage de nos facultés, d'améliorer notre position en tous sens, prouver que les améliorations matérielles également successives contribuent directement ou indirectement a la satisfaction de tous les genres de besoins, ce serait donc prouver qu'elles servent le but même que se propose la liberté, qu'elles sont pour ainsi dire le moyen de ce moyen, la liberté elle-même se produisant et se témoignant sous sa forme la plus ordinaire et la plus efficace.

Cette proposition, le reste de ce livre va être consacré à l'élucider à souhait. Nous allons voir les améliorations matérielles et la liberté s'engendrer mutuellement par une série d'influences qui sont tour à tour cause et effet, ou plutôt se confondre tellement que l'une semble n'être plus que le synonyme de l'autre.

Nous pourrions sans doute nous en référer à notre définition des améliorations matérielles, et alors notre tâche serait accomplie, mais nous aurions commis une énorme *pétition de principes*; attendu qu'une définition n'est point une preuve et qu'elle en présuppose une pour tous les cas où la proposition n'a point le caractère d'un axiome, lequel est toujours évident par lui-même aux yeux de l'ignorant tout autant qu'aux yeux du savant. Or, il n'en est point ainsi de notre définition, et

notre objet dans cet ouvrage est précisément de la corroborer en l'éclairant sous toutes ses faces.

Nous avons à montrer ici : 1° que dans tout état de société les améliorations matérielles, en d'autres termes une augmentation de richesses est la condition la plus générale de la satisfaction des besoins de tout ordre, même de l'ordre moral et intellectuel, de l'ordre politique et social le plus relevé ;

2° Que les améliorations matérielles tendent d'ailleurs finalement à la satisfaction des besoins d'un nombre d'individus de plus en plus grand ; qu'elles seules rendent possible l'accroissement successif et indéfini du nombre d'hommes sur la terre ; qu'elles contribuent singulièrement à une distribution plus équitable des richesses et des autres avantages sociaux.

Pour mettre de la netteté dans nos déductions ultérieures, il importe de nous arrêter à l'examen des divers moments de l'œuvre de production, de voir quelle part y prennent les capitaux, et surtout de préciser ce que vaut économiquement, à la société, une amélioration matérielle proprement dite lorsqu'elle s'effectue et lorsqu'elle est consommée.

Tout le monde sait qu'en principe on ne peut détourner, sans la plus grave perturbation, les capitaux utilement employés dans l'industrie pour les appliquer aux améliorations et aux créations de richesses supplémentaires en général, et que l'on doit appeler, pour effectuer celles-ci, les capitaux disponibles, c'est-à-dire la portion des revenus annuels de la société qui serait sans cela destinée à l'accumulation stérile, à la réserve dans les coffres-forts des possesseurs. Or il y a plusieurs manières de gouverner des capitaux accumulés ; il nous suffit ici de les ramener à trois :

1° Ou les laisser dormir stérilement dans les tirelires, ainsi que nous venons de l'indiquer, les enfouir dans la terre comme les Crésus et les bonnes gens d'autrefois, et même comme plus d'un paysan de nos jours : c'est la méthode de l'ignorance, de la peur et des pays barbares où le despotisme court sus périodiquement aux épargnes des sujets terrifiés, et c'est, après l'emploi immoral, le plus déplorable usage qui puisse être fait de la richesse.

2° Ou les employer à une production qui aboutisse ou équivale à une consommation finale, à une jouissance qui n'ait point la vertu de reproduire la valeur consommée sous une autre forme de richesse. Admettons que tous les capitaux accumulés chaque année dans les mains des classes dont les revenus dépassent non seulement le nécessaire, mais le superflu et les dépenses de leur train de vie ordinaire, tel qu'ils l'entendent dans leurs désirs et leur prévoyance ; supposons, dis-je, que, peu soucieux de se faire directeurs ou commanditaires de l'agriculture, de l'industrie et du commerce ; de se mettre à la tête des usines, des manufactures et des fermes, ils bâtissent des *châteaux de Versailles*, tracent des *parcs* et des *jardins chinois*, simulent des *cascades*, des *rochers*, etc. ; le tout plaisant, grandiose et magnifique : ces capitaux accumulés auront servi à activer la production de certaines industries, telles que carrières, mines, serrurerie, charpente, etc., tant que les bâtiments auront été en construction, et à payer un salaire à bon nombre d'ouvriers chargés de ces travaux ; ils auront donné aux propriétaires et continueront de donner à leurs familles et à leurs amis certaines jouissances de goût, certains coups d'œil et effets assurément dignes de recherche ; mais c'est là tout ce qu'ils auront donné ; là se termine la valeur de la transformation que ces capitaux ont produite. Pour apprécier le peu qu'ils valent sous cette forme et tous les bienfaits dont ils tiennent la place, voyons quel autre emploi ces propriétaires eussent pu tout aussi bien donner à ces mêmes capitaux accumulés.

3° Consacrés à creuser un canal, à rendre un fleuve navigable dans une contrée fertile et peuplée, à accélérer le transport des matières premières d'une branche d'industrie ou d'une localité industrieuse, etc., ces capitaux eussent également servi, comme les châteaux et comme les jardins chinois, à donner une suractivité aux industries chargées d'approvisionner l'entreprise des matériaux nécessaires à la construction, à payer un traitement aux entrepreneurs, aux employés et agents, un salaire aux nombreux ouvriers attachés à cette œuvre, à porter, durant l'exécution, la vie dans la contrée parcourue ; et voici ce qu'ils eussent procuré en com-

pensation du beau coup d'œil et de la jouissance artistique qu'ils n'offrent point ou qu'ils peuvent ne pas offrir.

Le canal, la route, le chemin de fer, le fleuve canalisé, les marais asséchés, les landes défrichées auxquels les capitaux accumulés ont été consacrés, ont eu pour résultat actuel et continu : — de donner indéfiniment du travail à une population supplémentaire ou en chômage forcé, et le plus souvent de contribuer à la hausse du salaire et à la possibilité de l'épargne pour les ouvriers de la localité traversée; — d'occuper fructueusement et *à demeure* des chefs d'ateliers, des directeurs, entrepreneurs, chefs d'industrie, ingénieurs, en général tout un personnel de capacités, dépositaires des traditions d'art, de science pratique et de mécanique, etc.; — d'activer singulièrement les affaires et les voyages; — d'appeler des populations nouvelles à l'existence ou de rendre la vie plus douce aux classes inférieures existantes, et quelquefois d'opérer ces deux effets à la fois; — de rapporter aux capitalistes un intérêt indéfini de leurs mises; — d'avoir créé un débouché annuel, indéfini, aux producteurs des objets nécessaires à l'entretien et au perfectionnement du travail exécuté; — d'avoir contribué efficacement à l'augmentation de la production et de la consommation de toutes les richesses qui ont dû recourir à l'usage de l'amélioration réalisée, ou en résulter directement, soit par la baisse des prix de transport, soit par la perfection et la facilité plus grande de main d'œuvre; — d'avoir rendu des jouissances désirables, accessibles à un plus grand nombre d'individus; — d'avoir ajouté aux ressources de l'État par l'augmentation de recettes qui lui est naturellement venue de la multiplication des transactions, des droits de passage, d'enregistrement, dont le mouvement a été accéléré à la suite de ces perfectionnements; — d'ajouter à la salubrité de la contrée, et par conséquent aux chances de santé et d'existence des habitants; — de faciliter les voyages, d'en inspirer le goût au plus grand nombre; — d'abréger le temps et de rapprocher les hommes en rapprochant les distances, et avec les hommes, les habitudes, les usages, les langues, les sentiments, les idées et les croyances; enfin d'avancer ainsi notablement et magiquement la civilisation, la fusion ou le bon

accord des individus et des nations; l'égalité, la liberté et la fraternité universelle.

Une amélioration matérielle un peu large se reconnaît donc à ces signes qu'elle profite à tous: ouvriers, entrepreneurs, capitalistes, producteurs, consommateurs, État, humanité.

Nous avons eu tout récemment en France un exemple de ce genre dans la propagation de la culture de la betterave et la fabrication simultanée du sucre indigène. Cette double industrie a opéré comme une véritable amélioration matérielle. Partout où elle a été introduite avec succès et naturalisée, les moyens de travail se sont multipliés pour les ouvriers agricoles. Dans les communes à proximité des fabriques, tous les bras ont été occupés, les salaires augmentés et la *mendicité anéantie!*

Et tout cela sans sacrifices, ni efforts, ni dévouement ou générosité d'aucune sorte de la part des capitalistes et des propriétaires entrepreneurs.

Mais prenons garde qu'il n'est guère dans la nature des choses que les améliorations importantes se fassent toujours à aussi bon marché.

Un capitaliste, un propriétaire peuvent gaspiller leur fortune en s'ennuyant, tout comme ils peuvent l'augmenter en s'amusant. Jusqu'ici la première méthode est la plus ordinaire: il semble que la roue de fortune ne puisse tracer une nouvelle ornière sans remplir celles qui sont à côté, et ne faire d'heureux demain qu'autant qu'elle aura fait des malheureux aujourd'hui.

C'est qu'il y a des plaisirs factices, trompeurs, stériles, *anti-sociaux*, et des plaisirs réels, féconds, *sociaux*.

Selon que les classes influentes d'une nation recherchent les uns ou les autres, leur liberté et celle des peuples périclitent ou s'augmentent.

Presque toute l'économie d'une société dépend de cette alternative.

Qu'arriverait-il si tout-à-coup toutes les personnes qui possèdent un revenu supérieur à leurs dépenses ordinaires, trouvaient leur plus grand plaisir à contempler des feux d'artifice,

et dépensaient l'excédant de leur revenu à voir lancer des fusées, à entendre éclater des pétards?..... J'imagine d'abord que ce plaisir, tout grand qu'il leur parût, serait bien faible en comparaison de ceux que Dieu a mis à la portée de l'homme, en lui donnant ses affections, l'intelligence et l'amour; mais toujours est-il constant qu'une foule d'ouvriers seraient en danger de tomber dans le plus entier dénument, qu'une foule d'industries nécessaires à leur existence deviendraient impossibles. Sans doute la plus grande consommation de poudre et de feux d'artifice augmenterait le travail des salpêtriers et des artificiers; mais les immenses capitaux consacrés annuellement à ce plaisir devenu quasi-universel, cesseraient d'alimenter la production des utilités indispensables à la conservation nationale; le mal serait irréparable long-temps, et le pays descendrait à un état de pauvreté qui ramènerait bientôt la barbarie.

Mais admettons, par une hypothèse tout-à-fait inverse, que les classes riches mettent leurs plaisirs, leur activité, leur but, leurs capitaux disponibles, à transformer les cabanes humides, sombres et déguenillées des pauvres ouvriers de leur village, en *cottages* riants, sains et commodes; qu'elles gratifient généreusement les enfants prolétaires d'un *livret de caisse d'épargne* portant inscription pour chacun d'une somme de 1000 fr.; qu'elles ouvrent en même temps de vastes ateliers de travail sur toute la surface du pays, j'entends des travaux *utiles*, qui rendent à perpétuité ce que l'on y consacre une fois, qu'ils le rendent, disons-nous, en aisance, en éducation, en savoir, en moralité, à toute cette multitude, si heureuse d'un peu moins de misère!

Admettons que les riches délaissent le *far niente* méthodique, la mollesse tuante des villes et de leurs salons, les passe-temps insipides des promenades et des voyages sans but ni raison, et leur traditionnel engouement pour la contemplation *à froid* des chalets de la Suisse et des antiquités de l'Italie; qu'ils s'affranchissent de tous ces grands *riens*, pour venir présider activement à un complet remaniement ou embellissement du territoire, diriger les merveilleuses créations de l'industrie, de l'agriculture, du commerce

et des beaux-arts, plus poétiques, plus divertissantes, plus humanisantes mille fois, surtout plus dignes que les poursuites et les œuvres d'une vie de *rentier*, de *dandy*, de *touriste* et d'*oisifs* de toute sorte; et que toutes ces utilités ils les prodiguent infatigablement à ceux qui en ont besoin et qui, hélas! n'en ont encore connu que les privations!.....

Combien de bénédictions ils accumuleraient!... et quel contentement secret, pour eux insolite, les récompenserait maintenant et toujours! Mais surtout, par dessus cela, la vie, le mouvement, la rapidité du temps, l'exubérance des plaisirs, des idées et des émotions attachantes, leur constitueraient une *liberté* inouïe, à la plénitude de laquelle on ne peut rien comparer que leur esclavage actuel, tel que le leur a fait la routine et le préjugé des siècles.

Cela serait beau, méritoire! mais je ne sais si ce ne serait pas plus adroit encore et plus habile, tant l'égoïsme est ici servi par les actes de la plus pure philanthropie. Personne ne l'a encore essayé dans nos sociétés modernes, et cependant cela s'est vu aux beaux jours de la chrétienté; cela s'est vu de la part des plus grands et des plus petits; et l'histoire nous dit qu'ils en ont été long-temps et abondamment bénis. Malgré ces enseignements, la plupart des possesseurs dans tous les pays du monde, comprennent tout autrement le plaisir et l'emploi de leurs revenus : ce sont ces amateurs de feux d'artifice et de pétards, dont nous faisions tout à l'heure l'hypothèse. Comme eux, ils jettent l'or pour le cuivre; comme eux, ils recherchent les plaisirs *anti-sociaux*, stériles, improductifs, les plaisirs maladroits et fades; ils cheminent à côté des vrais sentiers du bonheur, sur une route ingrate, monotone, pleine de repentir, de malaise ou de néant; mettant leur amour et leur joie dans les choses au lieu de les mettre dans les hommes leurs semblables et leurs frères; ou les mettant dans quelques uns au lieu de les multiplier sans fin en les mettant en tous; les mettant par accident, par reprise, au lieu de les mettre toujours avec passion constante et inaltérable. Ils parlent de l'*aveuglement des mauvais rois* qui cherchent leur bonheur bien loin et par d'incroyables témérités, tandis qu'il est tout près dans l'amour et les bénédictions de leurs sujets!

Que ne parlent-ils de l'*aveuglement des mauvais riches!...*

Economiquement et quant aux bénéfices qu'en retirent ceux qui les font ou qui fournissent les capitaux nécessaires pour les entreprendre, il faut distinguer *deux genres d'améliorations matérielles.*

1° Celles qui rapportent tôt ou tard un fort intérêt, des bénéfices en argent; en un mot, celles qu'on dit de *bonnes affaires*, productives au toucher. Telles sont, comme nous l'avons vu, les entreprises de canaux, de routes, les défrichements et desséchements, etc.

2° Les améliorations matérielles qui rapportent, non pas de l'argent, une valeur matériellement appréciable, mais de la sécurité, le sentiment d'avoir bien fait, d'avoir accompli le devoir religieux et social par excellence. Nous citerons pour exemple, chez les Grecs et chez les Romains, celles qui eussent consisté, de la part des Patriciens, dans l'affranchissement matinal, volontaire, entier des esclaves, et leur naturalisation comme citoyens: dans l'ancien régime et avant la révolution de 89, celles qui eussent consisté, de la part de la noblesse et du clergé, à faire l'abandon de leurs droits féodaux, de corvées, de dîmes, etc. Enfin les améliorations matérielles qui, de nos jours, consisteraient, de la part des maîtres, des propriétaires et capitalistes, à admettre *graduellement*, en participation proportionnelle aux bénéfices de l'entreprise, les ouvriers de leurs établissements, et en définitive à rendre moins disproportionnée la part du travail et de l'habileté dans les bénéfices de la production; celles encore qui consisteraient, pour les classes les plus aisées, à contribuer, par des fonds spéciaux extraordinaires abondamment accordés, à l'organisation d'une instruction *professionnelle* gratuite pour les classes inférieures, d'une école d'arts et métiers dans chaque canton de France. Ces améliorations-là, nous le savons, de coutume on les appelle des *sacrifices* de la part de ceux qui les rendent possibles, soit par l'abandon de certains droits acquis devenus incompatibles avec la prospérité générale, soit par de généreuses participations à des combinaisons qui n'auront rien de mercantile ou qui n'offriront aucun retour d'argent dans leurs résultats. Pour nous, l'histoire

nous oblige à les regarder comme des placements intelligents, comme dictés par l'intérêt le mieux entendu des corps ou des classes qui en hâtent et en facilitent la réalisation quand le temps en est venu. Et ce qui nous fait parler ainsi, c'est que, ces améliorations, étant providentiellement nécessaires, finissent toujours par s'effectuer d'une manière ou de l'autre. Car les obstacles, les impossibilités de temps et de lieu, s'accumulant pour ainsi dire malgré les grands et les petits, l'anarchie, la dissolution et la mort du corps social y mettent bon ordre, et viennent déposer devant la postérité du danger de forfaire à cette nécessité.

Si l'on descend à l'application et aux exemples, on est étonné des bons effets multiples et inattendus que, de proche en proche, une amélioration matérielle, toute spéciale en apparence et dans ses motifs, réalise *successivement*, comme par ricochet, dans les branches les plus diverses de l'économie sociale; et combien elle va profiter à tous, à ceux mêmes qui, pour la rendre possible, semblent avoir fait les plus signalés sacrifices.

Ainsi, partout et toujours, les travaux d'assainissement, d'embellissement et de vicinalité, etc., pour lesquels de grands propriétaires ont fait des sacrifices à une localité, leur ont rapporté, à eux ou à leurs enfants et neveux, non seulement la reconnaissance des peuples, mais la santé et l'agrément; et c'est quelque chose pour ceux qui, loin de manquer du nécessaire, ont héréditairement un superflu relatif.

Ainsi toute fondation d'hospices, d'écoles publiques de belles-lettres, de dessin, d'arts et métiers, par des corps ou des familles riches, a rapporté non seulement aux enfants du peuple le bienfait inouï de la lumière et de la moralité, et à la nation, la durée, la stabilité, l'éclat et la puissance, mais aux fondateurs et à leurs héritiers, la sécurité dans leurs droits acquis, la jouissance variée, jusque là inconnue, des productions des beaux-arts; celle des rapports délicats de la société cultivée; enfin la possibilité de trouver jusque dans les derniers rangs de la politesse, de la retenue, et surtout une probité à toute épreuve.

Voyez les *caisses d'épargne!* Quel capitaliste habile, quel

propriétaire prudent et s'aimant dans les siens autant qu'en sa propre personne, ne se reprocherait pas volontiers aujourd'hui de n'avoir point pris l'initiative d'une pareille institution par le sacrifice d'une fraction de son superflu ? Cependant qu'est-ce autre chose qu'une amélioration matérielle, et des plus capitales et des plus politiques des temps modernes! Sans doute les caisses d'épargne ont été propagées avec l'assentiment des classes supérieures, quelquefois avec leur coopération active; mais avec quelle tiédeur en général! et n'est-il pas probable que, sans la sollicitude de l'Etat, le nombre en serait restreint à quelques localités?

Et pourtant qui peut dire ce que cette institution a rapporté de sécurité aux possesseurs, à ceux qui veulent vivre tranquilles et jouir; qui peut dire ce qu'elle épargne désormais de crises au commerce, de stagnation et de chômage à l'industrie, et combien l'ordre public, la nationalité, la liberté et la religion ont gagné par elle, d'esprits à leur cause et à celle du progrès général?

Par une seule et unique mesure de l'ordre matériel, on a donc intéressé pour toujours une portion sans cesse croissante à la paix et à la puissance extérieure, à la prospérité et à l'amélioration intérieure, et les classes aisées, en offrant une faible prime à la prévoyance, se sont donné un gage de moralité et de lumières de la part du grand nombre.

Ce qui n'est pas douteux, c'est que tout déposant, et le nombre en augmente chaque jour, se sent aujourd'hui promu à un degré de liberté qu'il ne se connaissait pas; il se donne à lui-même une sécurité pour les jours de chômage forcé, pour sa vieillesse et les maladies; et il prépare à ses enfants une base de fortune, ou du moins le premier point d'appui de leurs premiers pas dans le monde. On devrait placer sur le seuil de cette institution populaire et vraiment nationale, d'un côté l'*Espérance*, de l'autre la *Liberté*.

Les *colonies agricoles* de Belgique et de Hollande, toutes dégénérées qu'elles sont aujourd'hui, précisément parce que la source d'où coulait le bienfait a tari, sont également des essais d'améliorations matérielles faits dans une excellente direction et dignes de la reconnaissance publique. Les classes moyennes

de tous les pays ont applaudi, comme à un bon calcul de haute politique, à la souscription généreuse qui en a permis l'établissement; mais toute bourgeoisie et toute aristocratie en Europe, si elle avait une prévision saine des vrais intérêts de sa descendance prochaine, favoriserait ainsi, non par des placements déguisés comme ceux de l'aristocratie et de la bourgeoisie hollando-belges, mais par de notables contributions gratuites, des fondations analogues, supérieures à celles-là de toute la supériorité des combinaisons que l'esprit d'association, de charité et d'égalité, a suggérées parmi nous dans ces derniers dix ans.

La plupart des communes de France ont montré un mauvais vouloir bien aveugle lorsqu'il s'est agi d'organiser l'*instruction primaire.* En général, les plus simples notions d'économie politique sont encore si peu répandues dans la masse du peuple français et même des classes moyennes, que le propriétaire-agriculteur, le fermier, l'industriel, le capitaliste et le commerçant, ne connaissent d'affaires, de placements judicieux que ceux qui rapportent au bout de l'an, et rapportent en *écus sonnants;* ils ignorent que pour rivaliser par le bon marché, par la supériorité de main-d'œuvre et d'exécution avec les produits des autres nations à l'intérieur ou à l'extérieur, il faut commencer par élever à demeure une *race* de travailleurs éclairés, énergiques, et possédant un esprit inventif; capables de perfectionner indéfiniment, d'imiter vite et au simple coup d'œil; qu'en un mot il faut, à ne voir que le côté économique des choses, se donner de bons ouvriers comme on se donne de bons chevaux, de bonnes vaches laitières; et, par conséquent, leur faciliter une nourriture substantielle et abondante; qu'il faut susciter les inventions, cultiver les sciences et y initier tout le monde afin qu'à l'envi chacun demande à la chimie, à la physiologie végétale, les secrets qu'elles seules possèdent de rendre la terre féconde et de faire opérer les forces de la nature au profit de l'homme; qu'il faut surtout initier la jeunesse aux professions *industrielles et agricoles,* chacun selon sa vocation et sa destination, tout comme on *dresse* ses chiens de chasse à rapporter, ses chiens de bergerie à gouverner le troupeau;

tout comme les attelages à suivre le sillon et à porter le joug. Or si les communes et leurs municipalités avaient eu la vue nette de toutes ces nécessités, de toutes ces conditions préalables d'une agriculture, d'une industrie et d'un commerce prospères, elles auraient chaudement épousé la cause de l'instruction primaire, car c'en est le préambule, l'A B C obligé.

Et, à ce propos, on se demande quels seraient la prospérité de toutes les classes en France, leur bon accord et leur liberté, si, par le progrès de la richesse publique, de l'esprit d'association, des sentiments sociaux, par l'intervention dévouée des classes riches, chaque *commune* ou seulement chaque canton de France, venait à avoir en 1850 son *école d'arts et métiers* accessible pour tous indistinctement ; pour les uns moyennant légère rétribution, pour les autres gratuitement, selon leurs moyens. Si, en même temps, chaque commune, chaque canton, chaque arrondissement, etc., venait à avoir son *comptoir*, sa *succursale*, sa *mère banque* et ses billets au porteur ou à échéance, de toute valeur, ayant cours dans un rayon successivement plus grand à mesure que le billet émanerait d'une banque ou raison sociale mieux créditée ou mieux garantie, et que la valeur en serait plus élevée; si enfin..... Mais n'anticipons pas : les améliorations de cette nature veulent être amplement traitées, et ne peuvent l'être qu'alors que nous aurons prouvé l'importance sociale des améliorations matérielles en général.

Si les améliorations matérielles ont toutes ces propriétés, il est par trop clair qu'elles servent parfaitement les besoins privés de tout ordre de ceux pour qui elles sont faites; et si nous agrandissons notre horizon, nous reconnaîtrons bientôt que la conservation du corps social présuppose également, comme celle de l'individu, des ressources, des améliorations matérielles qui correspondent à des besoins d'un autre ordre : les besoins *publics* ou *généraux*. Ces besoins veulent non moins impérieusement satisfaction continuelle et progression : ainsi la police, l'administration de la justice, de la guerre, des travaux d'utilité publique, etc., etc., sont des besoins dont la satisfaction ne saurait souffrir ni discontinuité ni insuffisance partielle. C'est l'impôt sous toutes ses

formes, ce sont les charges diverses imposées à chacun qui y pourvoyent.

Or ces impôts sont en raison des ressources de chacun, et ces ressources en raison des améliorations matérielles; donc la satisfaction des besoins publics, la liberté nationale, sont également en raison des améliorations matérielles.

Il faut à la science, aux beaux-arts, à l'industrie, à la force publique chargée du maintien de l'ordre intérieur et de la sécurité extérieure, il faut un matériel d'autant plus grand et plus compliqué que la science est avancée ou veut l'être, que les goûts d'un peuple sont plus délicats et ses jouissances plus multipliées, que son activité industrielle est plus énergique et puissante, que ce peuple veut posséder plus de paix, vivre davantage et prospérer, et se faire respecter, et devenir l'arbitre des conflits inter-nationaux.

Sans ce matériel, ou plutôt sans la science, sans les beaux-arts, sans l'industrie, sans l'ordre et la sécurité, que serait-ce que la civilisation? un mot et rien de plus. Et sans l'augmentation successive de ce matériel, que serait-ce que le progrès de la civilisation? encore un mot, une impossibilité.

Et de même, sans toutes ces choses que serait-ce que la liberté, la liberté des peuples ou des individus? une abstraction puérile.

Il faut donc à toute société des revenus et de grands revenus pour fonder et entretenir toutes les institutions qui en sont les éléments constitutifs, aussi essentiels que les fondations, la charpente et les murs le sont à un édifice.

En vain les sentiments sociaux commanderaient progressement de réprimer les délits et les crimes, de punir les méchants, d'enseigner à tout homme venant en ce monde ses devoirs, sa profession; de secourir les malades, les vieillards et les affligés; de recueillir l'orphelin; d'établir une autorité, une force armée qui fasse respecter la vie et les biens, qui empêche les conflits et les violences de toutes sortes au-dedans, qui préserve les frontières d'invasions et repousse vigoureusement les hostilités du dehors; en vain l'esprit formulerait et la volonté déterminerait, si la richesse progressivement accrue par l'effet d'incessantes améliorations maté-

rielles, ne procurait la *matière* et la *forme* pour accomplir.

Tout cela est irréfutable, trivial à force d'évidence.

Il serait non moins oiseux de s'appesantir sur ce point : que pour être libre, pour se sentir en sécurité et se trouver heureux, le riche tout comme le pauvre, le plus robuste et le plus brave tout comme le plus faible et le plus poltron, tous ont besoin de tribunaux et de magistrats, de gendarmes et de forces armées, de prisons même et de punitions, de prêtres et d'instituteurs, de culte, d'une hygiène et d'une police *publiques*.

Chacun s'extasie devant les belles routes, les chemins de fer et les bateaux à vapeur ; devant les trottoirs commodes, les plantations et les ornements de nos rues, de nos places et de nos chemins. Le gaz, les abattoirs, les égouts, les grandes conduites d'eaux, tant d'autres innovations toutes récentes, paraissent utiles, agréables, et bonnes même à la multitude la plus dénuée ; mais tout cela n'est pas autre chose qu'un ensemble d'améliorations matérielles dont la réalisation suppose du travail, de l'activité, des ressources chez chacun et chez tous, et l'emploi judicieux de capitaux accumulés. Tout cela est le résultat d'une économie politique bien entendue, d'une intervention souverainement habile des classes qui possèdent les capitaux. Nous le répétons cependant, pour organiser tant d'institutions, fonder tant d'établissements, payer et entretenir le personnel de tant d'administrations, exécuter, entretenir et perfectionner tant de travaux d'utilité publique, il faut une quantité énorme de matières premières de toutes sortes ; il faut des subsistances garanties, continues ; il faut que chacun et tous, que l'agriculture, que l'industrie et le commerce produisent et beaucoup et de plus en plus, avec le moins de sacrifices possible de temps, d'aptitude et de richesses, c'est-à-dire il faut que tout se combine entre les forces humaines et les forces brutes, de telle sorte que tout s'améliore dans le monde moral et dans le monde matériel *simultanément*.

Bien des années et peut-être bien des siècles avant la révolution de 89, on avait réclamé aux États-généraux la propagation de l'instruction primaire, et depuis cinquante ans ce vœu

avait été exprimé chaque jour par la nation entière; mais on était trop pauvre : le matériel, la richesse manquaient; il a fallu l'élan du public vers la création de ces moyens tout matériels, pour obtenir enfin ce but tout spirituel, et maintenant nous voyons l'instruction populaire en de meilleurs termes, bien qu'il y ait encore insuffisance de ressources au budget de l'instruction publique et à celui des municipalités.

Une loi sur l'instruction primaire, telle que nous l'avons et qu'en jouissent la Hollande, l'Angleterre, la Prusse, etc., n'était donc possible qu'après la création d'une certaine portion de richesses et l'extension d'une certaine aisance, ou si l'on veut qu'avec l'existence d'une moindre misère parmi les classes inférieures. Nos villages, il y a quelques siècles, n'eussent pu fournir leur contingent pécuniaire suffisant, à plus forte raison l'État; et en ce moment les villages d'Espagne et leur gouvernement vérifient, par leur impuissance à rien organiser de semblable, ce que vaut l'abandon des intérêts matériels d'un peuple pour la civilisation et la liberté.

Voilà comment, en définitive, enrichir c'est éclairer; il est tout aussi facile de comprendre comment enrichir et éclairer, c'est mettre la multitude dans les conditions où les tentations mauvaises auront le moins d'empire sur leur âme.

Un nouveau progrès dans la richesse des nations européennes, c'est-à-dire une même ardeur pour la production, secondée par de nouvelles et judicieuses améliorations, permettra, un jour prochain, de songer à compléter ce bienfait en organisant les divers degrés de l'instruction et à réaliser un vœu, à satisfaire un besoin non moins impérieux de la liberté : l'organisation d'*écoles industrielles* ou d'*arts et métiers*. En effet qu'oppose-t-on aujourd'hui et toujours à l'expression de pareilles *desiderata?* que le budget est insuffisant, que les contribuables sont déjà surchargés d'impôts, que les communes sont obérées ou que leurs dépenses sont en équation avec leurs recettes.

Mais la pesanteur de l'impôt, l'exiguïté des ressources, l'insuffisance du budget, ce sont choses *relatives;* si les contribuables devenaient trois fois plus riches, avaient trois

fois plus de revenus, ils consentiraient aussi volontiers à trois fois plus d'impôts. Or les améliorations matérielles n'ont pas d'autre but ni d'autre fin que d'augmenter la fortune nationale.

Beaucoup d'améliorations sont aujourd'hui désirées, que la pénurie seule du budget empêche de réaliser. Comprenons donc sérieusement, et une fois pour toutes, et que chaque nouveau venu au *banquet de la vie* comprenne avec la société en masse, que l'agriculture, l'industrie et le commerce, toujours en progrès par d'incessantes améliorations, sont les instruments obligés de la sociabilité, du divin et du profane :

D'une part, conservation des individus;

De l'autre, conservation de la société.

VI.

INSUFFISANCE SOCIALE DES AMÉLIORATIONS MATÉRIELLES.

Les améliorations matérielles ont donc, par le fait et par définition, la propriété de satisfaire en général aux exigences privées et aux exigences sociales en augmentant la somme totale des utilités d'une nation.

Mais tout ce qui peut augmenter la richesse totale d'une nation contribue-t-il nécessairement à réaliser une meilleure distribution de cette richesse? peut-il étendre d'une manière un peu certaine les libertés du grand nombre? Voilà la question délicate et la plus importante.

Par le fait les améliorations matérielles n'augmentent pas nécessairement la liberté de tous les membres d'une nation, pas même de ceux qui sont les instruments actifs de ces améliorations. Témoin l'Angleterre en tout temps; l'Angleterre, pays classique de la richesse et du travail, de la production économique, des machines puissantes, des améliorations matérielles de tout ordre! A mesure que les trois Royaumes-Unis se sont enrichis d'une manière absolue, ils se sont appauvris relativement dans leurs masses d'ouvriers. Témoin aussi la tendance actuelle dans tous les pays d'Europe et d'Amérique où l'économie politique anglaise se propage: aux États-Unis, dans les villes principalement manufacturières, en France dans le département du Nord, en Belgique, et, en général, dans toutes les localités ou la grande industrie et la grande culture se sont substituées à la petite.

L'antiquité grecque et romaine, les civilisations plus primitives, la Chine, l'Egypte, nous présentent, même au sein de leur splendeur, une exclusion analogue dans les bénéfices

des améliorations matérielles pour les trois quarts des populations, de celles-là mêmes qui édifiaient de leurs mains ces monuments gigantesques dont les vestiges viennent encore commander notre admiration après quarante siècles. Enfin la misère pèse et a pesé sur la masse dans presque tous les pays où certes les améliorations matérielles n'ont jamais manqué.

La statistique de l'inégalité des fortunes en Angleterre mérite d'être connue et méditée. On y vérifie singulièrement qu'autre chose est de produire une masse énorme d'utilités humaines, autre chose de les distribuer avec mesure et proportion ; autre chose d'améliorer au profit d'une minorité, autre chose d'améliorer au profit du peuple.

Le sol anglais est possédé tout entier par 32,000 propriétaires seulement! encore dans ce nombre faut-il comprendre 6,000 corporations et 6,000 institutions ecclésiastiques, en tout 12,000 propriétaires de main-morte!... Dix-huit propriétaires réunissent une étendue de biens territoriaux qui donnent annuellement un revenu de 38 à 39 millions de francs. Chacun d'eux possède en moyenne beaucoup plus d'un million et demi de rente.

En Irlande, où la journée de travail ne s'élève pas à 25 sous, un lord a 912,000 francs de rente.

Un autre	360,000
—	560,000
—	240,000

En Ecosse, une duchesse possède une terre dont la superficie (de 400,000 hectares) équivaut à un de nos départements.

Les fortunes analogues sont communes parmi la noblesse de ce pays.

Les propriétés sont tellement grandes, qu'entre Londres et Portsmouth (20 lieues) il n'y en a que dix-sept qui soient traversées ou bordées par la route.

En 1820, 2,759 propriétés, qui étaient taxées à 328,000 fr. pour les pauvres, étaient estimées rapporter 154,360,000 fr. de revenu, ou, en moyenne, 56,000 livres de rente chacune.

Cette concentration de la propriété foncière y est de temps

immémorial. Tout durant le moyen-âge et depuis, les trois quarts de la population ont subi la servitude de la glèbe, l'esclavage le plus intense qui ait jamais existé sur le continent. Et la masse ne s'est affranchie de la servitude de la glèbe féodale que pour rentrer aussitôt dans celle d'un salaire insuffisant ou d'une taxe des pauvres humiliante.

Une classe moyenne néanmoins s'est formée, là comme partout ailleurs, des débris des populations serves du moyen-âge ; mais ça été pour constituer une aristocratie industrielle tout aussi absorbante que l'aristocratie féodale ou foncière.

Ainsi, tandis que les laboureurs sans propriété s'élèvent à 1,946,360, les ouvriers industriels sans propriété ou revenu fixe s'élèvent à 5,482,765. Ces derniers sont donc trois fois aussi nombreux que les premiers.

Et les chefs de l'industrie y sont disproportionnément riches.

En 1828, la propriété des habitants de Birmingham était évaluée à 375 millions de francs.

Trois personnes possédaient ensemble 25 millions de fr.
Dix avaient en biens 50
Vingt — 75
Cinquante — 100
Cent — . . . . 125 (ou un tiers de toute la propriété industrielle !)

La richesse de cette grande ville manufacturière est donc concentrée dans 183 familles qui ont chacune, terme moyen, un capital surpassant 2 millions !!...

Dès 1791, à Liverpool, il y avait :

Trois industriels possédant 2,500,000 fr. de capital.
Sept — 1,250,000
Huit — 750,000
Dix-sept — 500,000
Cent soixante-quatorze de 125 à 250,000

Total : deux cent neuf propriétaires industriels possédant 65 millions et demi de capital.

La population totale de la Grande-Bretagne (Ecosse et Angleterre) montant à 14,391,000 individus, le nombre des prolétaires n'est pas au-dessous de 10,176,281, ou 5 sur 7. Il paraît avoir augmenté notablement de 1800 à 1816. A la première de ces deux époques il se rapprochait seulement de la moitié des habitants; à la seconde il se trouve surpasser de beaucoup les deux tiers!...

En 1821, on divisait en quatre classes la population de la Grande-Bretagne :

3,883 familles ou 19,415 individus, ayant par famille depuis 1,875,000 fr. de revenu jusqu'à 2,500,000 fr.

51,709 familles ou 258,545 individus, ayant par famille 37,500 fr. de revenus jusqu'à 125,000 fr.

385,791 familles ou 1,928,955 individus, ayant par famille 5,000 à 25,000 fr.

2,500,000 familles ou 10,500,000 individus, ayant par famille 1,250 à 2,500 fr. de revenu.

La première classe, qui jouit d'un superflu excessif, s'élève à 1/630e de la population.

La deuxième classe est formée de 1 individu sur 50. La troisième est dans l'aisance et constitue le sixième de la population. La quatrième vit dans la détresse et la privation, elle comprend cinq individus sur six. Cette dernière classe est presque à moitié formée par 5 millions de pauvres qui subsistent, terme moyen, avec 750 fr. par famille, ou un secours annuel de 125 fr. par chaque individu.

Quelques données sur la taxe des pauvres dans la seule Angleterre achèvent de montrer à nu les plaies profondes de la société anglaise :

En 1776, on levait pour cette aumône 43,007,000 fr.

En 1836, on en levait une de 160,350,000 fr.

En 1819, où elle s'est élevée à son maximum, elle avait été de 221,700,000 fr.

On estimait en 1688 qu'en Angleterre plus d'un tiers de la population était dans l'indigence.

En 1803, 1,040,716 pauvres, ou 1/9e de la population de l'Angleterre, étaient secourus en partie éventuellement, en partie d'une manière permanente.

Enfin, ce qui est encore plus significatif, depuis 160 ans, la population a doublé en Angleterre, mais le nombre des propriétaires fonciers est resté le même ou ne s'est augmenté que de fort peu. D'où il suit que l'accroissement de la population n'a multiplié que les industriels et les prolétaires.

En l'espace d'un siècle et demi, lorsque la population s'accroissait de 6 millions et demi d'habitants, le nombre des propriétaires fonciers ne s'augmentait que de 41,000!

Devant un fait aussi déplorable on ne peut s'empêcher de penser à cette sentence d'Aristote : « Quand le nombre » des pauvres vient à s'accroître sans que celui des fortunes » moyennes s'accroisse proportionnellement, l'État est sur » son déclin et arrive rapidement à sa ruine. »

Les améliorations matérielles pures par elles-mêmes ne répartissent donc pas, ou du moins elles ne répartissent ni avec discernement ni avec équité. Elles répartissent bien, même aux plus maltraités, certaines jouissances d'importance fort secondaire, telles que l'agrément de beaux et faciles trottoirs, de l'éclairage au gaz dans nos grandes villes, etc., mais elles ne répartissent point l'aisance, la propriété, le bien-être véritable; elles n'apportent point nécessairement les constituants du nécessaire, la satisfaction des besoins plus relevés de l'intelligence du cœur; et cela est infaillible dans l'état actuel des choses en Europe. Il suffit pour s'en convaincre de s'arrêter au résultat final du mouvement des richesses, de la distribution des bénéfices du travail, de la concurrence d'individu à individu, de nation à nation, d'entrepreneur à entrepreneur, d'ouvrier à ouvrier; il suffit de réfléchir aux conséquences de l'application libre et sans indemnité préalable, de machines prodigieusement économiques. Nulle part les sociétés n'ont encore permis, par leur adhésion tacite, l'intervention de la prévoyance sociale pour assurer la justice distributive dans les contrats des forts et des faibles. Tout se débat entre les égoïsmes avec liberté apparente, et comme ces égoïsmes ne sont point partis du pied d'égalité, d'une même position; comme ils n'ont point les mêmes ressources pécuniaires, les mêmes aptitudes, la même moralité, il est presque impos-

sible que de leurs prétentions et de leurs luttes mutuelles il résulte jamais l'équilibre dans les avantages ou une proportion suffisante de répartition ; il est évident qu'il s'offrira, comme il s'offre en effet, entre les individus, des degrés d'inégalités aussi multipliés qu'il y a de possibilités mathématiques, et que les nations qui s'éloigneront moins de la proportion convenable, le devront uniquement à une moralité et à des sentiments sociaux de fraternité chrétienne plus avancée, à l'effet de la sollicitude religieuse du pouvoir et des institutions, à la charité des classes riches et àla puissance du génie, à l'influence des prêtres, des littérateurs, des artistes, mais non aux propriétés nécessaires des améliorations matérielles pures.

La concurrence est tout aussi bien un principe de vie qu'un principe de mort, selon qu'elle est morale ou immorale. Aujourd'hui elle est immorale à l'excès, car elle n'a d'autre mobile que l'intérêt individuel étroitement interprété, l'égoïsme, la cupidité ; d'autre limite que la borne des désirs de chacun ; or l'excitation des désirs, l'appétit des jouissances animales est à son maximum ; il est exclusif, il règne presque seul dans le cœur et la pensée de la multitude.

La concurrence donc aboutit à la guerre entre les entrepreneurs, à la guerre entre les ouvriers, à la guerre entre les consommateurs et les vendeurs ou entremetteurs, entre ceux-ci et les producteurs ; à la guerre générale..... C'est à qui se substituera à son voisin sur les marchés, à qui escamotera la clientelle et les débouchés d'autrui, à qui produira et vendra au plus bas prix, à qui fraudera et mentira le mieux !

Or, pour abaisser le prix des marchandises, il n'est pas de plus sûr moyen que d'abaisser le taux du salaire des ouvriers[1], et cela est toujours facile ; car, outre l'imprévoyance des classes salariées, née de leur ignorance et de l'abandon où on les laisse en fait d'habitudes morales, outre cette imprévoyance qui les fait pulluler et se créer dans leurs propres enfants des concurrents dans l'offre du travail, toujours prêts à se donner pour le plus strict nécessaire, ces entrepreneurs peuvent compter sur l'application des machines qui dimi-

nuent chaque jour ici ou là le besoin de bras d'hommes, et qui jettent sur la place une foule toujours prête également, puisqu'il y va de la vie, à se donner à tout prix.

Il n'est donc pas vrai que tout le monde puisse prospérer à la fois dans une société où l'on admet la concurrence illimitée et *quand même;* ou du moins cela ne se peut qu'autant que chacun pratique à un haut degré le principe de fraternité et les vertus évangéliques de modération et d'équité; mais alors la concurrence, c'est l'entente harmonique des individus, c'est l'association et l'activité dans un même but; le bien général; c'est une assurance mutuelle et une réciprocité de bons services qui n'a rien de commun avec la rivalité dépréciative de notre concurrence présente.

Conclusion : la concurrence, telle qu'elle se produit en Europe depuis la destruction des institutions du moyen-âge, tend de plus en plus à l'avilissement du salaire; l'introduction des machines tend de plus en plus à la dépréciation et à l'annulation du travail ou de la coopération des ouvriers dans la production totale d'une nation.

D'où il suit que la misère, le paupérisme des populations salariées serait l'état général vers lequel s'avanceraient irrésistiblement toutes les nations, et principalement celles qui s'adonnent davantage à l'industrie manufacturière et au commerce extérieur, si d'autres causes puissantes n'intervenaient prochainement pour faire contre-poids aux influences dissolvantes de la concurrence égoïste et facultative.

Les améliorations matérielles, pour tendre à la liberté de tous en profitant à tous équitablement, ne doivent donc pas consister uniquement dans l'augmentation de la richesse totale, dans l'exécution de travaux publics, tels que routes, canaux, chemins de fer, embellissements extérieurs des villes et des villages; elles doivent surtout porter sur les relations de maîtres à serviteurs, d'entrepreneurs à ouvriers; sur les moyens et les institutions propres à assurer à chaque individu les produits de son travail, de ses sueurs, par conséquent à le délivrer des mains de l'usurier et des locataires d'hommes, de ces intermédiaires parasites qui interviennent entre les producteurs et les consommateurs, achètent aux premiers

leur travail au plus bas prix et en revendent le plus cher possible les produits aux derniers, font la loi aux uns parce que ceux-ci ont besoin de vivre au jour le jour, et la loi aux autres parce qu'ils sont les seuls fournisseurs et qu'il faudrait s'abstenir des consommations qu'on désire. Xénophon chez les Grecs, Caton chez les Romains, achetaient de nombreux esclaves tout expressément pour les louer à un bon prix aux entrepreneurs; l'État lui-même faisait ce commerce très lucratif; d'autres achetaient et dressaient des esclaves aux travaux spéciaux pour les revendre ensuite bien exercés; ils exploitaient la race esclave comme on exploite des chevaux, comme on loue un capital transformé en maison, en boutique, etc.; or, de nos jours, il y a une classe d'entrepreneurs analogues à Xénophon et à Caton : ils n'achètent plus la personne, l'ouvrier lui-même, mais ils achètent son travail; ils le font produire moyennant quelques avances de matières premières, d'un atelier ou établissement, et revendent (eux qui n'ont rien fait) les produits aux consommateurs et réalisent de très grands bénéfices. C'est l'art de prélever une dîme sur la sueur du pauvre, et rien de plus. Mais les esclaves de Xénophon et de Caton se sont affranchis, ils sont devenus des salariés, c'est-à-dire ils se sont loués pour leur propre compte et non plus pour celui des Xénophon ou des Caton; çà été là un immense pas dans la voie de liberté; mais à cette amélioration matérielle n'est-il pas permis et consolant d'espérer qu'il en succèdera une autre non moins libérale, et que les salariés de tant d'entrepreneurs bénévoles, d'intermédiaires superflus, d'exploitants enfin, produiront et vendront pour leur propre compte, fourniront directement leurs produits aux consommateurs véritables, et que la classe des intermédiaires parasites rentrera elle-même dans les rangs des producteurs véritables dont elle n'eût jamais dû sortir, dont elle n'est sortie que par un abus déplorable, par une combinaison mauvaise de la division du travail, et contre les plus simples notions d'économie sociale (1).

(1) Nous l'avons dit ailleurs : en parlant ainsi d'un certain ordre d'intermédiaires, nous n'avons pas voulu faire allusion à la classe des

Il suit en outre que les améliorations matérielles ne doivent point être confiées au hasard, ou, ce qui revient au même, laissées au caprice des influences privées, qui ne peuvent jamais tendre qu'à la concentration féodale des fortunes, à l'inégalité des ressources, au superflu extrême du côté du petit nombre, aux privations extrêmes du côté du plus grand nombre. Le gouvernement doit être investi de la direction des choses matérielles tout comme il l'est de l'éducation; il n'a point, il ne peut avoir l'initiative du mouvement, de l'impulsion spontanée, puisqu'elle dépend de tous et de chacun; mais il doit avoir l'initiative des mesures propres à régulariser cette impulsion, à faire converger les activités isolées vers l'unité, vers l'intérêt général; à les socialiser progressivement au profit de tous s'il est possible, et toujours du plus grand nombre. Il doit même s'efforcer d'attirer les populations au travail, de les façonner à l'énergie productive, et les classes élevées à la charité et aux sacrifices sociaux. Il ne doit mettre aucune limite à la création des richesses, mais il doit en mettre à leur concentration; il doit s'enquérir de la route qu'elles prennent, et si par hasard la totalité ne serait point en définitive transportée dans les magasins et coffres-forts de quelques uns, tandis qu'un faible résidu seulement s'en irait par fractions infiniment exiguës,

négociants et des commerçans qui remplissent un rôle essentiel dans le mécanisme industriel; il y a plus, nous ne pensons nullement attaquer aucune classe, et rendre responsables les individus de ce qui est uniquement le fait de la constitution des choses sociales, qu'aucun en particulier n'a faites, que tous ont acceptée bon gré mal gré, et dont tous aussi sont plus ou moins victimes.

Seulement, il nous semble qu'une fois éclairé sur le rôle qu'il remplit dans la société, sur l'obstacle qu'il met à l'amélioration du sort de ses semblables, sur l'inutilité de sa fonction, sur le peu de droit qu'il a à prélever un tel bénéfice, tout homme religieux doit s'efforcer d'abandonner ce rôle, ou de ne l'exercer désormais qu'autant qu'il irait de l'existence de sa famille, et que jusqu'à ce qu'il puisse trouver une fonction plus en harmonie avec les devoirs d'un vrai citoyen.

dans la demeure du peuple. Ainsi il a dans ses attributions naturelles et nécessaires tout ce qui peut favoriser la satisfaction de plus en plus complète des besoins légitimes de toutes les classes ; d'abord les besoins indispensables en tous sens, puis les besoins plus relevés. Or les besoins légitimes n'ont rien de douteux, nous les avons assez indiqués.

Si quelque enseignement ressort des faits industriels contemporains, c'est donc qu'en même temps qu'on améliore matériellement, il faut améliorer *moralement* et tendre résolument, par les institutions et les lois, au maintien, au retour ou à l'augmentation d'une équitable répartition des avantages sociaux, et en particulier de l'aisance.

VII.

INFLUENCES INDIRECTES.

Nous venons de prouver que les améliorations matérielles ne répartissent pas nécessairement avec mesure et équité, nous allons prouver néanmoins qu'elles tendent à cette fin par une foule d'influences plus ou moins secrètes ou détournées, mais certaines cependant et efficaces. Nous irons plus loin : nous apporterons de nombreux motifs de croire que l'esprit d'améliorations matérielles est l'un des plus actifs promoteurs de toutes les libertés et de la vraie civilisation.

Evidemment, tout ce qui a pour effet certain d'augmenter la vie, l'activité des riches et des pauvres, de multiplier les transactions et les chances de gains et de pertes, de mettre en présence plus de besoins et d'offres, et les prétentions des égoïsmes, et d'accélérer la grande roue de fortune, doit tendre à une dissémination finale ou du moins à une mobilité continuelle des fortunes et des richesses qui est bien propre à fournir l'occasion de toutes les sortes d'affranchissements. Car ce qui immobilise les transactions, immobilise d'autant et nécessairement, non pas absolument les fortunes, mais les chances de fortune.

Ne point améliorer matériellement, c'est laisser dans le *statu quo* la création, la circulation, la consommation des richesses nationales, et par conséquent c'est consolider le mauvais sort là où il s'est une fois appesanti, c'est assoupir l'activité générale dans une somnolence funeste. Au contraire, améliorer incessamment, c'est incessamment ajouter une suractivité nouvelle à l'activité existante, mettre plus de capitaux

en mouvement et plus de travailleurs; c'est offrir à la multitude plus de chances de travail et de bonne distribution des bénéfices.

Nous avons déjà vu comment en général l'amélioration matérielle la plus commune profitait proportionnellement aux diverses parties coopérantes; voici comment ces améliorations s'enchaînent et se métamorphosent en bienfaits inattendus pour les populations moyennes et inférieures.

Les améliorations matérielles ont pour résultat plus ou moins éloigné, mais certain, de créer traditionnellement des besoins, des habitudes de consommation chez les classes qui jouissent du superflu, de faire dégénérer ces habitudes en nécessités, de constituer pour elles un confortable de plus en plus abondant et varié. Cette dépendance où se trouve alors, des producteurs, la portion choisie des consommateurs, tourne au plus grand bien des classes inférieures, et va jusqu'à devenir pour elles le plus sûr moyen d'affranchissement. Car d'abord ces consommateurs, détenteurs ordinaires des grands capitaux, mettent à leurs superfluités un prix chaque jour plus haut : ils paient par là le privilége d'être les consommateurs exclusifs de ces choses; ce qui en fait précisément l'importance aux yeux de la vanité et de l'orgueil. Ils dépensent alors chaque année leurs revenus, ou bien ils livrent leurs capitaux accumulés à l'industrie; ils créditent l'aptitude et la probité parmi les prolétaires, moyennant garantie ou probabilité d'un fort intérêt, ou bien ils font valoir eux-mêmes leurs fonds; tout cela dans le but de se procurer un revenu toujours plus considérable qui fasse équilibre aux habitudes et aux nécessités toujours croissantes de leur vie excentrique. En définitive ils créent donc de toutes parts du travail; ils tiennent, par leur concours, les demandes au niveau des offres, et déterminent insensiblement une élévation de salaires qui peu à peu aussi *habitue* la masse des ouvriers de la nation à un certain nécessaire plus ample : nécessaire accru que tôt ou tard ils regardent ou revendiquent comme un *droit acquis*, et qu'ils font le point de départ de leurs prétentions dans le réglement arbitré de leur part dans la production.

Alors aucun entrepreneur, aucun capitaliste ne peut plus

songer à leur disputer ce nécessaire amplifié, car la base du nécessaire une fois déterminée, une fois mise en pratique dans un pays, rien n'est plus délicat, plus lent, plus dangereux à diminuer.

Les améliorations matérielles ont d'ailleurs pour effet non moins infaillible d'accroître le nombre des consommateurs en général, de multiplier les jouissances d'un plus grand nombre d'individus, de faire passer dans toutes les classes plus de désirs en besoins permanents, ce qui mène à consolider et à augmenter indéfiniment l'activité générale de la nation, la création et la variété des utilités, et à nécessiter pour chacun un train de vie, un confortable minimum qui garantit au gros de l'armée des travailleurs un salaire de jour en jour ou de siècle en siècle plus stable et plus élevé, s'ils savent enfin prévoir et ne se reproduire ou recruter qu'avec mesure; et une aisance plus grande, s'ils savent épargner.

En général, toutes choses d'ailleurs égales, et en tenant compte de nos restrictions antérieures, plus les améliorations sont nombreuses et variées dans un pays, plus il y a de probabilités que les intérêts des diverses classes se balanceront et se nivelleront par la seule prétention des égoïsmes. Ces améliorations ont ainsi pour résultat certain d'amener une répartition qui, sans niveler peut-être davantage les fortunes, offre cependant un bénéfice analogue pour les masses, en ce qu'elle élève leur part, tout en ne diminuant pas celle des riches, et en l'augmentant au contraire; elle a encore cette autre vertu de recruter indéfiniment la classe moyenne dans les rangs infimes des travailleurs.

Ainsi la distribution des richesses dans l'avenir ne tendît-elle point davantage à l'égalisation par les améliorations matérielles, encore aboutirait-elle certainement à donner plus que le nécessaire aux rangs inférieurs, tout en augmentant presque toujours, plus certainement encore, le superflu des rangs supérieurs.

C'est là une vue nouvelle qui nous semble majeure et consolante. Elle ressort de tous les faits que l'abondante création des richesses et l'activité prodigieuse de ces derniers temps en Amérique, en Angleterre et en France, ont offerts à l'expé-

rience et à la statistique. Les trois grandes puissances industrielles de l'époque, celles chez qui les intérêts matériels attirent la sollicitude d'un pouvoir éclairé, sont précisément celles où les classes moyennes ont le plus gagné en nombre, en bien-être, en liberté.

Ce n'est donc pas peut-être vers une égalité plus grande des conditions ou des fortunes que marchent le siècle et l'industrie, c'est bien plutôt vers une *hiérarchisation* dont les derniers degrés auront pour base une aisance de plus en plus grande, et les premiers un superflu sans cesse croissant; de sorte que le mouvement des fortunes serait comme une échelle dont les deux extrémités s'éloigneraient de plus en plus, l'une de la misère et l'autre du superflu médiocre.

Les améliorations matérielles sont donc fortement à conseiller en tout état de cause, dans l'intérêt du grand nombre non moins que du petit.

Il n'est guère possible qu'un progrès un peu large se fasse dans la richesse, même au profit d'une classe privilégiée, sans que ce progrès n'ait exigé comme condition préalable un progrès correspondant et proportionnel dans le développement intellectuel des instruments producteurs (les classes ouvrières) d'œuvres plus parfaites ou plus considérables et sans un progrès dans la satisfaction plus abondante de leurs besoins. Il a fallu les rendre plus actifs, plus énergiques, plus industrieux. On les a donc mis plus avant dans la voie de la liberté. L'Angleterre, les États-Unis, la France, nous en sont un exemple : les ouvriers qui exécutent les merveilles de l'industrie moderne, et le nombre en est grand, sont certes plus dignes et plus voisins de l'affranchissement que les classes correspondantes dans les états de civilisation ou d'industrie inférieure.

Que si la population qui, en Angleterre, se partage la taxe des pauvres dégénère et se corrompt de plus en plus, à mesure que la richesse qui se produit dans cette île augmente, c'est que cette population ne prend plus part (ou qu'une part insignifiante) à la production de cette richesse; c'est qu'elle a cessé de travailler et qu'elle forme une *aristocratie du paupérisme* qui se permet l'oisiveté aux dépens du superflu de la

féodalité industrielle et foncière, tout comme celle-ci aux dépens du nécessaire du peuple entier et de cette multitude prolétaire.

Les améliorations matérielles, en détournant les classes élevées et les masses des velléités guerrières, en les initiant ou captivant aux sentiments et aux habitudes pacifiques, ont encore l'inappréciable privilége de faciliter la fusion des classes, de niveler naturellement et insensiblement les inégalités de richesses, en tarissant les sources des fortunes improvisées et colossales; car il faut pour les fortunes subites et extraordinaires des circonstances subites et extraordinaires. Or les guerres entraînent toujours des déplacements brusques de fortunes et de positions qui se produisent très souvent sous forme de monopole, et qui rarement tendent à une meilleure distribution. Dans toute guerre il y a toujours une grande consommation improductive de richesses, de grands dommages, la destruction de travaux, d'utilités publiques péniblement exécutées. Non seulement une guerre fait obstacle, pour l'instant, à de nouvelles améliorations, mais elle annule bien souvent les anciennes : loin d'être plus avancé, tout est à refaire.

Et comme dans toute guerre il y a toujours des vainqueurs et des vaincus, il y a rarement justice, par conséquent rarement une sage dispensation des franchises et des libertés entre les classes diverses de la nation. Trop souvent les plus forts se superposent aux privilégiés de la nation qu'ils ont combattue. Il se reconstitue une nouvelle aristocratie, une nouvelle *plebs*, et jamais on n'atteint cette universalisation si désirable de la liberté et du bien-être. C'est qu'on la demande à la violence, au désordre ou aux hasards de la vie militaire, au lieu de l'attendre du travail et des sages combinaisons de l'économie politique.

Enfin, dans la recherche du bien-être, dans les travaux pacifiques, ceux qui veulent faire de *belles affaires*, conduire à bonne fin les entreprises qu'ils dirigent ou dans lesquelles ils sont intéressés, s'aperçoivent bientôt que le bon vouloir, la coopération morale des ouvriers, instruments de l'œuvre, est une condition fondamentale : ils sont de plus facile compo-

sition; ils traitent plus fraternellement des hommes sur lesquels, après tout, repose leur succès. Ceux-ci naturellement profitent de toutes les circonstances où leur importance est notoire pour avancer leur affranchissement, et s'ils savent être prévoyants, économes, et profiter habilement de l'occasion offerte par ce milieu, il leur sera certainement plus propice qu'aucun autre, ou plutôt ce sera le seul compatible avec leur émancipation politique et matérielle.

Les améliorations de cet ordre ont encore un autre genre d'influence qui, pour être plus médiate, n'en est pas moins importante. Quelles qu'elles soient au début dans leurs motifs, elles finissent toujours par offrir un caractère général d'utilité publique; et en définitive, les pauvres, la masse, participent un jour aux avantages et aux bienfaits qui y sont attachés.

Ainsi, qu'à l'occasion, par amour ou par crainte des riches, un gouvernement, une municipalité assainissent une ville, l'embellissent de trottoirs, d'éclairage au gaz; qu'ils dessèchent un marais; que l'architecture, par le progrès de la richesse générale, prenne un caractère grandiose; que les classes aisées, les chefs de l'industrie, substituent de grands établissements bien aérés, bien éclairés, aux misérables cabanes qui environnent leur centre de travail, ce sera sans doute parce que cette vue de misère les blesse et nullement parce que ces cabanes nuisent à l'existence, à l'énergie, au bonheur de l'ouvrier qui les habite : soit; mais toujours est-il que le milieu nouveau dans lequel vivra la classe inférieure n'en sera pas moins amélioré. La lumière du gaz, les trottoirs, l'air sain, l'aspect propre et riant de la cité, n'en seront pas moins à la portée de la foule, et ne lui en paraîtront pas moins des biens et des agréments... Et tous ces perfectionnements, tout ce langage éloquent des beaux-arts et de l'industrie n'en seront pas moins de salutaires excitants, des *voies et moyens* indirects d'affranchissement réel, moral, intellectuel et physique; de fécondes leçons pour leur intelligence et leur goût, qui, en les élevant par la pensée et par la conduite à la hauteur des classes mieux partagées, les rendront bientôt dignes de l'égalité, dignes des fonctions et des droits de cité et de la considération publique.

C'est qu'il n'est pas possible de faire de la terre un paradis terrestre pour le petit nombre, sans que les portes de ce paradis ne s'ouvrent tôt ou tard à la multitude, aux peuples.

Autrefois les eaux stagnantes causaient en Angleterre des fièvres endémiques pernicieuses qui décimaient la population, principalement dans le nord du pays. L'humidité du climat y est une autre cause active d'autres maladies. On lui attribue la fréquence de la consomption qui produit le *quart* de la mortalité de Londres; mais grâce aux améliorations matérielles long-temps poursuivies, grâce aux travaux de dessèchements et à l'action séculaire de tant de générations sur le sol et dans les entrailles de l'île britannique, la salubrité du pays s'est considérablement améliorée. Pauvres et riches, les prolétaires, comme l'aristocratie, ont trouvé dans ces améliorations d'égales garanties d'existence, de santé et de longévité, et les populations anglaises et écossaises sont celles, de toute l'Europe, qui offrent le *minimum de mortalité*, ou, en d'autres termes, celles qui ont le plus de chances de vivre plus long-temps.

Or, sous un tel climat, il n'est guère permis d'attribuer la moindre mortalité relative qu'aux puissantes et salutaires influences des modifications hygiéniques opérées sur la nature, sur le sol et l'atmosphère par une civilisation avancée, par d'infatigables travailleurs.

On peut se convaincre de l'intime dépendance qui existe entre notre santé ou notre longévité et les travaux qui ont pour objet d'assainir les contrées que nous habitons et de procurer à tous les utilités corporelles, en considérant d'une part, pour chaque pays, le rapport des décès et des naissances à la population, ou la loi de mortalité de cette population; et de l'autre, l'attention qu'elle donne aux intérêts matériels, l'état de son agriculture, de son industrie, de son commerce et en général les travaux et les œuvres de civilisation accomplis par ce peuple; puis en comparant les divers pays entre eux sous chacun de ces rapports.

Tout le monde comprend que l'amélioration des choses sociales, le signe du bonheur général et, par conséquent,

de la liberté, ne saurait consister dans une grande mortalité, bien qu'à côté de ce fait il y eût une énorme reproduction de l'espèce; mais qu'au contraire de rares décès, une lente mortalité ou une diminution continue dans la mortalité, et des naissances nombreuses toujours relativement croissantes, sont l'état vers lequel il faudrait graviter comme étant celui qui implique, dans une société, le meilleur ménagement des charges et des bénéfices, la meilleure distribution et la meilleure réserve des richesses, en un mot la plus grande moralité et les plus hautes lumières.

Toutefois, dans les estimations, dans les comparaisons et dans les inductions relatives au degré de mortalité, il faut tenir soigneusement compte des influences du climat. Ce serait une grande erreur de tout mettre, le bien ou le mal, sur le compte de la civilisation d'un pays, de sa moralité, de ses lumières ou de ses richesses.

Voici, d'après M. Moreau de Jonnès, le *tableau des naissances et des décès dans les divers pays de l'Europe :*

RAPPORT DES NAISSANCES A LA POPULATION.

	Epoque.	Rapport à la populat.		Epoque.	Rapport à la populat.
Russie d'Europe	1831	1 sur 24 h.	Portugal	1820	1 sur 27 h.
Empire d'Autriche	1828	1 — 25	Hollande	1832	1 — 29
Prusse	1830	1 — 25	Belgique	1832	1 — 30
Irlande	1821 à 1831	1 — 27	Danemarck	1820	1 — 30
Pologne	1829	1 — 27	Ile Britannique	1821 à 31	1 — 32
Allemagne	1826	1 — 27	France	1834	1 — 33
Suisse	1828	1 — 27	Écosse	1821 à 1831	1 — 34
Espagne	1827	1 — 27	Angleterre	id.	1 — 35

RAPPORT DES DÉCÈS A LA POPULATION.

Italie	1822 à 1828	1 — 30	Irlande	1821 à 1331	1 — 44
Espagne	1826 à 1834	1 — 34	Allemagne	1827 à 1828	1 — 45
Pays-Bas	1827 à 1328	1 — 68	État Danois	1819	1 — 45
Prusse	1821 à 1826	1 — 39	Russie d'Europe	1826	1 — 45
Empire d'Autriche	1828	1 — 40	Suède et Norwège	1821 à 25	1 — 47
Suisse	1827 à 1828	1 — 40	Ile Britannique	1820 à 31	1 — 51
Portugal	1815 à 1819	1 — 40	Angleterre	id.	1 — 52
France	1821 à 1831	1 — 40	Écosse	id.	1 — 59
Pologne	1829	1 — 44			

Nous ne ferons que deux réflexions sur ce tableau : il est bien remarquable que les décès soient précisément à leur *minimum* dans le pays (la Grande-Bretagne), où les améliorations matérielles sont à leur *maximum*, tandis que sous des latitudes à peu près égales et un climat au moins aussi salubre, en Norwège, en Danemarck, en Autriche, en Allemagne, en Prusse, en Russie et en Suède, la loi de mortalité surpasse de beaucoup celle de l'Écosse et de l'Angleterre.

Il est bien remarquable, en outre, que l'Italie, l'Espagne et le Portugal offrent le maximum de mortalité alors qu'ils présentent le minimum d'activité industrielle et d'améliorations matérielles : certes le climat de ces pays est favorable à l'homme.

L'influence des travaux généraux que le peuple anglais opère sur son sol serait alors telle qu'ils combattraient même toutes les suites naturelles d'une extrême disproportion de fortunes pour la santé et la longévité des masses. Cette influence serait si efficace qu'elle suffirait à annuler celle de la misère et des privations du second ordre, et celle de l'insalubrité naturelle du climat !

Cela s'explique : nous avons déjà vu quelle inégalité de fortune existait en Angleterre, mais aussi nous avons montré dans la taxe des pauvres une grande *compensation* à cette inégalité. La population prolétaire est abâtardie, dégradée, sans doute ; mais elle a sa *rente* du paupérisme légal, qui lui assure, du moins, la subsistance, les premières nécessités hygiéniques. Voilà, en partie, pourquoi, bien que dénués de propriétés, ils vivent cependant et se perpétuent.

Les desséchements de marais, les défrichements, les déboisements, les aménagements de forêts, et, en général, les travaux entrepris dans une vue de salubrité ne sont pas les seuls qui profitent à la masse des populations, même dans leur plus chère liberté, qui est l'existence, la longévité ; bien que les classes riches et les gouvernements n'aient peut-être voulu que se donner à eux-mêmes ces garanties-là, sans songer à la multitude.

La plupart des travaux qui s'opèrent sur le sol, soit pour faciliter les moyens de transports, de voyages aux classes oi-

sives ou à des compagnies privilégiées; soit pour embellir les résidences des *grands*, et les entourer de toutes les commodités et de tous les agréments d'une vie opulente et excentrique, tournent tôt ou tard à l'avantage du grand nombre. Les routes, les canaux, les belles allées, etc., que les grands seigneurs ont ouverts depuis le moyen âge jusqu'à nos jours, pour leur plus grande liberté, pour se donner des aboutissants commodes aux grandes lignes de communications, sont tombées dans le domaine public; et le *manant* y chemina, ou y navigua de bonne heure moyennant redevance d'abord, puis en toute franchise.

De nos jours, la multiplication des grandes routes, des canaux, la propagation des chemins de fer, auront le même résultat. Ces améliorations, qui semblent d'abord n'être faites qu'à l'usage des classes riches, deviendront des *nécessités* pour tout le monde.

Ces sortes d'améliorations ne sont même pas possibles sans que la foule y participe incontinent. Les grands seigneurs ne font nulle part des chemins de fer à leur exclusif usage. Les lignes *royales* qui partent des grandes capitales de l'Europe n'offrent même aucune disposition qui sente le privilége ou les distinctions exceptionnelles qui faisaient les essentielles prérogatives des cours d'autrefois.

Ainsi, améliorer matériellement, c'est enrichir, c'est procurer du travail et de l'aisance à cette portion flottante qui, dans nos sociétés, sous le régime du laisser faire, en attend tous les jours; c'est donner un but à l'activité de bras, d'intelligences et de désirs qui, sans cela, iraient à l'encontre de l'harmonie et des droits acquis, et compromettraient la vitalité sociale.

Améliorer continuellement, c'est continuellement porter ou entretenir la vie là où s'immobiliserait ou viendrait bientôt la mort: c'est offrir au malheur une chance de refaire sa fortune; c'est donner à la foule l'espérance et le désir du bien; c'est donner à ceux-ci les moyens de vivre, à ceux-là les moyens de prospérer et de s'élever, et enfin, aux mieux partagés, la sécurité, seul bien qu'il leur reste à désirer.

En un mot, les améliorations matérielles tendent à enrichir

tout le monde, ou, si l'on veut, à libérer la multitude de la misère ou de la pauvreté.

Il nous faut maintenant prouver plus particulièrement que, non seulement les améliorations de cet ordre profitent à la *liberté de tout* le monde, mais qu'elles servent tous les *genres de libertés.*

Dès lors et par cela qu'elles enrichissent finalement un plus grand nombre d'individus, les améliorations de cet ordre servent efficacement toutes les sortes de libertés.

1° La liberté morale ; car, d'abord, elles tendent à éclairer, et par là elles tendent à moraliser. En effet, pour comprendre nettement le bien et y rester constamment, il faut une habitude, une profondeur de réflexion et de recueillement incompatible avec l'ignorance d'un homme du peuple tel que l'a fait jusqu'ici la pauvreté traditionnelle où toutes les nations sont encore. Pour être socialement religieux, il faut comprendre les perfections de la divinité, et pour cela, comprendre les merveilles de la création ; c'est-à-dire connaître les lois du monde et leur magnifique harmonie ; et c'est alors que les loisirs et l'instruction, que la richesse seule peut procurer, sont de mise. L'astronomie, la chimie, la physique générale et l'histoire naturelle des êtres vivants, et l'admirable ascension des créations géologiques et le développement progressif de l'humanité dans son histoire générale, tous les points abordés dans un cours d'études, deviennent autant de conditions pour faire de chaque citoyen un être sciemment et méritoirement vertueux, volontairement obéissant aux devoirs sociaux, un être moralement libre.

Or, il n'est pas douteux que les améliorations matérielles n'aient pour résultat de développer l'intelligence des populations. Ainsi que nous venons de l'affirmer, les masses s'éclairent dans ce milieu ; elles s'éclairent, parce que les travaux que présuppose toute amélioration matérielle, impliquent la connaissance des notions économiques et de la science mécanique et industrielle, et le contact des hommes instruits ; elles s'éclairent, parce qu'ayant plus de bien-être, à mesure elles consacrent une plus grande portion de leur dépense à la lecture et à l'étude, etc. Chaque amélioration matérielle devient donc une

occasion de développement pour le génie inventif dans tous les modes d'activité. Les praticiens demandent de nouveaux procédés à la science. La science, en les cherchant, en découvre d'autres qu'elle ne cherchait pas. Le succès rend plus entreprenant; on va plus avant: ce qui était parfait tout à l'heure, apparaît imparfait. Chacun veut connaître alors et l'on propage les merveilles; les nouvelles idées, les nouvelles méthodes se vulgarisent; les esprits se réveillent et aspirent la lumière qui s'est faite pour tous, et un nouveau pas s'accomplit dans la marche de la civilisation.

L'ignorance des classes ouvrières se trouve donc forcément combattue par l'effet des seules exigences de l'œuvre industrielle qu'on réclame de leur tête et de leur main. Ceux-là ne sont pas sans intelligence et sans développement de pensée, qui exécutent les métiers, les machines compliquées, toutes ces conceptions artistiques et architectoniques, toutes ces voûtes, tous ces *tunnels, viaducs, candélabres*, etc., et ce *matériel* ingénieux, élégant et magnifique qui caractérise l'industrie moderne.

L'intérêt patent des classes riches et éclairées vient achever ce que la nécessité a commencé. Les choses sont ainsi faites désormais, que nulle aristocratie foncière ou industrielle, nulle classe moyenne dirigeante, ne peut trouver ses conditions de prospérité dans l'ignorance des classes inférieures. Il n'est pas un entrepreneur, pas un fermier, pas un maître qui ne sente bientôt, en Europe, que pour se rendre supérieur ou égal aux autres, il faut s'entourer d'ouvriers intelligents, habiles, bien exercés dans leur spécialité; d'un goût délicat, flexibles dans leurs aptitudes, malléables enfin et transformables au gré des circonstances de la vente et de la mode, ou des perfectionnements du génie.

Sans même aborder la question de dignité humaine et de solidarité devant la morale et la religion, sans considérer si, laisser des masses dans l'ignorance et dans la brutalité qui la suit, ce n'est pas entretenir les chances de mutinerie et de guerre servile; l'intérêt individuel, le calcul de *doit* et *avoir*, à défaut de sentiments sociaux avouables, y mettrait encore bon ordre.

Mais, devenue plus intelligente et plus éclairée, une masse se fait plus digne, plus sociable; elle comprend mieux les exigences morales de la société, les devoirs et les droits, et à quelle condition l'homme est sur la terre : elle aperçoit mieux comment l'intérêt bien entendu de chacun est dans l'égalité, la liberté et la fraternité de tous ; qu'il n'y a point de société sans ordre et sans le respect des lois; qu'il n'y a ni ordre, ni lois respectées sans la paix et sans le bien-être; que le travail est la condition de tous; et que l'aisance ne peut échoir à l'homme que par les soins qu'il donne à l'agriculture, à l'industrie et au commerce; mais que les échanges de cette sorte ne peuvent s'étendre, s'établir, être faciles et prompts qu'autant que la probité, la confiance soient partout et en tous. En un mot, devenu plus intelligent, un peuple est plus moral.

Les influences de l'aisance sur le moral de la multitude ne sont pas moins salutaires.

Sans doute, on ne saurait se le dissimuler, la richesse n'humanise pas essentiellement, surtout quand elle est le fruit de l'iniquité ou qu'elle repose sur des inégalités factices, conventionnelles, fondées sur le droit acquis du plus fort. Du moins plus de richesse quand on est déjà riche et qu'on la poursuit avec cupidité et égoïsme, ne rend pas souvent plus humain; la richesse rend bien au contraire plus avare, plus ambitieux, plus orgueilleux, plus vain du faste nouveau qu'on va déployer. Personne n'ignore les cruels traitements des riches possesseurs des colonies envers leurs esclaves, et l'insensibilité des opulents manufacturiers de la Grande-Bretagne pour les pauvres enfants qu'ils attachaient naguère au travail quinze heures durant, et sous la discipline barbare du fouet!

Toutefois l'effet de l'augmentation de la richesse sur les masses est tout autre que sur les classes déjà privilégiées : c'est un fait qu'un peu d'aisance à qui n'a jamais éprouvé que privations et misère, un peu d'instruction et de savoir à qui n'a jamais vu qu'obscurité et ténèbres, donnent à tous ses sentiments une direction sociale, lui dilate la joie, l'imagination, la générosité, et l'incline fortement à communiquer quelque chose de son bonheur à tout ce qui l'environne et le touche.

Quoi qu'il en soit, de deux races d'aptitudes natives et d'éducabilité égales, de valeur intrinsèque identique, et ayant les mêmes principes fondamentaux de civilisation, auxquelles la même éducation et la même instruction serait transmise avec un égal soin, il n'est pas douteux que celle qui aurait le plus d'aisance et de ressources matérielles ne profitât davantage des leçons et des conseils qui lui seraient donnés, et que ses habitudes, sa conduite, sa sociabilité effective, et par conséquent sa liberté, ne fussent d'autant plus supérieures que sa richesse relative serait plus grande.

2° Liberté individuelle. Par cela qu'elles tendent à enrichir, à éclairer et à moraliser la classe ouvrière, les améliorations matérielles tendent d'autant à augmenter la liberté individuelle, celle des riches plus encore que celle des classes inférieures; car elles sont l'une des causes les plus efficaces de la diminution des attentats contre les personnes et les propriétés.

S'il est une liberté que tous sentent et que tous veulent préalablement, c'est la liberté de *vivre* et de *garder son bien.* La vie et la propriété! quelle nature délicate ou grossière ne met cette liberté-là au-dessus de toutes les autres et au premier rang des garanties dont l'état de société la doit gratifier incessamment!... « *sûreté, propriété!* » disent les Anglais quand ils veulent caractériser la liberté civile ou personnelle.

Et précisément la statistique a victorieusement démontré que les attentats à la vie et aux biens, en général tous les crimes qui découlent du besoin en nous des utilités matérielles, se commettent en raison directe de la misère jointe à l'ignorance.

En Espagne, où l'activité populaire n'a point d'issue sociale, où les besoins ne peuvent se satisfaire et où l'instruction et l'éducation sont dans le plus grand abandon (1), l'homicide

(1) En Espagne il n'y a que 1 habitant sur 346 qui participe aux bienfaits de l'instruction publique, tandis que :

En Suisse, il y en a. . . .	1 sur	8
En Angleterre	1	8
En Écosse.	1	10
En Prusse et dans les Pays-Bas	1	14
En France.	1	14, etc.

8

et la tentative d'homicide y sont 45 fois plus fréquents qu'en France, et 27 fois plus qu'en Angleterre. Les vols qualifiés y sont trois fois plus nombreux aussi que dans ces deux pays. Les vols ne peuvent y être attribués en grande partie qu'aux privations, à la misère; et le nombre exclusif des homicides n'est dû, la statistique en fait foi, qu'à l'active et générale *contrebande* qui se fait en Espagne; mais précisément encore la contrebande est le résultat et la preuve de la misère de ceux qui s'y sont résignés. Des pères de famille qui sont dans l'aisance ne se font pas contrebandiers: ils ne quittent pas le mieux pour le pire.

Dans ce pays, la déplorable inertie de l'industrie nationale, en replongeant les classes inférieures dans une pauvreté séculaire, a propagé les habitudes funestes de la contrebande sur toutes les frontières, à tel point que les attentats et les entreprises y dégénèrent en guerre civile.

Tout à l'heure encore et depuis plus de mille ans, l'ignorante et pauvre Italie était le théâtre de vols, de meurtres et de brigandages sans fin. Il est vrai, une répression plus vigoureuse et plus vigilante commence enfin à comprimer plus sûrement les volontés criminelles, mais elle ne les purifie point, et les intentions de vols et de brigandages y persisteront tant que la misère et les habitudes du *far niente* y seront entretenues par l'absence de ces grandes décisions des pouvoirs publics qui ont si bien le don de ramener la vie, de forcer les peuples à s'enrichir et à faire leur bien, pour ainsi dire malgré eux. L'état déplorable des campagnes autour de la ville éternelle, du *siége de la catholicité*, le peu de sûreté du voyageur sur les grandes routes qui y mènent à travers dix lieues de désert en tous sens, est trop connu pour qu'il soit utile d'en faire ici le triste tableau. Disons seulement que le temps approche où la faute retombera sur les coupables.

Les résultats de l'incurie sociale pour la bonne conduite des intérêts positifs des peuples se voient parfaitement dans les annales judiciaires de tous les pays et dans certains traits de mœurs comme celui que nous venons de signaler.

La contrebande, par exemple, s'est propagée et se maintient comme une épidémie inextirpable presque par toute

l'Europe. Ni les lois, ni les menaces, ni de cruelles peines, ni les coups de fusil et les tueries en bataille rangée ne prévalent contre elle.

D'où peut venir la recherche et la transmission héréditaire d'une telle profession si peu lucrative et pourtant si pleine de risques et de fatigues ? N'est-ce pas la misère qui y fait recourir et le labeur insupportable du salarié? La foule préfère une vie d'aventures et de dangers, à une vie de réclusion et de bagne volontaire.

Si, par une sage et habile organisation du travail, par la création d'un supplément de richesse nationale, on se donnait les moyens, d'une part, d'abaisser les droits de douanes excessifs qui opèrent comme une forte prime à la contrebande, et d'allécher, de l'autre, la classe dans laquelle se recrutent les contrebandiers, au travail productif par l'espoir d'un salaire constant et suffisant, il n'est pas douteux qu'on aurait plus fait contre la fraude généralisée que ne font toutes les lignes de douanes réunies.

De même il a été constaté que l'*incendie* est partout, pour l'homme dans la misère et dans l'esclavage, un moyen ordinaire de vengeance : « C'est le terrible témoignage, dit un statisticien, des sentiments haineux que couvent également le paysan russe, le raya de Constantinople et le nègre des Antilles? »

Si donc, comme on n'en saurait douter d'après ce que nous avons dit, les améliorations matérielles secondent puissamment l'aisance générale et par suite la diffusion des lumières, l'éducation et l'instruction, ou si elles en sont du moins la condition préalable obligée, il s'ensuit que toute classe, toute personne qui veut éloigner pour elle les chances de meurtre et de vol et se donner cette première liberté, doit s'efforcer d'encourager le travail, de lui faire une part généreuse en lui ouvrant la voie des larges améliorations. Sans cela point de liberté individuelle réelle pour ceux que leur position ou leur fortune rendent dignes d'envie. Le crime est là qui veille attentif à leurs démarches : il médite leur mort et leur dépouille avec persévérance, malgré les menaces des gendarmes, malgré les prisons et les exécutions du bourreau.

C'est ainsi que notre propre liberté individuelle n'a de garanties qu'en proportion que celle d'autrui en a elle-même. En d'autres termes nos libertés sont solidaires les unes des autres. C'est là une vérité capitale que nous aurons maintes occasions de vérifier dans cet écrit. Très difficilement les classes élevées jouissent de la liberté individuelle, si elles sont environnées d'une multitude pauvre et grossière. En vain elles organisent une *police* vigilante, ombrageuse, implacable : la prévention, la coërcition et la répression suppriment les criminels, non les crimes. Les faits n'en sont pas moins irréparables et leurs causes persistantes.

Le crime, escorté de la misère et de l'ignorance, est un aveugle forcené qui poursuit fatalement la série de ses forfaits envers et contre tous; il recrute son épouvantable armée et lui commande les délits et les meurtres sans s'occuper du sort de ses satellites : s'ils sont au bagne, s'ils sont morts sous le tranchant de la guillotine, d'autres enfants du malheur les remplacent et obéissent sans fin. Pour chacun et pour tous, pour le riche surtout, il n'est donc qu'un moyen efficace de prémunir leur liberté, leur vie, leurs biens : c'est de constituer une *assurance mutuelle nationale* contre les crimes et délits, en ouvrant à tous la carrière productive du travail. L'homme qui peut y trouver un jour le bien-être qu'il cherche, ne tentera point celle bien autrement périlleuse du bandit, du voleur et du meurtrier : puisque nous admettons qu'il sera né dans l'aisance et qu'il aura reçu des habitudes et des principes de moralité, il ne peut se faire qu'il joue sa vie pour les superfluités de l'opulence, du moins ce sera la rare exception ; tandis que s'il est né de parents dénués qui ne lui lèguent que mauvais exemples et encouragement au crime, on conçoit qu'incapable de prévoir le sort qui l'attend, ne consultant que ses appétits et ne pouvant se fortifier de sa raison, laquelle ne peut réellement fonctionner en lui faute de culture matinale, on conçoit qu'il joue sa vie ou sa liberté d'aller et venir, pour se donner les nécessités bestiales, pour se donner la seule liberté qu'il comprenne et qu'il aime, la seule qu'on lui ait appris à estimer, celle de manger, de boire, d'*avoir de l'argent*. Rarement, en effet, les crimes qui ont pour but l'argent

et la fortune sont commis par des individus nés dans les classes moyennes. La classe infime, celle qui est plongée dans la misère héréditaire, fournit le contingent de ce corps d'armée. Les classes riches, parmi lesquelles les déplacements subits de fortune viennent jeter parfois le trouble et le désordre, produisent de temps en temps ces fameux chefs de bandits qui ameutent et dirigent tout ce qu'il y a de passions subversives et de cruautés dans les bas fonds de la population misérable ou pervertie. Cela a été vrai de tout temps, et l'est bien davantage à notre époque.

Autrefois la foule subissait une cruelle misère, un déplorable sort; mais elle était esclave, et, en cette qualité, muselée, conduite sous le joug d'une discipline de fer et de sang. Elle ne faisait de tentatives contre la liberté des hommes libres qu'à de rares intervalles, car ce lui était physiquement une quasi-impossibilité. Tout était si bien ménagé, que rien ne fut plus fréquent, dans l'antiquité grecque ou romaine, qu'un maître donnant le fouet ou la mort à son esclave, et rien de si rare que les esclaves repoussant ou songeant à repousser le meurtre légal du maître.

De nos jours, dans une ère de liberté des faits et gestes, où la masse dénuée a conquis le droit de se posséder et où elle l'exerce, quoique dépourvue d'éducation, d'habitudes morales et de croyances religieuses, le crime a, il faut l'avouer, ses coudées franches, et traite d'égal à égal avec tous les rangs. L'homme le plus obscur ne fait pas plus d'épargne et de cas du sang noble ou bourgeois que du sang prolétaire; au contraire, et sans doute si la misère lui venait un jour en aide avec ses sœurs et compagnes l'ignorance, la vengeance et l'envie, on est effrayé de tous les crimes et délits qui se consommeraient avant qu'une levée formidable des classes aisées eût anéanti ces populations forcenées.

La liberté de droit veut une liberté de fait à sa suite; il faudrait donc ramener les masses européennes à la servitude de la glèbe, ce qui est moralement et physiquement impossible, ou les mener, une bonne fois à l'aisance, au bien-être, par la porte du travail et des grandes entreprises économiques.

Certes, le devoir de tout homme, quelques privations physiques qu'il endure du fait même de la société, est de se résigner à la mort plutôt que d'assassiner ou de voler. Mais est-il prudent et d'une bonne politique de le réduire à une telle alternative ?

Le milieu industriel, l'activité calme, modérée, uniforme d'un travail quotidien, en présentant à tous les sexes, à tous les âges, à tous les rangs, une vie d'affaires et d'occupations sérieuses qui dépense, à mesure qu'ils arrivent, l'énergie et les désirs ; qui apporte chaque soir au corps et à la pensée une salutaire fatigue ; à l'âme, une satisfaction modérée ; à l'espérance, quelques lueurs et quelques chances ; un tel milieu est le seul propre à épurer les volontés, à améliorer les mœurs, à contre-balancer le mouvement des passions.

Une vie d'oisiveté, forcée ou volontaire, est au contraire une prime à la démoralisation. Les facultés natives qui ne demandaient qu'à surgir, manquent d'issue ; elles tournent sur elles-mêmes, elles s'altèrent, et une foule d'instincts sociaux dégénèrent en monomanie antisociale. Le salarié ne voit pas de chances de mieux-être ; partout il y a impasse pour sa bonne volonté. Rien ne s'améliorant autour de lui, comment sa position s'améliorerait-elle de soi-même ? Une entreprise, des travaux d'utilité publique dans le voisinage, rendraient aussitôt à son imagination, son essor ; à son énergie vitale, un but ; à son égoïsme, l'espérance.

Les riches eux-mêmes sont victimes de ce *statu quo* traditionnel du travail et de la richesse, de ce défaut de buts nouveaux et variés. Ils s'ennuient ; car l'uniformité ennuie, même l'uniformité du superflu et de l'opulence oisive ; et pour échapper à l'ennui, ils se débauchent, ruinent leur santé ; puis, le corps affaibli et l'âme corrompue, la tristesse, le désespoir, la satiété, le dégoût de toutes choses les saisit ; et de tant de libertés que leur position leur permettait de satisfaire, que leur reste-t-il ? tout au plus celle de végéter en valétudinaires. Les besoins ne se sentent plus, les facultés sont avortées, les désirs ont tari, les affections tendres sont desséchées et flétries ; alors ils se trouvent astreints à tous les genres d'esclavages : es-

claves du médecin, esclaves de leurs valets, esclaves de mille petits soins d'une vie expirante, esclaves des terreurs d'une mort toujours anticipée, toujours prévue et toujours menaçante. La société n'existe plus pour eux que comme une grande ruine au fond des siècles; leur maison devient un hôpital; leurs familles sont les *infirmiers;* leur lit et leur chambre deviennent un cercueil et une tombe, et leur jardin c'est leur cimetière.

Or, les riches manqueront ainsi leur bonheur, tant qu'ils ne rentreront point complétement dans la voie naturelle de toute vie d'homme : celle du travail, d'un but social actif, de la richesse pour soi et pour autrui. Leur intérêt bien entendu est là; il est dans les *plaisirs sociaux* dont nous avons parlé.

5° LA LIBERTÉ POLITIQUE.—De la liberté individuelle à la liberté politique il n'y a qu'un pas; souvent même ces deux libertés s'avancent à l'unisson.

Dès que la multitude est quelque peu aisée, elle se donne des loisirs; dès qu'elle est cultivée, elle est curieuse; enfin dès qu'elle est civilisée, dès qu'elle nourrit des sentiments sociaux avancés et croit aux prescriptions morales et religieuses, elle est dévouée; elle se sent une mission au-delà de l'atelier et du ménage; l'existence sociale lui apparaît comme un bien et comme un devoir, et alors tout s'agrandit et s'anime dans elle et autour d'elle; chacun veut donc prendre connaissance et s'occuper des intérêts du pays, dont il entend parler, et qui peu à peu, par sa participation à la propriété, deviennent siens; enfin chacun en a le loisir, la curiosité et l'aptitude, nous venons de le voir. Or, de là aux revendications des franchises politiques il n'y a qu'un pas; et c'est ainsi que sont nées et ont grandi les classes moyennes; que se sont formées les *communes* par toute l'Europe; qu'elles sont sorties de cette masse inerte, ignorante, sans volonté, sans parole, sans biens, tout à l'heure accroupie dans une misère et un esclavage de huit siècles.

Le fait providentiel consiste ici en ce qu'une aristocratie, des vainqueurs, des maîtres, patriciens ou seigneurs, qui veulent se mouvoir, soit par la guerre, soit par les conquêtes pacifiques du travail productif, ne le peuvent que par l'or-

gane des masses moyennes ou inférieures, et en ce que cette participation à la création des richesses excite les masses à convoiter la participation à la richesse elle-même; d'ailleurs, l'exercice, le savoir, le talent qu'on exige d'elles, la vue séduisante des biens qui s'étalent devant elles et qu'elles-mêmes produisent, leur donnent la culture et les désirs qui font réclamer l'émancipation; et l'énergie, l'adresse, la force, la passion qui la font obtenir.

Chaque pas dans la voie de perfectionnement des intérêts matériels d'une nation ajoute aux libertés d'un plus grand nombre, fait avancer les populations inférieures vers l'existence sociale.

La moindre amélioration dans la production et la circulation des richesses, dans la facilité des transactions, dans la promptitude et l'activité des affaires, implique que la liberté individuelle est plus respectée, que l'on met moins d'entraves aux voyages, au déplacement des individus; que les formalités de *passeport* sont en désuétude, ou perdent de leur rigueur; que la fiscalité cesse de s'attaquer aux sources mêmes de la richesse; que l'arbitraire gouvernemental cesse de menacer la propriété, de spolier, de rançonner le peuple, à mesure qu'il crée et qu'il épargne; par exemple, il est impossible que le *régime des douanes* s'améliore, sans que les consommateurs en masse, le pays, les classes industrielles surtout ne jouissent d'une liberté de plus : celle de s'épandre au-dehors, d'aller où bon leur semble à la recherche des débouchés et des matières premières. Qui veut la fin veut les moyens : un gouvernement qui se met à favoriser la création de la richesse, le commerce, l'industrie, l'agriculture, est bientôt conduit, s'il est sincère, à débarrasser ses sujets d'une foule de lisières, de formalités incompatibles avec l'allure svelte, irrégulière, toute libre enfin de l'homme d'affaires, du négociant, du travailleur. Quand on améliore les routes, qu'on jette des ponts nombreux sur les fleuves, etc., c'est qu'on veut que l'on circule mieux, plus vite, et plus souvent et en plus grand nombre. Cette tactique des gouvernements bien intentionnés est la contremarche des gouvernements despotes et rétrogrades. « Un principe de la tyrannie, dit Aristote, est d'appauvrir les

sujets, pour que, d'une part, sa garde ne lui coûte rien à entretenir, et que, de l'autre, occupés à gagner leur vie de chaque jour, les sujets ne trouvent pas le temps de conspirer. Dans cette vue ont été élevés les pyramides d'Égypte, les monuments sacrés des Cypsélides, le temple de Jupiter Olympien par les Pisistratides et les grands ouvrages de Polycrate à Samos, travaux qui n'ont qu'un seul et même objet : l'occupation et l'appauvrissement des peuples. On peut voir un moyen analogue dans un système d'impôts établis comme ils l'étaient à Syracuse : en cinq ans, Denis absorbait par l'impôt la valeur de toutes les propriétés. Le tyran fait aussi la guerre pour occuper l'activité de ses sujets et leur imposer le besoin constant d'un chef militaire. »

Ainsi, d'une part, il est impossible qu'un pouvoir arbitraire et despotique ne se relâche point de ses iniquités coutumières et n'entre point dans une voie régulière de liberté et de justice, dès qu'il vient à aider, en quelque manière, au développement et à la prospérité de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Son premier besoin sera d'écouter, de consulter tous les intérêts; de leur donner accès par la représentation directe ou indirecte; de les mettre en équilibre par une justice distributive pleine de vigilance et de sollicitude. Il subordonnera les impôts aux sources qui les donnent; il subordonnera ceux qui les reçoivent à ceux qui les paient; les gouverneurs des provinces, *satrapes*, *pachas* ou *préfets*, aux contribuables; il souffrira de moins en moins les abus d'autorité, les confiscations arbitraires, les contributions forcées, etc.; il facilitera les allées et venues industrielles et commerciales de ses sujets; en un mot, il dégagera la liberté individuelle; et à mesure qu'il augmentera leurs richesses, avec elles il augmentera leur importance sociale, leur puissance, leurs droits, leur liberté politique.

Cela s'est vu dans tout le passé historique, cela se voit aujourd'hui en France, en Angleterre, aux États-Unis; cela se voit même en Russie et en Turquie, et se verra toujours et en tout lieu.

D'autre part, il est impossible qu'un peuple ne se fasse pas libre politiquement, à mesure qu'il se fait riche. Naturelle-

ment nous résistons à l'arbitraire en raison des moyens de résistance que nous possédons. Or, toutes choses égales d'ailleurs, nous sommes d'autant plus puissants que nous sommes plus riches, et si l'on réfléchit que les masses, les citoyens, sont et se sentent, en général, solidaires contre les empiétements du pouvoir ou des aristocraties, et que l'union des classes un peu aisées constitue toujours une ligue formidable, on verra clairement qu'un peuple qui parvient à se faire octroyer des améliorations matérielles, est toujours voisin de son affranchissement politique.

La richesse ne saurait augmenter dans un pays, ni l'avenir se faire pour le grand nombre, sans que le peuple entier ne déploie une grande activité en tous sens. Produire, consommer, transporter, commercer beaucoup, c'est agir beaucoup et sans entraves, sans le bon plaisir du maire ou du procureur, du pacha ou du boyard... mais agir de cette sorte, n'est-ce pas être *libre?*

Et peu à peu, par cet usage libre de nos facultés, et par la puissance des coutumes qui ont force de lois, naissent des *habitudes d'indépendance*, un sentiment de ses forces et de sa dignité qui a toujours été le précurseur obligé de toute émancipation politique de fait et de droit. Et alors il se manifeste cette tendance inouïe jusque là : la sollicitude pour les intérêts de la nation devient insensiblement l'affaire prépondérante des gouvernements. Dès qu'ils s'aperçoivent qu'ils ne sont forts que de la force de leurs sujets (lesquels pour être forts, doivent être riches et actifs) ; dès que le travail pacifique et productif est devenu l'unique occupation d'un peuple, il n'est pas possible que les citoyens ne s'élèvent point à une importance sociale décidée ; qu'ils ne soient point partie intégrante, qu'on ne les consulte et ne les écoute pas ; que leurs vœux, leurs griefs et doléances n'aient point accès jusqu'au sanctuaire législatif, et qu'enfin la représentation du *tiers-état* ne s'accomplisse pas. Jamais une foule misérable et ignorante n'est parvenue à se faire représenter directement et d'une manière durable ou effective. Elle n'y est parvenue que lorsque, par suite d'améliorations matérielles quelconques, elle s'était donné le bien-être, les loisirs, la connaissance. Telle est la

vanité de la franchise politique sans la franchise corporelle, que tout citoyen qui tombe dans la misère ou dans l'embarras d'affaires, aliène ses droits, renonce à ses franchises, en négligeant de se rendre au *forum*.

Jamais donc il ne faut espérer qu'on appelle à délibérer des affaires de la municipalité ou de l'État, des mendiants, des gueux, des voleurs, des gens sans aveu, ni feu, ni lieu ; ou même de pauvres ouvriers qui ne savent ni lire, ni écrire, ni raisonner, qui ne connaissent ni leurs devoirs, ni une profession.

Le plus court, le plus sûr moyen, ou du moins l'une des plus indispensables conditions pour assurer aux masses la liberté politique, la participation à la conduite des choses publiques, est donc, avant tout, de leur procurer du travail, d'améliorer leur sort physique, de leur donner l'éducation et l'instruction, de leur faciliter l'épargne.

En fait, dans nos sociétés modernes et dans l'histoire, les peuples les plus occupés d'améliorations matérielles, les plus actifs industriellement, sont aussi les plus libres politiquement et les premiers qui aient obtenu un gouvernement *représentatif*. Nous citerons dans le passé : Carthage, Rhodes, Venise, Gênes, la Hollande, les villes anséatiques, etc., et aujourd'hui nous sommes témoins que tous les gouvernements qui se font les émules de l'Angleterre, de l'Union américaine, de la France, renoncent coup sur coup à quelques traditions féodales, à quelques formalités gênantes, se désistent de l'omnipotence du despotisme, accordent la liberté d'examen et de polémique, permettent les pétitions, l'exposé des besoins et des griefs ; voient, sans trop pouvoir s'y opposer, les velléités du *constitutionalisme* dans leurs populations jusque là inertes et indifférentes; souffrent que le génie innove et révolutionne dans le domaine des idées, de la science et des intérêts, en attendant (ce qu'ils ne sauraient empêcher) que bientôt il opère aussi le mouvement et la transformation dans la forme politique, et que les branches diverses d'intérêts se fassent représenter. Témoin, à des degrés divers, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, la Russie, la Turquie, l'Egypte.

C'est qu'il y a incompatibilité nécessaire entre l'esclavage et

le travail; c'est que l'homme, pour produire et acquérir, veut être sûr de posséder, de garder et de jouir; c'est que le bien-être et l'aisance, en facilitant l'essor et la culture de l'intelligence et des sentiments moraux les plus relevés, augmentent le sentiment de notre dignité et nous rendent plus désireux en même temps que plus capables de fléchir devant la raison et de nous affranchir de l'arbitraire des hommes.

Vivre c'est agir : exploiter le globe ou exploiter ses semblables, pas de milieu. Quand il n'y a pas d'issues pacifiques pour toutes les activités qui se meuvent et qui demandent aliment dans une société, le trop-plein se dégage, il se manifeste et se traduit en querelles, en factions, en désordres et mécontentements de toute espèce.

Ecoutez Aristote : « Sans les moyens de subsistance, il ne se formerait ni association de l'État ni association de la famille. Le désir de la vie n'ayant pas de bornes, on est généralement porté à souhaiter pour le satisfaire des moyens qui n'en ont pas davantage. Ceux-là mêmes qui s'attachent à la sagesse dans la vie, veulent aussi des jouissances corporelles, et comme la propriété semble assurer ces jouissances, tous leurs soins se portent à amasser du *bien*. Le plaisir ayant absolument besoin d'une excessive abondance, on cherche tous les moyens de se la procurer, et quand on ne peut les trouver dans les entreprises naturelles, on les demande *ailleurs*, et l'on applique ses facultés à des usages que la nature ne leur destinait pas. »

Si, être réellement libre, c'est avoir le plein usage de ses facultés et les mettre réellement et régulièrement en exercice, nul milieu n'est plus propre à ces conditions que celui que déterminent nécessairement les améliorations matérielles. Si l'on y prend garde, on verra que le mode d'activité le plus social, le plus productif pour soi, le plus inoffensif pour les autres, c'est le travail pacifique, ce sont les poursuites que l'industrie, le commerce, l'agriculture, les sciences et les beaux-arts offrent à tous les sexes, à tous les âges, à toutes les capacités.

Quel but autre pour l'activité vulgaire, pour les facultés des

populations, si ce n'est la guerre civile, la guerre extérieure, ou les efféminants plaisirs de l'oisiveté et de la paresse ?

Mais précisément, la guerre et l'oisiveté sont toujours pour les uns ou pour les autres une négation plus ou moins longue et permanente de la liberté; toutes les facultés, tous les besoins des vaincus sont sous le joug et l'arbitraire des vainqueurs, et ceux des vainqueurs ne sont plus que partiellement satisfaits ou développés; car ils se sont appauvris de toutes les libertés qu'ils ont ravies aux vaincus. Et quant aux oisifs, il est évident qu'ils ne peuvent s'abstenir des devoirs de l'activité productive, que parce que d'autres cumulent leurs charges et souffrent d'autant dans leur liberté.

C'a été la déplorable politique des anciens pouvoirs de prétendre, non seulement réprimer les manifestations populaires, mais comprimer les besoins nouveaux, la vie nouvelle qu'elles exprimaient. Jusqu'ici aussi on a cru, avec tout l'aveuglement et la sécurité d'un préjugé, qu'il n'y avait d'autre moyen d'en finir avec cette suractivité périodique des peuples que de conduire la *fleur* de la jeunesse aux combats et de faire dévorer par la mitraille tant de bras vigoureux, tant de têtes intelligentes qui n'eussent eu besoin que d'un appel à des occupations pacifiques nouvelles, à des entreprises grandioses pour fonctionner normalement et augmenter la prospérité nationale. *Il y a trop de monde*, dit encore le vulgaire chez toutes les nations catholiques, *il faut une guerre*.

Désormais le remède est trouvé; les exploits guerriers et destructeurs feront place, dans notre Europe, aux exploits pacifiques, producteurs, économiques, créateurs ou réparateurs.

On se disputait éternellement de minces richesses acquises, tout-à-fait insuffisantes, sans jamais songer qu'il serait plus expéditif et plus sûr d'en créer davantage et de nouvelles; et qu'alors seulement qu'il y en aurait assez pour tous, il serait possible que tous en obtinssent; que jusque là il ne serait ni probable ni possible que la dissémination et la distribution équitable se fissent.

Une société qui vient à se constituer pour le travail productif et pacifique et qui se propose l'amélioration continuelle,

progressive de son territoire et l'augmentation de son mobilier, évoque nécessairement du sein de sa population une masse d'hommes *industrieux* dont l'exemple donne peu à peu le ton au reste du peuple qui respire dans son atmosphère, qu'elle touche, qu'elle engendre chaque jour, et dont enfin elle est l'élite, l'âme et le guide. Les mœurs, les idées de l'homme industrieux deviennent donc insensiblement les mœurs, les idées du gros de la nation : il est alors comme un type caractéristique de cette nation.

Or, les mœurs, les idées d'un tel homme sont autant de manifestations, autant de preuves et de conditions de liberté. Il suffit pour s'en convaincre de voir d'un côté l'agriculteur, le manufacturier, l'industriel, le commerçant américain, anglais, français, belge, de la classe moyenne; ceux qui font valoir un champ, un capital, une ferme, un art, un atelier à eux, pour leur propre compte; et d'autre part, le serf russe, le paysan de Hongrie ou de Bohême; en général, le pauvre ouvrier salarié, vivant sans espoir ni sécurité de lendemain, et l'esclave nègre des colonies, etc

Mais ici nous rencontrons l'histoire, qui nous offre dans les diverses catégories de civilisation, de curieux et nouveaux enseignements où nous achèverons certainement de puiser l'irrécusable démonstration des influences libérales de la vie industrielle, du travail pacifique fécondé sans cesse par de judicieuses améliorations.

VIII.

PREUVES HISTORIQUES.

En réalité, partout et toujours, sous l'empire des mêmes principes de civilisation, et dans des âges contemporains, les peuples les plus humains, les plus éclairés, les plus courageux et les plus forts sont aussi ceux chez lesquels le travail productif pacifique et les améliorations matérielles sont le plus en honneur, et chez lesquels il y a le plus d'égalité et de liberté.

Il faut donc qu'il y ait une corrélation et une connexion intimes, nécessaires, entre la richesse et la civilisation. Cette corrélation est telle, qu'on observe un parallélisme parfait dans leur développement et leur progrès.

PEUPLES SAUVAGES. — La sauvagerie est dans l'échelle de la civilisation, ce que l'enfance est dans l'échelle des âges de l'individu. Quel être, quel peuple plus faible, plus pauvre et dénué, plus ignorant, plus soumis à ses instincts, à la volonté et au caprice d'autrui, aux luttes forcées de la nature brute, par conséquent plus esclave qu'un enfant, qu'une société sauvage ! !...

Un sauvage n'est presque point libre, car il ne peut presque rien pour lui, rien pour autrui ; car il ignore la loi de ses actes sociaux, ce qu'il doit faire et comment il faut faire ce qu'il doit ; car il est l'esclave des ouragans, des frimats et des intempéries, l'esclave des reptiles et des animaux carnassiers de ses forêts, esclave des superstitions et des terreurs de l'ignorance, esclave de la férocité de ses semblables ; il n'est pas libre, car il préfère l'impuissance de l'isolement à la puissance de la mutualité et de l'association. Loin qu'il puisse tout ce

qu'il veut, nul ne peut moins que lui ; la contrainte ou l'obstacle le suit et le précède dans tous ses actes et ses désirs ; il ne peut presque rien, précisément parce qu'il ne veut presque rien s'interdire ; tandis que l'homme civilisé est d'autant plus libre qu'il fait partie d'une société où chacun sacrifie davantage d'égoïstes ou d'étroites volontés, pour assurer l'harmonie et le bien-être général.

Veut-il courir, le sauvage n'a que ses jambes ; transporter, il n'a que ses épaules ; couper, scier, fendre, il n'a que ses doigts, ses dents, une pierre tranchante. Veut-il se défendre, il n'a que sa force personnelle ; sans lois, sans justice, il est chargé de préserver sa vie et celle de sa famille ; toujours campé, les chances de mort ou de servitude recommencent chaque jour pour lui : guerre éternelle avec la nature et ses semblables ; des ennemis autant qu'il a de voisins et d'étrangers autour de lui, autant qu'il y a d'animaux malfaisants, de végétaux venimeux dans les parages qu'il habite. Sans propriété, sans provisions, sans sécurité intérieure ou extérieure ; dans sa liberté de ne rien faire, de se croiser les bras ou de dormir quand il n'a pas faim, il est donc plus esclave que l'esclave, car celui-ci du moins satisfait ses plus impérieux besoins à heure fixe et avec sécurité constante ; il est vrai, sa tâche est dure et le traitement du maître implacable ; mais le sauvage qui a affaire avec les bêtes fauves, qui ne trouve pas toujours sa pâture quand ses appétits parlent, qui a devant lui les destinées de la guerre, le droit des gens des anthropophages, est sans doute plus éloigné encore de l'état de liberté réelle.

Cependant, il ne faut pas s'y méprendre : bien qu'on aperçoive à peine chez une peuplade sauvage les germes d'une industrie, d'une morale, d'une justice quelconque, ces germes y sont néanmoins ; et ce peu de liberté dont les sauvages jouissent, le peu de sociabilité qui les retient en contact et en solidarité, n'a de réalité et de garantie que dans la réalité et la présence de ces germes imperceptibles ; et cette liberté n'augmentera qu'en raison que ces germes se développeront.

Ainsi, le sauvage est le moins libre des hommes, parce que l'état social de la sauvagerie est celui où les hommes sont tout à la fois le moins moraux, le moins éclairés et le moins riches,

Nous avons vu que ce sont là les trois constituants obligés de toute liberté réelle, et nous savons que la propagation et le progrès des sentiments moraux et des lumières sont impossibles sans les améliorations matérielles qui en sont les moyens, l'occasion, et en quelque sorte les conducteurs naturels.

Cette condition préalable ou simultanée des ressources matérielles est si bien nécessaire au développement du cœur et de l'intelligence, que partout la richesse, la sociabilité et la science marchent et progressent comme de front. Que l'un de ces trois éléments soit en disproportion ou négligé, la liberté totale de la nation en sera d'autant amoindrie.

Si, tout-à-coup, par un acte spécial de la Providence, une peuplade de sauvages était possédée d'une grande force morale ou illuminée d'une grande science, elle aurait deux éléments de liberté, mais non une liberté réelle; elle ne sentirait sa liberté que lorsqu'elle se mettrait à l'œuvre de la production matérielle et en raison de l'activité et de l'habitude qu'elle y apporterait; car c'est par la satisfaction des besoins, des désirs et par l'usage des facultés que cet acte du ciel aurait fait naître en lui donnant la sociabilité et la science, que sa liberté prendrait corps. Or, cet usage, cette satisfaction, ne peuvent généralement et durablement s'opérer que par l'intermédiaire des utilités physiques et la combinaison des activités humaines dans leurs opérations sur la nature brute.

Nous n'avons pas besoin de rappeler que les besoins et les poursuites des hommes se manifestent et se multiplient en raison de leur moralité, de leur savoir et de leurs ressources. A ce compte, le sauvage est donc, de tous les hommes, celui qui a le moins de besoins, de desseins, de projets, de buts.

Et en effet, quelques instincts animaux parlent seuls en lui, et se taisent aussitôt l'assouvissement. Ses amours sont celles de la bête; d'idées, il n'en a point; son activité se borne à la chasse ou à la pêche, à naviguer à quelques pas de son île sur un chétif canot.

Sa nature d'homme reste donc engourdie à l'état de rudiment: il perd donc une liberté possible de toute la quantité de germes, d'idées, d'instincts, d'affections et de sacrifices ou

dévouements qu'il ne connaîtra, ne satisfera, ne développera, ne poursuivra, ou ne consommera point.

D'ailleurs, alors même qu'il serait aussi développé que l'homme le plus civilisé, il n'en subirait que plus d'esclavage et de malheur; car il aurait des besoins, des désirs qu'il ne pourrait satisfaire; tandis qu'il est seulement privé de n'avoir point de besoins, de désirs et de facultés qu'il s'agisse de satisfaire ou de développer.

Et qu'on ne dise pas qu'il ne sent point son esclavage; que, par conséquent, pour lui, c'est comme si l'esclavage n'était point. Ah! il le sent cruellement, lorsqu'il est affamé, glacé, malade, prisonnier de guerre; lorsque ses vainqueurs le torturent et le décapitent; il le sent, lorsque, voulant dormir, il n'ose de peur de l'ennemi; quand voulant voir clair dans la nature, il n'aperçoit qu'énigmes et ténèbres sous les moindres phénomènes qui l'obsèdent. Il le sent, son esclavage, car il compare ses privations avec la possibilité des satisfactions. Combien il préfèrerait être rassasié, avoir échappé à l'ennemi, se chauffer à un bon feu, dormir tranquille, en toute sécurité pour son bien et pour sa famille et s'expliquer tout ce qu'il voit!...

PEUPLES NOMADES PASTEURS. — La liberté des peuples pasteurs est à celle des peuples sauvages, exactement en raison de leurs utilités acquises, réciproques; en raison du degré supérieur d'appropriation qu'ils se sont fait, par le travail, des matières premières que leur offrent le règne animal et le règne végétal, et en même temps en raison de leur avancement dans la pratique entre eux des devoirs de la sociabilité et dans l'acquisition des connaissances utiles.

Toute intelligence comprendra quelle supériorité leur donne, à cet égard, sur le dénuement et l'imprévoyance du sauvage, la possession de nombreux troupeaux dont le lait, la viande, la dépouille, leur garantissent une foule d'utilités capitales: une nourriture substantielle, saine et agréable, des vêtements chauds et commodes. Ils ont des provisions, des avances sur le temps, des loisirs pour l'observation et la réflexion. Ils restent agglomérés, et pour eux il y a une tradition de souvenirs et de scien-

ces; il y a la force qui naît de l'union et qui, par elle, se centuple; il y a les affections, les échanges et les services réciproques, le respect du tien et du mien; une certaine justice distributive; un ensemble d'us et coutumes qui pose une certaine limite aux égoïsmes, un certain frein aux passions dans l'intérêt général de la horde.

Et tout cela, en majeure partie, parce qu'ils ont pris possession telle quelle du grand domaine que Dieu a préparé ici-bas pour l'humanité; parce qu'ils ont créé et entretenu des richesses; qu'ils ont amélioré leurs races, inventé des préparations qui se conservent, comme le fromage, le beurre, etc.; que leur industrie s'est exercée au tissage, à la filature des étoffes de laine, etc.; en d'autres termes, parce qu'ils se sont proposé l'augmentation des utilités par les améliorations de l'ordre matériel.

PEUPLES SÉDENTAIRES AGRICULTEURS. — Les degrés immédiatement supérieurs de l'échelle de la liberté réelle sont occupés par les peuples sédentaires agriculteurs. Possédant des utilités plus variées, ils ont pu s'élever et se sont élevés effectivement à un degré supérieur de liberté; les travaux de l'agriculteur et les loisirs d'une vie sédentaire ont requis l'usage et permis l'exercice d'une foule de facultés et d'instincts laissés incultes et sans raison d'être dans la vie nomade des pasteurs, et à plus forte raison dans celle du sauvage. L'intelligence s'est considérablement développée en profondeur, en étendue et en variété, et avec elle la vie morale, celle des affections tendres et des amitiés durables. Des devoirs, des prescriptions précises ont été imposés à tous, et mieux consolidés par l'état de stabilité ou résidence fixe. Finalement, l'état de société *agricole*, comportant et impliquant le progrès des mœurs pacifiques et des poursuites laborieuses, faisant rendre à chacun plus de services utiles, et à la terre plus de biens et de richesses que les deux états inférieurs de la sauvagerie et de la vie pastorale, il ne pouvait pas se faire que les peuples agriculteurs ne fussent, en totalité ou en partie, plus moraux, plus éclairés, plus puissants, et par conséquent plus *libres* que les degrés précédents de civilisation.

Toutefois, il faut distinguer entre les peuples agriculteurs

ceux qui le sont par eux-mêmes, et ceux qui le sont *par l'intermédiaire d'esclaves.*

Chez les premiers, la masse de la nation participe en général, en fait de liberté, à tous les avantages de l'état agricole que nous venons d'esquisser. Mais chez les peuples agriculteurs *à esclaves*, il est évident, par définition même de l'esclavage, qu'il n'y a que la partie légalement libre de la population totale qui le soit effectivement, avec cette différence capitale pourtant que cette partie est infiniment moins libre que ne le sont les peuples agriculteurs par eux-mêmes, sans esclaves; car les esclaves sont des ennemis qu'on s'est donnés, ennemis implacables qui dorment sous votre toit, vont côte à côte avec vous, peuvent atteindre vos biens et votre vie, incendier vos récoltes, empoisonner ou estropier vos jeunes enfants. Demandez aux colons de la Martinique et de toutes les nations ce que vaut à leurs enfants la vengeance qu'ils inspirent aux nègres par leurs traitements barbares!

Nous ferons la même remarque à l'égard des sociétés dans lesquelles l'inégalité factice des conditions et des rangs est systématiquement constituée et immobilisée par les institutions. Là une portion minime de la société fait travailler pour elle le grand nombre, et se donne ainsi la liberté aux dépens de celle d'autrui, à l'aide de priviléges tels que dîmes et droits féodaux, substitutions et mains-mortes, monopole des emplois et fonctions de la robe et de l'épée, etc.

Ces inégalités injustes et rétrogrades font que la masse des producteurs d'une nation a moins d'ardeur, de zèle et d'énergie pour le travail; il se crée donc une moindre masse de richesses que dans une société qui reposerait sur l'égalité devant la loi. De plus, se sentant exploitée, elle reste en état permanent d'hostilité et de mauvais vouloir envers les exploitants. Beaucoup tombent dans la paresse ou dans le crime; la vie des classes élevées en est d'autant moins garantie; la police d'ailleurs ne peut être bien faite, les impôts manquant pour la rendre vigilante et nombreuse. L'Espagne, l'Italie, le Portugal, se rapprochent à beaucoup d'égards de cet état économique et de ce degré de liberté.

Toutefois telle est la vertu *libératrice* des améliorations

matérielles, que pour peu qu'un peuple à esclaves et à privi-léges veuille faire prospérer son agriculture ou son industrie et s'assurer une liberté sans crainte et sans crises, il se voit conduit à adoucir singulièrement le sort de ses esclaves ou des salariés, et finalement à les mettre dans un état voisin des faits et gestes de l'homme libre.

C'est l'histoire de presque tous les peuples de l'antiquité : à Rome, les patriciens et maîtres finirent par admettre leurs esclaves à l'état de colons partiaires et de métayers, dans le dessein avoué de les intéresser enfin à la prospérité de leurs fermes et à l'amélioration de leurs domaines; puis ils leur concédèrent des terres à perpétuité ou les leur aliénèrent moyennant redevance fixe, etc.; c'est celle de l'Europe féodale du moyen-âge, de l'Angleterre en particulier, où les esclaves et les serfs n'ont jamais été affranchis *de droit* par une loi expresse, et où cependant ils sont arrivés à l'état de prolétaires indépendants tels que nous les voyons aujourd'hui.

Viennent enfin les peuples constitués tout à la fois pour l'agriculture, l'industrie et le commerce. Nous avons distingué les peuples à l'état pur et simple d'agriculteurs; mais en réalité il n'est point de peuple agriculteur qui ne soit aussi, à quelque degré, industriel et manufacturier et même commerçant.

Et cela se conçoit : l'agriculture ne peut que difficilement se suffire. Non seulement elle a besoin de l'industrie pour se développer un peu, mais elle l'appelle et la suscite par ses produits, par ses matières premières, qui deviendraient inutiles si elles ne recevaient une préparation ultérieure, office qui est justement du domaine de l'industrie manufacturière. De même l'agriculture a besoin de certaines matières premières *exotiques* que le commerce seul peut lui donner, et voilà comment une triple solidarité entre les branches diverses du travail est ménagée nécessairement par la nature des choses, au grand profit de la liberté humaine; car ce triple caractère d'une société, d'être agricole, manufacturière et commerçante, l'élève à l'apogée de la liberté, ou du moins à l'intégralité des conditions de la vraie liberté.

L'industrie en effet n'est pas autre chose que l'ensemble des

moyens nouveaux propres à nous donner des utilités *plus variées;* elle utilise une multitude de plantes, de choses et d'êtres animés que l'agriculteur eût détruits et extirpés du sol ou des eaux, s'il avait été borné à la seule culture des céréales et des légumes à l'usage du ménage.

Il en est de même du commerce : son but, son résultat est d'augmenter le nombre de nos utilités. Le commerce vient compléter l'œuvre en se chargeant de faire jouir chaque climat, chaque zone, chaque individu, chaque peuple, des productions et des utilités naturelles ou spéciales de tous les autres individus, de tous les autres climats, de tous les autres peuples.

L'agriculture et l'industrie produisent les utilités; le commerce les transporte, en facilite l'échange et la consommation sur toute la terre.

L'agriculture et l'industrie embrassent donc dans leurs départements réunis l'ensemble des transformations que le génie, la science et la puissance de l'homme peuvent faire subir aux éléments matériels, au globe; elles impliquent le plus haut degré de développement de nos facultés et de nos instincts. Par elles et par le commerce, les besoins de l'homme peuvent obtenir le plus haut degré de satisfaction, et la satisfaction la plus variée qu'il leur soit donné d'atteindre par la nature des choses. Ce milièu est donc, par excellence, celui où la liberté obtient son *summum* de garantie.

Plus l'agriculture et l'industrie produiront; plus le commerce transportera vite, mieux, à bas prix, et beaucoup, et au gré des besoins universels chaque chose nécessaire ou utile, ou belle, ou commode, et cela pourtant dans la mesure d'activité, de travail, de fatigue et de consommation compatible avec la santé, le bien-être, la dignité et la moralité des producteurs et des consommateurs, du plus riche comme du moins riche, plus alors les individus et les sociétés s'avanceront dans la carrière de liberté et de bonheur réservée à l'espèce.

Un peuple qui se constitue sous ces trois faces s'efforce nécessairement de faciliter à chacun l'exercice et le meilleur usage de toutes ses aptitudes natives et de ses capacités acquises. Comme il ne saurait trop produire à son gré, il ne saurait

disposer de trop de forces vives. Il aura donc un scrupuleux respect pour la liberté individuelle, pour la propriété; et comme il ne saurait obtenir la paix sans la satisfaction équitable de tous les intérêts, il voudra successivement donc les entendre dans leurs griefs; il leur accordera donc une voix, un vote, une intervention dans les débats politiques où s'agitent constamment les destinées de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

Evidemment l'homme, comme tous les êtres, ne peut être libre qu'en accomplissant sa destinée. On ne comprend pas comment il mettrait sa liberté à faire précisément le contraire de ce à quoi l'appelle la *nature*, c'est-à-dire ses facultés, ses besoins, sa raison. Or, sa destinée, son devoir, le but de son activité, ne peuvent être que d'aimer et de servir Dieu, en aimant et servant ses semblables, sa famille, la patrie et l'humanité. Mais les moyens de son but, la matière de son activité intellectuelle et physique, ne sauraient être que le globe, la terre, la nature brute qui l'environne, ou, en d'autres termes, le *milieu* industriel, agricole et commercial. Exploiter le globe à sa surface et dans ses entrailles d'une manière de jour en jour plus habile et plus économique, selon qu'il en connaît mieux les lois, voilà donc les *moyens* d'accomplir sa destinée; l'exploiter au plus grand profit de ses semblables et de lui-même, voilà donc la *fin* de ses travaux.

C'est ce qui explique comment les peuples industriels et commerçants ont été presque toujours plus libres relativement, dans l'antiquité et dans les temps modernes, que les peuples *exclusivement* agriculteurs. Tels : Carthage, Rhodes, les Phéniciens, tous les petits États de l'Archipel, des côtes de l'Asie-Mineure et de la Méditerranée, les villes anséatiques, la Hollande, Venise, Florence, Gênes, Pise, etc., l'Angleterre, les Etats-Unis, etc.

Pour devenir florissantes comme elles l'ont été dans les beaux jours de leur histoire, ces contrées ont dû accomplir bien des améliorations matérielles : constructions de routes, de canaux, de ponts et de vaisseaux; tout le matériel d'une longue navigation, toutes les inventions que présupposait leur supériorité sur les autres peuples contemporains.

L'on ne peut pas objecter que ces peuples ont été commerçants, se sont livrés aux améliorations matérielles *parce qu'ils* étaient libres, tandis que nous supposerions ici gratuitement qu'ils sont devenus libres parce qu'ils se livraient aux améliorations matérielles, et qu'elles étaient dans leur génie; car, outre que notre définition de la liberté emporte l'idée de la satisfaction *préalable* des besoins et des facultés par la création des richesses et des améliorations matérielles constantes, nous demanderions à notre tour pourquoi ils étaient libres; et si l'on prétendait rapporter ce fait à leur nature particulière, à leur *race*, il faudrait du moins accorder alors qu'une nature ou trempe libre de cette sorte emporte comme conséquence l'aptitude industrielle et commerciale, le besoin des améliorations matérielles; et la question serait alors ramenée ou au fatalisme pur, ou à l'hypothèse qu'en mettant une race donnée dans un milieu industriel, en la stimulant aux améliorations matérielles, on l'initie aux allures de la liberté, on la transforme peu à peu en *nature libre* de *nature esclave* qu'elle était par naissance.

Mais le fatalisme, nul n'y peut croire devant les faits universels qui nous montrent des prodiges d'*éducabilité* jusque dans la *nature* africaine, et qui prouvent que le désir de toutes les sortes de libertés persévère au cœur de tous les hommes; qu'il est un instinct, un besoin, ou plutôt la résultante de leur organisation, la condition de leur développement. D'ailleurs l'Espagne, le Portugal, l'Italie, sont là pour prouver tout à la fois la vanité de cette explication fataliste de la liberté par la race, et la prédominance des mœurs industrielles et commerciales sur les mœurs exclusivement agricoles, en ce qui touche les libertés d'un peuple. Il suffit de considérer chacun de ces peuples à deux époques différentes de son histoire : l'Italie de la renaissance, l'Espagne, le Portugal des XV[e] et XVI[e] siècles, et l'Italie, l'Espagne, le Portugal du XIX[e]!... Ils étaient alors tout à la fois agriculteurs, industriels et commerçants, et ils comptaient parmi les plus libres des nations contemporaines: ils sont aujourd'hui presque exclusivement agriculteurs; leur commerce et leur industrie sont morts sous les atteintes réitérées du despotisme et

sous le dissolvant de la corruption générale : précisément leur liberté est également morte.

Cependant, des deux parts, c'est la même race au XVe siècle et au XIXe : il n'y a de changé que la volonté, les mœurs, l'activité des masses espagnoles, des masses italiennes. On travaillait alors dans toutes les directions de l'activité humaine ; on menait de front, avec ardeur et progrès, l'agriculture, l'industrie et le commerce ; aujourd'hui le silence est aux champs ; il est dans l'atelier, et sur les grands chemins et au milieu des mers, de ce vaste Océan, si hardiment traversé naguère par les Génois, les Pisans, les Vénitiens et les Florentins ; par Colomb, par Fernand Cortez, par Vasco de Gama, par leurs lieutenants et leurs successeurs !

Autant donc le milieu industriel et commercial, et le mouvement imprimé par de continuels travaux entrepris dans la vue de faire prospérer un peuple, sont les plus propres à acclimater tous les genres de libertés dans une nation, autant un milieu exclusivement agricole et systématiquement immobile en fait d'innovations et d'améliorations de l'ordre matériel, convient au despotisme, à l'esclavage, à la pauvreté des populations. Là, les facultés s'endorment et s'atrophient dans une désespérante routine ; les désirs, les besoins sont comprimés dès la naissance par une implacable et superstitieuse tradition, jusqu'à ne jamais même se manifester en velléités.

On ne saurait citer un seul pays où l'on s'adonne au commerce extérieur, où la face industrielle soit développée, et où en même temps la masse s'immobilise dans la servitude ; mais au contraire partout où les frontières sont murées par les lois et les mœurs, partout où les voyages sont rares et les déplacements de la foule sans motifs : en Russie, en Chine, en Turquie, etc., la liberté, de quelque manière qu'on l'envisage, est à son *minimum*. Le serf russe du XIXe siècle en est resté au même point que le paysan européen au VIe ou au VIIIe siècle, parce que l'industrie, le commerce, y sont restés dans l'enfance, sans encouragement de la part de la noblesse d'autrefois ; qu'ils n'ont pris part, comme nation ou comme individus, ni aux expéditions des XVe et XVIe siècles, ni aux dé-

couvertes des Indes-Orientales, ni aux explorations du nouveau monde de Colomb.

Mais parce que, depuis Pierre-le-Grand, la Russie a reçu l'impulsion du mouvement européen; parce qu'elle a construit une marine et établi des manufactures, et qu'elle les a augmentées chaque jour; parce qu'enfin des améliorations matérielles du premier ordre se sont effectuées dans toute l'étendue de l'empire, depuis un siècle et demi, une classe moyenne y grandit, et, avec sa fortune, son importanee politique. Les serfs aussi y trouvent déjà un adoucissement à leur sort; l'ère de la liberté enfin y va poindre, à mesure que l'économie politique européenne s'y va naturaliser.

L'Angleterre nous montre réalisés à leur *summum* tous les genres d'influences libérales et socialisantes propres aux améliorations matérielles de tout ordre, en même temps qu'elle en montre parfaitement les vraies limites.

Parce que l'Angleterre est un atelier actif et toujours ouvert de richesses; parce que ses classes supérieures et moyennes sont d'infatigables et passionnés travailleurs; parce qu'elles ont couvert de routes, sillonné de canaux et de *rails*, remué, fécondé, embelli, transformé sans cesse leur sol, perfectionné leur industrie par d'heureuses et continuelles améliorations; parce que le gouvernement et les particuliers, l'aristocratie féodale et l'aristocratie manufacturière, n'ont épargné aucune avance, aucun sacrifice, pour solliciter ou pour réaliser, à mesure qu'elles apparaissaient, les bonnes méthodes, les inventions et les combinaisons de la science mécanique, de la chimie et de l'esprit d'association; parce que grâce à tous ces expédients et aux institutions de crédit, ils se sont placés, en agriculture, en industrie et dans le commerce, au premier rang entre les peuples modernes.............. l'Angleterre est l'une des plus puissantes nations du monde. Le peuple, pris en général, y jouit de franchises politiques qu'aucun autre peut-être ne possède, *de fait*, au même degré; la classe moyenne y a une liberté, une aisance, un patriotisme peu communs; une masse imposante d'ouvriers y ont acquis un développement intellectuel, une habileté, une énergie et un nécessaire ou confortable qui ne permettent plus aux classes

privilégiées de rétrograder dans la voie d'émancipation où est engagé le pays, et de ramener cette portion de la population à la médiocrité de ressources et de prérogatives sociales des temps passés.

L'Angleterre a un budget énorme ; ses ressources en temps de guerre sont inépuisables; une marine formidable la fait souveraine des mers depuis l'Inde jusqu'à la Tamise. Ce sont ses richesses, c'est-à-dire ses améliorations matérielles, qui lui ont valu et lui assurent la possession d'un empire immense en Asie (colonie gigantesque, plus grande, plus peuplée que la mère-patrie), et celle de toutes ces îles, de ces quasi-continents qui ouvrent à son commerce tant de débouchés dans le présent et lui en promettent tant d'autres dans l'avenir. L'Angleterre est redoutée des plus grands empires : la Russie, la Chine, seraient téméraires de se mesurer avec elle; elle met enfin son lourd poids dans la balance des destinées générales, et fait partie des grandes nations des deux mondes.

Mais, parce que les inégalités de conditions, inhérentes au régime féodal, s'y sont conservées intactes jusqu'à l'ère d'activité industrielle; parce que la cupidité et l'égoïsme y ont été le principal sinon l'unique mobile et la loi de chacun dans la poursuite du bien-être; parce que les saintes inspirations de l'égalité et de la charité n'ont point présidé à la distribution des produits; enfin parce que les croyances, les mœurs, les sentiments sociaux y sont relativement peu avancés........ l'arrière-plan de la société, la masse du peuple a été sacrifiée; une concurrence impitoyable, effrénée, et avec elle la pauvreté, la misère, ont pénétré dans les rangs des travailleurs auxquels étaient échues les mauvaises chances du hasard; l'usage s'est introduit de légaliser et d'organiser l'aumône ; l'institution de la taxe des pauvres s'est éternisée et généralisée, et le paupérisme y atteint aujourd'hui une masse ignare, brutale et menaçante, qui fait la honte, sinon le danger, des classes élevées ; une multitude libre de mourir de faim, libre de commettre des crimes et des délits ou de vagabonder, mais esclave en fait, et non moins opprimée que dans la servitude féodale. Aucune prévoyance sociale n'est venue offrir l'éducation et l'instruction à la foule des petits agriculteurs et des

petits industriels, dont l'association et les machines renversaient la position et ravissaient les moyens d'existence. Nous le répétons, chacun resta libre dans sa détresse ; ils pullulèrent à l'abri du secours de la paroisse, et aujourd'hui il y a une caste de *parias*, dans laquelle les familles se transmettent héréditairement la paresse avec tout son cortége de vices, de dégradations morales et physiques.

L'exemple de l'Angleterre prouve surabondamment que les améliorations matérielles peuvent tout ou ne peuvent rien pour la liberté générale, selon qu'elles sont inspirées et dirigées par l'esprit de sociabilité, de charité, d'équité, d'égalité et de pondération, ou qu'elles sont conseillées par la cupidité et l'égoïsme des plus forts et des plus habiles.

Les classes élevées, l'aristocratie et la bourgeoisie anglaises ne sont certes pas libres : chaque jour leur sécurité est moins certaine, est plus menacée. On y est riche, on y jouit ; mais le banquet se donne sur un volcan. On s'est créé une meute affamée, une meute qu'il faut garder et veiller comme les tigres et les ours de nos ménageries ; la paix existe, mais non l'harmonie ; l'ordre, mais non la sécurité.

Les causes de cette inégalité des conditions et de cette concentration des richesses sont assez connues : elles sont le résultat de la perpétuation d'un régime féodal combiné avec l'esclavage antique ; du développement de la grande industrie et de la grande culture, combiné avec le régime de la concurrence et du *laissez-faire* le plus illimité. Par l'une de ces influences, la propriété foncière est restée entre les mains de l'aristocratie féodale. Les substitutions et le monopole de toutes les fonctions et de la puissance politique immobilisent encore la richesse à son profit. Par l'autre, la petite agriculture, la petite industrie, furent détruites ; la population qu'elles faisaient vivre et qu'elles initiaient à l'indépendance a disparu ; la classe *moyenne* qui commençait à naître a été transformée en classe prolétaire. Les machines fonctionnent au profit des plus forts, des plus heureux, des plus téméraires ; une féodalité industrielle et commerciale surgit, de fait, de cette grande lutte au plus bas prix, et l'Angleterre se précipite vers l'abîme de l'anarchie ou vers l'énormité sacrilége d'un esclavage ou d'un servage nouveau.

Mêmes influences, mais aussi même impuissance finale des améliorations matérielles, aux États-Unis.

Otez à l'Union, je ne dis pas ses intrépides pionniers, qui en moins d'un demi-siècle ont transformé une nature primitive et sauvage en un territoire plus fertile, plus praticable, plus salubre que celui des nations les plus vieillies; qui l'ont couvert de toutes les utilités imaginables, de toutes les productions exotiques, agricoles et manufacturières; mais ôtez-lui surtout ces canaux, ces chemins de fer, ces bateaux à vapeur, chaque jour se multipliant; et ces banques presque aussi nombreuses qu'il y a de villages; et cette circulation active des hommes, des capitaux et des choses, et ces écoles publiques, et ces églises où la vigilance de l'opinion appelle la masse des générations naissantes; et ce crédit facile et général qui fait que tout Américain de bonne volonté trouve aussitôt la possibilité de s'improviser producteur et consommateur d'utilités fondamentales; cet instinct et cette vertu du commerce et de la production qui les rendent si accessibles aux sacrifices, aux compromis, et même à la résignation dans les temps de crise et de désastres; et cet esprit d'association, qui établit, en fait, une solidarité aussi efficace entre les négociants et les producteurs que si elle était cimentée par un réglement formel ou par la charité!...

Otez-leur enfin ce besoin et cette prévoyance qui leur font améliorer encore et toujours; livrez chacun à son isolement, à ses ressources personnelles, comme parmi nous; inspirez aux jeunes rejetons de la race l'inertie, la paresse ou le goût des plaisirs futiles de l'oisif Européen; laissez dormir les capitaux accumulés; effacez, balayez de la surface de l'Union ces lignes nombreuses de canaux et de chemins de fer pour lesquels aucun sacrifice de la part des petits États et des particuliers n'a été épargné; substituez au mouvement et à l'activité incessante de ces populations sur leur sol, la négligence routinière de nos campagnards du continent; faites qu'ils prodiguent à de fastueux et inutiles monuments, à de puériles décorations intérieures les capitaux qu'ils consacrent, avant tout, à faciliter et à abréger les communications et les transports, à construire des machines hydrauliques qui font abonder des eaux

salutaires jusque dans la maison du pauvre et dans les moindres ménages; et, malgré l'avantage d'être entourée de terrains vierges non possédés, auquel un travail modéré suffit pour commander une récolte abondante, vous verrez l'Union pâlir entre toutes les nations; vous verrez sa population décroître aussi facilement qu'elle a crû, ou plutôt vous la verrez s'enfoncer dans l'ignorance, s'accroupir dans la misère; pulluler comme les pauvres d'Irlande et d'Angleterre; tomber dans la dure servitude des privations, perdre ses franchises politiques; à une certaine égalité de condition se substituera une inégalité extrême des richesses; vous la verrez menacée, non plus de la scission de l'Union, mais d'un despotisme oligarchique ou impérial; mais des émeutes du radicalisme aux prises avec la faim et le froid; mais des tentatives de loi agraire, des guerres serviles; et sur ces entrefaites vous entendrez dire que quelque grande puissance la convoite ou lui fait la loi!...

Telle est l'importance sociale des améliorations matérielles pour la liberté, la durée, la puissance, la splendeur des empires, surtout dans nos temps modernes. Les mettre en question, c'est poser ce terrible dilemme : *être ou n'être pas.*

Toutefois, pour *être*, l'Amérique nous prouve encore qu'il ne suffit pas de la face matérielle, de la bonne entente économique; qu'il y a au-dessus de tout la face morale, la bonne entente sociale, le dévouement, l'amour de ses semblables, l'égalité fraternelle, laquelle vaut mieux que l'égalité égoïste des démocraties païennes. N'oublions pas surtout que beaucoup d'États de l'Union trouvent la base de leur prospérité économique et de leur liberté, dans l'*esclavage* d'un grand nombre de leurs semblables ! N'oublions pas que la misère, le paupérisme y couve sourdement; et que si tout-à-l'heure des limites étaient assignées au territoire cultivable de l'Union, tous les maux et tous les vices de nos vieilles sociétés d'Europe s'abattraient à l'envi et brusquement sur cette terre d'égalité.

Une concurrence dépréciative, non moins active qu'en Europe, et tout aussi inhérente à la constitution du travail, y fait chaque jour des victimes. Dans les grandes villes, on commence à apercevoir un *bas-fond* dans la population. L'esprit d'aventure, la soif de faire fortune, la cupidité, la banque-

route, l'enjeu téméraire et coupable de la fortune d'autrui, l'abus extrême du crédit; la négligence en quelque sorte systématique des sentiments sociaux les plus nobles; l'antipathie innée du beau et du grand; l'égoïsme individuel et national érigé en axiome moral et politique; la manie *utilitaire*, une rude et grossière égalité !... N'est-ce pas un ensemble significatif de dispositions morales rétrogrades ou perverses peu faites pour rassurer sur l'avenir de la jeune démocratie américaine?

Sans doute une certaine religiosité puritaine, une sévérité de mœurs conjugales, rattachent encore par la lettre et la forme à l'unité, à l'ordre; elles abritent encore la famille et l'État contre la licence de certaines passions les plus perturbatrices; mais l'esprit vivifiant est perdu; la foi religieuse y est comme cristallisée: c'est de la superstition; on sacrifie au veau d'or, et l'idolâtrie est profondément nationale.

Nous venons de voir les états de civilisation se graduer sur l'échelle de la société *idéale* et des libertés, exactement en raison de leurs richesses, de l'importance, de l'activité et des progrès de leurs ressources matérielles, et par conséquent en raison des améliorations matérielles entreprises et poursuivies judicieusement et toujours plus économiquement.

N'est-il pas naturel et logique d'en conclure l'étroite dépendance qui existe entre les intérêts matériels et la liberté?

Conclusion. — Si, comme nous venons de le vérifier dans l'histoire, les peuples, toutes choses d'ailleurs égales, croissent en liberté selon qu'ils croissent en richesses, la conduite à tenir est toute simple pour ceux qui veulent la liberté autant que l'homme et la société en puissent atteindre: c'est de se faire agriculteurs, manufacturiers et commerçants, autant que le leur permettront leur génie, leur climat, les circonstances extérieures et intérieures, humaines et brutes.

Et si nous regardons de plus haut, si nous contemplons par grandes masses les événements de l'histoire générale, nous y puiserons l'espérance que cette stérilité contemporaine des améliorations matérielles pour le grand nombre ne saurait durer. Aux époques des grandes décadences sociales, alors que le désordre des ruines et la nuit de la tombe vont se faire pour une civilisation épuisée, qui a tout donné ce que conte-

naient en germes les idées, la morale ou l'esprit qui la faisait être ; dans ces temps de décomposition générale, les améliorations matérielles, si elles ne deviennent point absolument impossibles, peuvent bien peu de chose pour la liberté des générations qui la subissent, et qui doivent traverser les jours d'agonie de l'ancienne société ou assister au travail d'enfantement de la nouvelle.

Car il y a pour ainsi dire solution de continuité entre ce qui est maintenant et ce qui sera au sortir de la transformation qui se consomme; le progrès éprouve un point d'arrêt. Tout ce qu'on entreprendrait dans la sphère matérielle serait anéanti ou rendu infécond par l'état anarchique des mœurs et des croyances. Les relations des hommes, la distinction des races ou des classes, en un mot les inégalités, les droits et les devoirs, tout est tellement confus, confondu ou contesté et soumis aux éventualités des positions acquises, que les améliorations matérielles ne pourraient jamais profiter qu'à ceux contre qui elles devraient s'opérer : elles ne feraient donc qu'ajouter aux priviléges et aux inégalités qu'il s'agit précisément alors de diminuer, de détruire ou de modifier.

Et comment les détruire ou les modifier sans l'intervention de l'*esprit*, sans des idées et une morale nouvelle ? puisqu'elles avaient trouvé et qu'elles trouvent encore leur légitimité et leur sanction dans une morale ancienne dont le propre est de nier ce que la nouvelle affirme, *et vice versâ;* puisqu'en outre il est dans la nature des choses que les faits correspondent aux idées, le matériel au spirituel, et soient déterminés par eux et précédés d'eux.

Au contraire, lorsque les principes moraux, les idées et les croyances qui ont présidé à la formation d'une nationalité ou d'une civilisation, loin d'être épuisés dans les faits ou dans les institutions, sont à peine passés *partiellement* en actes et en relations pratiques; lorsque tout le mouvement qui s'opère actuellement dans les sentiments et la politique d'une nation, et surtout dans l'économie matérielle, n'est que leur manière de se produire et de se développer socialement dans le temps et dans l'espace; alors tout ce qui se fait de travaux publics et de combinaisons dans la production, la circulation et la

consommation, agit en définitive comme une amélioration au profit de la liberté générale, en ce sens qu'elle fait passer dans la vie réelle de tous les perfections relatives qui distinguent la morale nouvelle de l'ancienne en ce qui touche les devoirs et les droits de chacun, la relation de supérieur à inférieur, en un mot le degré de liberté dont chaque condition est appelée à jouir sous l'influence sociale de cette morale et des dogmes qui font le corps des croyances de la nation.

C'est du moins la tendance constante, sinon l'effet nécessaire, de l'activité matérielle nationale prise dans son ensemble; car un peuple ne peut point ne pas transporter sa *vie* morale et intellectuelle dans ses actes matériels. Or, sa vie, ce sont ses idées, ses croyances, ses mœurs, les sentiments qu'il nourrit pour ses semblables, l'opinion qu'il a de leurs droits, de leurs devoirs et des siens propres. Toute la vie extérieure et matérielle d'un peuple ne peut donc être que le reflet, l'application des tendances préconçues et prévoulues de la vie intérieure et morale, commune à tous dans ses manifestations principales. Les travaux opérés en recevront leur signification, leur caractère et leur valeur sociale; il y a plus, ce sera cette vie qui leur suggèrera ces travaux.

Si donc cette vie pousse à l'égalité et à la fraternité, nécessairement ces travaux matériels pousseront à l'égalisation des conditions, ils en seront les moyens; en un mot, leurs résultats seront de véritables améliorations sociales.

Si, au contraire, cette vie pousse à l'inégalité des races et des positions, tous les travaux entrepris se feront au profit de certaines castes, tendront à consolider la supériorité des uns, l'infériorité des autres, à immobiliser l'imparfait et le rétrograde.

Tout ce que nous venons de dire dans un langage abstrait va recevoir son élucidation de sa vérification positive par l'histoire.

La constitution des sociétés primitives reposait plus ou moins confusément sur cette grande tradition morale et religieuse, qu'il y avait deux natures d'hommes : les hommes-dieux et les hommes-bêtes, ou, comme dit Aristote, la *nature des maîtres* et la *nature des esclaves*. C'était là une croyance sérieuse

de la part, non seulement de ceux qui faisaient partie des privilégiés ou *hommes-dieux*, mais de la part même de ceux qui étaient victimes de cette notion, aujourd'hui si étrange et si révoltante pour nous.

En conséquence, toutes les améliorations matérielles entreprises au début et dans le cours de développement de ces civilisations eurent lieu au profit *exclusif* de la haute lignée des hommes-dieux, et par l'intermédiaire de la basse lignée des hommes-bêtes; c'est-à-dire que l'esclavage de ceux-ci fut constitué pour assurer la liberté de ceux-là. Si les premiers donc firent faire des progrès à l'agriculture et à l'industrie, ce fut dans le but de satisfaire davantage les besoins et de permettre le plus grand développement des facultés des derniers. Tandis que les maîtres voyaient chaque jour croître leur bien-être, leur savoir, leur puissance, leur liberté enfin, les esclaves restaient immobiles dans le labeur, dans la souffrance, dans la misère et l'ignorance. La morale et la vertu n'étaient point faites pour eux : Aristote même les leur refuse encore quatre ou cinq siècles avant Jésus-Christ.

En vain donc, pour eux et par eux, les améliorations matérielles s'accumulaient; comme les instruments de l'ordre brut, ils n'en recevaient aucun adoucissement à leur sort; loin de là, ils n'en fonctionnaient que davantage, et la consommation de leurs forces ne s'en précipitait que plus impitoyablement. De nos jours, les chevaux de poste ne s'usent-ils pas en raison du progrès de la circulation et de la vitesse imprimée aux communications ?

Les améliorations matérielles se fussent donc éternisées, qu'elles ne pouvaient rien pour la liberté des quatre-vingt-dix-neuf centièmes des hommes, monopolisées qu'elles étaient d'avance par l'autre centième, lequel était déclaré d'origine et de puissance supérieures, et tenu comme tel par la multitude.

Pour qu'elles prissent un autre cours, pour que leur action s'étendît au-delà du cercle fatal qui la concentrait aux seules races des maîtres et patriciens, il fallait que cette morale fût niée, méconnue, et surtout qu'une autre fût positivement et contradictoirement affirmée. C'est ce qui arriva : la morale et

le dogme de la *chute* se substituèrent insensiblement à la morale de l'inégalité d'origine. Il y avait eu chute en effet, car une race moyenne était née du mélange illicite des deux races extrêmes primitives, c'est-à-dire, suivant l'expression de la Génèse de Moïse, du mélange des fils des dieux et des filles des hommes. Ces populations intermédiaires devaient hériter des prérogatives de leurs pères, mais aussi des infériorités de leurs mères, et les plébéiens, les bourgeois ou classes moyennes des anciens âges, furent créés : c'est Rome et la Grèce.

Dès lors les améliorations matérielles ne se firent plus au profit exclusif des patriciens. Les plébéiens, qui en furent, non pas les directeurs actifs et libres, mais les ordonnateurs sévères et durs, y participèrent pour une portion toujours croissante à mesure qu'ils se *généraient* et se multipliaient; car tout homme né de parents libres restant libre, la classe moyenne devait croître indéfiniment en nombre; alors aussi toutes les améliorations matérielles vinrent réaliser de jour en jour une liberté plus réelle, plus variée tout à la fois pour les classes moyennes et pour les supérieures. Mais les classes inférieures subissant toujours un esclavage à peine mitigé, la majorité des hommes était exclue des bienfaits que les améliorations matérielles déversent sur les sociétés. Cependant, comme toujours, ils en étaient les instruments; car à Rome et partout, chez les païens, les citoyens, c'est-à-dire les classes moyennes ou bourgeoisies d'alors, dédaignaient systématiquement les occupations dites *serviles* de l'ARTISAN, de l'industriel, et le commerce était également méprisé : Aristote n'a que des paroles de mépris pour les poursuites de ce genre. La guerre et l'agriculture sont seules dignes de l'homme libre. Mais l'homme libre ne dédaigne pourtant point les produits de l'industrie. S'il refuse de les créer, il ne refuse pas de les consommer; et ce qu'il a de liberté réelle, il le trouve dans les améliorations matérielles auxquelles il reste étranger, dans la satisfaction ou dans le développement qu'elles offrent à ses besoins et à ses facultés.

Et quand cette seconde civilisation est parvenue à son déclin; lorsque l'activité générale ne peut plus tourner que sur elle-même, dans le cercle d'application et de développement

déjà parcouru, on retrouve la même impuissance, la même stérilité, ou plutôt la même impossibilité dans le mouvement en avant des améliorations matérielles. Comment les améliorations matérielles quelque accumulées et bien entendues qu'elles fussent, profiteraient-elles efficacement à la nature esclave, puisque par le fait de naissance, elle n'est apte ni à se posséder, ni à posséder les choses, ni à les transmettre, ni à se perpétuer par la famille et le mariage? On ne peut donc tenter d'y faire participer les populations, jusque là exclues de leurs bienfaits, qu'en rendant cette participation légitime aux yeux de la morale générale. Mais, nous le répétons, la morale existante, le dogme en vigueur, toutes les croyances fondamentales et traditionnelles s'opposent à une interprétation semblable, qui est formellement en contradiction avec ce que chacun sent, voit et pense.

De nouveau, il y a donc nécessité qu'une morale plus compréhensive, plus généreuse, soit promulguée et fasse autorité jusqu'à déterminer la formation d'un germe, d'un noyau de société nouvelle, et dont le propre soit de réhabiliter ou plutôt d'émanciper spirituellement pour la première fois les masses immenses d'esclaves, composant l'éternel bas-fond des sociétés antiques. Le nouveau principe, disons-nous, émancipera d'abord spirituellement l'esclave dans son âme, dans son essence ou nature d'homme; puis, comme conséquence infaillible, tôt ou tard, il sollicitera l'émancipation de sa chair, de son corps; il transportera le progrès dans la réalité vivante et matérielle, dans l'économie politique.

Ce nouveau pas s'est en effet admirablement accompli par l'Evangile : l'unité d'origine, l'égalité devant Dieu, l'amour du prochain, le dévouement à la société et à l'humanité tout entière, par la pratique des vertus chrétiennes ; le devoir pour chacun de se rendre utile à l'association, en choisissant une fonction dans le grand atelier et en apportant sa pierre à l'édifice commun, qui est le bonheur général; l'obligation de faire abstraction de la naissance, de l'origine, de la race et de ne considérer que le mérite et l'importance des œuvres. En un mot, la lettre et l'esprit de l'Évangile sont tels, qu'il est impossible que dans une société de chrétiens (quelque peu fi-

dèle et croyante qu'elle soit), les améliorations matérielles ne tournent pas finalement à l'avantage des masses, ne les émancipent point politiquement, intellectuellement et physiquement.

Aussi, voyez combien, au début de l'association chrétienne, l'esclavage s'adoucit sous la forme de la *servitude;* et puis, à mesure que l'action évangélique gagne l'ensemble des populations du paganisme et s'enracine dans les croyances, comment la servitude fait place à l'affranchissement volontaire!... Peu à peu l'esclave, le serf, le vilain se relève de son abaissement séculaire. A l'église, dans les écoles des monastères, partout dans son code moral (le *catéchisme*), dans les entretiens et les recommandations du prêtre, il puise le sentiment de sa dignité d'homme; l'Église et l'Évangile prescrivent aux riches de se relâcher de leur exploitation et de leurs prétentions à tout s'approprier, et saint Ambroise écrit au IVe siècle sa mémorable sentence contre les grandes fortunes; l'Église subalternise à leurs yeux les biens temporels, elle les en détache même jusqu'à l'exagération; elle les fait trembler à la perspective du jugement dernier; et tout cela, dans ce saint but et dans ce touchant espoir qu'il en revienne davantage au pauvre, attendu que le seul moyen de donner à chacun le *nécessaire* est en effet d'interdire *moralement* à tous le *superflu ;* l'Église enfin leur demande des concessions, des dons, des richesses et des sources de richesses pour en faire part aux pauvres; et néanmoins, elle prescrit le travail; il y a plus, elle prend l'initiative des défrichements, des fondations d'écoles, de monts-de-piété, d'hospices, d'établissements de charité, etc.; en d'autres termes, des améliorations matérielles les plus indispensables et les plus efficaces; et tout, sous sa direction exclusivement spirituelle en apparence et en principe, concourt rapidement à l'affranchissement matériel du grand nombre, à la liberté effective d'une classe qui fut le noyau de la population *moyenne* du *moyen* âge.

Ainsi, il a fallu pour rendre plus libre notre Occident et l'Europe tout entière, que l'initiation des progrès vînt de l'*esprit;* que l'évangile fût annoncé aux nations, et que ses prescriptions passassent en croyances, en désirs, en volontés,

non seulement dans la foule, mais surtout parmi les puissants et les riches des siècles.

Mais aussi, avant que cette liberté fût quelque peu réelle, il a fallu plus que la prédication de l'évangile, pour que ceux qui avaient faim eussent à manger, et que ceux qui voulaient produire eussent les instruments de la production. Pour qu'il y eût et une agriculture capable de procurer la subsistance continue des masses (et pour que la famine et les stérilités cessassent de désoler le moyen-âge), et une industrie avancée et des transports faciles, à bon marché; et toute l'abondance relative dont jouit l'Europe au XIX[e] siècle; que de travaux, que d'activité et d'efforts, quelle action sur le globe, quelles expériences, quelles études sur la nature, que d'améliorations matérielles accomplies!...

Il a fallu travailler pour faire avancer le règne de Dieu sur la terre : et les vrais chrétiens de la primitive Église se sont toujours efforcés de prier de cette façon.

Il a fallu défricher, labourer, cultiver, et l'on a vu les monastères recueillir autour d'eux les populations et les initier de nouveau à l'agriculture; et l'on a vu les moines entreprendre, par toute l'Europe, des améliorations matérielles, en faisant disparaître tous les vestiges de la barbarie, et en rendant le sol à la culture.

Il a fallu conserver le dépôt des connaissances et des lumières; étudier, traduire, transmettre les procédés des arts et des métiers, etc.; et les vrais croyants, les plus zélés chrétiens s'acquittèrent admirablement de cette tâche.

Or, cette action du christianisme est loin d'être épuisée : il ne faut point confondre deux états fort différents, une crise de développement avec une crise d'agonie; l'enfant qu'une fièvre ardente va faire grandir et épanouir dans toutes ses facultés, ses passions affectives et sociales, avec le vieillard qu'une fièvre lente mine, décompose sourdement et conduit à la mort.

Nous n'avons donc point à redouter ce point d'arrêt fatal du progrès, cette solution de continuité, cette impuissance radicale des améliorations matérielles des sociétés décadentes de l'antiquité dont nous avons parlé; et, à moins de dépouiller la

vie chrétienne dans sa forme et dans son fond, ni le riche ni le pauvre, ni le petit nombre, ni le grand nombre, ne sauraient empêcher que les améliorations matérielles actuelles, prochaines et lointaines, ou seulement le mouvement obligé de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, l'activité européenne enfin, ne servent directement et plus efficacement que toute autre cause (sauf l'action des croyances évangéliques elle-même) la liberté individuelle, la liberté des nations, la liberté universelle !...

C'est qu'il n'est pas possible, encore une fois, que la vie chrétienne soit la vie païenne ; que le fait contrarie absolument l'idée ; que la matière domine absolument l'esprit ; que la foi à l'égalité devant Dieu et à l'unité de race produise un jour et durablement le même état social, la même distribution des richesses, des charges et des avantages sociaux, que la croyance générale à l'inégalité des natures !

Or, en droit religieux et civil, il n'y a plus de séparation absolue infranchissable entre les diverses classes qu'on peut encore distinguer dans nos sociétés modernes, française et américaine. La séparation est dans les intérêts, tant que ces intérêts existent ; mais comme rien n'est plus variable que la roue de fortune, rien ne saurait consolider les prétentions aux distinctions féodales dont les velléités sont naturelles à l'égoïsme mal appris ou foncier des hommes.

L'Europe est en voie de transformation à cet égard. Entre les classes dites supérieures et les classes moyennes, bientôt il n'existera nulle part aucune solution de continuité, de *droit*, entre les classes moyennes et les plus infimes : il n'y en a déjà d'autres que celle du capricieux hasard, qui fait la misère aujourd'hui, et demain l'opulence.

Ceci prouve déjà, apparemment et sans réplique, dans quel sens ont opéré les transformations matérielles effectuées sur le sol entier de notre Europe, et combien nos améliorations matérielles ont été de véritables améliorations sociales, spirituelles, politiques, religieuses.

Et sans doute, ces solennels précédents nous autorisent à de consolantes prévisions.

Si tout ce qui s'est réalisé d'améliorations matérielles depuis

1,800 ans, a augmenté la liberté des classes bourgeoises sorties de la servitude du moyen-âge, sous la tutélaire influence de la parole évangélique; si ces mêmes améliorations ont accru prodigieusement le chiffre de cette population *moyennement* libre; si, d'ailleurs, ces améliorations matérielles se sont même fait notablement sentir jusque dans les rangs infimes et y ont aussi donné l'avant-goût de la liberté à la multitude, jusqu'à l'amener, de nos jours, à revendiquer l'égalité devant la loi et à s'appartenir en eux et dans leur travail, le passé et le présent répondent infailliblement de l'avenir, et l'on peut annoncer, avec une foi entière, que toute amélioration matérielle aura désormais une telle importance dans les divers moments de la transformation sociale qui se poursuit en Europe, qu'elles en seront comme l'agent supérieur.

Et s'il est permis d'anticiper les événements, nous ne saurions mieux caractériser ici les améliorations de notre siècle, qu'en disant qu'elles auront pour résultat, sinon pour but, d'introniser la liberté au cœur de chaque nation européenne.

De cette vue générale de l'histoire, il résulte que les améliorations matérielles, à une époque et dans une civilisation donnée, ne contribuent à réaliser la liberté des individus en masse que dans les limites tracées par la morale, par les dogmes et les croyances fondamentales, sources de cette civilisation; que si la liberté des diverses parties de cette société semble progressive pour les uns, décroissante pour les autres, stationnaire pour ceux-là, c'est que tout ce qui se réalise en ce monde est soumis à la question de temps : les travaux matériels et les institutions plus que toute autre chose; c'est que les relations humaines étant parties de l'extrême inégalité et tendant vers l'extrême égalité, ces trois termes étaient des conséquences naturelles de ce mouvement; c'est enfin que ce mouvement n'étant que l'expression de l'action et de la réaction des volontés d'êtres moralement libres, c'est-à-dire capables de faire le bien et le mal et destinés à mériter et à démériter, il y a place pour toutes les possibilités en fait de liberté politique et individuelle; et que le nombre des distinctions dans le degré de liberté dont jouissent les membres d'une société en un moment donné, peut être et sera toujours in-

fini, ou du moins, relativement tel, pour nos appréciations humaines.

Mais si, comme tout en rend témoignage dans notre passé de 4,000 ans, la morale est nécessairement progressive dans ses développements principaux, soit que Dieu intervienne spécialement pour cela, soit que tout se prédétermine si bien que le savoir humain gagnant sans cesse, et la morale en étant une dépendance, reçoive ses progrès des progrès inévitables de la science... n'importe comment... toujours est-il que la liberté sera également progressive ou rétrograde exactement dans la mesure que l'aura été la morale; car la liberté, en définitive, ne consiste jamais pour un peuple, qu'à pouvoir faire ce que sa morale nationale et religieuse, sa croyance lui prescrit; ou si l'on veut, qu'à obtenir la possession des biens et jouissances qu'elle reconnaît licites, et qu'elle réclame soit pour tous, soit pour des catégories distinctes de la population.

—

IX.

LES MACHINES.

L'un des modes les plus efficaces d'améliorer dans la sphère matérielle, c'est l'invention et l'application successives de mécanismes économiques qui viennent créer, produire, transporter mieux, plus vite, en plus grande quantité et à infiniment meilleur marché que les bras de l'homme et que la force des bêtes de somme.

La substitution de ces grands leviers de l'ordre brut au travail des classes ouvrières entraîne de graves inconvénients; passagers il est vrai, mais dont les suites semblent s'éterniser pour les pauvres ouvriers qui en subissent les effets. Heureusement, il est aujourd'hui démontré que toute cette série de machines et d'instruments économiques qui doivent remuer le sol jusque dans ses profondeurs avec tant de supériorité, et tenir lieu et place de bras d'hommes; que toutes ces améliorations dont elles sont les puissants moyens, contribuent très certainement quoique lentement, à l'affranchissement général de l'espèce humaine dans ses masses de travailleurs.

Mais il est également prouvé qu'il y a pressante nécessité à porter l'indemnité ou le soulagement partout où c'est juste et possible; et le temps est venu où l'opinion publique doit investir les pouvoirs représentatifs des prérogatives suffisantes pour diminuer les inconvénients de cette substitution des machines aux bras des ouvriers.

Ce devoir social rempli, les machines sont de vrais trésors, et leur découverte et leur multiplication importent plus à la civilisation, au bonheur et à la liberté, que celles de toutes les mines d'or.

Que d'immenses excavations soient creusées dans toutes les mines et carrières que recèle le globe entier, par d'intelligentes et toutes-puissantes machines; que d'autres machines emportent à vol d'aigle les énormes masses extirpées du sein de la terre et les déposent sur les innombrables chantiers du pays; que là, d'autres machines coupent, équarrissent, polissent, forgent les pierres, les bois, les métaux; puis qu'elles élèvent ou abaissent, placent et posent dans les airs, pierres sur pierres et les poutres à côté des poutres; que les fondations soient consolidées, la charpente combinée et l'ensemble des bâtiments édifiés tout comme le feraient des mains d'hommes; qu'à l'aide d'une application universelle des machines aux travaux ingrats, nul fardeau de bête de somme ne soit laissé aux épaules de l'homme; qu'il soit remplacé dans les mines et les carrières, remplacé dans les égouts, remplacé sur les toits; en un mot, que partout où il faut tendre énergiquement ses muscles dix heures durant, perdre haleine, et suer chaque jour toutes les gouttes qu'on a dans sa chair d'homme et se briser jeune, et faire œuvre de cheval, l'homme commande et qu'une machine exécute!...

Qu'il en soit ainsi, où serait le mal? Qu'y perdraient donc les riches ou les pauvres? Qu'y aurait-il de moins enfin sur la terre qu'il fallût regretter? En vérité il n'y aura pas moins d'hommes et ils n'en seront que plus heureux; car il y aura des millions d'esclaves de moins et des millions d'hommes libres de plus!.....

L'expérience a montré qu'un cheval de moyenne force, marchant au pas pendant neuf à dix heures sur vingt-quatre, de manière à se retrouver chaque jour dans les mêmes conditions de force, ne peut pas porter sur son dos au-delà de 100 kilogrammes, ci. . . . . 100 kilogr.

Ce même cheval, sans se fatiguer davantage si on l'attèle à une voiture, portera ou plutôt traînera à une égale distance, sur une route ordinaire ou empierrée. 1,000

Sur un chemin de fer. 10,000

Sur un canal. 60,000

Presque toute la liberté effective première est là pour l'im-

mense majorité des hommes, et ceux qui ont imaginé ces perfectionnements successifs comptent au premier rang parmi les plus grands bienfaiteurs des peuples.

La liberté en effet, toute la liberté, ne serait-ce pas, pour les trois quarts des hommes, d'obtenir toutes les utilités premières de l'existence, en commandant par un geste ou un signe aux forces de la nature, au vent, au feu, à la vapeur, à l'eau, de les lui fournir vite, incessamment, abondantes et parfaites?...

La liberté par excellence, ne serait-ce point pour eux d'être délivrés de la sujétion quotidienne d'un labeur ingrat et monotone, où le sang s'appauvrit et les jours s'abrègent; où le cœur laisse sa gaieté, sa tendresse et sa chaleur; où les facultés intellectuelles s'atrophient, rétrécies et enchaînées qu'elles sont par un continuel excès dans un seul et éternel mode d'activité? Moins courbé vers la terre, l'homme tournerait plus souvent sa face vers le ciel, et le regarderait d'un front plus serein. Or, toutes ces choses en apparence impossibles, se peuvent espérer et obtenir progressivement par de progressives améliorations de l'ordre matériel, par les conquêtes successives de la science et par leurs applications. Et cependant, ne le craignez point, l'homme pour cela ne serait pas voué à une dégradante oisiveté : il y aurait encore du travail pour lui en ce monde, un but immense à son activité. Sans doute les machines se multipliant indéfiniment après un certain temps, et, moyennant telles découvertes données, on pourrait concevoir que tous les ordres de travaux dans lesquels le bras de l'homme est aujourd'hui le moteur obligé, seraient exploités à l'aide de machines et sans l'intervention de la force d'une nombreuse population. D'où il résulterait, ou que la population générale décroîtrait successivement sur le globe à mesure précisément qu'augmenteraient les inventions et les conquêtes de l'intelligence, ou que les sentiments sociaux et l'égalité des conditions et des fortunes feraient des progrès, de telle sorte que les machines fonctionneraient de plus en plus au profit égal du grand nombre, et que, par ainsi, l'espèce humaine pourrait continuer de croître et de multiplier aussi indéfiniment.

Mais la première supposition (la population décroissante) est inadmissible, elle répugne à toute notion de bonté et de justice divine.

La seconde nous mènerait vite à un état où l'homme ne saurait plus que faire de son activité en ce monde et où sa force physique serait sans objet, sans raison d'être : ce qui supposerait une fin imminente pour l'espèce et son passage à des destinées transhumanitaires.

Mais reste une dernière supposition ou plutôt une perspective certaine, une nécessité, un fait, une loi de l'humanité; c'est que si les machines peuvent se multiplier indéfiniment, le but d'activité corporelle, les travaux, les industries, l'action de l'homme sur le globe, sont également indéfinis dans leur application. Les désirs de l'homme sont inépuisables et les moyens de les satisfaire innombrables comme les grains de sable au fond des mers. Au-delà de la dernière machine venant à remplacer les derniers bras d'homme, il y aura toujours de nouvelles carrières, de nouveaux travaux que l'homme devra faire de ses propres mains, et que nulle machine ne remplacera avant que l'homme n'y ait exercé long-temps sa propre énergie, avait qu'il n'ait trouvé le mécanisme brut qui pourra fonctionner à sa place.

D'ailleurs, quand même de nombreuses populations ne devraient plus y mettre leurs bras et leurs muscles, elles devront toujours y mettre leur génie, leur intelligence, leur prévoyance, leur direction; car le mouvement perpétuel et l'intelligence ne seront jamais, je suppose, le partage des machines.

Objection spécieuse : l'économie politique, et mieux que cela l'expérience constante, nous apprend que la masse des hommes (ou si l'on veut la *queue* des sociétés, les classes ouvrières), pullulent en raison des moyens de subsistance, de sorte qu'augmenter les richesses, c'est indirectement créer un supplément de population destinée à végéter dans la misère, l'ignorance et la brutalité.

Mais d'abord on admet implicitement ici la permanence de cette loi; on la déclare loi générale de l'ordre fatal, contre laquelle ne pourrait absolument rien la liberté morale des

ouvriers, secondée par l'éducation, les lumières et toute la sollicitude du pouvoir social. On suppose enfin que les classes salariées, ou leurs derniers rangs, sont à toujours et nécessairement vouées à l'immoralité qui les dégrade de nos jours.

Ce point admis pour un instant, ce ne serait pas toutefois une raison suffisante d'immobiliser la richesse et de se refuser à un grand déploiement d'activité industrielle.

En effet, sous l'action des mêmes causes démoralisantes actuelles, supposons la même force morale également actuelle dans les classes ouvrières, qui les fasse pulluler toujours en raison des moyens de subsistance, et admettons qu'il y ait aujourd'hui le quart de la population française dans un état de complète misère par le fait d'une reproduction inconsidérée, et soit 8,000,000 de *misérables;* des améliorations matérielles fécondes qui feraient doubler en dix ou vingt ans la richesse, et avec elle la population du pays, donneraient à la France de 1860 16,000,000 de misérables sans doute; mais n'oublions pas qu'elles lui donneraient en même temps 48,000,000 d'individus *aisés*, *moraux*, *éclairés*, des classes moyenne et supérieure florissantes, une masse de peuple puissante et heureuse.

Or, Dieu a dit aux hommes *croissez et multipliez*, et véritablement la loi de l'humanité est de graviter en population, de manière à peupler le globe, à le cultiver et à l'embellir tout entier.

Faudrait-il donc se refuser de mettre de plus au monde 24,000,000 d'êtres humains, moraux et aisés, sur la raison que cette augmentation entraînerait infailliblement celle de 8,000,000 de misérables?

Mais en réalité, notre hypothèse est inadmissible et fausse; il n'y a point, par la nature des choses, un rapport nécessaire, invariable ou proportionnel, entre l'augmentation de la richesse ou de la quantité des moyens de subsistance, et les variations de la population misérable. Les classes ouvrières peuvent devenir plus ou moins morales, prévoyantes, économes, indépendamment du degré de la richesse totale de la nation, de même que l'on voit une famille riche devenir plus riche, sans pour cela devenir plus nombreuse.

Il y a mieux : il est constant que les classes supérieures, qui cependant ont plus de raffinement, de tentations et de séductions, plus de *moyens* d'élever leurs enfants, mais aussi plus de lumières et plus de *moyens* de prévoyance, restent, dans le nombre des enfants qu'elles mettent au monde, fort en-deçà de leurs ressources. Cette disproportion est telle qu'il semble que la multiplication de l'espèce soit chez elles en raison inverse des moyens d'élever un plus grand nombre d'enfants; il s'ensuit le légitime espoir qu'il en sera de même pour les classes inférieures, lorsque l'éducation et l'instruction nationales viendront les entourer des préservatifs si puissants de la science et de la lumière morale et religieuse; lorsque, en même temps, des améliorations matérielles opportunes et fécondes leur offriront, dans un travail généreux, des sources constantes d'aisance et de loisirs où elles contracteront les goûts et les plaisirs délicats qui contre-balancent ailleurs, chez tous les esprits cultivés, l'appétit exclusif des sens, et entre autres celui de la reproduction.

Conclusion. — L'éducation et le bien-être de tous feraient que tous seraient prévoyants et modéreraient l'accroissement rapide de la population, qui se précipite toujours à notre époque jusqu'à la limite extrême que lui laisse l'accroissement des subsistances. Si c'est un fait constant de la statistique, que les classes aisées pullulent moins que les prolétaires misérables, élevez ceux-ci à l'aisance, aux joies du cœur et aux *appétits de l'intelligence*, et ils donneront d'autant moins à l'appétit des sexes.

Précisément parce que les améliorations matérielles ont toujours été jusqu'ici la cause déterminante presque unique d'un accroissement proportionnel de population, cela prouve plusieurs choses :

1° Que si l'on cessait d'améliorer, la population cesserait de croître;

2° Que si l'on cessait d'*entretenir* les améliorations acquises, la population décroîtrait;

3° Que si les améliorations matérielles continuant de croître, il y avait plus de prévoyance, moins d'exagération dans la poursuite des plaisirs sensuels parmi les masses, et que la po-

pulation, tout en croissant, n'atteignît pourtant pas continuellement, et aussitôt, et strictement, la limite que lui imposent les subsistances; enfin en admettant une équitable distribution, il y aurait plus de besoins satisfaits chez chacun et chez tous, et par conséquent plus de liberté.

Il suivrait de tout ce qui se passe actuellement et dans l'histoire, que les populations dans toute société sont distribuées, quant aux avantages sociaux, en forme d'une grande pyramide dont le sommet serait en bas, et qui irait s'élargissant de plus en plus en élevant sa base vers les hautes régions. En d'autres termes, dans les bas étages il y a toujours la misère, un chiffre quelconque nombreux, à peu près le même relativement à la masse de la population; cette population inférieure étant toujours voisine du dénument absolu, n'ayant que les résidus de la production et remplissant les offices abjects.

Le progrès de la civilisation tel qu'il s'effectue jusqu'ici paraîtrait donc consister moins à faire disparaître la misère qu'à faire que la population, en augmentant, ne crée pourtant pas plus de pauvres, mais que les classes moyenne et riche reçoivent cette augmentation de population et qu'il se fasse de nouveaux degrés de richesses dans chacune de ces classes, de telle sorte que les plus riches s'élèvent successivement au-dessus de la richesse antérieure; et en effet le bout inférieur de l'échelle sociale reste plongé et assis dans le bas-fond de la misère et du strict nécessaire, tandis que le bout supérieur semble promettre de s'élever progressivement vers les nues pour atteindre les régions dorées et éclatantes de la richesse, du luxe, du superflu, où tous les prestiges des beaux-arts et les merveilles de l'industrie et de la science soient le partage d'*hommes-dieux*, touchant à l'âge d'or et vivant presque aux portes d'un nouvel Eden.

Peut-être est-il permis d'espérer plus que cela; peut-être le progrès consistera-t-il enfin à rendre la misère de moins en moins rigoureuse, en ce sens qu'au lieu d'être aussi absolue et synonyme de dénument et d'inanition, elle serait plus *relative*, c'est-à-dire que les classes les plus maltraitées auraient un nécessaire confortable, de plus en plus généreux,

selon les progrès de l'aisance et du superflu des classes supérieures dont elles seraient ainsi toujours relativement éloignées, bien aussi qu'elles s'éloignassent de plus en plus du type de la misère absolue. Dans ce cas les échelons inférieurs tendraient à disparaître et le haut de l'échelle irait seul en s'agrandissant indéfiniment (1).

Quoi qu'il en soit, en admettant donc que l'inégalité de répartition soit toujours aussi disproportionnée qu'aujourd'hui, comme néanmoins le degré vulgaire de l'échelle des richesses serait élevé au degré qui procure l'aisance de la multitude, on voit que la liberté du peuple n'en serait pas moins augmentée du fait des améliorations matérielles continues; car la liberté d'un individu, bien que plus grande que la mienne, n'empêche nullement que la mienne, qui est moindre, ne soit réelle.

Ames ardentes et généreuses qui rêvez l'âge d'or dans un âge de fer, et le superflu des jouissances dans la disette des moyens; qui voulez une liberté trop souvent mal définie pour tous, les moyens d'affranchissements vous sont donnés! Mettez-vous à l'œuvre, et appelez-y ces masses d'ouvriers, objets de votre sollicitude; hâtez-vous de les faire sortir des impasses économiques de la petite industrie où s'étiolent leurs affections, où s'atrophient leurs facultés, où s'énervent leurs muscles et s'engourdit leur activité; où se dispersent leurs efforts et se décourage leur espérance; transformez au plus

(1) Quant à l'objection banale de la perpétuité des offices abjects, on peut fort bien la repousser en annonçant leur disparition successive, soit grâce à la successive invention de machines spéciales qui suppléeront dans ces offices à l'intervention des domestiques ou de l'industrie *personnelle;* soit parce que chacun, même les plus opulents, ne trouveront plus de valets assez plats pour leur rendre les plus répugnants services, et que le *ton* général, les mœurs, feront un point de honte pour tous, maîtres et serviteurs, d'avoir seulement la pensée de ravaler jusque là leurs semblables. Il y a des choses jusqu'où la domesticité, ou plutôt la *division du travail*, ne devrait plus descendre, et où chacun doit être personnellement chargé de ses œuvres.

vite, par vos entreprises et vos améliorations incessantes, l'atelier privé, solitaire, malsain et triste, en un ensemble grandiose où surgisse pour chacun l'émulation, la gaieté, la sécurité, l'épargne et la vie légère; et par vos conseils, redressez les notions économiques du *vulgaire*, disposez les esprits, offrez une prime à l'invention des moyens expéditifs et économiques de production et de circulation; multipliez les machines dans toutes les sphères, et en même temps préservez, mettez les classes ouvrières à l'abri de leur redoutable concurrence propre, en offrant incontinent de nouvelles occupations à leur activité, et à défaut; en les reliant entre eux et à vous par une solidarité intime; en leur constituant une caisse de réserve, en les faisant participer aux bénéfices de l'entreprise en raison de leur travail, de leur aptitude et de leur mise en capital, par un vaste système d'*assurances mutuelles*.

Et si, dans les vicissitudes de cette transition, des maux partiels, des dispositions hostiles se manifestent, si des faits rétrogrades se consomment, reposez-vous un peu dans la foi, car le passé vous répond de l'avenir. Un jour, par je ne sais quelle secrète conduite des choses sociales, sous l'œil bienveillant de la Providence, la liberté générale sera le fait dominant. La grande industrie profitera à tous; les grands ateliers, toutes les améliorations matérielles que les combinaisons de l'esprit d'association nous permettent aujourd'hui d'entrevoir, auront été si bien ménagés que chacun y trouvera sa fonction, son présent et son avenir, ses nécessités, ses droits et ses franchises, en une mesure inouïe sous le régime de la petite industrie et du *laissez-faire* de la concurrence dépréciative.

X.

INSUFFISANCE DU MATÉRIEL DES PEUPLES.

Etant admis que sans le progrès dans les améliorations matérielles, il ne peut exister de progrès dans la liberté individuelle et sociale, il n'est pas difficile de prouver qu'il n'existe point, qu'il ne se crée point assez d'utilités physiques, dans aucun pays du monde, pour que, ces richesses étant également partagées entre tous les membres de la société, chacun en ait assez et puisse se croire libre, même en en faisant le meilleur usage, même pour subvenir à ses premières nécessités.

Voici en quels termes il faut se poser la question :

Y a-t-il, sur la terre, assez de pain, assez de vêtements, assez de combustible, assez de nourriture végétale et animale, assez de routes, assez de canaux ? Toute terre donne-t-elle sa récolte, et toute récolte son maximum ? Toute plante a-t-elle son emploi prédestiné ? L'homme et tous les hommes savent-ils, peuvent-ils autant qu'il est possible ? L'homme, même le plus riche, n'a-t-il plus d'utilités à désirer pour soi ou pour son prochain ? Entrevoyons-nous au-delà du présent quelque chose de mieux et autre chose que ce que nous avons, et plus que nous n'avons en bien-être, en commodités, en agréments de corps et d'esprit ? La réponse à ces inépuisables questions n'est point douteuse.

Voyez l'Angleterre : c'est la reine de l'industrie et du commerce ; c'est l'aînée des nations *libres* de l'Europe, de l'univers entier, et la plus riche. Les progrès qu'elle a faits tiennent du prodige, et le monde s'en étonne et l'admire !...

L'Angleterre cependant, malgré ses merveilles en ce genre, ne produit point encore assez pour que chacun de ses enfants pût se sentir grandement libre, avec la quote-part qui lui écherrait dans l'hypothèse d'une égale répartition des revenus annuels de la nation.

Les approximations de la statistique n'attribuent par terme moyen à chaque Anglais qu'une consommation annuelle de 3 à 400 francs !

Un statisticien exercé et bien renseigné, M. Moreau de Jonnès, s'est livré à de longues recherches sur ce sujet ; il estime approximativement que la consommation des 58 millions d'habitants que forme ensemble la population de la France et des Iles-Britanniques, vaut annuellement[1] 17 milliards et demi, ou trois cents francs par habitant. 300 francs ! c'est bien peu assurément !... Quel est celui de nos lecteurs qui, jouissant d'un peu d'aisance, ne se dit point à part soi combien est grande et belle son étoile, qui l'a fait naître de parents assez riches pour pouvoir consacrer en quelques jours 300 fr. à quelques unes de ses utilités les plus insignifiantes, alors que tant de jeunes gens, ses pareils, n'ont même pas à disposer de cette somme pour leurs nécessités de toute l'année !

Or, toujours par terme moyen, c'est-à-dire si le revenu total du pays était également partagé entre ses 25 millions d'habitants, sans distinction d'âge ni de sexe, chacun d'eux ferait une dépense de 260 francs pour la consommation des neuf articles suivants : céréales, viande, bière, esprit alcoolique, vin, tabac, sucre, thé, café.

La consommation totale qui se fait chaque année dans le pays pour ces neuf articles, suppose que, en moyenne, chaque individu consomme :

En Viande	162 liv. pesant.	En Thé	1/3 de livre.
Bière.	5 hectolitres.	Tabac. . .	1 livre.
Eau-de-vie et rhum	5 litres.	Sucre . . .	16 livres.
Vin	1 litre.	Café. . . .	1 livre.

Chaque individu est censé consommer en outre, par terme moyen :

D'Étoffes de coton, pour.	16 fr.	66 c.
— de lainages, pour . . .	16	25
— de toiles, pour	9	»
— de soieries, pour. . . .	7	»
De fers, pour.	12	50

Certes, toutes ces quantités sont insuffisantes *absolument :* que de privations n'y a-t-il point alors pour la masse, dans la réalité, à en juger par ce que nous savons de l'inégalité de la distribution des revenus !...

14 millions d'habitants, dans les Iles-Britanniques, se nourrissent de *froment :* c'est pour chacun, 2 hectolitres 81 litres, ou 520 livres de pain par an et par personne.

750,000 habitants environ vivent de *seigle*, à raison de 3 hectolitres 1/2.

2,250,000 tirent de l'*orge* le fond de leur subsistance, à raison également de 3 hectolitres 1/2.

6 à 7 millions vivent en majeure partie d'*avoine*, à raison de 4 litres chacun.

Enfin les pois et les fèves complètent la subsistance des classes d'habitants ci-dessus énoncées, et sont en telle quantité, qu'ils suffiraient pour en nourrir 750,000 à l'exclusion de toute céréale.

Est-ce de quoi satisfaire ses besoins, non pas ses besoins de *luxe*, comme on dit bien improprement, ses besoins d'intelligence ou de cœur; mais seulement ses nécessités premières, l'alimentation que l'hygiène exige pour vivre et pour se maintenir viable ?

Comment donc se croire *libre*, même alors que chaque Anglais disposerait des 300 francs d'utilités, que, par l'abus des chiffres *moyens*, on lui donne si mensongèrement ?

Si donc l'Angleterre est la reine des nations, il faut convenir que ce n'est que la reine de nations pauvres. Et si, dans l'hypothèse que la répartition y fût équitable jusqu'à la perfection, ses enfants pourraient se dire en masse le peuple *relativement* le plus libre de la terre; *absolument*, ils n'en seraient réellement que le moins esclave. En attendant, le joug de la misère qui pèse sur plus d'un *tiers* de ses popula-

tions la ravale au rang des contrées les plus pauvres et les plus asservies politiquement.

Nous le répétons : devant les exigences d'une liberté quelque peu positive, l'Angleterre a un *matériel* national et un revenu total insuffisants; à plus forte raison en est-il ainsi de toutes les autres nations européennes et du reste du monde. Presque partout, même un *égal partage* du revenu annuel ne donnerait à chacun que des bribes, une part exiguë, insaisissable. Sauf quelques rares exceptions, nulle part l'aisance des familles ne répond à leurs plus indispensables nécessités sociales, même chez ceux qu'on nomme *riches* : mais partout les pauvres sont *infiniment* trop pauvres, et partout ils composent avec la classe sous-moyenne (qui a, seule, les avant-goûts de la propriété et de l'aisance) une fraction importante de la population (1).

On peut juger maintenant, d'après le tableau suivant, des ressources totales des nations européennes, par le chiffre du produit brut territorial et industriel, et celui du produit net territorial, et par la part de production et de revenu de chacun des habitants, en moyenne. On verra également le degré de fécondité de chaque hectare dans chacune de ces nations ; ce qui permettra d'en tirer encore quelques inductions propres à donner une idée du bien-être *relatif* des peuples.

PRODUIT BRUT TERRITORIAL.

		fr.	prod. par hab.	fr. par hect.
France	1825 —	6,315,000,000	200	122
Royaume-Uni	1836 —	5,725,000,000	238	184
Autriche	1824 —	4,108,000,000	130	48
Angleterre	1836 —	3,411,650,000	245	227
Espagne	1833 —	1,847,000,000	126	50
Irlande	1836 —	1,733,450,000	223	207
Prusse	1818 —	1,200,000,000	96	40
Pays-Bas	1830 —	1,178,000,000	200	190
Hollande	1802 —	585,000,000	280	171
Écosse	1836 —	580,620,000	246	76
Pologne	1827 —	560,000,000	151	45
Wurtemberg	1820 —	235,690,000	161	120
Danemark	1827 —	173,680,000	150	125

(1) Voir la Note 2 à la fin du volume.

PRODUIT NET TERRITORIAL.

			fr.	rev. par hab.	fr. par hect.
Royaume-Uni	1836	—	1,625,000,000	68	51
France	1825	—	1,578,890,000	50	30
Angleterre	1836	—	1,025,000,000	78	63
Autriche	1824	—	913,000,000	29	11
Espagne	1833	—	681,690,000	46	18
Prusse	1818	—	548,758,000	44	18
Irlande	1836	—	430,000,000	55	54
Pays-Bas	1830	—	400,000,000	67	65
Hollande	1803	—	195,000,000	93	54
Écosse	1836	—	170,000,000	72	22
Pologne	1824	—	140,600,000	38	11
Bade	1825	—	45,708,000	45	30
Wurtemberg	1819	—	50,505,000	35	26

PRODUIT BRUT INDUSTRIEL.

Iles Britanniques	1836	—	3,725,000,000 fr.
France	1825	—	2,200,000,000
Autriche	1825	—	950,000,000
Prusse	1820	—	942,413,000
Pays-Bas	1830	—	675,000,000
Espagne	1833	—	403,000,000
Bohême	1801	—	275,000,000

Et qu'on ne dise point qu'à la différence d'il y a cinquante ans, il ne reste plus rien à faire, rien à détruire, à changer ou à perfectionner; que le sol manque; que la bonne volonté de l'homme est bornée forcément par les progrès accomplis; ce serait vouloir prétendre que nous avons atteint les *colonnes d'Hercule* de la civilisation; que l'humanité est arrivée aux limites de la perfection sociale, et par conséquent à l'immobilité ou à la mort. Sans doute, ce n'est plus le même genre d'améliorations; ce ne sont plus des partages de terres de mains-mortes, ni des renoncements analogues à ceux des dîmes, des corvées et autres iniquités féodales; mais pour être autres et d'un ordre différent, les changements et les perfectionnements à opérer n'en sont pas moins décisifs pour la prospérité et la liberté des peuples en Europe : il s'agit de commander décidément à la terre de donner d'abondantes moissons, d'inépuisables matières premières à l'industrie. Or, voici un

tableau qui montre que l'homme manque bien plus à la terre que la terre à l'homme.

TABLEAU DES TERRAINS INCULTES ET STÉRILES

DANS LES PRINCIPAUX PAYS DE L'EUROPE.

France.	1/6e en terres incultes et stériles.
Iles Britanniques	1/4.
Italie.	moitié.
Prusse.	1/6e.
Pays-Bas.	(Voyez Hollande.)
Autriche proprement dite. . . .	»
Bavière	»
Wurtemberg	Terres incultes et stériles.
Allemagne proprement dite. .	1/5e.
Naples et Sicile	»
Empire d'Autriche.	Près d'*un tiers*.
Russie d'Europe.	2/5e
Hongrie	»
Suède et Norwége.	Près de moitié.
Belgique.	1/10e
Suisse.	moitié.
Portugal.	»
Espagne.	Plus de moitié.
Hollande	Moitié.
Bade (duché de).	1/7e.
Bohême.	1/9e

Et non seulement toutes les contrées d'Europe renferment d'immenses terrains vierges que l'agriculture doit s'empresser de transformer en sources nouvelles de richesses; mais les terrains en culture peuvent recevoir une fécondité double et triple, de l'application judicieuse des procédés agronomiques modernes et de capitaux suffisants (1).

Pour la France, en particulier, les améliorations de ce genre seraient de mémorables entreprises, dont rien n'approche en importance économique et politique. « Des centaines de millions peuvent être dépensées sur notre territoire (écrit M. Gasparin, l'un des plus éclairés et des plus expé-

(1) Voir la Note 3 à la fin du volume.

rimentés agronomes de l'Europe) en amélioration du capital foncier, et l'être avec un tel avantage, que nul emploi d'argent ne peut en offrir de pareil. Il s'agit quelquefois d'une véritable bagatelle pour amener un terrain d'un état négatif à une grande valeur. Presque point de domaine qui ne pût devenir le théâtre d'une opération brillante. Cherchez ce trésor, oh ! mes compatriotes, vous le découvrirez chez vous ; la mine y existe presque à coup sûr... *D'autres centaines de millions* pourront plus tard améliorer vos travaux annuels. *Avec des hommes capables de m'entendre,* la *France peut* TRIPLER *ses productions et ses revenus.* »

En attendant, non seulement il y a inégalité disproportionnée dans le partage des bénéfices sociaux entre les membres de chaque nation, mais il y a insuffisance de richesses, *absolument.*

Or, s'il n'y a point assez de toutes ces utilités, peut-il y avoir assez de liberté pour tous, même dans l'hypothèse d'un égal et universel partage des richesses produites ?

Et comment créer le supplément des richesses reconnu nécessaire, sans recourir aux améliorations matérielles ?

La richesse manque de toutes parts ! et cependant les populations ouvrières travaillent trop d'heures par jour, ou font des séances trop longues ; elles travaillent avec trop d'irrégularités, tantôt par accès fébriles, tantôt chômant, et cessant brusquement leurs exercices. Ce brisement continuel des habitudes est funeste au tempérament, au bonheur, et même à la conduite morale ; il met du relâchement dans les mœurs ; il porte aux débauches de la table et des plaisirs grossiers du cabaret. Le travail devient le but unique de la vie d'une multitude toujours affamée et toujours assouvie, au lieu d'être le moyen des poursuites plus nobles du cœur et de la pratique des devoirs sociaux. Ce n'est point l'exercice normal d'une faculté naturelle, c'est l'agitation convulsive d'une nature pervertie. Les peuples croient trouver la pierre philosophale dans leurs ateliers, comme l'alchimiste dans son creuset ; mais des deux parts, on se brûle le sang, l'on se martyrise vainement, et l'égoïsme met le comble aux écarts du siècle. Non seulement on fait fausse

route, mais le but est insensé; chacun borne à soi les nécessités de ce monde. Est-il garanti dans ses besoins, tout est en sécurité sur la terre, comme si autour d'eux il n'y avait nul emploi à leurs richesses, à leur superflu ! et ils s'absorbent, ou dans l'accumulation indéfinie des richesses, ou dans l'oisiveté et dans les joies de la *bonne chair;* ils délectent leur prétendue liberté, leur félicité, comme s'il n'y avait plus autour d'eux des affligés à consoler, des misères à soulager, des opprimés à délivrer, des méchants à punir, des atrocités à venger, des injustices à réparer !...

Aussi combien les générations se déssèchent et se fanent dès l'aube de la jeunesse ! combien elles pulluleut et mettent au monde de *vies mourantes* ! et combien la vie moyenne de ces populations diminue !

Peuples ! vous êtes des novices qui, sortis à peine de vos langes ou délivrés de vos lisières, craignez, comme l'enfant, de marcher seuls et droit, de franchir le seuil de votre pauvreté héréditaire, pour utiliser vos forces croissantes, et vous approprier les trésors de la nature à mesure qu'ils vous deviennent accessibles. — Vous vous croyez riches, parce que vous êtes moins dénués ou moins indigents; — libres, parce que vous êtes moins esclaves; — éclairés, parce que vous avez moins d'ignorance; — vertueux, parce que vous êtes moins vicieux; — forts et puissants, parce que vous avez moins de débilité. — Et la terre vous paraît belle parce qu'elle n'est plus, dans quelques petits coins de son étendue, couverte de serpents, de loups et de tigres. Elle vous paraît féconde, parce que quelques champs, péniblement arrosés de votre sueur d'homme, rendent plus que des ronces et des épines, quelques épis pour un que vous y avez semé.

Cependant, ne l'oublions pas, tout est relatif dans les appréciations humaines. L'Angleterre pourrait être plus libre ; mais aussi elle pourrait l'être moins, ou plutôt elle pourrait avoir moins d'éléments de liberté.

Pour ne pas nous égarer, pour bien comprendre ce que signifie une amélioration matérielle pour le bonheur et la liberté; pour espérer enfin, et voir le chemin à suivre, nous devons comparer ce pays à lui-même dans son lointain passé.

Or, entre l'Angleterre du XVe siècle et l'Angleterre du XIXe il y a l'infini : et cependant elle est bien petite encore au XIXe, bien pauvre! nous venons de le prouver; pourtant aussi, dans cet intervalle, que de travaux matériels accomplis! quelle action assidue sur ce sol ingrat et étroit! que d'inventions, de procédés essayés ou appliqués!

Voici quelques données statistiques qui fixeront singulièrement les idées.

Sous Henri VII, vers 1485, tous les environs de Londres étaient en bruyères ou couverts de bois; jusque là les voyageurs étaient exposés aux attaques des voleurs et des loups.

En 1650, on estimait que le cinquième des terres était entièrement stérile. En 1690, les bruyères, les landes et les terrains abandonnés s'étendaient sur plus du *quart* du pays. — Aujourd'hui, la culture *a décuplé* ses produits par l'extension de ses domaines et par des récoltes améliorées.

Le produit territorial et industriel du Royaume-Uni était en 1785 de 2,458,000,000 de francs; population, 11,500,000; contingent par habitant, 215 fr. Il était en 1836 de 9,450,000,000 de francs; population, 25 millions; contingent par habitant, 400 f.

Au demeurant, les cultures en Angleterre et en pays de Galles n'ont presque point gagné en étendue depuis 1688. Toute leur supériorité actuelle résulte des meilleurs procédés agronomiques qui obtiennent de la même surface des moissons prodigieusement augmentées.

Sous Henri VIII, il n'y avait encore en Angleterre ni carottes, ni salades, ni navets, ni choux. Dans le XVIIe siècle, la presque totalité des oignons et des pommes consommés dans le pays venait de la Flandre ou de la France.

47 *espèces exotiques* (les premières cultivées en Angleterre, et parmi lesquelles sont l'oranger, l'abricotier et le grenadier) furent introduites avant ou durant le règne de Henri VIII,

555 pendant celui de la reine Elisabeth,

578 sous les deux Charles et Cromwell,

44 sous Jacques II,

298 sous Guillaume et Marie,

230 sous la reine Anne,

182 sous George Ier,

1,770 sous George II,

6,756 sous George III. C'est presque la moitié de toutes les plantes exotiques cultivées dans les jardins de la Grande-Bretagne.

En 1770, l'Angleterre et Galles avaient 29,408,000 animaux pâturants (bœufs, vaches, veaux, moutons et agneaux).

En 1831, l'Angleterre, l'Irlande et l'Ecosse en ont (compris les chevaux) 82,771,000.

	Poids en 1683.	En 1710.	En 1804.		
Bœufs. .	260	370	800	540	différ. extrême ou le triple.
Veaux. .	40	50	140	100	2 fois 1/2.
Moutons.	28	28	80	112	4 1/2
Agneaux.	15	18	50	35	plus du double.
Porcs. .	46	60	80	34	presque moitié.

			Par moyenne.
En 1688 chaque habitant consommait en viande			74 livres.
En 1710	—	—	89 —
En 1801	—	—	160 —
En 1831 chaque habitant en consomme.			162 —

Sous les rois normands et sous les Tudors, le peu de luxe qu'il y avait en Angleterre était seulement à l'usage de la noblesse et du clergé. Excepté dans quelques cités, les maisons taient des huttes de boue ou d'argile, couvertes en paille, sans vitres ni cheminées; point de lits ni de meubles; les paysans couchaient sur de la paille, avec une bûche pour oreiller: le bétail vivait pêle-mêle avec les hommes.

Au XIVe siècle, on faisait communément le pain sans blé, avec des pois et des fèves seulement.

Sous Henri VIII, les maisons des villes manquaient encore de cheminées; les fenêtres étaient garnies de petits carreaux de corne ou de treillis de bois: le plancher était jonché de roseaux. Dans les châteaux, on se servait d'étain pour vaisselle; chez les Bourgeois, on faisait usage de plats de bois; et pour éclairage des appartements, on avait des éclis de bois résineux,

En 1577, il y avait des cheminées dans chaque maison, tandis qu'auparavant on en comptait, au dire des vieillards, deux tout au plus dans chaque ville... Enfin, une ferme louée jadis 100 fr. en valait alors 1,125, et cependant les fermiers vivaient mieux et avaient plus de profit que lorsque la terre était si peu évaluée.

Tableau des principales inventions industrielles successivement faites ou introduites en Angleterre depuis 600 ans.

En 1180. Les vitres commencent à être employées dans les maisons particulières.
1200. Les cheminées ne sont pas encore en usage.
1233. Les maisons de Londres sont encore couvertes de chaume.
1253. On commence à faire de la toile en Angleterre.
1287. On établit à Westminster la première horloge publique.
1307. La houille est employée comme combustible.
1308. Deux tisserands flamands s'établissent à York.
1390. On fabrique pour la première fois du drap grossier à Kendal.
1457. Première manufacture de verre en Angleterre.
1543. Usage des épingles introduit; jusqu'alors les femmes se servaient de brochettes.
Id. Pour la première fois on emploie, à faire des canons et des mortiers, le fer *coulé*.
1563. On fabrique des couteaux.
1564. Premier carrosse construit.
1588. Premier journal publié (à Londres).
1600. Première manufacture de soierie.
1676. Introduction de l'art d'imprimer les tissus de coton.
1705. Newcomen établit en grand la machine à vapeur dite atmosphérique.
1719. Machine à filer la soie, contenant 26,586 roues et faisant en 24 heures 318,000 mètres de fil.
1738. Première mécanique à filer le coton (mais sans suite de l'essai).
1769. Premières machines à vapeur à double effet (de Watt et Boulton).

1770. Arkwright établit définitivement les machines à filer le coton.

1771. Machine avec laquelle un seul ouvrier pouvait filer 16 fils. Les machines sont brisées et l'inventeur Hergreaves mis en fuite par les ouvriers.

1785. Application de la vapeur à la mécanique des filatures par Watt et Boulton.

1791 à 1801. Divers essais pour naviguer à la vapeur.

1801. Premières machines à vapeur à haute pression et locomotives.

Id. Métier à vapeur de Cartwright.

1804. Premières machines à vapeur à haute pression de Wolf.

1812. Premier bateau à vapeur dans les eaux des Iles Britanniques.

Depuis un quart de siècle les machines se sont multipliées ainsi qu'il suit :

Il y avait en 1820 24,000 métiers à la main ; le nombre en était le même en 1850; mais en 1820 on ne comptait que 14,000 métiers à vapeur, tandis qu'il y en avait 55,000 en 1830, ou quatre fois autant. Il était reconnu que l'ouvrage qu'ils faisaient égalait celui de 165,000 métiers à la main, ou que les métiers à vapeur faisaient *trois fois* autant de besogne que ceux dont on se servait exclusivement autrefois.

Or, après tant d'œuvres et d'efforts, il s'est trouvé que la dépense annuelle d'un Anglais (et d'un Français), qui n'était que de 111 fr. en 1788, est aujourd'hui estimée à 300 fr. par terme moyen.

D'où il suit que, en un demi-siècle, grâce surtout à ces influences toutes matérielles, l'aisance absolue (qui pour nous est approchant synonyme de liberté) a *triplé* pour les deux peuples dont la civilisation est la plus renommée, la plus enviée, la plus imitée.

Mais combien serait différent le tableau comparé que nous tracerions de l'Espagne d'autrefois et de l'Espagne qui a cessé d'améliorer !... Nous la verrions décliner, dans ces derniers siècles, précisément à mesure qu'elle réalise la contre-partie

des moyens qui ont élevé l'Angleterre au degré de richesse et de puissance où elle est arrivée.

Qu'il nous suffise de dire ici que l'inertie pour l'agriculture est telle dans ce pays, que les propriétés ne sont point closes et que les terres cultivées se confondent, pendant une partie de l'année, avec les bruyères et les terres délaissées; et que des troupeaux de moutons voyageurs ou *transmigrants* parcourent le domaine agricole aussitôt la récolte terminée. « Les terres incultes de l'Espagne, dit une statistique toute récente, sont des déserts grands comme la moitié de la France; cependant elles sont situées sous le climat le plus beau, le plus favorable à l'espèce humaine et à la culture des plantes qui fournissent les moissons les plus abondantes et les produits les plus riches. Ces terres couvertes de broussailles ou d'herbes desséchées *étaient, sous la domination des Maures, d'une prodigieuse fertilité.*»

C'est donc parce que l'on n'*améliore* plus depuis des siècles, que les aqueducs construits par les Romains, que les revêtements des réservoirs d'eau des montagnes, et les canaux d'irrigations construits par les Maures, sont aujourd'hui dans un état de délabrement complet.

Et cependant, le rétablissement de ces grandes œuvres est la condition préalable de la fertilité du sol et du retour de la population dans une multitude de lieux aujourd'hui dépeuplés. L'irrigation et le travail peuvent, aujourd'hui comme alors, les faire ressembler aux campagnes florissantes de la Lombardie; et quelques progrès heureux, faits dans ces derniers temps par l'agriculture espagnole, témoignent de sa nouvelle prospérité dès que la régénération des volontés et des habitudes laborieuses sera effectuée.

Ce serait bien d'autres ruines, si nous racontions ce que les historiens rapportent de la brillante époque mauresque, et si nous mettions ce passé en regard de l'Espagne du XIX[e] siècle!

Mais ce qui prouve suffisamment combien l'incurie et la mauvaise administration des intérêts matériels des peuples d'Espagne a été funeste à leur liberté et même à leur existence, c'est qu'en 1778 on comptait dans les *recensements officiels*

1511 villes ou villages ABANDONNÉS; et l'on pense que cette évaluation ne les comprenait pas tous et que durant les 30 dernières années qui viennent de s'écouler, les malheurs publics en ont encore augmenté le nombre (1).

Si donc les améliorations matérielles importent tant à la liberté, et s'il y a insuffisance excessive de richesses et même d'utilités premières par toute la terre, on ne saurait s'étonner qu'en tout temps les peuples en ambitionnent davantage et qu'ils y mettent une forte part de leurs sollicitudes terrestres.

Il nous reste à voir quelles sont, en particulier, les exigences des nations modernes européennes et les devoirs ou l'intérêt bien entendu de la politique à cet égard; mais avant d'aborder cette seconde partie de notre sujet, il est utile de récapituler les divers rapports que nous avons reconnu exister entre les améliorations matérielles et la liberté.

En résumé, les améliorations matérielles successives, considérées en général, abstraction faite de la question de distribution plus ou moins équitable des richesses, sont la condition préalable, et tout à la fois la preuve, la manifestation et le résultat de la liberté.

Elles en sont la *condition préalable*, car, sans les améliorations matérielles primitives que toute société accomplit dès son berceau, point de besoins satisfaits, point de puissance, de lumières, de santé, d'énergie, pas même d'existence.

Elles en sont la *preuve*; car à quoi reconnaîtrait-on la li-

(1) Nous pourrions tracer un tableau non moins sombre, non moins significatif de l'agriculture et des villages des États du Pape et du Roi de Naples. Même stérilité, même abandon, même incurie, même esclavage et même superstition. Mais aussi (ce qui console), même mécontentement dans une forte portion des Romagnoles et des Napolitains. L'on peut affirmer que les barbares de la décadence romaine ne laissèrent pas plus de vestiges de ruine, plus de désordre, plus de découragement et de misère sur cette belle terre d'Italie que n'y en ont mis les papes, les cardinaux et le clergé catholique depuis trois siècles. Mieux vaut la visite d'un Attila que l'occupation pacifique de pareils pasteurs!!

berté, si ce n'est au plus grand développement de nos facultés, à la satisfaction toujours croissante de nos besoins; et n'avons-nous pas prouvé que l'homme trouvait le milieu le plus favorable à son développement et à ses satisfactions diverses, dans la vie productive, dans l'exploitation de sa grande demeure : le globe!

Elles en sont la *manifestation* normale ou sociale; car comment produire, manifester autrement notre activité, si ce n'est par la guerre? Sur quels autres objets l'exercer, si ce n'est sur nos semblables en les exploitant, ou en repoussant leurs prétentions à nous exploiter?

Enfin elles en sont le *résultat;* car comment songer à réaliser des améliorations matérielles tant soit peu efficaces et larges, sans une certaine liberté déjà acquise, comme celle de se livrer selon son bon plaisir à tel travail, à telle entreprise; sans avoir pu acquérir quelque science, quelque pratique; sans savoir quel moyen va répondre au but? Or, tout cela suppose le respect public de la propriété, la faculté pour certaines classes de la nation de s'éclairer, de posséder, accumuler, vendre et acheter, épargner et *s'enrichir.*

XI.

SOLIDARITÉ DES LIBERTÉS HUMAINES.

Jusqu'ici nous n'avons envisagé notre sujet que d'une manière générale et abstraite, sans grande acception de temps et de peuples. Désormais, dans ce qui nous reste à dire, nous entrons dans la réalité contemporaine.

Cependant avant d'aborder les délicates questions, dont le dévouement et sans doute les sacrifices de nos générations doivent singulièrement faciliter la solution, il importe que nous achevions de convaincre nos lecteurs de l'intime et inévitable solidarité qui enchaîne les destinées communes : celles des intérêts et celles des personnes ; et par conséquent de la nécessité, pour tous, de s'entr'aider et s'entr'aimer fortement pendant les longues crises de la transformation que subit, à cette heure et dans ce siècle, non seulement notre nation, mais l'Europe et le monde entier.

L'homme est tout aussi naturellement conduit à l'état de société, que le poisson est conduit à nager, et l'oiseau à voler.

La société est nécessaire : elle a commencé avec l'humanité et ne finira qu'avec elle.

Donc elle n'est point le résultat contingent et passager d'une convention. Elle est, dans son existence, supérieure à la volonté de l'homme. C'est un fait de Dieu, et par conséquent fatal, ou plutôt providentiel.

En spéculant sur l'homme, il ne faut jamais l'abstraire jusqu'au point d'en faire un être indépendant du monde extérieur. En quelque état de repos et d'indépendance des forces

extérieures qu'on puisse le concevoir, il est toujours modifié ou modifiant. S'il n'est point rapproché de ses semblables ou du monde par le corps et les sens, il l'est par sa pensée, par ses affections, par ses souvenirs, par ses espérances.

C'est ainsi que l'homme est en continuelle identification avec ses semblables et avec le monde physique.

Il faut donc considérer chaque acte de l'individu humain, comme ayant un retentissement universel dans l'ordre naturel et dans l'ordre humanitaire.

Si nous avions la toute-science et l'œil de Dieu, nous verrions qu'un fait, en apparence insignifiant, qui se passe actuellement dans quelque coin obscur de la France, aura son effet jusqu'en Chine. Nul doute même que de proche en proche cet effet ne gagne jusqu'aux indéfinis confins de l'univers.

Si cette solidarité intime est réelle entre le monde et l'homme, entre l'homme et ses semblables, l'unité de l'univers n'est pas douteuse. — Si l'évidence d'un dessein manifesté dans l'ordre de l'univers ne peut être contestée, chaque homme, et tous les hommes entre eux, sont *fonction* de l'univers, sont partie intégrante des forces générales sur lesquelles le créateur exerce ce dessein.

Quoi qu'il en soit, l'homme est fini, c'est-à-dire *incomplet* : il ne se suffit point à lui-même. Sans cesse passif à l'égard de tout ce qui l'entoure, il ne peut trouver en lui toutes les conditions de son bonheur ou de sa durée. Voilà pourquoi il a si grand intérêt à s'harmoniser avec ses semblables et avec les lois de la nature; voilà pourquoi il est si intéressé à la destinée de ceux qui l'entourent et même de l'humanité; et pourquoi l'égoïsme, c'est-à-dire l'attention tout entière concentrée sur soi-même et l'oubli des autres, est le plus stupide calcul que l'homme puisse faire; car, dans sa courte vie, il existe encore assez pour souffrir des douleurs qu'il laisse se produire ou subsister avec indifférence; et si ce n'est pas lui, du moins c'est sa postérité, ce sont ses enfants. Ainsi un sauvage, même le plus heureusement doué, même le plus fort, le plus puissant et le plus adroit, a beau faire : jamais, fût-il obéi et servi par toute sa peuplade avec

dévouement, avec abnégation entière, jamais il n'aura autant de liberté et de bonheur véritable que le plus faible et le plus malheureux des membres d'une société civilisée d'Europe. Il est solidaire des insuffisances générales de la sauvagerie ; il est puni de l'abaissement de ses semblables ; et s'il est le plus grand, s'il est le plus libre, il ne l'est que parmi une multitude infiniment petite, infiniment esclave.

Il règne aujourd'hui, en France et partout, une opinion qui perdrait infailliblement les sociétés, si elle devait prévaloir durablement : chacun s'imagine qu'il est sur la terre et dans la société pour jouir individuellement, sans acception et sans besoin de ses frères; qu'il est un individu complet et se suffisant à lui-même. Chacun enfin se croit indépendant, insolidaire, prenant la vie sociale comme un bénéfice expressément inféodé à sa personne isolée et confinée strictement dans sa *chose*. Rien ne prouve mieux jusqu'à quel point nous sommes tombés bas en tout ce qui regarde les conditions fondamentales de l'association humaine.

Par cela même que l'état de société est un fait primordial de l'ordre instinctif, de l'ordre naturel quasi-fatal, nous avons dans ce fait universel une preuve que socialement notre moi individuel est incomplet, dépendant, qu'il ne peut trouver toutes ses conditions d'existence, de puissance, de développement et de bonheur que dans le grand moi collectif de l'humanité, et que par conséquent l'*intérêt* véritable de l'individu est d'identifier de plus en plus son moi un et fractionné, avec le moi multiple et total qui l'entoure.

L'individu est un être incomplet, cela est indéniable ; mais dire que chacun de nous est incomplet, c'est dire qu'il lui manque quelque chose. Et que lui manque-t-il ? précisément toute cette portion d'humanité qui est hors de lui, l'amour de tous ses semblables; mais s'il en est ainsi pour chacun de nous, si c'est notre besoin réel, n'est-il pas évident que notre *intérêt bien et duement entendu,* à chacun, serait alors de nous fondre les uns les autres comme des frères, c'est-à-dire de nous compléter de tout ce qui nous manque pour être vraiment des êtres forts et heureux.

On peut donc affirmer avec sérieux que socialement *l'in-*

dividu n'existe pas, du moins l'individu en tant qu'indépendant.

Pour preuve, isolez-vous complétement de la société, reléguez-vous dans une île déserte, et vous perdez l'une après l'autre toutes vos libertés : vous vous anéantissez.

C'est donc une grossière idée qui nous fait idolâtrer l'*individualisme* en ce siècle. Réellement, il n'est pas exact de dire qu'un individu vit, qu'un membre de la société vit, car il ne vit que du reflet d'existence qui lui est communiqué par la société ; c'est le corps entier ; c'est l'*individu collectif*, l'humanité, qui vit et qui mérite seule le nom d'*être*. Détachés, isolés d'elle, nous sommes ce qu'est un membre détaché du corps ; ce qu'est l'enfant naissant détaché de sa mère : nous mourons.

La liberté individuelle est donc une *abstraction*, une impossibilité, si l'être individu et indépendant en est une lui-même. Il y a une liberté collective et rien de plus. Les petites et chétives libertés individuelles qui se pavanent dans les salons et les équipages ne méritent pas ce nom : ce sont de faux semblants, des parodies de cette liberté plus haute qui échéerait à tous, si tous étaient justes, et dont personne ne peut jouir complétement qu'autant qu'elle soit le partage de tous.

Si tout ce que nous venons de dire de la solidarité des hommes a quelque fondement, la théorie de l'intérêt bien entendu est à refaire. L'*intérêt*, l'*intérêt!!* ce grand soleil du vulgaire!!! Mais s'il était vrai que l'intérêt bien entendu ne tînt pas un autre langage que la morale religieuse la plus élevée! Or, nous ne craignons pas d'affirmer qu'il en est ainsi. Qu'on ne s'en étonne pas; car il y a l'intérêt spirituel et religieux, l'intérêt d'en haut, tout aussi bien que l'intérêt matériel et des sens; il y a l'intérêt de l'amour et de l'amitié, tout aussi bien que l'intérêt du boire et du manger.

Tout le monde est intéressé à ce que *tout le monde* se dévoue, fasse même à la chose générale le sacrifice par excellence, celui de sa propre vie. Il n'y a que l'individu à qui ce sacrifice est proposé qui doute et balance; ce qui revient à

dire que le précepte est admis par tout le monde, moins celui de qui on en réclame l'application.

Il n'existe pas à nos yeux de meilleure preuve que c'est bien là l'*intérêt*, tout comme c'est la vérité et le devoir; car ce n'est point pour établir en nous un dualisme nécessaire, qu'il est écrit dans notre conscience en venant en ce monde « *fais pour autrui ce que tu voudrais qu'autrui fît pour toi.* » Il ne faut pas jouer sur les mots : or notre intérêt bien entendu est d'accomplir le devoir, d'obéir à la vérité, à la *raison*, qui nous conduit aussi irrésistiblement à la croyance aux choses et aux destinées *invisibles*, qu'à la foi dans les choses visibles et dans les intérêts terrestres.

Un célèbre jurisconsulte anglais, Bentham, a voulu systématiser l'intérêt bien entendu; mais il a commis une étrange méprise en faisant chaque individu juge de l'*utilité* de ses actes, à chaque moment et dans chaque circonstance de sa vie. Bentham n'a point compris que l'objet de tout savant qui comme lui recherche la vérité sociale et veut promulguer une doctrine morale, doit être surtout de trouver une formule UNE, universellement et toujours applicable dès l'instant; claire, accessible à tous, uniforme et commune pour tous sans acception de tempérament, d'âge ou de sexe; enfin si promptement et si nécessairement inspiratrice qu'elle suffise à tous les cas et dans tous les accidents de la vie; Bentham aurait dû s'apercevoir en outre que les formules sont en tout destinées à rapprocher les distances, à égaliser les intelligences en fait d'aperceptions morales, par leur simplicité et leur brièveté.

Mais il cherchait du neuf : or il ne pouvait répéter l'Évangile; et pourtant la formule est là écrite de main de maître. Le système de l'*utile* ou de l'intérêt largement, c'est-à-dire religieusement et socialement entendu, s'y trouve sans lacune.

On pourrait se proposer avec succès de prouver que même le sacrifice de la vie doit être accepté en expectative, au nom de son propre intérêt, par tout homme qui vit en société. Il suffirait de ne pas faire consister l'utilité en quelque chose de purement matériel, industriel et mondain; mais en cette utilité complète qui nous fait envisager les grandeurs de l'im-

mortalité et les rapports spirituels de l'homme avec Dieu, tout aussi bien que les plaisirs palpables de cette vie.

Tel ou tel individu aujourd'hui existant : un capitaliste, un marchand, un ouvrier, une génération même peut fort bien ne pas comprendre ces intérêts-là, ne les pas sentir, et se refuser à la moindre solidarité; mais cela n'infirme en rien la nature des choses : pour ce qu'un individu ne reconnaît pas qu'il est dans son intérêt d'accomplir tel ou tel acte expansif, cela n'empêche nullement qu'aux yeux de la raison éclairée ce puisse fort bien être ainsi. Tous les jours cela se vérifie. Combien ne voyons-nous pas, autour de nous, de gens qui *entendent* mal leur intérêt! Ce dont il s'agit, c'est de savoir si réellement notre intérêt bien entendu est de nous identifier avec nos frères; nullement de savoir si tel individu se rendra à la vérité, ni même s'il l'apercevra.

Seulement une aussi importante vérité étant reconnue par la science sociale, il restera à la propager, à l'inculquer à tous, aux plus rétifs surtout; et l'*éducation de la solidarité* devra constituer le premier chapitre du livre des peuples.

Beaucoup de gens trouvent leur intérêt bien entendu à faire œuvre d'égoïsme, et ils se réjouissent de l'entendre ainsi; qu'importe ! si l'on peut leur répondre en vérité que cet intérêt bien entendu est mal entendu; si l'on peut prouver aux spectateurs désintéressés qu'il y a un bonheur plus grand devant eux; qu'ils le perdent en fermant leur âme à des sentiments plus humains, et leur entendement à des révélations plus larges. L'essentiel est que cet intérêt bien entendu, et le bonheur plus grand qu'il procure, soient vrais. Un jour les fraîches générations, elles qui cherchent le bonheur sans préjugés préconçus, le prendront où leur éducation matinale le leur signalera et elles élargiront leur théorie de l'intérêt et de l'utile.

Maintenant appliquons, vérifions, et concluons.

Les masses en Europe sont libres en droit, elles sont salariées, nul ne songe en faire de nouveau sa propriété, sa chose, les ramener à l'esclavage de la glèbe ou de la manufacture; mais elles ne sont pas libres en fait, car elles n'améliorent que bien difficilement et imperceptiblement leur sort,

Cependant il faut opter : ou les asservir de nouveau comme des ilotes et comme des serfs du moyen-âge ; ou en faire des citoyens ; ou courir la chance que la misère et l'abandon n'en fassent des vagabonds, puis des brigands. Les prolétaires travaillent quand ils veulent, où ils veulent, pour qui ils veulent : sans doute, c'est aux risques et périls de leurs moyens d'existence ; de la prison s'ils commettent des vols pour vivre ; de l'échafaud, s'ils commettent des meurtres ; mais n'est-ce pas également aux risques et périls des propriétaires et des capitalistes qu'ils volent et de ceux qu'ils assassinent ou maltraitent, et de l'ordre, de l'avancement social qu'ils peuvent remettre en question ?

Voilà un premier exemple de la solidarité sérieuse qui rattache l'*intérêt bien entendu* des classes dites supérieures, à l'intérêt des classes nombreuses.

Et ne sommes-nous pas, dans notre luxe et notre superflu, pauvres de la pauvreté de cette foule qui vient contraster, par l'étalage incommode et fâcheux de ses haillons immondes, avec les ornements extérieurs de nos cités ? Nous voulons des rues propres et saines ; nous les faisons nettoyer à grands frais, mais par qui ? par des malheureux dont la malpropreté et la dégradation sont mille fois plus incommodes, plus dangereuses et plus contagieuses que le mauvais état des pavés et des ruisseaux. Par égoïsme bien entendu, sinon par amour du prochain ainsi avili, faisons donc disparaître les haillons, ces égouts et ces immondices de l'humanité, tout comme nous faisons disparaître la boue de nos ruisseaux, les immondices de nos rues.

Autre exemple :

Les circonstances les plus répétées de la vie domestique nous offrent également la preuve palpable de cette solidarité des riches et des pauvres ; la malpropreté est compagne de la misère et de l'ignorance ; une culture peu soignée, le manque total de loisirs, etc., la rend même héréditaire dans les rangs moyens des populations européennes. Qu'arrive-t-il de là pour les classes riches ? que tous ceux qui les servent directement ou indirectement dans leurs besoins de bouche et de corps, les font solidaires de leur grossièreté de goût, et que le pain,

entre autres objets dont l'extrême pureté est requise, la pâtisserie, les fruits, en général les *comestibles*, passent par des mains sales, s'enveloppent et se saturent dans la guenille du pauvre, touchent des étoffes dégoûtantes, et n'arrivent à la table du plus grand seigneur que surchargés des traces d'une malpropreté insigne. A Paris, la ville des soins délicats et du bon goût, le personnel chargé de distribuer le pain à domicile se distingue par une mise de haillons repoussante : ils déposent, sans façon aucune, leurs longues flûtes de quatre livres au coin d'une porte cochère ou des bornes, comme on ferait d'un fagot. Les portières, les cuisinières en agissent de même, et cependant la croûte du pain se présente *intacte* sur la table du plus raffiné sybarite. Nous pourrions ajouter à ce tableau celui de l'intérieur d'une cuisine; et de la vie animale passer à la vie intellectuelle et morale : nous verrions que l'intelligence du riche doit être tout aussi solidaire de l'ignorance des peuples, que son corps l'est de la misère générale.

La France trouve dans les approvisionnements de Paris un commerce intérieur toujours sûr, toujours actif et qui équivaut lui seul au commerce entier de deux ou trois royaumes. « Paris, dit un statisticien, représente aujourd'hui 15 villes de 60,000 âmes chacune : il demande à l'agriculture les récoltes de 400,000 arpents de terre, à l'industrie les produits de toutes les manufactures du royaume, et une somme d'environ *un milliard* sort tous les ans de son sein et va se répandre dans l'intérieur de ses départements. »

Veut-on une preuve plus sensible de l'importance des améliorations matérielles; de la nécessité d'avoir des compatriotes, des voisins riches, actifs, nombreux; et de la solidarité des localités dans une même nation? Si l'étendue et la richesse de Paris peuvent tout cela, qui oserait maintenir qu'il ne puisse exister plus d'un Paris en France; que du moins les villes de premier ordre qui viennent après la capitale, ne puissent s'en rapprocher avec le temps, tout comme Manchester, Liverpool, se rapprochent chaque jour de Londres; Saint-Étienne de Lyon, et Roubaix, Tourcoin, de Lille?

Et ceci nous fait toucher au doigt la solidarité naturelle des

intérêts dans un même pays. Chaque jour on voit des provinces jalouser d'autres provinces que le pouvoir dote d'un canal, d'une route, de quelques grands travaux d'intérêt local. Ainsi le Midi jalouse le Nord, l'Est jalouse l'Ouest, et *vice versâ;* une profession une autre profession, etc.

Parce que telle opération sur le sol est particulièrement utile à une localité, à une branche d'industrie, on s'imagine volontiers qu'elle n'est pas généralement utile à la nation, à toutes les autres industries : c'est presque toujours une grave erreur. S'il est vrai que chacun de nous consomme, ou peut, à chaque moment, être dans le cas de consommer sa quote-part des utilités totales qui se créent dans le pays, il s'ensuit que chacun de nous a intérêt à ce que ces utilités reviennent au moindre prix possible; et par conséquent que tout travail, toute amélioration qui, dans chaque localité, peut contribuer à diminuer le prix de la main d'œuvre et du transport des matières premières ou fabriquées qui lui sont spéciales, est parfaitement dans l'*intérêt général* et doit être bien vue de *tous.* Le Nord doit donc désirer l'amélioration et la prospérité du Midi, *et vice versâ;* ils doivent donc consentir une participation quelconque au budget général; et voir avec plaisir la France en masse contribuer à l'exécution des travaux utiles à chaque localité, dans l'ordre et la mesure de leur importance relative. Il ne restera plus ensuite qu'à faire en sorte que les pouvoirs représentatifs se soumettent rigoureusement aux prescriptions de la justice distributive, en venant d'abord en aide aux localités les moins avancées.

Ce que nous disons des utilités économiques, il faut le dire exactement des utilités de l'ordre moral et intellectuel. Nous ne sommes pas uniquement consommateurs de richesses matérielles : nous consommons aussi des affections et des idées; nous aimons aussi les lumières et la vertu; nous avons aussi besoin d'ordre, de sécurité, d'harmonie et d'amour : nulle localité ne peut s'en passer, et nous sommes intéressés à ce que nulle ne s'en passe; à ce que toutes en aient de plus en plus comme nous et avec nous.

Enfin, ce que nous disons des localités les unes envers les autres, il faut le dire des nations entre elles : même solidarité

finale ; il n'y a de changé que le degré des influences et dé-[redacted]endances mutuelles.

[redacted]Il serait heureux que tous les hommes qui, dans chaque [redacted]ion, traitent des graves questions de douanes et en général [redacted]rapports inter-nationaux, se pénétrassent de ces vérités, [redacted]issent de ce point de vue, et en vulgarisassent les déduc-[redacted] ou conséquences logiques auprès de la multitude euro-[redacted]ne. Bien des points qui paraissent autant de nœuds gor-[redacted]s pour l'avancement de la civilisation générale seraient [redacted] dénoués, plutôt que tranchés.

[redacted]a manière d'entendre le *crédit* dans l'industrie nous offre [redacted]même leçon : quand une maison est à la veille de faillir ou [redacted]mble menacée, tous les intéressés n'en ont pas connais-[redacted]ance en mêm[redacted]ps. Il n'y en a donc qu'un certain nombre qui puissent pr[redacted] le péril, en retirant à propos leurs fonds ; mais les [redacted]es dispositions qui les mettent à cou-vert, mettent d'au[redacted] à découvert ceux qui restent confiants ou qui viennent apr[redacted]x et trop tard. Ceux-ci supportent en conséquence toute l[redacted]te pour cette fois ; mais les premiers ne réfléchissent pas [redacted]e qu'ils font dans cette affaire, les derniers ou des créan[redacted] quelconques, le font envers eux-mêmes et à leur pré[redacted] dans d'autres, et qu'en définitive, il en résulte u[redacted]té intime entre les capitalistes du monde enti[redacted] dans cet état d'imperfection, il serait encore [redacted] avantageux aux correspondants et aux [redacted]tenir le crédit d'un débiteur de bonne foi, [redacted]ficit par des causes extérieures et passagères.

Aux Etats-Unis d'Amérique et en Belgique, on commence à comprendre que c'est là réellement l'intérêt bien entendu. On s'est dit que, puisqu'il suffisait de retirer inconsidérément le crédit à un industriel gêné, pour décider une crise *en feu de file* et propager le désastre dans toutes les branches d'industrie, il fallait venir à l'aide de tous les gens honnêtes, et commander aux vents précurseurs de la *débâcle*, avant qu'ils ne se déchaînassent pour s'abattre sur tous. De là, une sorte d'*assurance mutuelle* tacite contre les souffrances, contre les gênes et les ruines. Sans la *confiance* qui a régné dernièrement en Belgique, pendant la suspension des paiements de la

Banque et la crise naissante, nul ne peut dire ce qu'aurait été la grandeur de la calamité. En France, nos capitalistes eussent agi comme des enfants, sottement égoïstes. A quoi donc attribuer cette insanité du monde commercial? au crétinisme intellectuel des masses; en grande partie à la tactique impie des *éducateurs* des nations, aux prêtres, aux gouvernements, aux aristocraties, aux *universités*, qui presque partout entretiennent systématiquement les peuples dans l'*ignorance* des seules choses qu'il leur importe le plus de savoir.

Reconnaissons donc encore ici, que la *constance du crédit* est nécessaire dans l'*intérêt de tous*, même pendant, même à cause des cas difficiles, des banqueroutes et des faillites, et qu'il ne suffit pas que l'industrie prospère en somme, mais qu'il faut qu'elle prospère d'une manière continue.

Nous pourrions également suivre et signaler la solidarité qui nous lie chacun à tous, dans un nombre infini de relations *économiques*: le déboisement des montagnes, la conduite et l'aménagement des eaux et forêts, etc., nous montreraient combien il est puérile de prétendre s'assurer le bonheur en ne s'occupant que de soi, ou de sa famille, ou de son village, ou de son département, ou de son pays... mais nous préférons revenir à l'ordre *moral* et politique.

La solidarité universelle est tellement une chose prochaine, intime et *démocratique* (qu'on nous passe l'expression) que les actes du plus obscur individu peuvent compromettre non seulement le bonheur, mais la sécurité, mais la destinée, mais la vie de millions d'individus et de toute une nation.

Pour citer des faits récents et frappants, qui peut dire combien les tentatives régicides dont nous avons été témoins depuis 1830, ont retardé les destinées de la nation française et par conséquent du monde entier! De combien de décisions, d'événements elles ont été la cause déterminante, le prétexte ou le motif, et pour combien d'autres elles ont été un obstacle!

Or, le nombre et la nature des solidarités humaines est infini. Qui croirait à la première vue que le plaisir plus ou moins grand que tout individu, mais surtout le pauvre, prend à procréer, intéresse toutes les classes dans leur bien-être et

leur destinée? Personne n'ignore que la *population* est une grave question ; qu'elle est flottante sans que la prévoyance publique ou la science y puisse rien. La moralité de tous est donc ici requise ; et la conduite de chacun à cet égard importe au plus haut degré à la communauté, même celle du plus misérable ; puisqu'en pullulant inconsidérément, il met de terribles embarras dans le problème du bonheur général, en contribuant à jeter sur la place publique une foule qui arrive à la vie avant que sa place ait été préparée et son couvert servi.

Chaque jour, en plein soleil, vous êtes témoin des batailles à coups de poing, à coups de couteau ou de bâton que se livrent les gens grossiers de nos rues, ou qu'ils livrent aux gens polis : *Cela ne me regarde pas*, dit chacun ; et l'on passe son chemin avec la plus admirable indifférence, ou l'on s'ameute niaisement autour de l'arène, comme la plèbe des cirques romains autour des ours et des lions dévorant les martyrs. Cela ne vous regarde pas ! si vraiment, cela vous regarde, et beaucoup ! Et non seulement il y a égoïsme coupable de votre part, mais il y a calcul stupide à ne point intervenir par la force et la remontrance, dans ces conflits brutaux du fort contre le faible, de l'homme bête contre l'homme qui se respecte. Comment ! vous n'avez pas compris que laisser faire une victime aujourd'hui, c'est vouloir l'être vous-même demain ! Vous ne vous êtes pas dit que l'abandon appelle l'abandon ; que défendre les autres c'est se défendre soi-même ; que courir sus aux *butors*, à la passion rebelle, aux vengeances *par soi-même*, c'est garantir à notre liberté individuelle la sécurité des rues ! Comprenez donc enfin que la solidarité vous enveloppe de toute part, et que vivre dans les autres c'est encore vivre dans soi.

A Naples, les institutions, l'inégalité des conditions, l'ignorance sont ainsi, que la moitié de la population (200,000 âmes) est pleine de vermine ; et que les petits vols y sont sans conséquences graves pour le délinquant. Qu'arrive-t-il? que la population propre et aisée de la ville et les voyageurs sont solidaires de ces effets dégoûtants de la misère ; il est bien rare, pour peu que l'on y communique avec la multitude, qu'on

n'emporte pas de leur contact quelques unes de ces traces impures qui parmi nous sont l'objet de l'aversion. Personne non plus ne parcourt les rues fréquentées de Naples sans y payer le tribut accoutumé du *foulard de poche;* cette espèce de vol y est admirablement exécutée et si bien organisée, que l'on est forcé de prendre la chose du bon côté et d'en rire.

Des frontières de la Toscane à Rome, et de Rome à Naples, les routes sont si peu sûres, il y a tant de misère et de barbarie du fait de l'incurie et de l'égoïsme *malentendu* des *grands* et du gouvernement, que chaque voyageur se prépare à la spoliation, à la visite des brigands. On se garde bien de voyager la nuit, ou l'on se fait escorter par deux cavaliers de Sa Sainteté. La loi de solidarité veut donc que, par les dangers qu'elles courent dans leurs déplacements, les classes privilégiées soient punies des maux qu'elles laissent s'accumuler sur les masses.

Vous ne croyez pas utile de vous mettre en solidarité matérielle avec les classes dénuées; et elles font des émeutes, des révolutions où s'engloutit votre fortune et l'avenir de vos enfants! Quel pays n'a pas eu sa Jacquerie, ses Gracques ou ses Spartacus? N'est-ce pas du conflit perpétuel des esclaves, et, avant eux, des plébéiens avec les patriciens, que vint en grande partie la décadence et la pourriture du fameux empire romain?

Si nous insistons principalement sur la solidarité qui rattache intimement le bonheur des classes riches au bien-être des classes inférieures, ce n'est pas que la réciprocité soit moins réelle du pauvre au riche. La solidarité est seulement moins grande; en ce sens que l'ouvrier, le pauvre, a moins à perdre puisqu'il possède moins. Cependant, au milieu du désordre, dans l'anarchie, dans les disettes et les famines, il y va de l'existence, de la vie du pauvre et du faible, plus encore que de celle du riche. Le riche alors perd sans doute son superflu; mais l'ouvrier, le pauvre y perd son nécessaire. Ce n'est point en vain d'ailleurs que les classes dites supérieures sont les plus riches et les plus éclairées; après tout, leur puisssance est réelle en temps de trouble et de calamité, tout aussi bien qu'en temps de paix et d'harmonie. Dans une société constituée, l'ordre profite

à tous, même aux plus déshérités ; et mieux vaut encore pour la multitude ouvrière l'ingrate part qui lui est faite dans la distribution des bénéfices et des avantages sociaux, que la vie sauvage ou un relâchement social général qui donnerait carrière à la licence, au pillage, au viol, et à toutes les passions mauvaises. Alors, sans doute, celui qui n'a rien, s'il est le plus fort, peut dépouiller celui qui a quelque chose ; mais la force est un état relatif, et le dépouillant sera, à son tour, dépouillé ; il pourra tuer, mais il sera tué à son tour ; il pourra être riche un moment, mais il deviendra pauvre l'instant après.

La conclusion de tout ceci, c'est que pour le pauvre aussi l'intérêt bien entendu consiste à rester en solidarité d'ordre, sinon de jouissances, avec ses semblables ; de patienter devant l'imperfection des institutions, des lois et des mœurs : il pourra, il devra même revendiquer le droit de vivre en travaillant et d'améliorer son sort, par la remontrance, par la parole et les écrits, en s'associant dans ce but à ses compagnons de malheur ; mais rarement son intérêt bien entendu sera dans la violence armée, et jamais il ne sera dans le violement des prescriptions morales, dans le trouble et la guerre civile.

S'ils sont unis, dévoués les uns aux autres, leurs griefs seront écoutés, sans qu'il soit besoin de sang et de victimes.

S'ils sont eux-mêmes en discorde entre eux ; si chacun songe à soi avant tout ; si son égoïsme mal éclairé le fait seul agir, la révolte leur serait funeste, car il a été dit : *Tout peuple divisé périra* : à plus forte raison des classes dénuées qui ne s'entendraient point.

La conciliation donc, la patience, l'amour, l'union, le sacrifice, voilà l'intérêt bien entendu de tous, grands et petits, puissants et faibles, savants et ignorants, pauvres et riches, maîtres et ouvriers.

Ainsi, d'une part, l'intérêt bien entendu, la solidarité impose aux pauvres, collectivement, le respect de la vie et des biens des riches;

Et de l'autre, ce même intérêt impose aux classes supérieures, collectivement, le soin du mieux-être des classes qui vivent au jour le jour du fruit de leurs sueurs ;

Enfin, ce même intérêt impose à tous indistinctement le

devoir de revendiquer la mise en pratique de ce principe de justice : *Egalité devant la loi.*

Le mal physique obsède de toutes parts chacun de nous : à toute heure presque toutes les forces extérieures à l'humanité lui sont hostiles. Il semble donc que nous devrions nous abstenir, une fois pour toutes, des maux cruels que nous nous faisons les uns aux autres ; et nous réunissant, nous liguant intimement et à toujours, tourner notre activité contre la guerre que nous fait incessamment la nature. Il semble enfin que nous devrions faire consister notre *intérêt bien entendu*, uniquement à la dompter, à l'assouplir au profit du bonheur collectif.

Et précisément, le mal d'homme à homme que nous nous faisons, dépend de nous : il nous suffit de nous en abstenir généralement. Notre volonté le peut, et c'est là notre grandeur et la raison de nos mérites.

Au contraire, le mal qui nous vient si constamment du m nde brut ne dépend pas de nous ; car il faut, pour le dompter, le combattre en dehors de nous ; et nous ignorons si nos efforts seront plus grands que la puissance qui l'envoie et qui le sert. Ainsi, un torrent, une tempête, un volcan, une peste, etc., peuvent être plus terribles ou plus impétueux que tous nos efforts réunis ne seront efficaces et opportuns.

Et remarquez que cette aveugle et déplorable obstination que nous mettons à nous entre-détruire ou à nous nuire, précisément met obstacle à ce que nous sortions jamais victorieux de la lutte engagée contre les forces brutes extérieures ; car au lieu de les attaquer ensemble avec concert, persistance et mesure, nous venons un à un, et l'un après l'autre, leur faire d'insignifiantes escarmouches. Nous dispersons et gaspillons donc puérilement nos ressources ; nous sommes les instruments de notre malheur, nos propres ennemis, et nous méritons bien notre sort.

Étant ainsi nécessairement partie d'un tout, dépendants les uns des autres, nous nous devons donc à ce tout par amour de nous, tout comme l'estomac à la tête, les pieds aux jambes ; et réciproquement le tout se doit à chacun de nous.

S'abstraire de toute société, se croire dégagé de toute solidarité avec ses semblables, parce que l'on est riche, qu'on a aujourd'hui ce qu'on désire, et que l'on se croit à couvert, c'est donc mal comprendre son intérêt bien entendu, sa liberté. Notre intérêt, notre liberté, notre bonheur sont à cette condition que nous nous harmonisions, que nous nous aidions et aimions les uns les autres comme les membres d'une même famille.

Bon gré, mal gré, les individualités humaines veulent se faire équilibre : elles y tendent par la volonté de Dieu. Or, si elles ne le réalisent point par l'harmonie et l'unité *volontaire;* c'est-à-dire par des concessions réciproques, par l'amour intelligent, par l'intérêt bien entendu, éclairé, par les mœurs et les institutions; elles cherchent à le réaliser par la force, la violence, la conspiration; par les révolutions, les troubles, les émeutes, les récriminations; par le flux et le reflux des prétentions et des iniquités.

D'où il suit évidemment que chacun dans la société est d'autant plus *libre* qu'il est plus en harmonie avec tout le milieu social qui l'environne, avec ses semblables; puisque toute lutte ou contradiction de la part d'autrui n'est qu'une déperdition de nos forces, apporte autant d'entraves à la liberté, et la nie autant de fois qu'elle se renouvelle.

D'où il suit encore que la somme de toutes les injustices, de tous les actes égoïstes, de tous les désaccords qui se manifestent chez un peuple en un moment donné, opère, dans la somme totale des libertés de ce peuple, comme une véritable soustraction.

D'où il suit enfin que le degré de liberté de l'homme et d'une société se mesure par le degré de liberté, de fraternité, de vertu, d'amour dans chacun et dans tous.

S'il en est ainsi, un individu, un pays, un peuple serait d'autant plus *libre*, que tous les individus, que tous les peuples le seraient eux-mêmes; car elle n'est pas vraie cette sentence paradoxale que les intérêts humains soient essentiellement opposés par la *nature même des choses*; que les libertés se limitent, ou plutôt se nient réciproquement; ce serait soutenir alors que l'homme atteindrait son plus grand dévelop-

pement et sa plus grande puissance *dans l'isolement ;* tandis qu'il n'est ni plus faible, ni plus misérable, ni plus dépourvu et ignorant que dans l'état de nature, dans l'état sauvage, où il n'a devant lui que peu d'animaux de son espèce.

Et cela se conçoit, l'individu tout seul, fût-il robuste comme un athlète, ne peut satisfaire que les besoins bornés et instinctifs de la bête ; il trouvera à la rigueur sa pâture comme les autres animaux, dans les forêts, à la chasse, à la pêche ; mais il ne se fera ni riche, ni éclairé, ni libre, sans la participation, l'association, l'aide de ses semblables ; unis avec lui dans un même but, obéissant avec lui à une même règle morale, observant envers lui et comme lui des devoirs, respectant en lui et comme lui des droits.

S'il en est ainsi, comme le prouve manifestement toute l'histoire, la marche à suivre pour accroître indéfiniment notre liberté est toute tracée ; c'est de nous employer de toutes nos forces à accroître celle des autres ; des *Juifs* et des *Gentils ;* des *Guelfes* et des *Gibelins ;* des *verts* et des *bleus ;* des *patriciens* et des *plébéiens ;* des *plébéiens* et des *esclaves ;* des *seigneurs* et des *serfs ;* des *maîtres* et des *ouvriers ;* des *bourgeois* et des *prolétaires.*

Si nous sommes tous solidaires dans nos besoins, et par conséquent dans notre liberté ; si surtout l'avenir de notre descendance prochaine dépend de nos faits et gestes d'aujourd'hui, d'hier et de demain, tout citoyen intelligent qui voit largement son intérêt et celui de ses *chers enfants* à quelques jours au-delà de son présent, commencera par faire une *avance* de *bien-être* à autrui, tout comme il fait une *avance d'engrais* à sa terre.

La société souffre dès que l'un de ses membres souffre, tout comme votre corps souffre des plaies de l'un de vos doigts ou de l'un de vos viscères.

Vous serez donc d'autant plus libre qu'il y aura moins de besoins en souffrance dans autrui, dans la société et dans le monde entier ; car, encore une fois, tout se tient, tout est en affinité subtile dans l'univers et dans l'humanité.

Or, pour qu'il y ait moins de besoins en souffrance dans nos concitoyens, dans nos frères, le moyen est simple, c'est

que nous aidions, en toute sincérité et volonté, à leur satisfaction; c'est que nous travaillions à l'augmentation des utilités humaines; c'est que nous n'attirions pas tout à nous dans l'œuvre des richesses, c'est que nous laissions en toute équité et en toute générosité, à chacun le fruit de ses sueurs; et que nous offrions, à ceux qui manquent du nécessaire, le superflu du fruit des nôtres; c'est que nous secourions fraternellement le malade, l'orphelin, le vieillard, l'affligé, et que notre sévérité et notre réserve ne se fassent sentir que du vicieux, du paresseux, du mendiant par profession, etc.; c'est enfin que nous prêtions la main et que nous allions même au-devant des améliorations matérielles, de toutes les institutions et combinaisons qui peuvent faciliter une production, une circulation, une consommation plus considérables et une distribution plus équitable des vraies richesses.

Si le but de la société est le nôtre religieusement; si l'intérêt de chacun, dans soi ou dans les siens, est au fond celui de tous, il suffit de rechercher quelles sont les premières nécessités de l'humanité et des générations successives dans leur passage sur la terre. Or, chaque génération, l'espèce, est jetée par la providence dans un milieu extérieur à elle, où tout lui prescrit le travail, l'activité, l'effort, l'adresse, la connaissance; où tout lui crie: Vaincre ou mourir! où la lutte est organisée contre son existence, où tout est à faire, à recommencer, à conquérir incessamment. Et la société, Dieu a voulu que toutes les forces de la nature extérieure lui fussent si rebelles, afin qu'elle sentît que ce n'est pas trop de la réunion de toutes les volontés humaines pour assouplir et approprier ces forces à ses besoins.

Mais par où prendront corps tous ces efforts de la société contre la nature? évidemment par les améliorations matérielles, incessantes et progressives.

Chaque jour l'humanité doit opérer un grand travail sur le globe pour s'assurer le vivre, le loger, le vêtir, le coucher; pour s'assurer, en un mot, l'existence, la santé, la fonction normale de ses membres, instruments immédiats de son activité spirituelle. Travaillez donc incessamment à l'augmentation de ces conditions du vrai bien et de tous les biens. Faites

ces choses : si c'est par dévouement, il vous en reviendra le seul bonheur qui soit pur et inaltérable pour l'homme ; si c'est par égoïsme, il vous en reviendra un intérêt largement entendu et complexe ; car, ce faisant, vous aurez d'autant plus de liberté, d'égalité, d'indépendance, de paix et de contentement, de joies de toutes sortes, et l'espérance pour vos enfants, d'autant plus, qu'il y aura pour vous et pour autrui, chez vous et autour de vous, des richesses, de l'activité, un but noble, du bien-être, du savoir et de la politesse. N'hésitez donc point à identifier votre bien particulier avec le bien général, à harmoniser votre vie avec la vie nationale.

Ainsi, sans remonter jusqu'à la volonté de Dieu, manifestée dans toute conscience qui consent à s'ouvrir à la *lumière qui é laire tout homme venant en ce monde ;* sans considérer les obligations religieuses qui veulent le dévouement parce que c'est la loi des sociétés, le moyen du but divin, nous avons dans le fait terrestre, dans le châtiment réservé dès ce monde aux actes anti-sociaux, de suffisants motifs de nous attacher à la chose générale (*respublica*) comme à une cause qui est bien nôtre et personnelle.

Il faudrait écrire en lettres d'or sur tous les livres d'éducation nationale :

LA LIBERTÉ, LE BONHEUR DE CHACUN EST EN RAISON DIRECTE DES LUMIÈRES, DU BIEN-ÊTRE ET DU DÉVOUEMENT DE TOUS.

XII.

CONDITIONS MATÉRIELLES DE LA LIBERTÉ INTÉRIEURE DES NATIONS MODERNES.

Les améliorations matérielles, légitimes en tout temps et en tout lieu, sont une des plus impérieuses nécessités de notre époque.

Les peuples les veulent, les peuples en ont besoin, les peuples y ont droit.

Ils en ont besoin : pour vivre et vivre en santé; pour s'émanciper de l'ignorance et de la grossièreté; pour mériter et obtenir la considération des classes supérieures; pour s'en rapprocher en force, en lumière et en dignité; pour avoir le plein et entier usage de leurs facultés; pour être *libres* enfin. Ils en ont besoin, dans l'intérêt même de la société, pour élever une famille et donner à la patrie des citoyens braves, vertueux et attachés; à l'industrie, des travailleurs actifs, énergiques, ingénieux et habiles.

Les peuples y ont droit, car le principe et la base du droit européen ne sauraient être ailleurs que dans l'égalité et la fraternité, double principe qui emporte pour chacun la possibilité égale d'améliorer sa position et le devoir d'aider le prochain à améliorer la sienne.

Enfin les peuples les veulent : tout ce qui se passe et s'agite aujourd'hui dans les deux mondes en est l'irrésistible témoignage.

Il a été un temps pour l'Europe où il s'agissait de conquérir la liberté de penser et d'écrire, la liberté de croyance et de culte, la liberté pour chacun de s'appartenir dans sa moralité

et dans son intelligence : aujourd'hui tout cela est suffisamment garanti en droit et en principe par l'opinion générale ; du moins l'on peut s'en fier au temps quant à la pleine et effective possession de ces biens.

Ce qui préoccupe les masses ; ce qu'elles poursuivent avec constance ; ce qu'elles veulent avec les classes bourgeoises ; ce qu'elles obtiendront avec elles et comme elles, c'est la *liberté de s'enrichir.*

En ce point peut se résumer la physionomie générale de l'ère qui s'ouvre en Europe pour tous les peuples, depuis la féodale Autriche et l'autocrate Russie ; depuis la barbare Turquie jusqu'à la nonchalante Italie et la monacale Péninsule Hispanique. Le Nouveau monde même n'a pas d'autre devise au fond. Tous les mouvements politiques revêtent ce caractère : ils ont leurs causes ou leurs prétextes dans l'inégalité des ressources.

« L'inégalité, dit Aristote, le père de la politique pratique, est la cause des révolutions quand rien ne la compense pour ceux qu'elle atteint. Toutes les causes des bouleversements politiques peuvent être ramenées à trois chefs : 1° La disposition morale de ceux qui s'insurgent ; 2° le but de l'insurrection ; 3° les circonstances déterminantes. Le but c'est d'atteindre la *fortune* et les *honneurs*, ou bien de fuir l'obscurité et la *misère. L'ambition des richesses* et celle des honneurs peuvent allumer la discorde, *sans qu'on prétende pour soi-même aux unes ni aux autres ; mais seulement parce qu'on s'indigne de les voir justement ou injustement aux mains d'autrui.* »

Ainsi, la grande lèpre du paupérisme est en cause au moment même où elle menace de s'étendre à tous les pays importateurs des machines et de l'industrie manufacturière anglaises.

La misère fait effroi aux peuples, comme autrefois un débordement de barbares ; et pour la combattre, les populations songent à s'organiser en armée pacifique qui conquerra par le travail, sur le globe et la nature, les exigences du bien-être et de l'hygiène, de l'intelligence et du cœur.

Les peuples feraient, au besoin, le tour du monde pour

trouver le bien-être, le travail, une terre à cultiver où leurs sueurs, en tombant, germent comme une semence généreuse et leur donnent le confort de la vie.

Voyez ces essaims d'émigrants des petits états compactes et populeux de l'Allemagne, ceux de l'Ecosse, de la Suisse, de la France elle-même, qui s'en vont, au nombre de 60 et 70,000 par an, demander aux terrains vierges du Nouveau Monde la liberté qu'ils ne peuvent plus trouver dans notre vieille Europe, dans leur patrie! Entendez la voix publique et la portion flottante de la population en France, solliciter une colonisation sur grande échelle à Alger! Partout l'esprit d'aventures, né du besoin de se mouvoir et développer, c'est-à-dire de vivre de la vraie vie, ressuscite et promet de se manifester cette fois sous une forme civilisatrice : ce n'est plus la piraterie ou le vagabondage, la recherche facile de la *toison d'or*, d'une richesse toute faite par le pillage et le butin ; c'est l'action patiente et éclairée sur la nature, c'est la transformation d'éléments bruts et incohérents, en produits nourriciers, en utilités positives, en objets confortables et en jouissances d'arts.

Voyez la race arabe! guidée par un chef habile, elle se régénère à mesure précisément qu'elle s'initie au travail, à l'industrie. Dans un demi-siècle, elle aura rendu le sol de l'antique Egypte à sa fécondité des vieux siècles.

Sur tous les points, d'intelligentes améliorations se succèdent à l'imitation de l'Europe libérale. Dans ce dessein, Méhémet-Ali n'épargne ni les générations présentes, ni les sacrifices d'argent : il nivelle les conditions, il veut former un peuple homogène et ne laisser traces ni de castes, ni d'aristocratie foncière ou mobilière. Il ne veut qu'un seul exploitant, et c'est lui. Mais un jour, alors que Méhémet aura fait le pays riche, actif, industrieux, et acquis un matériel de défense et de conservation nationales, ses successeurs n'empêcheront certes point les Egyptiens en masse de se faire libres politiquement et matériellement.

L'Espagne aussi et le Portugal songent si bien à la liberté, c'est-à-dire aux moyens d'enrichir la masse des citoyens, que les plus grandes mesures déjà prises consistent à rendre à la

société une immense portion du territoire livrée jusqu'ici au régime funeste des mains-mortes monacales. L'on y dépouille le clergé, et l'on y fait une contre-épreuve des voies et moyens économiques de la révolution française, lesquels ont abouti à mettre aux mains des actifs travailleurs de la classe moyenne, tous les biens nationaux et généralement les instruments de travail mobiliers. La violence est donc venue faire ici ce que la prudence et les leçons mille fois répétées de l'histoire conseillaient aux classes supérieures, à la noblesse, au clergé, à la haute bourgeoisie, d'exécuter de bonne grâce, volontairement et par degré, durant la série des siècles qui ont suivi la découverte de l'Amérique.

Quels que soient donc l'importance et le temps que les Espagnols mettent à s'assurer les franchises politiques du gouvernement représentatif, on ne les verra rentrer dans la voie de prospérité et de splendeur nationale qui les rendaient naguère les arbitres de l'Europe, que lorsqu'on désertera les *clubs* et la place publique pour l'atelier et le chantier, pour conquérir un nouveau monde, non plus celui de Colomb; mais un monde plus fécond et surtout bien moins funeste à l'Espagne : celui de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Voilà pour elle une triple source de richesses qui vaut bien ses mines du Pérou.

Jusque là il n'y a point de liberté positive pour les nations espagnole et portugaise; jusque là la bourgeoisie triomphante ne sera pas libre; la démocratie, le peuple, ne sera pas libre; aucune classe, aucune famille n'y aura sécurité et propriété comme l'entendent les Anglais. Certes il est bon que l'Espagne ait ses *Cortès*, son *Statut-real*, ses élections; mais il faut, comme couronnement obligé, d'actives, de fécondes entreprises matérielles, une organisation générale du travail, une action prodigieuse et persistante sur un sol séculairement négligé, redevenu inculte ou infertile et déjà envahi par les influences délétères d'une demi-barbarie.

Ainsi donc, sans y regarder de plus près, l'histoire universelle nous montre sur l'arrière-scène des événements, le grand mobile des intérêts temporels; et tous les grands dramees auxquels nous assistons se résolvent en une question de richesses.

Or, devant une quantité de richesses donnée, il n'y a que deux manières de procéder : à ceux qui ne sont pas satisfaits de leur part et qui veulent résolument en obtenir une meilleure, il ne reste qu'à prendre sur celle des autres, par la spoliation ou par la violence, ou qu'à trouver *à côté* les *moyens* de s'en créer par le travail.

A ceux qui se trouvent bien partagés, qui désirent la sécurité dans leurs jouissances, qui veulent conserver intact leur avoir et même l'augmenter, il convient, il suffit tout simplement qu'ils offrent ces moyens de multiplier la richesse, au travail, à l'ordre, à l'économie qui les convoitent; et qu'ils *prêtent*, moyennant intérêt modéré, la *vertu reproductrice* de leurs capitaux, de leurs instruments de travail, sources indispensables de richesses nouvelles ou supplémentaires.

Jusqu'ici les classes supérieures ne se sont préoccupées que de se garantir contre la violence et la spoliation, au lieu de faire en sorte qu'on ne les jalousât pas, qu'on ne convoitât pas leurs biens et leur position; enfin, au lieu de faire qu'elles n'eussent point d'ennemis, elles n'ont songé qu'aux moyens de tenir en bride la foule déshéritée, de la rendre impuissante. On a formulé un *système de défense et de pénalité*, au lieu de fonder une *économie politique nationale*, et de faire servir les capitaux dormants, la réserve superflue des revenus de ceux qui ont beaucoup ou trop, à créer, à produire des richesses supplémentaires pour ceux qui n'ont rien ou qui n'ont pas assez.

La violence, extrémité déplorable que nul ne doit conseiller parce que nul ne sait où elle doit aboutir, la violence a été le pis-aller des classes moyennes et des classes inférieures, chez presque tous les peuples, dans tous les âges de civilisation. Nous n'avons pas besoin de prouver qu'elle a composé à elle seule la plupart des péripéties dont a été traversée la destinée de presque toutes les sociétés. Il suffit des souvenirs classiques de la Grèce et de Rome. Les peuples y ont été réduits, disons-nous, parce qu'ils étaient dans une impasse éternelle et que leur vie y étouffait. Toute amélioration matérielle leur était refusée et avec elle l'espérance, cet autre pain de vie

qui peut tenir lieu du superflu quand on a le nécessaire, et du nécessaire quand on subit la misère.

Si quelque point de statistique est constaté, c'est que partageât-on également la somme totale des richesses produites aujourd'hui en Europe chaque année, entre tous les individus qui en composent la population, tous seraient dans la misère ou approchant. A quoi donc aboutiraient des velléités de lois agraires, des violences et des spoliations. Les peuples l'ont enfin compris, et c'est pour quoi ils veulent le travail, rien que le travail et ses fruits.

D'un autre côté, si les Bourgeois, s'immobilisant dans leurs avantages et leurs droits acquis, refusaient aux bras prolétaires l'intervention féconde de leurs capitaux accumulés, s'ils ne facilitaient pas la circulation générale de la *monnaie nouvelle du* CRÉDIT; s'ils n'allégeaient pas graduellement les nécessités premières des masses, de l'impôt lourd et disproportionné qui les grève, ils ignoreraient donc encore que se montrer officieux et zélés pour les classes nombreuses, leur faire éprouver les bienfaits d'un patronage ami, affectueux, sans ostentation, c'est semer pour récolter; c'est dans les jours d'attaque extérieure se ménager des défenseurs redoutables.

« Les classes élevées, dit Aristote, si elles sont *habiles et intelligentes, auront soin d'aider les pauvres et de les tourner* TOUJOURS *vers le* TRAVAIL. »

Les désirs de l'homme, son ambition, veulent un but à conquérir, où il puisse trouver un emploi à sa force et à sa pensée. L'humanité se meut et elle doit se mouvoir soit en avant, soit en arrière; soit à gauche, soit à droite, n'importe; c'est une fatalité de l'espèce, fatalité glorieuse s'il en fut. Entreprendre de l'arrêter, de la contrarier dans le mouvement ascendant, ou même de l'immobiliser en s'opposant à son action sur le globe, c'est contraindre la portion virile de la nation à se croiser les bras et finalement à s'entre-détruire; car, pour ne pas préjudicier à ses semblables, sur quoi porter son action, si ce n'est sur le monde brut, sur le globe, par conséquent vers les améliorations matérielles?

Que si par un système étroitement égoïste de *statu quo*, ou

par un scrupule superstitieux touchant la validité des biens matériels, on parvient à engourdir le gros de la nation, par cela même il redevient grossier, brutal, ignorant; il retombe dans la barbarie et dans toutes ses immoralités.

Tant il est vrai que Dieu a voulu que la culture et le perfectionnement de l'homme ne se pussent faire sans la culture et l'embellissement de sa demeure, de la terre, du globe.

Si, à une époque donnée de la vie d'un peuple, les classes dites supérieures, les riches, satisfaits de leur position acquise, rêvent le bien dans la mollesse, aspirent au repos stérile, arrêtent le progrès des améliorations matérielles; s'ils veulent imposer à la foule ce repos, cette inaction, que ses privations, à elle, et ses désirs légitimes, ne lui permettent pas d'envisager et de convoiter comme eux, ils se créent des ennemis à leur porte, des dangers sans fin, des luttes formidables : il n'y a plus que soupçon et crainte désormais, et ils mettent le trouble et les griefs, une attitude hostile et les prétentions sourdes d'une plèbe furieuse, là où il n'y aurait eu que mouvement régulier et pacifique, amendement et profit pour tous.

Les Ilotes et les Lacédémoniens campagnards causèrent plus de tourments aux Spartiates que tous leurs ennemis extérieurs réunis; et, pour cette seule cause, malgré ses victoires *à l'étranger*, jamais peuple ne fut moins libre de la vraie liberté.

A Rome, les patriciens aussi payèrent bien cher, par d'incessantes alarmes, la cruelle destinée qu'ils faisaient à leurs esclaves; et Patriciens et Plébéiens, quand le but guerrier fut épuisé, faute pour ainsi dire de matière à guerroyer, les améliorations matérielles dont il avait tenu lieu si long-temps, n'y étant point grandiosement substituées par une habile politique, toutes ces énergies martiales se rejetèrent sur elles-mêmes, et chacun sait quelle effroyable perturbation et quelle mémorable chute il en advint.

Prenons garde que cette grande leçon ne s'adresse à la France, entre toutes les nations!

Nous agissons toujours comme si c'était un plus grand avantage d'être *maître*, et de commander à des inférieurs abâtardis, avilis ou ésclaves, que d'être entourés d'hommes

libres, éclairés, ayant avec nous des rapports d'égalité, de confiance et d'abandon amical. Une illustration païenne donne à cet égard une leçon d'intérêt bien entendu à nos maîtres chrétiens : « Qu'il vaille mieux être libre qu'être maître cela est vrai, dit Aristote ; l'emploi d'un esclave, en tant qu'esclave, *n'est pas chose fort noble*, et les ordres d'un maître pour les détails de la vie de chaque jour n'ont rien de commun avec le *beau*. Ce sont (les esclaves) d'éternels ennemis épiant sans cesse l'occasion de mettre à profit quelque calamité... S'il est un point qui exige une laborieuse sollicitude, c'est bien certainement la conduite qu'on doit tenir envers les esclaves. Traités avec douceur, ils deviennent insolents, et osent bientôt se croire les *égaux* de leurs maîtres ; traités avec sévérité, ils conspirent contre eux et les abhorrent... Plus d'une fois l'esclavage des Pœnestes a été dangereux aux Thessaliens, comme celui des Ilotes aux Spartiates. »

Ne vaudrait-il pas mieux, dans ce cas, se passer d'esclaves, ou plutôt changer les esclaves, les domestiques, les salariés et serviteurs, en associés, en frères, en égaux, en hommes libres aisés, éclairés et moraux, dignes de nous fréquenter, capables de converser avec nous et de nous comprendre : eux polis comme nous, et nous humbles et modestes comme eux ?

Quoi qu'il en soit, laisser les masses, pauvres, ou toujours sous le coup de la misère, c'est vouloir éterniser l'anarchie ou l'émeute révolutionnaire, c'est décréter la servitude de fait des riches, en décrétant de fait et de droit celle des pauvres.

Au contraire, rendre les masses aisées, c'est leur donner la force et le droit de conquérir la liberté politique ; mais aussi, souvenez-vous en, la volonté et l'intérêt d'en bien user.

Nous avons encore ici pour guide et lumière une autorité assurément désintéressée dans les débats du siècle. « Il est dangereux, dit Aristote, que les citoyens passent de l'aisance à la misère, parce que ce sera chose difficile dans ce cas de leur ôter le désir des révolutions. Les hommes sont poussés au crime, non pas seulement par le besoin, mais encore par l'envie d'éteindre leurs désirs dans la jouissance, ou par le simple motif de n'être point troublés dans leurs jouissances. A ces trois maux quel sera le remède : 1° la *propriété*

quelque mince qu'elle soit, 2° l'*habitude du travail*, 3° la *tempérance*. »

Aristote a raison aujourd'hui, comme il y a 2,000 ans : le but de la liberté ne peut être que de satisfaire les besoins. Or chacun n'a droit à satisfaire ses besoins que par son travail et en raison de l'importance sociale ou de l'utilité de son travail. La liberté consiste donc pour chacun aujourd'hui à obtenir et le travail et le bénéfice de ce travail.

Les améliorations matérielles de tout ordre sont la voie naturelle, légitime, féconde, par laquelle les classes puissantes et les gouvernements doivent s'empresser de faire arriver successivement les classes ouvrières à tous les genres de libertés.

Une des mesures favorites de tous les gouvernements en des temps d'agitations populaires, de crises commerciales, de famine ou de calamités analogues, c'est de recourir tout-à-coup à l'ouverture d'*ateliers de charité*, à une production *factice*, à des travaux publics *improductifs*, dont l'utilité n'est point même le prétexte.

Chacun alors, parmi ceux qui n'ont qu'à perdre au désordre, à l'anarchie ou au désespoir de la multitude dénuée, se décide presque volontiers au sacrifice d'un impôt *extraordinaire;* et cependant ce sont là d'insignifiants et puériles palliatifs : ils coûtent cher et ne remédient même pas.

Ce ne sont pas des travaux inutiles et passagers que vous conseillent une saine économie et une habile politique. Quand le torrent révolutionnaire est rentré dans son lit, parce que vous lui avez opposé les digues de la force armée, des baïonnettes et du canon, la misère n'en exerce pas moins ses ravages, dont les funestes suites vous reviendront en douleurs et en vicissitudes de toute sorte : car c'est la misère séculaire qui amasse les orages politiques.

Des chômages souvent répétés finissent par broyer l'énergie et tarir l'espérance du pauvre ouvrier ; il se fait au malheur, à l'oisiveté ; il se fait à l'abstinence des plaisirs qu'il goûtait en des temps moins durs ; il s'abâtardit, il se dégrade au point où nous voyons les pauvres de la Grande-Bretagne. C'est une profession ; un privilége de perversité qui se transmet héréditairement dans les familles : car le vice se transmet tout

comme la vertu; et l'insensibilité, l'atrophie des instincts les plus naturels, tout comme l'essor de la plus esquisse délicatesse de sentiment et d'intellect. Et vous avez une plaie sociale chronique, incurable pour des siècles d'efforts vers la régénération; alors vous portez le juste châtiment de votre endurcissement, ou vos enfants sont punis pour vous.

Ce qu'il fallait, c'étaient des *chantiers* incessamment ouverts sur tous les points du pays; c'étaient, non pas des terrassements inutiles, des édifices publics sans destination véritable ou ne servant qu'à décorer profusément une cité, alors que l'industrie réclame une foule d'établissements indispensables; mais c'était un ensemble de travaux publics annuellement et successivement entrepris, poursuivis et continués sans chômage dans les temps prospères comme dans les temps difficiles; des travaux dont le résultat certain eût été d'aviver toutes les sources de la richesse publique; c'étaient des canaux, des routes, des exploitations de mines et de carrières, des défrichements et dessèchements; c'était, au-dessus de tout, une organisation du travail qui mît les ouvriers et les entrepreneurs, les travailleurs et les capitalistes en sérieuse solidarité; qui assurât à chacun une consommation plus proportionnée à sa production; qui rendît impossible la concurrence dépréciative et le monopole indirect. Car, nous le répétons, dans une société, en fait d'améliorations matérielles et morales, c'est toujours à *recommencer*. Une société qui s'arrête et se repose est une société malade; et si quelque chose devait la décourager, ce devrait être la vue de ce qu'il lui reste à faire, alors qu'elle vient d'accomplir les œuvres les plus grandioses en apparence.

Ainsi donc, désormais, une nation ne se préservera des agitations politiques et de la suite des chômages partiels, mais continuels, de l'industrie générale, qu'à la condition d'organiser un atelier permanent, productif et sérieux, au moyen d'un vaste système préconçu d'améliorations matérielles, tel que serait en ce moment, et sous peu, l'exécution du plan de travaux publics et la dépense de sommes successives promises par le budget extraordinaire dont les chambres françaises *ont arrêté* les bases.

Voilà le seul atelier de charité sociale digne d'un peuple libre; voilà la seule aumône efficace, le seul sacrifice qui soit un bon calcul d'égoïsme et de haute politique. Celui-là extirperait la mendicité, la paresse, et tous les vices que l'oisiveté et l'ignorance engendrent, tandis que l'autre n'a jamais eu pour résultat que de les augmenter.

Voilà, dans tous les cas, l'un des deux partis pour lesquels les classes moyenne et supérieure de tous les pays d'Europe, auront à opter un peu plus tôt, un peu plus tard, dans un prochain avenir : ou les améliorations, les combinaisons et la tendance que nous avons dites; ou le *paupérisme légal*, la taxe publique des pauvres, à l'instar de l'Angleterre.

Si Dieu n'a mis aucune borne, aujourd'hui appréciable, aux progrès de la science, de la moralité et de la puissance humaines; et si la liberté de l'homme est d'autant plus grande qu'il sait et peut davantage, qu'il obéit aux lois de la morale et de la raison, qu'il s'harmonise et s'identifie avec ses semblables, qu'il s'approprie les forces de la nature, il s'ensuit évidemment que la liberté est illimitée, progressive, et que, riches et pauvres, savants et ignorants, classes supérieures et classes inférieures, ont toujours devant eux de nouvelles libertés à conquérir; c'est donc folie aux plus puissantes individualités, aux classes les plus élevées de nos jours de s'arrêter à la contemplation d'une liberté dont elles jouissent, jusqu'à en rendre difficile et en refuser même l'accès et la jouissance à ceux qui ne l'ont pas encore, lorsque l'on pourrait en obtenir de bien plus désirables si on laissait participer à celle-là ses inférieurs en position.

Les classes moyennes en Europe jouissent certainement, au XIX[e] siècle, de plus d'aisance, de plus de lumières et de connaissances, de sécurité, de bonheur, et par conséquent de plus de liberté effective que l'aristocratie du moyen-âge; et les classes sous-moyennes, et le fond de la population chrétienne jouissent certainement aussi de tous ces biens à un degré plus haut que les classes du même degré, à la même époque.

Alors tout était obstacle et impossibilité pour les seigneurs non moins que pour leurs vassaux : ils étaient confinés forcément aux limites de leurs domaines ou de leur province; aller

à quelques lieues était une expédition, un voyage; ils eussent mis toute une vie à tenter un voyage autour du monde ; point de vicinalité ni de grandes routes; point de diligences vélocifères pour les transporter à travers le continent; point de vaisseaux ni de marine pour leur permettre l'abord et la fréquentation de l'océan et des pays d'outre-mer. Leur savoir et leur pensée étaient tout aussi bornés, tout aussi impuissants que leurs actes : partout l'esclavage, la prison : ici, les ténèbres intellectuelles; là, les impossibilités physiques. Et les masses, combien plus dénuées, plus enchaînées n'étaient-elles point! Elles étaient légalement et nécessairement attachées à la glèbe du sol; et, de même que les arbres des forêts vierges, elles naissaient, croissaient, mouraient *sur place.* Aujourd'hui, grâce aux améliorations matérielles de quelques siècles et surtout de ces derniers 50 ans, l'homme aisé se développe et rayonne en tous sens ; le globe est exploré jusqu'aux antipodes, l'océan est dompté; on fait son tour du monde en un an; mille désirs, mille fantaisies qui eussent paru naguère aussi insensés que de vouloir monter vers la lune, sont de nos jours possibles et satisfaits; et, relativement, les masses sont affranchies, à un haut degré, du froid et de l'humidité, des famines et des disettes, de l'ignorance et des haillons, de l'insalubrité et des épidémies, de l'immobilité, de la violence, des vols et des meurtres!!... Et malgré l'incurie et l'espèce de déni de justice distributive envers les masses, combien de miettes tombent pour elles de la table du festin qui se donne incessamment dans les hautes régions de la richesse : les avantages de beaucoup d'améliorations matérielles faites pour les riches sont partagés par les pauvres; et si tout n'est pas bien, tout promet d'être mieux et l'est déjà en général.

Eh bien! un nouveau progrès, de nouvelles améliorations matérielles analogues, sont à accomplir, d'où résultera une différence non moins prodigieuse entre les libertés effectives de toutes les classes de nos sociétés de 1838 et les libertés de celles de l'Europe dans un ou deux siècles.

De quoi s'agit-il finalement pour être juste et éviter l'utopie? d'offrir à tout homme de bonne volonté la possibilité de faire *son chemin,* ou au moins de se mettre sur la grande route de

l'aisance et de l'avancement. Dans aucun concours tous les candidats ne sont admis en même temps à une même promotion ; mais tous sont sur les rangs, et tous ou presque tous arrivent un jour à tour de rôle : eh bien! précisément les améliorations matérielles sont la grande porte qui ouvre les rangs aux travailleurs et les fait entrer, chacun selon le degré d'activité, d'aptitude, d'utilité publique dont ils font preuve ; c'est une espèce de jeux olympiques de l'industrie où les athlètes viennent briguer le prix, qui est ici, au lieu d'une couronne de laurier, un salaire, un capital, une fonction supérieure, l'avancement dans la hiérarchie de l'armée pacifique.

La forme générale sous laquelle se présente la grande œuvre des améliorations matérielles circonscrites aux travaux publics proprements dits est donc celle-ci :

Les propriétaires fonciers, les chefs de l'industrie manufacturière et commerciale, tous les capitalistes, toutes les classes qui veulent voir fructifier leur avoir et prospérer leur pays, doivent n'épargner aucun sacrifice pour aménager, dans le plus bref délai possible, la surface et les entrailles du territoire national, de telle sorte que le sol soit le plus productif, donne le plus grand rendement avec le moins de dépenses et de temps possible ; que toute lande soit rendue fertile à la culture, que tout marais soit desséché, toute carrière, toute mine explorée et exploitée ; toute rivière, navigable de sa source à son embouchure, ou du moins tout fil d'eau utilisé, recueilli au profit des forces hydrauliques que l'industrie substitue aux bras de l'homme ; que le globe, la demeure de l'homme, soit enfin embelli, cultivé, entretenu, caressé en quelque sorte comme la féconde et éternelle nourrice des peuples.

Il a été dit qu'on *produisait trop*, et l'on s'est grandement récrié contre cette assertion. Pourtant, économiquement et relativement, cela est vrai : on ne produit que pour consommer ; si donc l'on produit plus qu'il ne sera consommé, on produit trop. Peu importe qu'il y ait eu possibilité de consommer davantage, si en définitive la consommation n'a pas été opérée ; peu importe... si la majorité des membres d'une société se sont tenus pour privés de la jouissance de ces mêmes

utilités dont une partie s'est détériorée et gâtée, faute, non pas d'amateurs, mais d'acheteurs payant ou pouvant payer?

Sans doute, absolument, il s'en faut que l'on produise trop en quoi que ce soit de fondamentalement utile ou nécessaire pour le grand nombre. On citerait difficilement une seule utilité dont chaque membre de la société ait sa part de consommation suffisante. Les classes moyennes, c'est-à-dire les entrepreneurs de l'industrie et les vrais chefs de la production en tout, se plaignent incessamment d'encombrement périodique, tantôt d'une marchandise ou denrée, tantôt de l'autre. Pourquoi cela? parce qu'ils cherchent des consommateurs à l'*extérieur*, où ils ont à combattre la concurrence de tous les autres peuples, tandis qu'ils ont auprès d'eux, à leur côté, des populations nombreuses, des concitoyens qui ne demanderaient pas mieux que de consommer ces mêmes produits si on leur offrait indirectement les moyens d'être eux-mêmes producteurs d'autres utilités, qu'ils offriraient en retour de celles-là.

Cependant le moment approche où l'*art de créer des consommateurs* sera mis au premier rang des aptitudes politiques et diplomatiques : chaque jour les nations européennes comprendront mieux qu'il y a non seulement convenance, mais nécessité à se créer de nombreux consommateurs à l'intérieur, avant de songer à en créer à l'extérieur; car chaque jour les peuples s'arrondissent chacun chez soi; ils importent mutuellement le système manufacturier, acclimatent et naturalisent chez eux toutes les plantes, toutes les cultures, toutes les industries qui le comportent.

Si, en Angleterre, une aristocratie industrielle et féodale a pu prospérer long-temps, tout en regorgeant d'une plèbe dénuée qu'elle utilisait à une production prodigieuse moyennant une taxe des pauvres en leur faveur, c'est qu'elle avait seule le monopole des marchés extérieurs; c'est qu'elle avait pour consommateurs de ses produits manufacturiers toutes les aristocraties et toutes les classes moyennes du monde.

Mais aujourd'hui l'Angleterre doit décompter à cet égard; chaque jour les débouchés européens lui font défaut, les consommateurs du continent se pourvoient à demeure, et même

le commerce extérieur a pris un tel développement que l'Angleterre compte presque autant de concurrents sur les marchés d'Asie et d'Amérique qu'il y a de nations en Europe.

Aussi la voyons-nous se raviser et recourir à un nouveau système : d'abord elle redouble de vigilance pour s'assurer de nouvelles colonies en Océanie et ailleurs ; puis elle émancipe ses esclaves, afin d'en faire des consommateurs amis, des producteurs aisés ; et le jour n'est pas loin, malgré ces nouvelles recrues de consommateurs cosmopolites, où elle devra en chercher de nouveaux, même à l'intérieur.

Et les classes bourgeoises en Europe doivent y songer : si elles veulent des héritiers nombreux, aisés et libres, il faut qu'elles s'efforcent de contribuer à l'émancipation physique et morale de tous les citoyens composant immémorialement la majorité des populations ; il faut qu'elles avivent sans désemparer et toujours, toutes les sources de la richesse, tous les mobiles naturels de l'activité et du travail ; qu'elles permettent et facilitent aux familles de la communauté, l'aisance, la liberté, l'acquisition, afin que la postérité des leurs garde tous ces biens intacts. Le moindre *statu quo* à cet égard serait fatal à leurs enfants ; car désormais l'égal partage dans les familles agit comme un dissolvant actif sur les plus grandes fortunes, si les moyens d'une prospérité continue viennent à tarir par l'oisivcté, par l'immobilité industrielle de la nation, ou par l'infériorité de cette nation.

Or, cette infériorité, cette immobilité auraient lieu avant un quart de siècle, si des améliorations matérielles fécondes ne nous plaçaient pas continuellement au niveau des progrès cosmopolites. C'est ici une émulation nécessaire : il y va, comme nous le montrerons bientôt, de la puissance, de la dignité, de la sécurité, de la nationalité, et, par conséquent, il y va de la liberté des classes bourgeoises tout autant que de la liberté du reste du peuple.

Pour les classes bourgeoises, il n'y a donc qu'une tactique vraiment aboutissante : celle de faire autant de citoyens aisés, énergiques et libres qu'il y a de travailleurs ; autant de consommateurs importants qu'il y a de bouches, de désirs et de besoins.

Vainement on songerait à reconstituer des substitutions, des droits d'aînesse ; le temps de l'immobilisation foncière est passé et ne reviendra plus ; mais pût-il revenir, que la tendresse paternelle, le progrès des sentiments de famille et d'égalité fraternelle y mettraient obstacle, même dans les rangs de la bourgeoisie. Si une égalité est à jamais conquise, c'est celle des membres de la famille dans le partage des biens et des affections de leurs parents ; et ceux-ci ont trop éprouvé l'intime dépendance qu'il y a entre la liberté et la richesse, pour faire du foyer domestique une école d'oisiveté et d'inégalité nobiliaires. Ils savent que de nouveaux cadets, eussent-ils l'expectative des fonctions principales de l'État, n'en auraient pas moins une liberté douteuse fort voisine de la dépendance servile.

Pour la liberté de leur propre postérité, les classes bourgeoises sont donc intéressées directement à seconder de toute leur force les améliorations matérielles. Elles n'oublieront pas ce principe d'économie politique : que tout individu, comme toute nation, doit vivement désirer pour sa prospérité, son bonheur, son repos, et sa vraie liberté, d'avoir des voisins riches, laborieux, pouvant consommer d'une grande variété de produits ; possédant, et étant par là intéressés à l'ordre, à la paix.

Prêter la main au bien-être d'autrui, faciliter à tous l'accès des richesses quand on en a soi-même, c'est s'en préparer de nouvelles, tout en consolidant celles qu'on a déjà, de toute la quantité que celles de nos inférieurs ou protégés s'en trouvent augmentées ; c'est un bon calcul pour nous-mêmes ; c'est nous donner à bon marché et avec le mérite d'une bonne œuvre, les avantages d'une assurance mutuelle contre tous les maux qui peuvent nous atteindre, contre les agressions extérieures et contre les calamités naturelles. Ils se demanderont s'ils tiennent pour avoir été libres et puissants, ces seigneurs et hauts barons du moyen-âge emprisonnés dans leurs châteaux-forts, entourés d'une meute de pauvres serfs et colons ; n'osant sortir de leur forteresse que bardés de fer et armés comme pour une expédition lointaine ; séquestrés dans leur domaine comme dans un *oasis* des déserts. Ils concevront

difficilement que ces fiers châtelains n'aient point mis tous leurs efforts à préparer et à hâter dans leurs villages *naissants*, la prospérité, les facilités de communication, la population, l'activité, la liberté et la vie que nous y voyons au XIXe siècle.

Or, les chefs de la production ont aujourd'hui devant eux un progrès à accomplir, et un écueil à éviter, analogues à ceux que les seigneurs, chefs de l'agriculture au moyen âge, eussent dû accomplir ou éviter, au nom de leur intérêt de corps et de famille.

Ils assureront à eux, et surtout à leurs enfants, la même liberté, le même bonheur dont les aristocraties des IXe et Xe siècles eussent pu se gratifier elles et leur postérité. Quel descendant des barons du moyen âge, qui voit sainement les choses humaines, telles qu'elles sont burinées dans l'histoire, voudrait aujourd'hui échanger sa position et les bienfaits de la civilisation dont il jouit, et le milieu dans lequel il est né, contre toutes les circonstances et les vicissitudes du milieu féodal? Cependant, il n'a pas tenu à l'entêtement, à l'orgueil stationnaire de ses aïeux, que ce milieu ne fût impossible ou qu'il ne fût retardé de 4 ou 5 siècles; il n'a pas tenu à eux qu'il n'eût en partage la médiocre existence d'une quasi-barbarie.

Sans les améliorations matérielles de ces derniers deux cents ans, que serait, en nombre, en force et en liberté, cette classe moyenne qui fait la puissance, et, j'espère, l'avenir de la France?

En touchant un sujet aussi délicat que celui de la distribution des rangs, nous croyons prudent de préciser tout ce qui est dans notre pensée quand nous employons précisément les appellations favorites des partis.

Par un dernier vestige du régime des castes qui régnait sur toute la terre avant l'apparition de l'Evangile, et que la féodalité a si bien contribué à maintenir dans les Gaules et l'Europe, on a coutume de scinder la nation en classes bien tranchées: en *bourgeois* et en *prolétaires*, en classes *moyennes* et en classes *inférieures*. Ce langage, quoique soutenable à la rigueur, est funeste à tous égards, en ce qu'on semble y rattacher

des inégalités radicales, des priviléges immobiles pour les uns, une servitude et un joug éternel pour les autres. Il est vrai que les diverses classifications que l'on peut faire des positions actuelles offrent encore des inégalités presque immuables de fortune, des chances inégales d'éducation, et par suite un diminutif du régime des castes et des féodalités; mais il n'y a plus rien de systématique dans ce fait social, du moins aux États-Unis, en France, en Belgique et tout à l'heure en Espagne, en Portugal, en Angleterre: toutes les inégalités sont au contraire en voie de révision et de classement légitime; les distinctions de races sont anéanties, les inégalités tendent de plus en plus, sans résistance sérieuse d'aucune classe, à reposer sur le mérite, l'activité et l'aptitude; tous les emplois sont *en principe* accessibles de partout. Il serait donc aussi vrai, ou du moins il serait plus sage, d'employer des distinctions moins mal sonnantes ou moins gâtées par les souvenirs.

L'idéal, en ce point, ce serait de pouvoir descendre en vérité du premier degré de l'échelle sociale jusqu'au dernier, sans être obligé de sauter au-dessus des distinctions prononcées de classes et de conditions. — S'il est un moment favorable pour une nation de se rapprocher notablement de cet idéal, ce doit être celui où une immense portion du peuple *tiers-état* est elle-même arrivée au sommet de la puissance politique et de la fortune, après avoir consommé une révolution à l'issue de laquelle se sont trouvées effacées toutes les distinctions fausses, culbutées toutes les barrières féodales, aplanies et nivelées toutes les inégalités contre nature. Il dépend en grande partie de ce *tiers-état* que l'indivisibilité du peuple soit une quasi réalité, et qu'au jour venu, un seul drapeau se déploie sur l'autel de la patrie, et qu'au lieu de *voter par classe*, on ne vote plus que par *tête*.

Il ne faut pas se le dissimuler, cependant, pour que la fusion désirable s'opère sans secousses et sans douleurs, il faut une prompte et sérieuse métamorphose dans les idées et dans les relations industrielles, métamorphose à laquelle le passé ne nous a guère habitués; ce ne serait pas trop de *ces décisions rares* qui marquent dans l'histoire, et que si-

gnent de leur nom et de leur génie les Charlemagne, les Pierre-le-Grand et les Napoléon; mais comme ces hommes, quelque grands qu'ils soient, peuvent fort peu de choses sans l'aide du siècle dont ils sont l'expression relevée et la sublime personnification, c'est en définitive dans les dispositions généreuses des populations moyennes qu'il faut chercher les moyens de salut. Si l'esprit public fait défaut, il est impossible à la science sociale de faire entendre autre chose que des prophéties de malheur !...

XIII.

NÉCESSITÉS POLITIQUES. — CONDUITE A TENIR.

—

Pour être plus libres, il manque aux ouvriers plus d'aisance; et aux maîtres, à la bourgeoisie, plus de sécurité.

Or, nous avons vu comment les capitalistes peuvent faciliter l'aisance aux ouvriers, et par conséquent les rendre plus libres : ils tiennent réellement la destinée des populations entre leurs mains.

Mais, si les classes supérieures d'une nation, représentées dans les maîtres, sont les arbitres de l'aisance des ouvriers et des classes inférieures, il est vrai de dire que les ouvriers, à leur tour, sont les arbitres de la sécurité des classes supérieures.

Voilà par où la solidarité des faibles et des forts, des petits et des grands, est bien réelle, intime et sérieuse, et ce qui rend inexplicable le mauvais vouloir dont l'histoire universelle nous montre les classes supérieures animées envers les inférieures.

Cependant, du même coup que les premières donneraient plus de liberté aux dernières, elles en recevraient infiniment plus de sécurité, et une liberté inouïe.

Nul doute, après tant d'enseignements, c'est à cette fusion et à ce bon calcul qu'aboutiront les actes et les désirs des classes moyennes bourgeoises du XIXe siècle.

Quoi qu'il arrive, il importe de le consigner dans ces pages: l'aberration la plus aveugle et la plus inconcevable que nous montre l'histoire des passions politiques, aberration constante et cosmopolite, que l'on croirait fatale à jamais, s'il ne fallait

pour cela retirer à la providence l'attribut de la bonté et de la justice, c'est celle qui ôte, aux classes venues en possession de priviléges sociaux qu'elles ont arrachés à des aristocraties antérieures, l'envie, bien naturelle cependant, de prendre une généreuse initiative d'amélioration et de progrès en faveur des classes subalternes, qui toujours les ont aidés à triompher, et qui sans cela vont jalouser infailliblement leur bonne fortune, songer aux moyens de la leur ravir, de la partager, ou enfin de leur en contester la légitimité.

Partout et toujours, à peine émancipées, nous les voyons se constituer en antagonisme envers ces classes tout à l'heure confondues avec elles dans l'égalité de l'esclavage. Aussitôt, le pouvoir ou une supériorité quelconque acquise de fait, aussitôt de se dessiner ! de se trancher et de faire cause à part ; de mettre entre elles et celles qui les suivent, sinon le mépris et l'orgueil, du moins une barrière infranchissable de priviléges, greffés tantôt sur la fortune, tantôt sur le mérite et les services des ancêtres !

Nul gouvernant ne veut être serviteur, tuteur, conducteur, initiateur des classes les moins bien partagées : tous veulent être *maîtres*, *propriétaires*. Nulle classe supérieure ne veut voir dans sa position, une fonction, une charge, un devoir ; dans ses avantages sociaux, les prérogatives et les émoluments qui sont attachés à l'observance de ce devoir.

Toutes, au contraire, y veulent voir et y faire reconnaître un *droit* qu'elles tiennent, tantôt de Dieu, tantôt du hasard qui devient alors leur Dieu, et le plus souvent du droit de premier occupant, droit de naissance ou d'ancêtres, droit d'ancienneté et de prescription, et, à dire crûment, *droit du plus fort*, du plus habile, du plus heureux.

Ainsi, quand leurs illustres fondateurs les ont consolidées par l'amour et la reconnaissance des peuples, par leurs signalés services, les dynasties, dans la personne de leurs successeurs bénévoles, refusent de considérer la royauté ou l'empire comme la *première fonction* de la société, et le roi comme le *gérant*, le premier administrateur, le premier agent de cette société. Ils se roidissent contre les vœux des diverses classes; et coutumièrement, ils sont ou en alliance avec le peuple contre

une aristocratie qui les menace et les blesse, ou avec l'aristocratie contre le peuple qui demande le progrès.

Ainsi, les aristocrates, les patriciens, refusent à la plèbe une place dans l'Etat, le partage des fonctions et des bénéfices sociaux.

Ainsi, la plèbe, quand elle s'est faite bourgeoise, refuse aux serfs et aux esclaves une place dans la cité.

Et chacune dit à son tour : nul n'ira au-delà; il n'y avait place que pour moi.

Et les dynasties ainsi tombées dans l'aveuglement, tombent devant le courroux général.

Et les aristocraties s'écroulent.

Et la plèbe se fait bourgeoise en s'émancipant de la dure tutelle des patriciens.

Et les esclaves brisent leurs chaînes; ou l'anarchie décompose tout, et la société meurt conquise !

C'est réellement un besoin, un bien, une grandeur pour un peuple de ne dépendre que de la volonté de Dieu, et non de celle des hommes; de la raison, de la loi, et non de l'arbitraire. On conçoit qu'il fasse consister une partie de sa liberté à revendiquer directement cette faculté lorsqu'il ne la possède en aucune façon, et lorsqu'il désespère de l'obtenir par la voie indirecte. Mais pour que la majorité des hommes consentent à obéir à la loi morale, et le puissent en vérité, il faut que leur intelligence s'éclaire, qu'ils aient et de l'éducation et de l'instruction, toutes conditions qui présupposent la richesse comme moyen. D'ailleurs, pour qu'ils s'affranchissent de l'arbitraire, de la sujétion absolue des hommes, ou de la loi coërcitive, il faut qu'ils se montrent dignes, car c'est par la dignité qu'on se fait respecter et qu'on mérite de l'être : or, il n'y a point de dignité possible dans la misère et l'ignorance.

Il faut donc que la multitude des hommes aient droit et possibilité d'améliorer leur sort physique par le travail fructueux : cela est incontestable. Cependant il est des cas où les améliorations matérielles sont impossibles pour tout un peuple ou pour une portion de ce peuple, tant le despotisme ou l'*inégalité des conditions* s'est appesantie sur elles : alors les

révolutions se présentent comme des remèdes extrêmes.

C'est dans de pareilles conjonctures que les formes politiques peuvent être le point de mire des efforts d'un peuple; car la liberté ou la faculté d'entreprendre des améliorations matérielles est la première des facultés nécessaires à la conservation du corps national; mais c'est seulement dans les cas extraordinaires et rares où le mieux ne peut plus réellement s'effectuer par en bas, par le mouvement des intérêts, par le débat et les prétentions des égoïsmes, en lutte dans l'échange et dans l'exercice des franchises politiques déjà acquises par la majorité des citoyens.

Si donc un pouvoir, quelque retardataire qu'il soit d'aileurs, consent au mouvement, seconde ou permet seulement les améliorations matérielles, la temporisation est possible, la longanimité un bon calcul; car ce pouvoir consent implicitement toutes les libertés politiques légitimes pour un temps prochain; les améliorations matérielles qu'on effectuera au sein de la nation, rendant ces garanties successivement infaillibles. Il n'y a qu'une chose qu'il ne faudrait supporter en aucun temps, c'est le parti pris abominable d'user de corruption par en haut, et de conférer le pouvoir exécutif à des agents pervers, éhontés jusqu'à se rire de la morale et de ceux qui s'inclinent devant elle.

La question de savoir si les améliorations de l'ordre matériel peuvent tenir lieu de toutes les autres, et particulièrement des changements de formes du gouvernement, est vaine, car jamais les choses ne se passent ainsi. Rien en ce monde ne peut tenir lieu de tout; rien ne se suffit, sauf Dieu. Il n'est pas une institution, pas un expédient social qui se suffise à lui seul : la moralité ne se suffirait pas, ni les lumières, ni la richesse.

Que les formes politiques soient quelque chose, soient beaucoup dans la vie d'un peuple, personne ne peut en douter; mais aussi elles ne sont pas tout. Les changer est souvent un bien; car le progrès est incessant partout et dans tout. Mais ce qui a le plus changé dans l'histoire, ce n'est pas la forme politique, ce sont les hommes qui se mettaient en lieu et place de ces formes pour les faire parler et vivre.

La relation des gouvernants aux gouvernés est évidemment des plus importantes pour la liberté individuelle; mais celle des gouvernés entre eux est plus fondamentale encore pour le bonheur des masses. Ces deux relations sont entre elles à peu près comme la forme est au fond.

Remarquez qu'à la rigueur la forme ici est indépendante du fond. L'état civil, le milieu social, est à peu près le même en Europe et aux États-Unis, et cependant que de variétés de formes politiques, de pouvoirs! République, monarchie pure, monarchie tempérée, constitutionnelle, etc.; presque toutes les combinaisons ont leur exemple : et dans une même nation, comme en France, que de formes de gouvernements éprouvées depuis cinquante ans, sans que le milieu social ait changé sensiblement! Toutefois on exagérerait si l'on niait l'influence extrême de la forme du pouvoir sur le milieu social, car cette forme même peut être considérée tout à la fois comme effet et comme cause, comme instrument et comme agent. N'est-ce pas l'autorité qui par l'éducation et les universités, a en main les destinées de la jeunesse? A la longue un pouvoir donné peut modifier, altérer, détruire un à un les éléments constitutifs d'un milieu social donné, tandis qu'il ne faut rien moins qu'une nouvelle religion, et la grandeur du martyr pour substituer, sans l'intervention du pouvoir matériel, un milieu social nouveau au milieu social ancien. Il faut entendre ici par milieu social ou état civil, la constitution de la *propriété* et de *l'hérédité*, la loi *du mariage* ou le rapport des sexes, la *hiérarchie* ou la subordination des classes et des individus, la constitution de la *famille*, les *dogmes* religieux, les *cultes*, l'*éducation*, les *mœurs*, *usages* et *préjugés*, l'organisation ou *le mode du travail*, le partage ou *distribution de la richesse*, *le salaire*, etc., etc.

Pour comprendre la plus grande importance de la question sociale, il suffit de considérer que les hommes vivent bien plus dans la *famille* et dans l'*atelier* que sur la *place publique;* qu'ils se nourrissent bien plus d'affections tendres et de bien-être matériel que de droits.

Produire et consommer, vendre et acheter, voilà à quoi s'usent *les trois* quarts de la vie de la multitude. Réglez donc avant

toutes choses ces points-là entre les hommes. Il ne faut, par ainsi, viser au changement du pouvoir qu'*à cause* et en vue surtout de la modification du milieu social.

Mais il est évident que l'action peut se diviser et être double, et que s'il faut attaquer la forme, il faut *simultanément* attaquer le fond. Cette dernière tactique est même la plus efficace dans un pays où la liberté de parler, d'écrire et de croire est une conquête garantie. La publicité, la propagande, la persuasion opéreront plus lentement sans doute, mais plus sûrement le mouvement des idées et des mœurs. Et cependant si tous ces efforts étaient secondés par l'action simultanée d'un pouvoir progressif, on ne peut dire combien grand, infaillible et prompt serait le résultat.

Quoi qu'il en soit, on a essayé beaucoup plus jusqu'ici des améliorations politiques que des améliorations économiques. Le temps est venu de se préoccuper un peu de ces dernières, sans négliger néanmoins la question des formes et des personnes. Il est des instants, nous le répétons, dans la vie d'une nation, des circonstances où il y a lieu de s'attaquer avant tout et presque exclusivement à la constitution du pouvoir; d'autres où l'affaire la plus importante est ailleurs.

La question est donc celle-ci : Qu'y a-t-il de plus pressant pour un peuple à un moment donné? que lui commande la prévoyance, la sagesse, son intérêt bien entendu, ou celui de l'avenir qu'il n'a certes pas le droit de gâter? est-ce la guerre? est-ce la paix? est-ce une révolution des hommes ou une révolution des choses? est-ce tous ces deux points à la fois?

Au reste, à parler d'une manière générale, une forme politique est bonne *absolument* dès qu'elle est un dérivé logique et consciencieux de la morale évangélique, du principe de fraternité et d'égalité, et lorsque l'autorité et ses agents fonctionnent progressivement en ce sens. L'on reconnaît donc la légitimité d'un pouvoir constitué, à cette condition : lorsque ses actes annoncent qu'il se considère *comme le serviteur de tous*, et qu'il se dévoue réellement à la société.

La forme politique est bonne *relativement*, lorsqu'elle est

une conséquence du principe de souveraineté admis; et qu'en tout cas il y a acclamation ou amour dans la multitude.

Ainsi, sous le *droit divin* des rois, et avec des peuples qui le respectent, c'est-à-dire qui y croient, la monarchie héréditaire absolue est la forme indispensable et normale.

Et de même, le dogme de la *souveraineté du peuple* étant admis par la constitution d'un pays, cru et voulu par les masses, c'est une nécessité prochaine ou éloignée, résultant de la nature et de la force des choses, que l'hérédité fasse place à l'élection; que le devoir remplace le droit, c'est-à-dire que ce qui était une prérogative devienne une charge.

Toute forme politique qui tombe dans un milieu où ces deux principes contraires sont en lutte, n'est point durable, ou ne dure que par un tour de force continuel. L'équilibre n'est pas possible pour peu qu'il y ait d'ardeur sous l'une et l'autre bannières.

Tous les efforts de l'ordre pacifique doivent être faits alors pour hâter une prédominance quelconque.

Rappelons toutefois qu'il s'agit ici, comme en tout ce qui tient à l'ordre moral et social, presque toujours de *plus* ou de *moins;* du genre d'action et d'efforts qui doit prédominer; car en réalité, l'exclusion n'est pas possible; tout se mène de front dans les sociétés, et principalement dans les modernes. L'industrie, la politique, les idées, les mœurs et les richesses, tout se modifie profondément avec concert. Comment le pouvoir, enveloppé qu'il est dans le tourbillon ascendant, ne se modifierait-il pas en même temps, ou en définitive?

Conclusion. Autant que possible, il ne faut point que le progrès se produise par soubresauts.

Car, les améliorations de tous genres, pour s'accomplir et durer, doivent être successives, menées avec prudence et réserve. Souvent des moyens indirects, à peine soupçonnés des esprits réfractaires ou des intérêts les plus étroits et les plus entêtés, iront plus vite et plus efficacement au but que des mesures brusques, directes et ostensibles.

Le temps, d'ailleurs, est un élément nécessaire des métamorphoses sociales et psychologiques. Consultez-vous dans vos

habitudes, dans vos préjugés, dans vos passions surtout et votre égoïsme; et vous aurez la clef de toutes les lenteurs, de tous ces circuits où se perdent les peuples avant d'arriver au mieux; les peuples qui sont un composé si compliqué de tempéraments, de volontés, de passions, d'intérêts si variés, si inégaux, dont l'harmonie et l'unité sont cependant requises pour qu'un phénomène social général s'effectue et persiste !

Afin de se bien rendre compte de la nécessité du *temps* dans les progrès humains, que l'on considère par exemple combien, théoriquement et idéalement, il paraît facile d'établir dans chaque village de France, un foyer d'éducation et d'instruction tellement pur, tellement complet et tellement absorbant, que tout enfant, au sortir du berceau, aille y puiser moralité, lumières, savoir, profession, et que nul n'échappe à ce perfectionnement, à ce polissage social de son être !

D'où vient cependant que ce projet, ce moyen d'éducabilité, reconnu par tous les sages comme le plus puissant levier de civilisation, n'est pour long-temps encore qu'une utopie, qu'un rêve dont on se rirait dans le public français, s'il était produit sérieusement ? D'où vient cela ? pourquoi ce grand obstacle ? Eh ! mon Dieu, cela vient de la grande source des imperfections sociales, c'est-à-dire des passions individuelles, des idées fausses des hommes; surtout de la volonté mauvaise ou faible, de l'*égoïsme* qui ne veut pas comprendre que le vrai bien pour chacun est dans le dévouement de chacun à l'intérêt général.

Il est évident que la conservation de ce qui est, ou l'immobilité absolue, est impossible ; et que la prétention de résister au mouvement, à l'amélioration, à la réalisation de ce qui a été conçu et désiré par la majorité comme mieux et juste, est dangereuse autant qu'absurde.

D'ailleurs, ceux qui possèdent les avantages du présent savent et doivent se dire que si pareille maxime et pareille prétention avaient existé avant eux, ils n'eussent jamais obtenu d'adoucissement à leur sort.

Mais, d'un autre côté, il n'est pas moins évident que la mo-

bilité continuelle et la prétention de réaliser aussitôt, sans égard au temps, toutes les perfections que l'on conçoit, est incompatible avec un ordre quelconque ; et que, autre chose est de dire ce qu'il faut faire et en avoir le désir ; autre chose, de l'accomplir, de le faire accomplir par l'intervention et la volonté libre du plûs grand nombre, ou d'en avoir la puissance. Donc, ici et là, c'est la *mesure* qu'il faut chercher ; c'est la *patience*, le *temps* qu'il faut consulter.

A mesure qu'il se perfectionne, l'homme voit reculer devant lui les limites de la perfection. Donc toute doctrine politique vraie doit être nécessairement miséricordieuse, se faire tout à tout, s'adapter à tous les temps, à tous les âges de l'individu et de la civilisation; car, au-delà d'un progrès accompli, quel qu'il soit, l'homme conçoit toujours un nouveau progrès à accomplir ; par conséquent, il a toujours devant soi l'imperfection et l'imparfait ; et s'il n'y met la mesure, et s'il n'accepte pas la persuasion, la voie de douceur, de paix, de miséricorde et de patience comme *moyen*, il n'y a pas de raison pour que les novateurs ne soient pas toujours campés sur la place publique, l'arme au bras et prêts à faire feu.

Si nous insistons sur cette nécessité du *temps*, c'est qu'à l'heure présente nous sommes possédés d'une impatience maladive et d'une dévorante ardeur qui nous fait courir bride abattue vers un fantôme que nous nommons *avenir* et *progrès*. Nous rêvons trop la félicité ; nous méconnaissons notre nature foncière. Nous parlons de *provisoire*, d'époques organiques et d'époques critiques, comme si la vie et le mouvement social ne se résolvaient point en une perpétuelle provisoire, en une éternelle lutte entre ce qui est et ce qui veut être! Nous croyons assister à une époque de *transition*, au bout de laquelle nous nous imaginons sérieusement trouver la terre promise ; et pour cela, nous dévorons l'espace qui nous en sépare, comme si l'histoire, à quelque moment qu'on la prenne, n'était point un composé de transitions ; comme si cette terre promise n'était point un mirage qui recule et s'enfuit à mesure que nous avançons.

La conséquence de cette disposition, c'est que nous remettons, pour nous maîtriser et pour agir, à l'époque où nous

serons entrés à pleines voiles dans le *nouveau monde* de notre imagination ; car dans celui-ci, dans le vieux, tout est à refondre, tout est mal. Il importe peu ce que nous y semons, puisque rien n'en sera récolté. Je veux croire que la plupart des souhaits que nous formons seront exaucés, que nos critiques sont fondées, nos prétentions légitimes en général ; mais il reste à en convaincre le monde : or, pour cela il faut plus qu'une verve bouillante, il faut le calme.

Marchons donc, il y a nécessité, et c'est un devoir ; mais du moins ne courons pas jusqu'à nous rompre le cou ; songeons un peu que si c'est le bonheur qui nous met en marche, nous ne l'atteindrons jamais, et qu'en tout cas nous l'atteindrons d'autant moins que nous le mettrons loin de nous.

XIV.

LES FRANCHISES POLITIQUES.

L'une des libertés dont les peuples de notre époque se montrent le plus jaloux, c'est celle qui leur assurerait la capacité politique, le droit d'élire, etc. Or, ce qui prouve sans réplique combien la richesse, l'aisance, le bien-être, la propriété entrent pour beaucoup dans la question, et combien leur conquête aplanirait les difficultés qui s'opposent à l'admission des masses à cette prérogative sociale, ce sont les conditions mêmes auxquelles, dans l'antiquité et dans les temps modernes, ces droits ont été accordés et reconnus chez tous les peuples où la représentation a existé et a donné lieu à leur exercice.

Presque partout le *Cens* a joué le plus grand rôle. Presque tous les grands publicistes y ont vu le seul *criterium* pratique de l'aptitude civique.

Certes la richesse ne donne pas nécessairement les lumières, ni la capacité; elle ne crée ni des hommes d'état, ni des législateurs, ni des publicistes, encore moins donne-t-elle la moralité, j'entends le devoir, le dévouement à la chose publique et le sacrifice; du moins voyons-nous beaucoup de riches, ignares ou peu intelligents et profondément corrompus. Néanmoins, la généralité des classes riches et aisées sont les dépositaires de la science, et renferment les hommes les plus éclairés, les plus capables, les plus prévoyants.

Quoi qu'il en soit, le législateur ne va point jusqu'à exiger *toutes ces conditions* dans le choix de la partie politiquement

active de la société, du corps électoral où éligible : il se contente de donner au pays la stabilité, et la sécurité *de ce qui est;* or, ceux qui ont quelque chose à perdre, sont en général intéressés à l'ordre, c'est-à-dire à la stabilité. Et il y a *présomption* seulement que ceux-là aussi sont les plus éclairés, pris en masse, et les plus moraux.

Voilà la signification du cens : elle prouve que les classes bourgeoises elles-mêmes ont toujours cru à la légitimité d'octroyer les droits politiques à qui possédait, à qui avait réellement quelque chose : une fortune, un bien, une position à perdre.

Eh bien! faites donc que plus de monde, de jour en jour, ait quelque chose à perdre; et les droits politiques seront sans danger, et ils pourront s'*octroyer* finalement à *tous.* La conclusion rigoureuse, c'est que les améliorations matérielles sont, de l'aveu même des doctrines les plus reçues de notre temps et d'après le fait universel de l'histoire, les *conducteurs* infaillibles de la liberté civique, la condition essentielle, mais suffisante, de l'octroi des droits politiques.

Les classes ouvrières et sous-moyennes revendiquent des droits politiques comme but peut-être, parce qu'après tout c'est un signe de puissance, de dignité et de considération; mais bien plus comme moyen, parce qu'elles espèrent que leur voix apporterait plus d'équité dans la balance des destinées communes, tandis que les classes politiquement actives ont trop souvent fait les lois exclusivement à leur profit.

Cette prétention paraît persistante, c'est une pensée fixe qui a force d'avenir : la classe bourgeoise ne saurait la repousser avec les armes de la logique et de la justice, car elle-même en a donné l'exemple. Elle l'a eue, cette prétention, devant la noblesse et le clergé, tout comme les prolétaires l'ont devant elle-même. Or, elle a conquis successivement ses droits à mesure qu'elle s'en montrait réellement digne.

Si ça été un droit pour elle, c'est un droit pour eux. Si ce n'a point été un droit, il n'y a point prescription en fait d'iniquité, et la bourgeoisie est un fait de l'ordre fatal, une position usurpée qu'on ne peut conserver que par le droit du plus fort.

Que faire donc? leur refuser indéfiniment l'exercice des

droits politiques, les tenir éternellement en dehors de la cité; en faire une plèbe ayant des intérêts diamétralement opposés, des mœurs, une vie tout-à-fait à part; élever un mur d'airain entre la foule et les classes dites supérieures, rêver le rétablissement des castes sous une forme quelconque?

Cela n'est plus possible, cela est dangereux à tenter; irréligieux, injuste à penser et à désirer.

Il ne reste qu'un moyen de faire tourner cette fatalité des choses européennes au grand avantage de toutes les classes : au lieu de contester aux masses les droits politiques, il faut les en rendre dignes; et pour cela, il faut commencer par leur donner accès à la richesse, au bien-être, conditions préalables de culture intellectuelle et morale, conditions de fermeté, d'aplomb et de liberté; alors, dès qu'elles seront propriétaires de quelque petite somme, on les verra intéressés à l'ordre, à la prospérité générale; leur vote sera libre, judicieux, prudent, modéré, l'intégrité la plus ferme répondra aux tentatives de corruption : la misère peut-être les eût rendues vénales, l'aisance les fera incorruptibles.

Et peut-être les verra-t-on peu empressées de faire usage de la faculté politique, le jour où l'on s'efforcera de les y rendre aptes; car les peuples ne tiennent tant à faire eux-mêmes leurs affaires que parce que les classes dirigeantes ont jusqu'ici singulièrement abusé de leur confiance. La politique, comme le commerce, ne vit que de crédit : ôtez la confiance, chacun veut rentrer dans ses fonds, les employer soi-même et diriger ses affaires; ou du moins contrôler, surveiller sans cesse ses mandataires et ses commandités.

Les peuples reconnaîtraient la division du travail jusque dans le gouvernement et la politique, s'ils s'en trouvaient bien : ils s'immisceront d'autant moins dans la conduite des affaires sociales que les gouvernants se montreront plus zélés, plus intègres, plus complétement attachés à défendre les intérêts généraux. Mais il est bon, il est indispensable que les peuples acquièrent le droit d'intervenir, qu'ils le *régularisent*, et qu'ils le conservent inviolable à tout jamais.

Les classes moyennes en Europe doivent se souvenir de leur origine, des faits et gestes de leurs pères; et faire, pour

faciliter le bien-être et la liberté aux hommes de bonne volonté parmi les classes prolétaires, ce qu'elles ont été forcées de faire elles-mêmes pour conquérir, sur la noblesse et le clergé du moyen-âge, les franchises dont elles jouissent aujourd'hui : l'égalité devant la loi, l'accessibilité à tous les emplois, les droits politiques et la propriété. C'est une nécessité, c'est un devoir; il y a plus, c'est un intérêt.

« L'on doit s'attacher à confondre dans une union parfaite » les pauvres et les riches, ou bien à augmenter la classe » moyenne ; car c'est ainsi qu'on empêche les révolutions qui » naissent de l'égalité. » C'est encore là une maxime politique empruntée au démocrate précepteur du grand roi Alexandre. Et il ajoute : « Toute classe qui veut la stabilité doit s'efforcer » d'appeler le grand nombre à la propriété et à l'aisance, » car seule la moyenne propriété ne s'insurge jamais. Là » où les fortunes aisées sont nombreuses, il y a bien » moins de mouvement et de dissensions révolutionnaires. » Quand le nombre des pauvres vient à s'accroître sans que » celui des fortunes moyennes s'accroisse proportionnelle- » ment, l'État est sur son déclin et arrive rapidement à sa » ruine. »

Les populations moyennes doivent se souvenir que leurs premiers pas dans la voie d'émancipation, leur ont été facilités par les premières améliorations matérielles qui furent réalisées au sortir du moyen-âge : car il ne faut pas croire que parce que ces améliorations se sont faites sourdement et comme sous le boisseau, elles n'aient point été considérables et souverainement propices à la liberté.

Un jour la barbarie, le déclin, a eu son apogée sur la terre des Gaules, dans l'Europe de Charlemagne; et dès ce jour un mouvement de retour vers la production, vers l'industrie et la population s'est effectué, et de progrès en progrès, dans cette triple sphère et particulièrement dans l'industrie, on est arrivé au moment mémorable où le *tiers-état* était en os et en chair; où la *commune* se constituait, industrieuse et riche; où elle se bâtissait des murailles, des fortifications, se donnait des chaussées, des canaux, se fabriquait des armes et des munitions; où enfin, avec toutes ces choses et par leur auxi-

liaire puissant, elle demandait, exigeait, emportait des franchises, des droits, la liberté!...

Or, c'est parce que ces progrès matériels se sont réalisés lentement, que les classes moyennes sont arrivées tard à la liberté.

Et c'est parce qu'elles se sont réalisées malgré les classes supérieures, malgré la noblesse et le clergé, que la noblesse, le clergé ont perdu leur puissance; sont arrivés à leur chute solennelle de 89, et qu'aujourd'hui il est à peine trace, sur notre sol, des priviléges féodaux.

En effet, n'est-ce point le parti-pris entêté de ne rien vouloir en faveur des classes moyennes, de se refuser systématiquement à toute amélioration matérielle, qui a décidé la rupture de 1789, grossi le torrent révolutionnaire, et substitué un radicalisme irrésistible et furieux à une réforme mesurée?

La bourgeoisie leur demandait des concessions compatibles avec leur dignité; elle leur laissait encore une position sociale privilégiée; on ne voulut rien concéder : on perdit tout.

Que la bourgeoisie à son tour prenne donc leçon de ses inspirations et de ses actes propres. L'aveuglement et l'égoïsme ne conviennent à personne.

Soyons logiques, c'est toujours un grand intérêt que de l'être : or, le principe constitutif de nos sociétés modernes, c'est l'égalité devant la loi; pour la France, pour les États-Unis, et bientôt pour les trois quarts de l'Europe, la souveraineté du peuple est substituée au principe politique du droit divin. Plus de castes, plus de barrières entre les conditions; conformons-nous donc à ce principe : il est inconciliable avec la misère forcée des masses, et avec leur minorité politique indéfinie. Conformons-nous-y en leur facilitant l'aisance par le travail, et la capacité politique par leur intérêt à l'ordre et à la prospérité générale; « car la cause première de toutes les révolutions, dit encore le grand expérimentateur grec, la voici : tous les systèmes politiques, quelque divers qu'ils soient, reconnaissent des *droits* et une *égalité analogues à leur principe; mais tous s'en écartent dans l'application.* »

Nul doute, les peuples seront d'autant plus accommodants, en ce qui regarde les positions acquises de la bourgeoisie et d'une aristocratie ancienne, que ces fractions de la société se montreront les amies sincères, les tuteurs et défenseurs nés des intérêts populaires, et s'identifieront en toute sincérité avec leurs destinées.

A toute société, il faut des chefs, des directeurs, des inspirateurs, comme à toute entreprise, un gérant, une administration. Une démocratie, quelle qu'elle soit, ne saurait s'en passer. Point de société sans ordre, et point d'ordre sans hiérarchie: point de richesses et de propriété matérielle, point d'économie sociale, sans division de travail; et point de division de travail, sans hiérarchie, sans chefs directeurs, sans supérieurs et sans inférieurs: en d'autres termes point d'armée sans général, sans officiers et sans soldats.

La démocratie moderne voudra donc des chefs; mais elle les voudra comme les peuples les ont toujours voulus et les ont toujours forcés d'être ou punis de ne pas être; c'est-à-dire fonctionnant pour l'intérêt général, les guidant vers le mieux, leur procurant la sécurité et un bien-être, une liberté de plus en plus grande.

Que les classes moyennes soient donc ces chefs; qu'elles le soient de droit par leur dévouement,commme elles le sont de fait par leur position, par leur puissance, leurs richesses, leurs lumières effectives et leurs aptitudes développées, ou du moins par celles que de nombreux loisirs et la fortune leur permettent et les obligent même d'acquérir: car ici, *noblesse oblige.*

Toute autre politique les perdrait, elles ou leur prochaine postérité; essayer de reconstituer une oisiveté officielle, de transformer un sang roturier en un sang noble; de monopoliser pour soi et les siens des positions, acquises précisément à la faveur d'un état de choses qui avait nié tout monopole,ce serait le comble de l'aveuglement, et se suicider de gaieté de cœur.

Partout et toujours, pour agir sur les masses, il faut se mettre à leur tête; chefs de travaux guerriers pour le passé; chefs de travaux pacifiques de l'industrie, de l'agriculture et du commerce, dans les temps modernes et à venir.

Les classes supérieures n'ont pas d'autres alternatives à cet

égard : ou se faire les guides, les soutiens des peuples, ou s'en faire des ennemis : l'antagonisme ou la direction.

Toutes les époques heureuses, fécondes et glorieuses de l'histoire sont marquées par l'accord, l'harmonie, la fusion hiérarchique des aristocraties et des diverses classes de la société. Les chefs alors sont les bienfaiteurs des masses, leurs guides ou leurs défenseurs.

Toutes les époques stériles sont marquées au contraire par leur désunion et la lutte sourde ou patente du petit nombre contre le grand : les classes supérieures voulant s'immobiliser dans leur position privilégiée, et les classes inférieures voulant se mouvoir et marcher pour sortir des tentes misérables où elles sont campées.

« Dans les oligarchies actuelles, disait Aristote, les fils des hommes au pouvoir vivent dans la mollesse, tandis que les enfants des pauvres, s'exerçant au travail et à la fatigue, *acquièrent le désir et la force* de faire une révolution. »

Il importe que, de nos jours, on recueille et médite sérieusement ces paroles prophétiques du grand politique grec.

Réaliser promptement les améliorations matérielles réclamées par l'état actuel du pays et de l'Europe, et les réaliser avec l'assentiment, avec le concours actif et bienveillant des classes bourgeoises, telles sont donc les deux infaillibles conditions pour le peuple d'arriver pacifiquement à l'aisance et à la liberté, sans nuire à l'aisance, à la liberté des classes supérieures; et, pour les classes bourgeoises, de conserver comme un droit, la puissance de fait dont elles jouissent aujourd'hui, de rester à la tête du mouvement social, de diriger, d'inspirer et de guider.

En résumé, le seul moyen d'éviter le sort des aristocraties féodales; le seul moyen de faire reconnaître ses droits à l'autorité, c'est de la faire aimer par ses résultats, c'est d'y intéresser les peuples. Certes ils souffriront toujours le règne de la capacité, mais c'est à la condition que les capacités soient méritantes, c'est-à-dire qu'elles marchent, et marchent en avant, signalant la terre promise et y menant, et en reculant généreusement, de leur propre mouvement, les limites sans fin *assignable*,

Heureusement l'exemple est donné et il trouvera de nombreux imitateurs. Les chefs des grands établissements en France, aux États-Unis, en Angleterre, etc., font chaque jour de louables efforts pour moraliser, éclairer leurs ouvriers, et adoucir leur sort. La plupart comprennent enfin qu'ils doivent, dans leur propre intérêt mieux entendu, considérer les ouvriers comme des pupilles, exercer auprès d'eux un patronage dégagé de toute prétention aristocratique, au bout duquel l'ouvrier sente la charité et la fraternité.

Et ceci nous indique quel est le sens, et quel doit être le rôle politique d'une classe intermédiaire, libre et politiquement active.

Nous ne dirons donc pas : Entreprenez des améliorations matérielles, afin que les peuples cessent de prétendre à la capacité électorale ; mais nous dirons, faites-le, parce que c'est une obligation sociale, un bien pour vous plus encore que pour eux ; et que c'est le meilleur moyen de les rendre dignes de ces droits et capables de les exercer en vrais citoyens.

Il ne s'agit pas de tourner la difficulté, il s'agit de l'aplanir : elle sera aplanie le jour où la majorité des populations européennes sera éclairée à l'égal de vous, où elle aura quelque bien-être, quelques loisirs, de la prévoyance et de l'ordre (1).

(1) Voir la note 4 à la fin du volume.

XV.

LA CONSERVATION NATIONALE.

S'il est un sûr moyen pour un gouvernement de s'assurer ou de se conserver l'affection des gouvernés, c'est de les servir dans leur bien-être, c'est de tourner toute sa sollicitude vers les intérêts de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. La prospérité matérielle, avec ses entreprises toujours nouvelles, outre qu'elle est une condition impérieuse de liberté individuelle effective, a toujours cet avantage de donner aliment à l'activité nationale, et de la détourner des pétulances séditieuses, de l'oisiveté forcée d'une jeunesse qui ne saurait où se prendre pour user l'exubérance de ses premiers feux, et de sa virilité naissante.

Les bienfaits des gouvernements ne sont peut-être pas toujours payés par la reconnaissance des peuples; mais les actes du pouvoir qui ont pour résultat ou pour but la satisfaction des besoins principaux et légitimes d'un plus grand nombre, sont rarement méconnus. Il n'est point d'institution ni d'amélioration matérielle dont la fin ait été de procurer plus de bien-être et de liberté positive, qui ne leur ait valu un solide point d'appui dans le cœur de la nation : ils ne s'aliènent si souvent l'opinion générale que parce que trop souvent aussi ils font cause commune avec ceux qui ont des droits acquis, des privilèges incompatibles avec le progrès, avec les mesures et les changements qu'exige la satisfaction plus ample des nécessités du peuple.

Un gouvernement qui n'a point l'adhésion tacite de la mul-

titude se prive du plus solide élément de sécurité et de puissance; il doit non seulement toujours être sur le qui-vive à l'intérieur, mais redouter les hostilités de l'extérieur. Or, il peut être populaire sans être radical, novateur sans être destructeur, c'est-à-dire améliorer et conserver en même temps; il peut dire et faire comme Jésus-Christ : *accomplir* la loi sociale, et non la *détruire.* Or, accomplir la loi sociale, c'est satisfaire de plus en plus les besoins légitimes des citoyens sans exception, c'est faire qu'il y ait égalité de fait et de droit pour tous devant la loi, et dans les chances bonnes et mauvaises de ce monde.

Aujourd'hui les gouvernements ont en quelque sorte un intérêt de circonstance à améliorer la position matérielle et intellectuelle de toutes les classes de gouvernés; à créer des moyens de travail, et à assurer une répartition de plus en plus équitable aux classes ouvrières; car les temps sont difficiles; l'avenir garde, à n'en point douter, plusieurs nœuds gordiens à dénouer de nation à nation; et les nœuds de cette sorte ne se dénouent bien que par l'épée des masses : or, cette épée n'est aux ordres que de l'affection, de l'amour, de la reconnaissance. Si, grâce à de promptes et larges améliorations de l'ordre d'égalisation ou de diffusion des richesses, conduites par le pouvoir dans chaque pays, ou sous ses auspices, l'esprit de nationalité ne survit point à la misère, à l'abâtardissement produit par une inaction et une ignorance systématiquement entretenue dans le gros du peuple, c'en est fait des dynasties et des aristocraties chez les peuples en féodalité, et de la bourgeoisie et des classes moyennes, chez les nations dites libérales : elles subiront la conquête, la dépendance, l'humiliation de l'étranger, ou l'anarchie intérieure.

Aujourd'hui, pour conserver et fortifier la nationalité chez les peuples légalement affranchis, ce n'est point assez du *statu quo* ou du *laissez faire* industriel et commercial; le laissez faire, c'est désormais le monopole, le privilége déguisé d'une minorité; c'est un nouveau despotisme légal aux yeux de la majorité : l'hydre aux mille têtes de l'ancien régime. C'est pour le XIXe siècle ce qu'a été le laissez faire guerrier des seigneurs aux VIIIe et IXe siècles; c'est encore le prélude

d'une féodalité industrielle et commerciale, tout comme l'autre a été le prélude d'une féodalité nobiliaire et guerrière. Le laissez faire, c'est enfin l'agonie de l'égalité, de la liberté, de tous les principes, de toutes les promesses de la révolution française de 89 !

Ainsi, il est des améliorations matérielles capitales que les particuliers ne font pas, ou ne sont pas assez pressés de faire. C'est au gouvernement, dans chaque nation, à les accomplir : de ce nombre sont toutes celles qui supposent quelques sacrifices, ou une avance de fonds qui n'aura son *intérêt* qu'après un long espace de temps ; celles enfin qui supposent des ressources et une application générale au-delà des forces des intérêts isolés : tels les chemins de fer.

Mais c'est principalement par les considérations de haute politique extérieure, que les gouvernements et les classes supérieures doivent reconnaître l'importance capitale des améliorations matérielles vraiment populaires, et la nécessité d'y mettre toute leur sollicitude et même leurs sacrifices.

Nous allons rechercher ce que leur dictent à cet égard la prudence, et les circonstances nouvelles de l'Europe.

Une dynastie, un gouvernement, une aristocratie, ne sauraient être indépendants de l'étranger sans que la masse de la nation ne le soit elle-même ; et ici la dépendance, c'est l'esclavage ; c'est l'humiliation, c'est la conquête en expectative permanente.

Mais le corps d'une nation ne peut avoir la liberté extérieure que par la puissance, par les ressources collectives et le patriotisme ; par la bravoure et la tactique de ses citoyens.

Or, nous l'avons assez vu : les citoyens en masse ne peuvent réunir tous ces éléments de grandeur et de force que grâce à une vie laborieuse et productive ; à un soin attentif aux intérêts matériels, grâce à leur supériorité dans l'agriculture, le commerce et l'industrie.

Il est donc d'une saine et habile politique pour les chefs d'une nation et pour les classes élevées, qui ont tout à perdre, de se trouver dans la dépendance de l'étranger, de favoriser de tous leurs moyens, par le conseil, par l'encouragement et le sacrifice, le travail, la production, le bien-être de toutes

les classes, de toutes les conditions; en d'autres termes, pour être plus libres eux-mêmes vis-à-vis les autres puissances, les rois et les grands doivent augmenter, favoriser la liberté des peuples dont ils sont les chefs ou les représentants; ce qu'ils ne sauraient faire plus efficacement qu'en favorisant les améliorations matérielles.

Ça été là de tous temps une vérité à l'usage des gouvernements; c'en est une plus que jamais pour les nations modernes.

Dans une société constituée, qui fonctionnne régulièrement, les individus faibles peuvent jouir de la même liberté que les forts, parce qu'ils sont placés sous l'égide de la loi commune. Mais pour les nations sans puissance, point de liberté; car, entre les nations, il n'y a guère encore d'autre justice que la raison du plus fort, se manifestant par le sabre et le canon. Nous n'avons point encore de tribunal international régulier: le droit des gens européen, quoique réel, est encore si imparfait qu'il ressemble, dans son espèce, à cette grosse justice de la loi salique, qui, à peine sortie de la loi du talion, ne savait opposer que l'amende de quelques sous, aux meurtres, à la vengeance, aux crimes et délits les plus graves.

Les hommes, sous une telle sauve-garde publique, gagnaient donc infiniment à être forts de leur propre personne : robustes, habiles à l'attaque ou à la défense, armés de pied en cap: la sécurité, l'existence étaient à ce prix : en raison de la valeur et du courage personnels. Or, il en est aujourd'hui des nations entre elles comme alors des individus; elles se font encore justice par elles-mêmes, et leur droit a besoin de leur force pour se faire écouter.

Et ici, il devient bien sensible que la force de la nation n'étant que l'ensemble combiné, et comme la résultante sommaire de toutes les forces individuelles prises une à une, il en résulte que plus il y a d'individus, de familles, de classes riches, éclairées, dévouées et libres dans la nation, plus cette nation, dans son unité et dans son attitude à l'égard des autres, sera libre, puissante, considérée, glorieuse et tranquille.

On ne peut faire la guerre et subvenir aux dépenses qu'elle

entraîne, qu'il n'y ait abondance d'hommes vivants, sains et paisibles : plus il y en a, plus le reste est facile, plus l'Etat et ses chefs sont puissants : moins il y a d'hommes et d'hommes accommodés, plus l'Etat et ses chefs sont misérables. L'étendue du territoire ne fait rien à la grandeur de la nation, mais bien la fertilité, et le nombre d'hommes qui le couvrent. Voyez la Hollande ou l'Angleterre, et la Russie ou la Turquie : quelle différence ! Il n'y a point de nation si belliqueuse qu'un peuple robuste, accoutumé à travailler beaucoup et à vivre sobrement dans une honnête aisance et une sage liberté. Une multitude de tels hommes dont on sache le nombre et où l'on puisse choisir est le meilleur fonds pour la guerre.

Telle est l'affinité indissoluble du matériel et du spirituel d'une nation, que l'on peut tout aussi bien mesurer le degré de science, de goût, d'avancement dans les beaux-arts, dans l'industrie, et celui de la puissance et de la splendeur, en un mot de la liberté d'une nation par le degré d'importance de son matériel, qu'on peut mesurer son matériel, par la science, le goût, la puissance et la splendeur qu'elle a manifesté.

Toute l'histoire dépose de cette connexion intime. Ecoutez-la, parlant de l'antique Egypte et des royaumes d'Assyrie, de la terre d'Israël, de Rome et d'Athènes ! Partout le matériel est proportionné aux œuvres : la puissance des nations et des individus s'élève ou s'abaisse, selon que le matériel abonde ou fait défaut. En vain le courage, la vertu veulent un instant suppléer la force, les ressources. On se montre bien encore héroïque, mais on est vaincu, effacé du livre des nations.

L'époque où ces peuples ont le plus de science, l'époque où les monuments glorieux s'édifient, où les chefs-d'œuvre artistiques surgissent grandioses et merveilleux, est aussi évidemment celle où ils ont le plus de richesses, c'est-à-dire celle où les améliorations matérielles viennent d'être plus efficaces et mieux conduites, où l'industrie a été le plus active, où les populations se sont le plus senti d'enthousiasme, d'amour, et par conséquent de liberté, car est-il besoin de le rappeler : pour l'esclave il n'y a sur la terre ni enthousiasme, ni amour ! Et cela est vrai, même de l'Egypte et des civilisations contemporaines dans lesquelles ces gigantesques travaux s'opéraient par

les mains d'une multitude d'esclaves. Car le nombre immense de ces esclaves impliquait lui-même l'existence de ressources et de richesses énormes, et celle d'une classe moyenne libre, active et énergique au plus haut degré; tout comme le nombre des bêtes de somme, de machines à vapeur et d'instruments de travail, prouve aujourd'hui l'activité, la prospérité et la liberté des classes moyennes en Angleterre, en France et aux États-Unis.

A quelle époque l'Espagne fut-elle puissante, glorieuse et libre? à une époque d'activité productive, d'améliorations matérielles de tout ordre.

A quelle époque correspond sa décadence, sa faiblesse, sa servitude? aux jours où le mouvement transformateur s'arrête, où l'on cesse de travailler, d'entretenir tant d'ouvrages, de routes, d'édifices, d'institutions, de relations, commencés, achevés, organisés ou noués; à l'instant où la paresse devient un trait de mœurs nationales.

Et l'Italie : même leçon, même conduite! Sa liberté date de la Renaissance, et la renaissance n'est pas autre chose qu'un grand élan de l'Italie vers les améliorations matérielles, vers la production, l'industrie, le commerce et les beaux-arts.

Mais après quelques siècles, et grâce aux écarts religieux, à une politique cruelle et insensée, ces améliorations matérielles sont de toutes parts entravées, découragées; la sécurité de la propriété a été menacée. On s'arrête; l'activité italienne est brisée, les relations sont interrompues, les débouchés perdus, le territoire se recouvre de ruines, l'herbe pousse le long des routes, les ports s'obstruent, et le *far niente* devient le fait dominant, avec la dépendance de l'étranger. Plus d'esprit national; une plèbe nouvelle, sans aucune énergie, sans velléité de démocratique pétulance, sans regrets ni désirs, croupit, non plus sur le *Forum*, mais aux portes des couvents, où elle attend de la charité officielle des religieux la ration d'un paupérisme sanctifié.

Et de même, à quelle époque l'Asie-Mineure, si populeuse, si animée, si fertile, passe-t-elle de la liberté active et de la vie, à l'esclavage, au silence du désert, à la désolation? précisément à l'époque où les stupides lieutenants de Mahomet

et de ses successeurs ne savent, au lieu de procéder à de grandes améliorations matérielles, que spolier les populations, ces *chiens de chrétiens*, ces rayas laborieux, économes, que la moindre sécurité et le moindre encouragement eussent faits si soumis et si dévoués.

Et par quels expédients la Turquie du XIXe siècle semble-t-elle vouloir se régénérer, et s'émanciper de la tutelle si humiliante et si dangereuse de ses redoutables voisins? précisément encore en imitant la France, l'Angleterre; en jetant enfin un regard de protection sur les intérêts matériels de ses sujets, en rendant la sécurité à la propriété, en détruisant l'arbitraire, en abolissant les institutions conçues et réalisées par le plus stupide despotisme, en déclarant la guerre à la peste; en organisant l'éducation primaire et lui donnant pour sanctuaire, dans la capitale de l'empire, un appartement tout royal au ministère de l'intérieur.

La Russie! comment est-elle parvenue en moins d'un siècle à se placer au premier rang des nations, de barbare et d'ignorée qu'elle était? en se laissant gouverner par un homme de génie tout positif, qui avait été se faire charpentier dans les chantiers du peuple le plus industrieux de son temps. Pierre-le-Grand, à peine revenu de Hollande, procède à la canalisation de son vaste empire, par la jonction du Don et du Volga, laquelle devient le lien du commerce intérieur; il ouvre des grandes routes à travers les forêts, il creuse ou rend praticables les ports de Riga, de Revel et de Narwa, qui deviennent autant de points de départ pour l'exportation des produits de l'industrie et de l'agriculture russes; et ceux qu'il fait exécuter à Saint-Pétersbourg et à Cronstadt attirent vers la Russie les regards avides de l'Europe commerciale. Puis le grand homme s'efforce de rapprocher par des communications plus promptes et plus nombreuses les diverses régions de l'empire, et ses successeurs, Catherine II, Alexandre Ier, continuent le mouvement matériel dont l'impulsion première était donnée par lui : d'innombrables terres sont distribuées à des colons appelés d'Europe et protégés tout spécialement; et peu à peu une classe moyenne se forme, s'éclaire, se fortifie et se prépare à des destinées européennes.

Enfin l'Egypte, nous l'avons déjà dit, rentre dans les voies de la civilisation par l'industrie. Elle envoie sa jeunesse dans les écoles polytechniques de Paris, comme autrefois Rome dans les écoles philosophiques d'Athènes.

La Sublime-Porte, elle-même, donne à ses ambassadeurs en France la mission de visiter nos fabriques et nos ateliers ; et les seigneurs russes font élever leurs futurs chefs d'usines et de manufactures à nos écoles de commerce.

En un mot, comme si les plus retardataires des nations pressentaient les conditions nouvelles de la puissance, les États-Unis, l'Angleterre et la France deviennent des saints lieux de pèlerinage, les *Mecques industrielles* du monde moderne.

Remarquons ici que presque tous les grands hommes d'Etat, tous les monarques fameux de l'antiquité et des temps modernes, doivent une forte partie de leur popularité et de leur gloire aux grands monuments, aux travaux d'utilité publique conçus, entrepris ou achevés sous leur règne. Leur passage fut marqué chez tous les peuples, outre leurs exploits guerriers, par l'ouverture de nouvelles voies de communication, par les défrichements, les desséchements, les constructions de ports, de canaux, de greniers d'abondance et de fontaines ; par une nouvelle activité transmise à l'agriculture, à l'industrie ou au commerce. Napoléon n'a été en cela que le continuateur de Henri IV, de Louis XIV, de Charlemagne, de Pierre-le-Grand, etc.

Que si plus d'un peuple célèbre de l'antiquité, les Romains, par exemple, semblent d'autant plus libres qu'ils sont plus voisins de leur berceau, c'est-à-dire de l'état de pauvreté et de sobriété républicaines ; et, au contraire, s'ils semblent perdre de leur indépendance, de leurs droits et franchises civiques, à mesure qu'ils se font riches et que la terre d'Italie se couvre de routes, se cultive et s'embellit, que Rome regorge des dépouilles du monde entier, et que tous les peuples contribuent à son approvisionnement..... tout cela n'en plaide pas moins dans le sens libéral que nous accordons ici aux améliorations matérielles, et nullement en faveur de ceux qui ne voient dans la richesse qu'une influence corruptrice et toujours malfaisante.

Les Romains deviennent moins libres à mesure qu'ils s'enrichissent, parce qu'en s'enrichissant ils font mieux voir l'iniquité de l'esclavage, institution sur laquelle repose leur prospérité; parce que la population libre et l'esclavage, augmentant en raison des subsistances, et l'inégalité des richesses en raison de la concurrence des bouches et de la corruption des mœurs, il y eut plus de privations extrêmes et de désirs poignants; parce que la *populace*, habituée à la profusion, au bien-être et à l'aisance des distributions officielles, dans les beaux temps de Rome glorieuse, de Rome impériale, fut intraitable dans les temps de disette et de menue ration; parce que les esclaves, spectateurs de tant d'orgies ou de tant de félicités temporelles déversées sur leurs maîtres, de tant de luttes et de contestations pour le pouvoir, pour la fortune ou pour la liberté, entre les classes les plus vénérées jadis et les citoyens libres les plus dénués et les plus abjects, durent prendre là d'excellentes leçons de cupidité et surtout de liberté; rien n'étant plus propre à faire des Spartacus que des Gracques.

D'ailleurs, à vrai dire, la richesse des Romains ne vient pas de bonne source : elle est le résultat de la guerre, de la violence, de la spoliation extérieure, mais non d'améliorations matérielles bien entendues à l'intérieur.

Le butin, les contributions forcées, levées dans les pays envahis ou vaincus, voilà la source ordinaire de leurs revenus, et avec quoi ils subvenaient aux grandes constructions dont ils s'enorgueillissaient en barbares.

Les Romains n'ont jamais connu d'autre industrie que celle de la guerre. Celle dont nous faisons tant de cas était renvoyée aux soins des esclaves, comme une industrie méprisable, dégradante et insipide.

Mais évidemment, nul n'est moins libre qu'un guerrier de profession : individu ou société. C'est au contraire la négation de toute sécurité, de toute satisfaction complète et suivie des besoins, de tout développement avancé des facultés et de la science; la guerre perpétuelle est une *spécialité* tout exceptionnelle qui veut des hommes mutilés expressément dans leurs affections et leurs instincts sociaux; qui ne soient que *rudesse, insensibilité*, courage. Les Spartiates, les Ro-

mains, etc., ne furent que cela : des hommes incomplets, sans repos ni trêve, voués à la destruction des utilités sociales et tournant leur activité contre leurs semblables.

Sans doute l'agriculture fut long-temps honorée et heureusement pratiquée chez les Romains; mais l'industrie, mais le commerce y étaient pour ainsi dire hors la loi ! c'était travail d'esclave, travail méprisable, méprisé de tout homme libre. Un Romain ne devait connaître que ses armes et la charrue. Et il en fut presque ainsi tout durant la république; mais bientôt le Romain dédaigna même la charrue, et ce ne fut plus qu'une machine de guerre vivante. Aussi ce peuple tant vanté fit-il peu pour l'avancement du travail productif, et par conséquent pour sa vraie liberté et pour celle du monde. Quand il améliora les routes et les ports, ce fut pour favoriser ses armées de terre, ses expéditions navales, et avoir l'action prompte et efficace sur les races vaincues à distance du centre; non pour la plus grande prospérité de l'agriculture et du commerce. La terre d'Italie fut toujours plutôt un camp qu'un atelier; les villes une caserne plutôt qu'une résidence. L'aisance y fut un accident, le fruit de la violence, non de la production et du travail.

Pourquoi d'ailleurs les Romains faisaient-ils la guerre perpétuelle, si ce n'est pour devenir plus riches ou pour jouir en sûreté de leurs propres richesses?

Ainsi, les Romains nous sont l'exemple qu'un peuple qui veut avoir quelque apparence de liberté, sait tellement peu se passer du bienfait des améliorations matérielles, des richesses, que quand il ne les reçoit pas de ses propres œuvres indigènes, il est obligé de les chercher ailleurs, de les emprunter à celles d'un autre peuple.

L'heure est venue de le comprendre : nous assistons à un renouvellement, dont les perturbations nécessaires permettront difficilement que l'équilibre international se maintienne encore long-temps. Soit la fusion, soit la fédération, soit la conquête ou l'envahissement, il y aura question de vie, de mort ou d'altération pour les nationalités européennes ; il y aura donc lieu alors de resserrer les liens de solidarité entre les classes et les opinions, afin de présenter une unité formidable de

sentiments et de sacrifices aux jours de lutte et d'agression. On sera respecté ou convoité, anéanti ou admis à un digne compromis, selon qu'on se montrera unis, forts en dévouement et en ressources, ou qu'on aura penché vers la guerre civile, et qu'on se sera laissé appauvrir au milieu des dissensions et du désordre.

Et si les nations échappent à ce danger, inhérent à toute crise transitoire, si elles s'accordent à enchaîner la guerre et son cortége de maux, la question du matériel et des ressources, en hommes, en argent et en produits, n'en sera pas moins encore la plus vitale pour leur durée, leur puissance et leur sécurité.

Tant que les machines de guerre destructives : le fusil, le canon, la poudre, etc., furent inconnues; tant que les armées ne furent pas permanentes, et qu'au lieu de troupes soldées et de soldats exercés et aguerris, on eut des soldats improvisés qui se licenciaient d'eux-mêmes après l'expédition achevée, ou même après un temps consacré à guerroyer, ce fut la valeur personnelle des enfants de la patrie qui décida de sa liberté. La force musculaire, le courage, la bravoure et toutes les qualités athlétiques des héros de la Grèce homérique, leur tactique et leur discipline sont le symbole poétisé des conditions de puissance, de sécurité et de liberté des individus et des nations de notre moyen-âge, et de toutes les époques analogues de la vie des peuples anciens.

Le matériel de guerre nécessaire ne comportait pas essentiellement de grandes ressources, des provisions, des magasins. On vivait du butin, du pillage, de la contribution forcée des pays où l'on campait; quelques armes, quelques charrois, voilà tout le train obligé de la guerre. En temps de paix, chaque soldat rentrait dans ses foyers, reprenait la charrue ou le métier qui le faisait vivre, et l'état n'était soumis à aucun budget de la guerre : point de troupes à solder et à entretenir.

En un mot, un peuple pauvre repoussait la servitude et pouvait même menacer la liberté des autres nations plus riches, s'il avait la vertu guerrière par excellence : le courage et l'énergie physique.

Toutefois, le nombre des citoyens qu'il pouvait mettre sur

pied était un grand élément de force et de liberté extérieure ; aussi est-ce en raison du peu d'esclaves qu'ils entretenaient, comparés aux citoyens libres, que les peuples de l'antiquité se trouvaient puissants.

Les améliorations matérielles n'avaient donc, comparées au courage, qu'une importance secondaire; cependant, même alors, il est évident qu'une population nombreuse, énergique et patriote, supposait des moyens de subsistance relatifs, que des améliorations matérielles quelconques avaient dû préalablement promouvoir et garantir à l'intérieur. Son amour pour la patrie supposait aussi des institutions et des droits civils capables d'affectionner le grand nombre à la chose publique et aux classes élevées.

Egalement, tant que les peuples se suffirent à eux-mêmes, et que les citoyens bornèrent leur activité productive à l'échange de leurs mutuels produits ; tant qu'ils ne firent de l'agriculture, de l'industrie et du commerce que pour eux-mêmes, qu'afin de fournir exclusivement leurs seuls marchés intérieurs, les déclarations de guerre, les blocus, les suspensions de voyages et de relations extérieures commerciales, furent des inconvénients et des calamités à peine sentis. Alors, pour maintenir la sécurité, pour parer aux perturbations des fortunes et aux chômages des masses prolétaires, il suffisait de garantir la ceinture du pays de l'invasion ; et même, attendu l'insignifiance et la rareté de la circulation des marchandises à travers le royaume, attendu l'enfance du crédit, l'économie, la conservation de la chair sociale était pour ainsi dire garantie par la médiocrité de ses exigences, par la pauvreté générale, par la simplicité des besoins et le petit nombre des jouissances et des habitudes.

Combien les temps sont changés !...... Au dix-neuvième siècle, chaque nation entretient une portion considérable de ses plus jeunes et plus robustes citoyens sur le pied de guerre ; et autour d'elle, dans ses arsenaux, sont aussi en permanence un matériel immense d'armes à feu et de mitraille, un train formidable d'artillerie, de caissons, de canons, d'obus, de poudre, une marine, etc. Ce sont là des conditions obligées de toute attitude martiale. Le désarmement est tenu pour

impossible à qui veut la suprématie du monde. La guerre se conduit avec un déploiement de moyens gigantesques sur terre et sur mer, avec un ravage et un laconisme effrayants. Là aussi, la puissance de l'individu-nation, la vertu athlétique disparaît devant celle de foudroyantes machines.

Et aux jours d'hostilité et de conflit, d'innombrables soldats se meuvent, traînant à leur suite une masse prodigieuse de richesses, accumulées sous forme d'instruments de défense et d'attaque, de mort, d'édification et de destruction soudaine; et quand, arrivées en présence, deux armées viennent à disposer inégalement de ces ressources matérielles, en vain celle qui en manque opposerait la force morale à la force des boulets. Les vrais bataillons sacrés de nos jours, ce sont les grandes lignes de feux de canon, nourries par une habile artillerie; et désormais toute nation qui n'opposerait pas à peu près en égale quantité ou en égal nombre, mitraille à mitraille, armée à armée, marine à marine, et des vivres aussi abondants, et une tactique aussi habile, et des voies de transport aussi multipliées et aussi parfaites, cette nation courrait risque d'être effacée du livre de vie.

Ce n'est pas tout : la prospérité des nations modernes est en grande partie fondée sur le commerce extérieur. Des populations nombreuses, des intérêts importants, ou plutôt tous les consommateurs et tous les producteurs, la nation en masse, attendent leur sécurité, leurs jouissances, leur nécessaire ou leur luxe, de relations et d'échanges non interrompus, d'exportations et d'importations avec presque toutes les zones, tous les peuples du globe.

C'est un fait que les sociétés, comme les individus, se meuvent incessamment; mais sans doute, comme eux aussi, elles ne se meuvent pas uniquement pour s'agiter : elles se meuvent pour avancer, pour améliorer leur sort, et se libérer de tout joug, hors celui de Dieu.

Il y a donc lieu et nécessité d'introduire le progrès dans les institutions et dans les relations des diverses catégories dont se compose toujours, à la rigueur, une société.

C'est en grande partie pour n'avoir point quelque peu obéi à cette nécessité, que les antiques civilisations se sont toutes

abîmées elles-mêmes, après avoir tourné des siècles en des luttes intestines, ou qu'elles se sont vues envahies et anéanties par la conquête, épuisées qu'elles étaient de guerriers-citoyens, et faute d'avoir trouvé des défenseurs dans les immenses populations d'esclaves qu'elles entretenaient.

Si Rome, j'entends les plébéiens émancipés des derniers temps de la république, avait su intéresser assez tôt ses masses esclaves à son existence et à sa prospérité, par des affranchissements généreux, absolus, sagement ménagés; si elle les avait élevés au rang de citoyens, après les avoir initiés aux bienfaits de l'éducation civique; si en un mot elle leur avait fait entrevoir et donné enfin une patrie et une famille.... certes Rome eût repoussé les flots de Barbares, eussent-ils été nombreux comme les grains de sable de l'Océan; le moyen-âge ne se serait pas fait; ce grand empire n'aurait point été obscurci jusqu'aux ténèbres, et les Romains eussent été civiliser les Germains et toutes les hordes qui les suivaient, par delà, sur la terre même de la Scandinavie, de la Celtique et de la Scythie!

On peut en dire autant des petites nations de la Grèce dans leurs hostilités intestines, et de toutes ces nations réunies, vis-à-vis Philippe et les Romains. Sparte en particulier était invincible et devenait toute-puissante en Grèce, si elle avait eu l'inspiration de transformer ses ilotes en citoyens, au lieu de leur faire périodiquement la cruelle chasse des bêtes fauves.

Notre moderne histoire est bien autrement explicite encore à cet égard, en ce qu'elle vérifie par le fait l'importance des moyens mêmes dont l'efficacité vient d'être hypothétiquement affirmée par nous.

Tous les historiens contemporains du grand mouvement qui aux XIIe et XIIIe siècles, aboutit à l'affranchissement des communes, témoignent de la part importante que prirent les troupes des communes aux guerres répétées que la France, dans ses rois, avait alors à soutenir de tous côtés. La victoire de Bouvines est en grande partie le fait de la bourgoisie naissante. Jamais on n'avait vu de la part de la descendance roturière des serfs tant de patriotisme, de zèle, de courage, de sacrifices. C'est que les rois de France venaient d'introduire le progrès dans les institutions au profit des classes

industrielles de la nation; c'est qu'ils venaient de confirmer les prétentions des bourgeois à s'administrer et à s'appartenir dans leur personne et dans leurs biens; c'est que les rois se prêtaient à toutes les améliorations matérielles qui à cette époque devaient garantir aux communes les premiers bienfaits de la liberté; c'est enfin que les bourgeois venaient de conquérir une patrie, que la cause de la royauté et celle de la nationalité française devenaient leur, et que leurs intérêts commençaient à s'identifier solidement avec les intérêts généraux.

Si l'Espagne et le Portugal sont traités comme les vassales de la nation anglaise, et se trouvent de fait sous la médiate suzeraineté des grandes puissances européennes, n'est-ce point uniquement à cause de leur inertie, de leur paresse? Le sol de ces contrées, les races qui les habitent, le climat, tout est propice à une création et à un développement de richesses et d'industrie comparables aux grandes œuvres de la race anglo-américaine et de la race française.

L'état de leur marine surtout est déplorable. Autrefois le pavillon espagnol flottait tout-puissant sur toutes les mers; aujourd'hui ce pavillon ne se hisse au haut de leurs rares frégates et de leurs vaisseaux de ligne plus rares encore, que sous le bon plaisir des marines anglaise et française.

Tandis que l'on compte

	Vaisseaux de ligne.	Frégates.	Bâtiments inférieurs.	Total.
En Angleterre. . . .	165	47	324	606
Et en France. . . .	110	50	220	380
L'Espagne n'en a que .	10	16	30	56
Et le Portugal. . . .	4	6	37	47

Et cependant l'Espagne a neuf cents lieues de frontières, dont plus des deux tiers (612) sont baignés par la mer!

Or c'est là une grande source d'esclavage politique; ce peuple si fier ne peut sortir *de chez lui* qu'avec la permission d'*Albion*. Il est exposé à l'impromptu désastreux des invasions maritimes, et une colonie anglaise armée, campe, menaçante, dans l'un de ses plus beaux ports, Gibraltar.

Pourquoi si peu de liberté et tant d'humiliation?............ parce qu'un jour la grande œuvre des améliorations matérielles nationales s'est interrompue, parce que les conquêtes

de l'industrie et de l'agriculture ont été délaissées pour les trésors du Pérou ; que le peuple, ayant à sa tête les grands, faussement enrichis par l'or de l'Amérique, s'est mis à dormir du sommeil léthargique de la fainéantise, avec une insouciance incroyable pour sa terre, pour ses fleuves et pour ses montagnes si belles, si fécondes cependant !

N'est-il pas évident que la puissance politique ne peut se manifester, la guerre se conduire, la conservation nationale se garantir qu'avec les ressources abondantes que se crée une nation par l'industrie et le commerce ?

Tout l'univers sait que si l'Angleterre a pu, dix ans, tenir en échec la formidable puissance de Napoléon et l'accabler enfin, ça été par son or; ce qui veut dire par les œuvres productives de son industrieuse population, par les prodiges de ses merveilleuses machines et la force de sa marine, qui lui avaient assuré la suprématie dans le commerce universel.

Si l'on pouvait douter du degré d'influence que nous attribuons dans ce conflit et dans ce triomphe mémorables à l'or, à l'industrie, au *matériel* de l'Angleterre, il suffirait d'examiner le tableau suivant des dépenses publiques de cette nation et d'y considérer combien elles ont été croissantes tant que Napoléon s'avançait vers l'apogée de sa gloire et de sa puissance; et rapidement décroissante aussitôt qu'il fut vaincu et terrassé.

Dépenses publiques de l'Angleterre pendant les 36 dernières années.

Années.	Millions de livres sterlings en nombre rond.	Années.	Millions de livres sterlings en nombre rond.
1801.	57	1811.	52
1802.	25	1812.	56
1803.	23	1813.	71
1804.	23	1814.	71
1805.	39	1815.	54
1806.	40	1816.	27
1807.	40	. . .	. . .
1808.	44	1835.	12
1809.	48	1836.	12
1810.	47		

Les finances doivent suffire non pas seulement à satisfaire les besoins intérieurs, mais aussi à écarter les dangers du dehors. Maintenant l'on peut juger s'il sera éternellement vrai, cet autre jugement d'Aristote : « Il faut bien se persuader que *l'étendue des ressources est en politique un point important.* »

Désormais, toute nation qui voudra conserver sa liberté, augmenter ou consolider sa puissance, devra s'empresser d'imiter les autres dans tout ce qu'elles feront de bien : dans leurs inventions économiques, dans leurs institutions et dans leurs améliorations matérielles, dans tout ce qui, chez chaque nation, aura pour résultat d'établir la concorde, la pondération et la solidarité entre les classes et les intérêts divers, ou de rendre la masse des travailleurs énergiques, ingénieux, instruits, capables, moraux, puisque ce sont eux qui doivent être chargés de l'accomplissement des œuvres.

Procéder autrement, ce serait se condamner à l'infériorité de gaieté de cœur, à l'impuissance et à l'humiliation nationale, aux dangers d'invasion et de prétentions à nous dominer.

Désormais l'émulation des peuples dans la carrière des améliorations matérielles sera une condition de puissance et de sécurité sinon de vie ; et il suffit pour que ces améliorations soient de celles qui profitent directement et largement aux classes ouvrières, qu'une nation, *une seule*, prenne l'initiative des mesures généreuses, des combinaisons plus équitables entre les divers intérêts, des relations plus fraternelles entre les diverses classes. Le mieux en tout est aujourd'hui forcément au concours entre les nations, comme entre les individus ; il n'est point un perfectionnement de machines, de procédés, point un bon calcul d'intérêt bien entendu, point une disposition des choses ou des institutions réellement capable de servir l'intérêt général, que chacune à l'envi n'importe de chez sa voisine, ou n'y exporte même, soit grâce à la politique de son gouvernement, soit grâce à l'égoïsme de quelques uns de ses membres.

Que s'il n'en était point ainsi, il y aurait subalternisation, affaiblissement relatif, politique ou industriel, de cette nation *à l'égard* des autres ; et des améliorations matérielles, dont la

tendance serait de ne profiter qu'au petit nombre ou de préjudicier au grand dans son bien-être positif, ou dans son indépendance politique, n'auraient pour résultat que d'affaiblir à l'extérieur la puissance relative de ce petit nombre; de mettre en question par conséquent sa sécurité et sa liberté, par l'affaiblissement infaillible du bon vouloir des masses envers lui, et de la protection de ses biens en cas de guerre, ou enfin par l'infériorité du prix ou de la qualité de ses produits dans la concurrence industrielle.

La grande œuvre de l'égalisation industrielle et commerciale entre les nations européennes, commencée instinctivement il y a des siècles, mais entreprise seulement il y a vingt-cinq ans avec conscience et préméditation, se poursuit si manifestement depuis quelques années, que les moins clairvoyants en sont frappés. On s'aperçoit de plus que cette émulation inouïe des peuples dans la création des richesses et dans la recherche du bien-être, pourrait bien se trouver l'unique moyen d'assurer leur puissance, leur liberté, leurs droits respectifs, et par suite leur union et leur harmonie. Et en effet, les nations ne peuvent s'acheminer vers l'équilibre politique que par l'équilibre industriel ou matériel. Comme les individus, elles doivent chercher à se mettre sur le pied d'égalité, et comme eux déjà elles sentent qu'elles n'y réussiront que par le travail, l'ordre et l'activité.

Tout se passe donc entre elles, comme si elles se proposaient positivement ces deux fins : demander au sol national, dans ses entrailles et à sa surface, tous les produits utiles qu'il recèle ou comporte ; et au génie des populations le façonnement, nonseulement de toutes les matières premières naturelles au pays, mais de toutes les productions exotiques qui, étant d'usage important ou indispensable, peuvent s'y naturaliser par la patience et l'habitude.

C'est à ce double résultat que chaque pays semble aujourd'hui vouloir enfin subordonner son système de prohibitions et de protections. Certes il n'y a rien là qui ne soit légitime et progressif; mais aussi malheur au pays dont les éléments de prospérité matérielle ne reposent point à volonté sur la fertilité de son sol, sur son agriculture ou sur ses mines ! qui ne

peut compter que sur les *tours de force* de ses populations pour primer toutes les autres nations, en génie inventif et en perfection de main-d'œuvre des marchandises fabriquées; malheur en un mot aux nations qui vivent principalement de commerce extérieur! car chaque pas va leur ravir le monopole d'une industrie, chaque jour va leur fermer un débouché en Europe, et leur susciter de redoutables concurrences sur les marchés éloignés de l'Asie et du globe entier. Le règne des priviléges commerciaux va éprouver les mêmes péripéties, la même décadence que celui des priviléges aristocratiques de l'ordre politique; là aussi, tous les individus-nations seront aptes à toutes les productions, à toutes les industries, et tous les marchés leur seront accessibles; et maintes d'entre elles qui marchaient les dernières deviendront les premières. Plus de clartés sous le boisseau, ni de spécialités économiques exclusives : le génie industriel cesse d'être anglais ou français; toute invention, tout mécanisme devient cosmopolite dès son apparition, et la publicité, l'imitation, l'importation, le rendront désormais applicable sur les quatre coins du monde civilisé, avant qu'un pays quelconque ait eu le temps de se l'inféoder par l'habitude des clientelles et la prescription de la routine.

Chaque pays pourra, devra et voudra donc évidemment s'en approprier les avantages, toutes les fois qu'il y trouvera son profit ou sa sécurité. Or, il en sera ainsi toutes les fois que, comme nous l'avons dit, il n'aura qu'à percer les flancs de ses montagnes, sonder les profondeurs de son territoire, livrer une semence aux influences propices du sol et de son climat, initier ses travailleurs-industriels à la manipulation des matières premières indigènes, abondantes et à bon marché, ou enfin qu'à importer d'un pays voisin une machine dont l'imitation ou la mise en jeu ne peut jamais dépasser les forces d'une volonté intéressée.

Ces considérations se déduisent forcément des faits contemporains les plus saillants, de ce grand mouvement des industries dans chaque pays, de ces intelligents emprunts que les peuples se font mutuellement, et de l'activité que leurs ardents mineurs déploient à explorer les richesses souterraines

qui gisaient jusqu'ici comme oubliées ou dédaignées de nos pères.

Le salut de tous, le salut des grands comme des petits, des plus riches comme des moins riches, la liberté nationale enfin, commandent donc impérieusement de faire respecter la liberté des mers et de toutes les grandes voies méditerranées du commerce. Pour cela, il faut que chaque nation fasse flotter un éclatant pavillon sur tous les points des deux hémisphères, et impose aux velléités hostiles des nations concurrentes; car, si autrefois on se faisait de perpétuelles guerres pour conquérir des provinces adjacentes, pour arrondir son territoire, étendre son ascendant politique; aujourd'hui il faut craindre de voir se renouveler les luttes sanglantes, afin de conquérir de nouveaux débouchés ou de monopoliser ceux qu'on a, afin d'arrondir son commerce. Car, ainsi promettraient de s'éterniser les guerres, si une inégalité de moins en moins disproportionnée de puissance matérielle et d'habileté industrielle entre les nations ne venait pas établir une sorte de pondération forcée entre elles, fortifier ainsi les liens internationaux qui naissent, et qui avancent peu à peu la fusion pacifique des populations européennes.

Cependant, d'où surgiront tous les sacrifices des contribuables nécessaires à ces réserves et à ces possibilités de guerre? Quelle sera la pourvoyeuse diligente et infatigable de ces appareils dispendieux de la défense; de ces éléments de sécurité, de liberté ou de perpétuité pour les nations? si ce n'est le travail, l'agriculture. l'industrie et le commerce, vivifiés à leur tour par d'incessantes applications toujours promptes à faire passer en perfectionnements réels, réductibles en utilités nouvelles de toutes sortes, les inventions et les combinaisons de la science, et celles non moins efficaces et fécondes de l'économie sociale et politique?

En résumé, pe sonne ne contestera qu'une nation, pour s'affranchir ou rester libre en présence des autres nations; pour intervenir dignement et efficacement dans le règlement diplomatique des destinées européennes, doit avoir à côté de ses vœux ou de l'exposé de ses griefs, les trois constituants de toute puissance effective : l'*élévation morale*, qui fait une nation

XVI.

L'ÉDUCATION NATIONALE ET LA LIBERTÉ.

De toutes les améliorations matérielles qu'une société puisse entreprendre dans son sein, il n'en est point de plus radicale et en même temps de plus pacifique et de plus libérale que celle qui aurait pour résultat de mettre les membres de la société : tous les âges et toutes les conditions, à même de recevoir une éducation plus haute, plus soignée, plus permanente; et *égale*, quant aux efforts et au temps consacré, quant à l'efficacité des méthodes et aux principes moraux à inculquer.

En tout temps, les sages, les grands philosophes et les grands hommes d'État, ont considéré l'éducation comme l'instrument par excellence de la civilisation. « J'ai toujours pensé, écrivait Leibnitz, qu'on pouvait réformer le genre humain si l'on réformait l'éducation de la jeunesse. » — « Partout où l'éducation a été négligée, dit Aristote, l'État a reçu une atteinte funeste. C'est que les lois doivent toujours être en rapport avec le principe de la constitution, et que les mœurs seules assurent le maintien de l'Etat, de même qu'elles en ont déterminé la forme première. » Platon, Lycurgue, tous les grands hommes de l'antiquité, sont unanimes sur ce point, et parmi les génies modernes, c'est un axiome de science sociale mis au-dessus de toute contestation. Tout le monde sait que Jean-Jacques a consacré son principal ouvrage, *Emile*, à l'éducation.

Il y a plus : la grande affaire de toutes les religions a toujours été de conduire l'homme à la sociabilité par l'éducation. Lorsque *Jésus-Christ dit* à ses disciples : « Allez et instruisez toutes les

nations en leur apprenant à observer tout ce que je vous ai commandé, » il leur ordonne purement et simplement de se répandre sur la terre pour faire l'*éducation du genre humain.*

Qu'est-ce en effet que l'apostolat et le titre de vicaire ou de ministre de Jésus-Christ, sinon la fonction sainte de former les générations pour la société?

Il ne faut point s'étonner de cette importance accordée à l'éducation, car c'est l'éducation qui fait que les générations trouvent leur bonheur dans l'égoïsme ou dans le dévouement; c'est elle qui fait que les hommes s'exaltent jusqu'au martyre, ou s'avilissent jusqu'à l'adoration de leur corps; qu'ils étendent leur amour à l'humanité entière, ou qu'ils le bornent à leur patrie, à leur famille, et même à leur moi célibataire, égoïste et solitaire.

Et ici, il ne faut pas confondre l'éducation avec l'instruction. L'une dit ce qu'il faut pratiquer dans ses rapports avec nos semblables, nous enseigne nos devoirs envers Dieu, envers la société, notre destinée morale et religieuse, et par là elle nous rend propres à vivre en société; l'autre nous indique comment nous pouvons accomplir notre œuvre terrestre et sociale, fonctions et professions. L'une donne le but à l'homme et le lui fait aimer; l'autre lui fait connaître les voies et moyens de ce but. Les habitudes, les mœurs, les sentiments, la conduite morale sont principalement le domaine et le fait de l'éducation; les idées, les connaissances, le savoir, le domaine et le fait de l'instruction.

Ainsi, sans l'éducation point de société : donc point de liberté d'aucune espèce; car l'exercice de nos libertés, en d'autres termes, la satisfaction de nos besoins et le développement de nos facultés, présupposent évidemment l'association des hommes à un degré quelconque.

Telle est l'une des plus importantes conditions de la formation et de la durée des sociétés ; mais, nécessairement, elle exige dans la réalité, pour son établissement général, d'abondantes ressources matérielles. Ici, comme partout, il ne suffit pas de l'intention et du principe, il faut la puissance et les moyens.

Or l'immense majorité des enfants et des adultes dans

l'Europe du XIX[e] siècle échappent encore à la moralisation, faute de bien-être et de loisirs de leur part ou de ressources suffisantes de la part de l'État; ce qui revient au même, puisque si l'État était riche, c'est que les masses le seraient aussi, et réciproquement. Certes, tous ces adultes que la misère oblige à travailler jour et nuit dans les manufactures d'Angleterre, ne sauraient avoir une éducation bien soignée; à plus forte raison ces pauvres enfants que leurs parents condamnent dès l'âge de sept à huit ans à gagner leur pain au prix de dix à douze heures de travail par jour!... Mais supposez à un père de famille un certain degré de bien-être, et il pourra, lui et ses enfants, consacrer des loisirs à la culture de ses affections et de son intelligence. Cette nécessité d'un travail prolongé outre mesure pour faire vivre le corps, est un fait accompli en Angleterre, aux États-Unis, en France, et il gagnera toutes les autres nations européennes à mesure qu'elles produiront davantage. Quoi de plus décourageant pour ceux qui ne désespéraient pas de l'avenir! A notre sens, c'est par là que la société se gangrènera de nouveau jusqu'à la pourriture, s'il n'intervient pas une règlementation des heures de travail, une défense légale, partie du sein de nos pouvoirs représentatifs (1), ou plutôt une sainte répulsion dans l'opinion publique, qui reporte sur le taux du salaire ce qu'elle retranchera à la longueur et à la dureté du travail. La force des classes ouvrières est indignement prostituée. L'existence est positivement abrégée par cette suractivité fébrile. Tant que les populations y seront condamnées pour obtenir leurs indispensables nécessités corporelles, il faudra bien nous tenir pour des sociétés barbares et cruelles.

Du reste, nous verrons bientôt que le remède le plus radical est dans l'organisation du travail dans toutes les sphères par l'association et la solidarité des capitalistes et des ouvriers.

Signalons ici la différence qui existe entre le degré de travail imposé de *droit* aux salariés dans les *ateliers* ou *fonctions* publiques (administrations, ministères, universités, etc.), et celui du travail imposé de *fait* aux salariés des directeurs ou

(1) Voir la Note 5 à la fin du volume.

pouvoirs privés de l'industrie et du commerce *libres*. Cette différence nous semble de nature à faire réfléchir sérieusement.

Dans les ateliers, dans les bureaux et comptoirs des établissements privés, non seulement les ouvriers, mais les commis, les agents comptables, ne trouvent leur existence du lendemain qu'en usant chaque jour toute leur force et au-delà, quinze heures durant! pour le plus grand profit de leurs maîtres, de la *maison*. Toutes leurs facultés, tous leurs loisirs sont là confinés et absorbés : il ne leur en reste plus ni pour l'étude, ni pour leur culture morale, ni pour le divertissement ou le repos.

Dans les administrations publiques, quelles qu'elles soient, gouvernement central, préfectures, municipalités, etc., les *employés* ont des heures fixes pour le travail, six, sept et huit heures au plus; après quoi ils sont libres, et peuvent donner à leur intelligence et à leur cœur le céleste aliment de la science ou des affections tendres.

Pourquoi cet arbitraire et cette exagération monstrueuse d'une part; cet ordre et cette modération de l'autre? C'est que, d'un côté, il y a les intérêts égoïstes de ceux qui font travailler, en *opposition* directe avec l'intérêt de ceux qui travaillent; c'est qu'il y a la dîme du capital *reproducteur*, et l'entrepreneur avide qui gagne d'autant plus qu'il fait travailler à plus bas prix dans un temps donné, et par conséquent l'obligation pour l'ouvrier ou l'agent de travailler plus long-temps s'il veut gagner une même somme, celle qu'il lui faut pour nourrir tout juste lui et ses jeunes enfants ou ses vieux parents. En d'autres termes, c'est qu'il y a droit absurde d'appropriation individuelle des instruments de travail pour un petit nombre, et puis avidité, insensibilité, impiété sanctionnée par le plus invétéré et le plus naïf préjugé, jusque parmi les hommes qui se croient placés à l'avant-garde de la démocratie. Et c'est qu'il y a de l'autre côté, au contraire, un être *abstrait*, *collectif*, l'ÉTAT, qui, par cela même qu'il est abstrait, peut se rattacher à la justice et à la raison, voir et respecter ce que prescrit la morale, et donner aux fonctionnaires le temps de respirer, d'aimer, de connaître, de vivre enfin.

Déclarez au lieu de cela que la fonction du ministre, du

directeur-général, du chef de bureau, est sa *chose;* que l'ouvrage fait par ses employés inférieurs est également sa *chose*, et vous verrez la même dureté, le même labeur, tout le règlement barbare de la production individuelle s'introduire dans les bureaux, et attacher les employés quinze heures et davantage à la glèbe du pupitre et des cartons.

Mais revenons à la pénurie des ressources consacrées à l'éducation publique.

Chose étrange! le budget de la nation la plus civilisée du monde n'a que que *trente-cinq millions* pour les dépenses de son culte, du culte qui, s'il était bien compris et dignement conduit, devrait être la véritable et unique éducation des populations; alors que la nation en a *dix huit* pour la répression des crimes et des délits, pour le *ministère de la justice!* c'est-à-dire que l'on consacre à la répression des passions des hommes la *moitié* de la somme consacrée à l'épuration des volontés, à l'assouplissement social de ces mêmes passions. Cependant, nul doute, plus de sacrifices pécuniaires, des soins plus persévérants pour l'éducation de la multitude rendraient superflue une forte portion du chiffre de la *justice*, en diminuant le nombre des individus qui succombent à la tentation du mal par corruption, par ignorance, par l'abandon entier où ils sont à cet égard.

En vain on objecterait que l'éducation se fait maintenant aux frais des familles dans des institutions *privées*, et que dans nos rares établissements nationaux l'éducation *s'achète* également de l'université. Il suffira de se souvenir que les masses n'achètent point l'éducation, attendu qu'elles ne peuvent la payer, et que toute éducation de famille ou autre leur est impossible sans l'intervention généreuse de la nation. D'ailleurs, sans cette intervention, l'éducation ne saurait être ni générale, ni uniforme, ni perpétuelle. Cependant tous ces caractères sont requis pour qu'il y ait réellement éducation, et ils requièrent à leur tour une organisation tellement vaste et dispendieuse en bâtiments, en personnel (écoles, colléges, administrateurs, professeurs, etc.), qu'une industrie avancée et une activité incessante des peuples peuvent *seules* y suffire. Car, pour être universelle et efficace,

l'éducation doit être organisée dans le moindre village, avec autant de soin qu'elle peut l'être dans les villes! et elle doit suivre l'homme dans tous les âges de la vie, lorsqu'il est adulte tout comme dans l'enfance.

Si c'est l'éducation qui fait la sociabilité, nécessairement il faudra d'autant plus soigner celle des individus composant la multitude, qu'ils seront plus voisins de la pauvreté, et destinés à subir plus de privations.

Cependant, par un esprit d'aveuglement déplorable, c'est le contraire qui arrive dans toute l'histoire. Immoralité, ignorance, misère, ces trois grandes sources du mal sont inséparables et abondent presque toujours sur le même individu à la fois; or, il n'y a qu'une organisation publique de l'éducation et de l'instruction qui puisse mettre quelque compensation dans la fatale disposition des choses humaines.

L'intérêt que les propriétaires et les capitalistes ont à l'éducation et à l'instruction spéciale du peuple en masse, envisagée sous le point de vue économique et libéral, est évident.

L'éducation seule a le pouvoir de disposer des forces productrices de l'homme. D'elle seule dépend la qualité intrinsèque de l'ouvrier; selon qu'elle est bien ou mal conduite, elle distribue l'activité ou l'inertie, l'énergie ou la mollesse, l'amour du travail ou celui de la paresse; elle inspire l'émulation ou l'indifférence; elle fait la bonne foi ou l'indélicatesse, la vérité ou le mensonge, la probité, le désir modéré de s'enrichir, la commisération et la charité tout comme la cupidité insatiable et l'endurcissement, et la rivalité, et la fraude, et le charlatanisme; enfin, qu'on nous passe l'expression, l'éducation *fabrique* le crime et la vertu, le vol et le meurtre, tous les délits et tous les dévouements, le bien et le mal, le beau et le laid.

Or, si faute de fonds pour organiser largement le matériel de l'éducation, pour fonder, entretenir les établissements, payer le personnel, perfectionner les méthodes; si faute d'offrir l'éducation gratuite aux citoyens, ou à cause de l'impossibilité dans laquelle se trouvent les chefs de famille de laisser à leurs enfants le temps et les moyens de s'initier aux devoirs et aux professions; si, dis-je, l'éducation, au lieu du

bon grain, ne donne que l'ivraie, si la misère recrute à l'ignorance et au vice les générations ouvrières à mesure qu'elles apparaissent à la vie, il n'y a pour la fortune totale de la nation, pour les possesseurs et pour les capitalistes, que perte sèche et craintes, dangers pour leurs biens, et dangers pour leur vie; en un mot, ils cessent d'être *libres*, car il n'y a plus de liberté à se sentir entouré et circonvenu par le vol et la rapine, par la fraude et l'infidélité du grand nombre. Les petits larcins se multiplient parmi les serviteurs dans le foyer domestique; et dans l'atelier le gaspillage de la matière première, l'insouciance et l'imperfection de la main d'œuvre et le fini des produits; le crédit est menacé jusque dans ses fondements. Les promesses, les obligations, les transactions et les contrats sont méconnus, niés, éludés, à l'aide de mille stratagèmes et expédients que la loi ne peut atteindre ni définir. Tout périclite; et le propriétaire dans son domaine, le fermier dans son exploitation, le capitaliste dans sa commandite ou dans ses placements, l'entrepreneur industriel dans sa manufacture, le commerçant dans son magasin et dans ses expéditions, le chef de famille dans son ménage, vont cruellement expier leur insouciance pour l'éducation du *nouveau tiers-état;* car c'est cette portion de la société qui fournit aux uns les serviteurs, les domestiques, hommes de confiance, intendants, etc.; aux autres les employés, comptables, payeurs, caissiers, chefs d'atelier, commis-voyageurs, commissionnaires, dépositaires de leur avoir ou de leurs secrets, débiteurs, commanditaires, sous mille formes et à des degrés divers, et à des titres infinis; c'est elle qui procure à tous les instruments principaux de leur fortune, de leurs plaisirs et de leurs commodités; les producteurs des utilités innombrables dont la qualité et la quantité vont décider de leurs revenus; enfin les arbitres de leur repos et de leur prospérité !!...

Ainsi, nous retrouvons de nouveau en cause la sécurité des classes élevées, et nous avons une nouvelle preuve de l'intime solidarité qui rattache leur destinée à celle des classes inférieures, et qui ne permet que le bien des premiers se fasse et augmente qu'en proportion de celui des derniers.

Qui donc en effet, parmi ceux qui font profession de raisonner

et de voir clair en plein jour, ne tremblerait point à l'idée qu'une croyance de plus ou de moins, une idée, un penchant, une habitude, dans les inférieurs qui les entourent, décide réellement de leur destinée, de leur vie ! à l'idée qu'un argent prêté à intérêt ou confié à un gérant, une terre à un fermier, sont perdus, détériorés à jamais, ou multipliés, bonifiés dès l'instant, selon que l'homme à qui ils se confient a une volonté épurée ou corrompue, selon que l'éducation l'a rendu probe ou fripon ? Et le fermier, et le gérant, et l'entrepreneur ! que deviendra la valeur intrinsèque, l'abondance, la qualité et la quantité de leurs récoltes, de leurs objets manufacturés, de leurs travaux, de leurs productions, et leur supériorité sur leurs rivaux, nationaux ou étrangers, si une généreuse et sociale éducation n'est point venue combattre dans l'égoïsme des ouvriers les motifs de tiédeur ou d'insouciance; dans leur intelligence les ténèbres de l'ignorance; et inoculer jusqu'aux profondeurs de leurs muscles, de leurs os et de leurs habitudes, l'énergie, le zèle, la fidélité, l'attachement, l'émulation, la dextérité, etc.

On distribue chaque année avec un désintéressement fort louable, je l'avoue, des *primes d'encouragement* pour l'*éducation* de la *race chevaline;* mais je laisse aux contribuables à juger s'il ne leur serait pas un peu plus profitable d'encourager l'*éducation* de la *race humaine.* Sans doute il faut que les chevaux, pour faire vite et bien leur besogne, possèdent à leur *summum* toutes les aptitudes instinctives et organiques propres au type de leur race; mais à ne considérer les ouvriers que comme des *instruments de travail,* ne faut-il pas également en soigner et en améliorer la race, les bien nourrir, les bien loger et dresser ? On dispose aujourd'hui avec un soin également digne d'éloges les étables et les écuries, on y ménage la clarté, l'air sec et pur; on étudie attentivement l'effet de telle ou telle nourriture sur les animaux, on édifie tout un corps d'hygiène animale, domestique ; en un mot, le régime des bêtes de somme, des bêtes à cornes et des bêtes à laine est aujourd'hui en de fort bons termes : tout porte donc à croire que le moment n'est pas loin où la race humaine aura son tour. On comprendra qu'il y a peu de convenance religieuse et même économique à loger mieux son *bétail* que ses serviteurs;

que quand un ouvrier est dressé au labeur et *sait* son métier, il y a peu de profit pour la société ou pour celui qui l'emploie à le laisser dépérir d'inanition; qu'il rapporterait davantage s'il était mieux nourri et mieux entretenu, s'il vivait soixante-dix ans au lieu de trente ou quarante; et, de même qu'on laisse tout poulain livré à sa croissance jusqu'à quatre ans, qu'on le nourrit et qu'on l'entretient à rien faire, et par conséquent gratuitement, lui faisant des *avances* dans l'espoir de ses services futurs, de même la nation en corps, ou les chefs associés de l'industrie, imagineront sans doute que ce serait bien calculer que de laisser croître, fortifier et se développer, au physique et au moral, les jeunes travailleurs destinés aux manufactures et aux champs; de leur faire l'avance du pain de l'âme et du corps, de l'éducation et de l'apprentissage, dans l'espoir et la certitude de trouver un large dédommagement à l'époque de leur capacité *virile*.

Dans tout ceci, comme on le voit, nous n'envisageons que l'intérêt bien entendu, tout économique et tout grossier, des chefs de l'industrie, de l'agriculture et du commerce; or, quel est leur intérêt collectif et permanent, soit pour eux, soit pour leurs enfants? que l'industrie nationale prospère aujourd'hui et demain, et toujours; que toutes les branches du travail national soutiennent avec succès la comparaison et la concurrence sur les marchés de l'intérieur et du globe entier. Mais quels sont les instruments actifs, les agents véritables de cette prospérité et de cette supériorité? évidemment ce sont les populations qui remplissent nos ateliers, nos champs et nos comptoirs, qui cultivent nos terres, manufacturent nos marchandises, transportent ou vendent nos matières premières, nos produits ouvrés et nos denrées; en un mot, l'immense majorité du peuple : hommes et femmes.

Au nom de votre intérêt propre, de votre intérêt pécuniaire même, faites donc, vous tous, chefs effectifs du travail national, et détenteurs des capitaux reproducteurs, faites donc à tout prix, par tous les sacrifices et les combinaisons que vous suggérera l'intérêt bien entendu, un peuple bien portant, énergique, actif, éclairé, content et probe. Soyez bienveil-

lants, et il sera reconnaissant; soyez charitables, et il sera dévoué ; aimez-le et il vous chérira.

En faisant ainsi, les classes bourgeoises travailleraient simplement pour elles-mêmes, car la prévoyance exige désormais que toute famille arrivée à la position de bourgeoisie se considère comme pouvant en être déchue incessamment par quelque désastre direct ou indirect. Les crises commerciales, les rivalités dépréciatives de la concurrence, les banqueroutes, les faillites, toutes les bourrasques de la plus versatile fortune, sillonnent le monde d'une extrémité à l'autre, et il en est de ces coups comme de ceux du tonnerre : nul ne peut dire, quelque bien abrité qu'il soit, qu'ils ne l'atteindront pas ; et si ce n'est pas lui, ce sera les siens. Selon donc qu'ils auront contribué à améliorer le *terrain* du prolétariat, cette impasse dans laquelle les refoulera peut-être une chute, un malheur, une adversité imprévue, ils se seront ménagé des chances plus ou moins certaines de se remettre à flot, de refaire leur bien-être, d'en recevoir gratuitement les premiers éléments : la moralité, le savoir et l'aptitude.

En vain chacun individuellement voudrait s'éblouir sur la solidarité qui le lie à ses confrères, aux familles de sa classe; en vain il espérerait mener les choses à bien, en laissant à autrui la charge des dons, des avances ou des contributions qu'exigent toute fondation et toute amélioration de cette nature; *la force des choses* veut que cette solidarité soit inéludable, et que, finalement, la faute des pères soit collectivement punie dans leurs enfants; car les crises sociales revêtent toujours un caractère trop général, trop précipité et trop exclusif pour que les innocents ne soient pas confondus avec les coupables dans les rafles de la Providence.

En vain une classe quelconque de notre société moderne se considérerait comme ayant pris possession d'une région bienheureuse dont elle ne devra plus sortir; nous l'avons déjà dit, l'immobilisation des positions sociales par classes, tribus ou castes, à l'aide des substitutions, des majorats, des mainmortes, en un mot, le monopole et les priviléges, sont passés ou achèvent d'expirer sans retour.

La seule aristocratie possible à l'avenir, c'est celle des grands

industriels, des grands savants, des grands littérateurs et artistes; il n'y a plus d'autres illustrations à redouter, et celles-là il faut les bénir. Voilà les législateurs, les représentants des peuples dans l'Europe future. Les plus capables après eux, le talent après le génie, les services de second ordre après les œuvres signalés et hors de ligne; voilà les titres aux fonctions, aux grades, à l'influence, à la capacité politique, dans les diverses branches de l'industrie, de l'agriculture, du commerce et de l'administration.

Toute famille qui voudra se maintenir dans une position acquise devra donc imiter le chef qui la lui aura faite : travailler et faire des œuvres utiles.

Maintenant, regardons la chose d'un peu plus haut.

C'est un principe incontestable de science sociale que l'éducation doit être générale. Ajoutons que par conséquent l'éducation doit être publique et obligatoire pour tous indistinctement. « Comme l'Etat tout entier, dit Aristote, n'a qu'un seul et même *but*, l'éducation doit être *nécessairement identique pour tous ses membres*. D'où il suit qu'elle doit être un objet de surveillance publique et non particulière, bien que ce dernier système ait généralement prévalu, et *qu'aujourd'hui chacun instruise ses enfants chez soi par les méthodes et sur les objets qu'il lui plaît.* »

Or, lorsque ces choses se passaient en Grèce, la civilisation d'Athènes et de Sparte était sur son déclin. Toujours et partout la dérogation plus ou moins universelle et permanente à ce grand principe de l'éducation publique a correspondu à la décadence ou à un *désordre* plus ou moins sérieux des sociétés; tout dans l'histoire semble même révéler que la *particularisation* de l'éducation est un signe de mort ou de décrépitude. L'interprétation la plus favorable que nous puissions donner à ce fait qui se reproduit si visiblement de nos jours en France, c'est qu'il intervient comme un caractère obligé de la transition qui s'accomplit en Europe.

« C'est une erreur de croire, ajoute encore Aristote, que chaque citoyen soit maître de lui-même : ils appartiennent tous à l'Etat. »

On serait fort mal reçu à dire ces choses aux pères d'au-

jourd'hui, et à leur contester un droit si absolu sur leurs enfants; aussi n'en avons-nous pas la pensée, d'autant plus qu'il y a peut-être ici un sentiment qui veut être respecté comme un excellent auxiliaire pour la conduite des peuples. Mais nous devons rappeler aux chefs de famille que si les enfants appartenaient *absolument* à leurs parents, et si les parents n'appartenaient pas à l'Etat, ou mieux, s'ils n'étaient pas assujettis au *but social*, tout lien serait rompu, toute morale serait un non-sens, une impossibilité.

Une éducation *identique* pour tous! Aristote vous le crie à vingt-deux siècles de distance; voilà le point de départ de cette égalité qui est écrite en tête de notre charte et de nos codes.

L'éducation des masses, telle que nous l'avons, est une monstruosité sociale. S'il y a quelque éducation organisée chez les peuples d'Europe émancipés politiquement, c'est celle du vice. On a fait des tentatives incroyables depuis trois siècles pour extirper la mendicité et châtier les mendiants; mais l'on n'a jamais songé à l'expédient qui seul eût attaqué la mendicité à sa racine; c'était d'enlever à tout mendiant l'éducation de ses enfants; car, par ce fait seul, il se déclare inhabile, il devient incapable de les sustenter, à plus forte raison de leur donner le pain de l'âme, l'éducation et l'instruction.

En s'abstenant, on a donc souffert que la mendicité se recrutât jusque dans les rangs de l'innocence, et qu'elle formât tant de jeunes enfants *à son image*. De même, la *pauvreté*, l'*indigence*, la *médiocrité de ressources*, recrutent l'immense majorité des peuples. Le temps devrait être enfin venu d'épargner aux chefs de famille dénués ou pauvres, la triste nécessité de faire à leurs enfants l'école du malheur, les uns, en formant des générations à l'oisiveté, à la paresse, au vol ou au vagabondage; les autres, en formant des ouvriers ignorants et automates.

Il est vrai : une telle résolution de prévoyance sociale et d'intérêt général bien entendu entraînerait de la part de l'Etat qu'il se chargeât de la nourriture et de la carrière des enfants.

Elle supposerait qu'au sortir de l'éducation, ou plutôt concurremment, il leur fût donné aussi, gratuitement, l'instruction technique ou professionnelle; enfin, tout cela fait, il faudrait

encore que la prévoyance sociale se chargeât de leur faire place dans un grand ensemble de travaux industriels, agricoles et administratifs, entendu à peu près comme nous le proposons dans un projet d'institution nationale de crédit ( ), ou comme on fait pour les écoles polytechniques, militaires, d'arts et métiers, d'agriculture, etc.

Or, tout cela, nous le savons, n'est rien moins qu'une transformation de l'économie sociale telle qu'elle est de temps immémorial. Tout cela aussi ouvre la porte à bien des possibilités d'abus.

La plus sérieuse objection qu'on puisse faire, c'est qu'on donnerait alors une prime à la pullulation de la part des classes qui n'ont rien; mais la réponse est facile : De l'aveu de tous, les prolétaires, les malheureux, les mendiants, peuplent de toute leur force; ils ne sauraient se livrer à plus d'excès, car ils ont atteint la limite extrême.

Mais d'ailleurs, ne voit-on pas qu'en extirpant ainsi les plus profondes causes de la misère, en enlevant à l'ignorance, au désordre et au vagabondage les jeunes victimes qu'elles font coutumièrement, on se préparerait pour trente ans au-delà des populations pleines d'ordre, de prévoyance et de modération ? et que précisément on aurait remédié à cette déplorable pullulation dont on craint ici l'extension et le progrès?

Les riches doivent donc voir dans cette proposition un point de solidarité prochaine pour eux.

L'importance sociale de l'éducation éclate en quelque sorte quand on vient à considérer ce que seraient la civilisation, le bonheur, la liberté de tous, si tous étaient aussi *vertueux* ou moraux qu'ils *peuvent* l'être, et s'ils l'étaient au même degré, ou à peu près *également* (2).

(1) Voir ce projet dans l'ouvrage intitulé : *Des intérêts du commerce*, etc., *sous l'influence des applications de la vapeur*, volume 1er, pag. 473 et suivantes.

(2) Cette méthode de s'élever tout-à-coup à l'*idéal* dans une question donnée est sûre autant que lumineuse ; nous la recommandons à *nos jeunes* lecteurs.

Assurément, parmi tous les *moyens économiques*, il n'en serait point de plus puissant que cet état de choses.

Nous cherchons à grands frais de génie et de systèmes un *milieu* social convenant à l'harmonie, au bonheur général : il est là avant tout, et plus qu'ailleurs.

Ainsi, plus de gendarmes, de police, de prisons ni de pénitentiaires ; plus de procès, de tribunaux, d'huissiers, de notaires, d'avoués ; plus de murs de clôture, de haies, de forteresses, d'armées permanentes, etc. ; toutes institutions ou précautions si coûteuses, si lourdes au budget d'un Etat bien réglé. Sécurité pour la vie et pour la propriété, pour toutes les libertés individuelles ; confiance dans toutes les relations et transactions commerciales et civiles ; et de là, affermissement du crédit ; dispense d'une foule de contrats et de formalités toujours onéreuses et jamais suffisantes contre la fraude et la mauvaise foi.

Si tous les hommes et tous les peuples étaient ce que nous maintenons qu'ils *peuvent* et qu'ils *doivent* être :

La production et la consommation des richesses seraient toujours à convenance, toujours en rapport raisonnable avec les besoins, abstraction faite des moyens économiques que la science seule peut indiquer ou découvrir.

La distribution de ces mêmes richesses serait *nécessairement* équitable.

Les hommes ne pulluleraient plus inconsidérément ; car ils ne mettraient plus exclusivement leur plaisir en ce point ; et la masse des richesses serait toujours suffisante, en tant qu'il dépendrait de la bonne volonté des hommes.

L'intérêt du capital, lequel est donné, dit-on, en compensation des *risques et périls* courus, n'aurait plus de raison d'être.

Il y a plus : l'oisiveté, et l'exploitation de son semblable, seraient inouïs ; chacun ne voudrait que les fruits de son travail actuel, ou plutôt chacun songerait autant à ses frères qu'à lui-même. La *propriété* serait *propre* à tous ; elle serait commune : car il y aurait fraternité, dévouement, abnégation même ; et précisément parce que personne ne se considérerait plus comme maître *absolu* de rien, chacun serait propriétaire

de toutes les utilités créées par ses semblables. Et cet idéal n'est pas chimérique, en tant qu'il serait *absolument* impossible à réaliser entre les hommes; ou il faut nier le progrès et le mieux; la bonté et la justice divines.

Conclusion. Donner tous les soins, affecter le plus gros chiffre possible à l'éducation du genre humain, c'est donc faire justement tout ce qu'il faut pour se rapprocher de cet état hypothétique de vertu, et par conséquent du maximum d'*économie*, de bien-être, de bonheur, de *liberté* !!

XVII.

L'ORGANISATION DE L'INSTRUCTION PROFESSIONNELLE.

—

Mais il ne suffit pas de *vouloir* l'économie et le bien-être pour soi et pour ses semblables ; il faut les *moyens matériels* de cette économie et de ce bien-être.

Ces moyens, c'est la science, c'est l'instruction qui les donne successivement et progressivement.

L'éducation fait que l'on *veut* agir dans le sens *utile* à tous ;

L'instruction, la science, l'art, fait qu'on le *peut* efficacement.

Plus la science est avancée, plus l'homme apporte de simplicité, d'économie, de puissance dans les ressorts, dans les mécanismes ou moyens qu'il emploie.

Si donc tous les hommes et tous les peuples étaient également éclairés, et s'ils l'étaient au plus haut degré compatible avec leurs facultés et avec leur destinée terrestre ; et si toute découverte, toute lumière, toute vérité leur était incontinent communiquée aussitôt qu'aperçue ou éclose, comme, en même temps, nous les supposons tous moraux et dévoués à l'extrême, il adviendrait ceci dans le domaine de la richesse et de la liberté :

La plus grande somme possible d'utilités de toutes sortes pour tous, — serait *produite*, — serait *mise en circulation* sur le globe avec la moindre somme de temps, d'argent et de travail, — serait *consommée* avec le plus d'économie.

L'humanité elle-même, tout individu, aurait son *summum* de puissance, et par conséquent de *liberté* intellectuelle, morale et physique.

Toute dépense, tout sacrifice de la part des contribuables ; ayant le progrès et l'extension de l'instruction nationale et universelle pour but, serait donc un calcul sagace, un placement viager perpétuel pour eux et leur postérité, que rien n'égale.

Tout effort, toute subvention de la part d'une société en faveur de l'organisation matérielle de l'instruction publique, celle des jeunes et celle des adultes, celle des professions dites libérales, et celle des artisans et des ouvriers en général, serait donc un pas de plus qui la rapprocherait de cet idéal de savoir et d'art, et de ses indicibles bienfaits.

L'éducation, avons-nous dit, fait la sociabilité; elle fait l'homme religieux, moral, patriote, dévoué; elle le prédispose à se rendre *utile;* elle s'adresse aux volontés qu'elle dompte, pour discipliner par elles les passions, et harmoniser les individus dans un même but, dans une même croyance et dans une même méthode sociale.

L'instruction s'adresse aux aptitudes; elle fait des hommes utiles, des hommes spéciaux; elle les rend capables de faire œuvre sociale par l'exercice d'un métier, d'une fonction spéciale; en d'autres termes, elle initie à la science, à la tactique et à la pratique; elle enseigne à travailler. C'est elle qui fait correspondre à la division du travail la division des aptitudes; c'est l'instruction qui forme des ouvriers intelligents, habiles, ingénieux; ou bien des travailleurs routiniers, ignorants, sans invention ni portée.

L'éducation et l'instruction sont donc deux choses fort distinctes; cependant elles sont inséparables pour être fécondes en bienfaits sociaux : il faut être éclairé pour être efficacement vertueux, tout comme il faut être dévoué, bienveillant, etc., pour être utile. Cependant, il vaut encore mieux des volontés pures, mais peu puissantes, que des capacités méchantes; toutefois, ne séparons jamais l'intelligence du sentiment, ni la science de la morale, ni l'utile du beau, ni l'intérêt du devoir. De leur union et de leur pondération, mesurée dans chacun et dans tous, dépend la paix, la prospérité, la gloire et le bonheur des sociétés.

Economiquement, une société doit être considérée comme

un grand atelier, comme une armée de travailleurs, comme une hiérarchie de fonctionnaires. En effet, quel est celui de nous qui n'a sa tâche, sa besogne, ses obligations quotidiennes, depuis le chef de la nation jusqu'au plus infime de ses membres? Toutes les classes, toutes les variétés de professions, de métiers, sont l'expression d'une savante division du travail, laquelle résulte si fatalement de la nature des choses, qu'elle semble instinctive et se trouve réalisée sans préméditation ni propos délibéré de personne.

Nous sommes, chacun individuellement, une *note* de la grande gamme humanitaire; et pour que l'harmonie se fasse, il est indispensable que chaque note donne un son, soit en jeu, fonctionne pour sa part : autant il y a de notes qui se reposent au clavier général, autant l'harmonie est discordante et défectueuse.

Mais, pour que toutes les notes fonctionnent, il faut leur avoir facilité *également* le jeu et le mouvement; en d'autres termes, il faut que chacun de nous soit appris, initié à l'art, à la profession, à l'œuvre qu'il va accomplir dans l'atelier social. Qu'est-ce qu'un instrumentiste qui ne sait point sa partie dans un concert? Et quel exécutant n'a eu un maître et reçu des leçons? La méthode, l'apprentissage des professions et des arts quelconques est donc l'un des premiers principes de toute économie sociale. La division du travail présuppose la division de fonction, ou la spécialisation; et une fonction, pour être convenablement remplie; et un art, pour être progressivement perfectionné, exigent pareillement que le fonctionnaire, l'artiste, soient enseignés *ex professo* et *de visu*, et que les progrès d'une génération se transmettent scrupuleusement à celle qui la suit.

Toute société, en un moment donné de son existence, possède une somme de procédés, de moyens, d'inventions, de méthodes, de traditions scientifiques et pratiques touchant l'art d'agir sur le monde extérieur, et d'approprier les lois naturelles et les objets animés ou inanimés à l'usage de ses membres. En un mot, elle a une science et un art de la richesse, dont la transmission imparfaite ou intacte de généra-

tion à génération est une condition de décadence ou de progrès pour cette société.

L'instruction et l'apprentissage, ainsi envisagés, sont donc affaire de la plus grande importance.

Cependant, cette transmission s'est faite singulièrement mal jusqu'à nos jours : l'apprentissage, routinier, aveugle, irrégulier, incertain, discontinu, qui a lieu de maître à ouvrier, de père à enfant, ne mérite pas le nom d'instruction professionnelle : c'est un empirisme grossier dont les suites mauvaises sont incalculables.

Souvent ceux qui enseignent auraient besoin eux-mêmes d'être enseignés; ils transmettent superstitieusement la forme sans le fond; la manière sans la raison; la lettre sans l'esprit; et indistinctement le bon et le suranné. Il en résulte une servilité dans l'imitation, qui met obstacle à toute hardiesse inventive : l'enseignement se concentre d'ailleurs exclusivement dans la spécialité; quoiqu'une spécialité, pour être bien comprise et pratiquée, ait besoin d'être vue dans ses rapports avec beaucoup d'autres spécialités dont elle n'est souvent qu'un appendice, une fraction, qui, pour être détachée artificiellement, n'en a pas moins une multitude de liens avec le tronc primitif.

C'est pourquoi la technique des arts est si stationnaire, la pratique des professions vulgaires si imparfaite, et l'entendement et le savoir de ceux qui s'y adonnent, si héréditairement bornés et si déplorablement entêtés. Nul doute, si le génie du retardement est quelque part sensible et funeste, c'est là.

Il y a dans notre France un collége royal par département, et un collége communal par arrond ssement, pour l'enseignement du grec, du latin et de la littérature générale. Assurément, il faut s'en féliciter; mais il y a à peine cinq ou six établissements dans tout le royaume pour enseigner et faire pratiquer scientifiquement l'agriculture, les arts et métiers, à plus de 25 millions d'hommes jeunes et vieux qui, dans notre pays, se lèvent chaque jour pour cultiver les champs, exercer une industrie, un métier !.....

Nous l'avons déjà fait entendre, les *haras* sont comparati-

vement mieux dotés au budget de l'Etat que l'instruction publique primaire et professionnelle. Tandis que le chapitre des dépenses du ministère du commerce alloue 1,500,000 francs aux *haras* et à l'amélioration des races de chevaux, il ne porte que 400,000 francs pour les écoles d'arts et métiers de France, y compris le Conservatoire de Paris !

Or, c'est là une lacune, une insuffisance de ressources et une incurie qui ne se peuvent caractériser froidement.

Les gouvernements, qu'on a coutume d'accuser en pareil cas, n'y peuvent presque rien, du moins dans les États *représentatifs ;* c'est le fait des classes supérieures, de celles qui ont la capacité politique, qui décident du chiffre des recettes et des dépenses publiques. Cette parcimonie mal entendue perdrait les plus vitales de nos institutions, si l'on n'y mettait enfin un terme, si l'on n'entrait résolument dans un système d'améliorations efficaces, si l'on hésitait davantage à y consacrer une forte partie des excédants de revenus, et si l'on ne se persuadait enfin que les impôts qui ne détournent ou ne diminuent point les capitaux productivement employés, et dont on affecte les produits à de fécondes améliorations de cette nature, ne sont réellement pas des pertes sèches pour les contribuables, mais au contraire de véritables placements sur l'État, dont la rente est viagèrement soldée à soi et à ses descendants, en routes, en canaux, en chemins de fer, en salubrité, en sécurité, en splendeur nationale, en embellissement extérieur de nos rues et de nos places.

Nous le répétons : le seul et unique point à considérer en fait d'impôt, n'est donc point la quotité, mais l'emploi. Le chiffre n'en est jamais absolument trop élevé, car les améliorations matérielles et sociales ne sont jamais absolument épuisées.

Le peu d'écoles spéciales et d'application que nous possédons montre cependant, par les résultats, leur influence sur le progrès des diverses professions qui y sont enseignées. L'école polytechnique, les écoles d'application des ponts et chaussées, de l'artillerie, des mines ; les écoles d'arts et métiers de Châlons et de Chartres ; les établissements d'agriculture de Grignon, de Roville, sont des institutions modèles

plus ou moins imparfaites encore, mais qui prouvent que les sociétés modernes sont entrées dans la voie que prescrit une saine économie sociale, et qu'il ne leur reste qu'à développer, propager et vulgariser. Grâce à ces améliorations matérielles, l'art de l'ingénieur et de l'agronome promet de se transmettre non seulement intact à une série indéfinie de générations, mais augmenté et perfectionné par chaque génération.

Multiplier ces établissements, subdiviser les spécialités et les localiser en autant de groupes distincts qu'il y a de modes d'activité dans le grand atelier social; porter dans la hiérarchie et dans la graduation des études de chaque division établie dans les universités *industrielle*, *agricole*, *manufacturière* et *administrative*, une distribution et une économie analogues à celles de l'instruction publique; rendre les degrés inférieurs gratuitement accessibles à tous, et les degrés secondaires accessibles à l'*élite* des élèves des degrés inférieurs, et de même les degrés supérieurs à l'élite des degrés secondaires..... tel est, sous une forme très générale, l'*idéal*, le *type* de cette amélioration capitale.

Mais il faut, même pour ne tenter que les premiers pas, octroyer généreusement à l'Etat les ressources nécessaires aux frais de premier établissement; c'est ce qui se fera avec entraînement et enthousiasme dès le jour où la majorité des producteurs comprendra toute la portée économique et politique de l'organisation d'une instruction professionnelle nationale.

Que la liberté du peuple, la sécurité des classes supérieures, la prospérité et la puissance de la nation, en soient considérablement affectées en bien, c'est ce qui est incontestable : d'abord on voit tout aussitôt combien la rapidité dans l'exécution, la perfection dans la main-d'œuvre, s'en trouveraient augmentées pour tous les individus et pour toutes les industries; quelle chance de supériorité les produits nationaux auraient sur ceux des nations rétardataires chez lesquelles la masse des ouvriers serait encore livrée à la routine; et, à l'égard des nations qui nous auraient dévancés dans cette organisation de l'instruction technique, quelles heureuses chances nos industriels auraient de leur faire une concurrence honorable et profitable. De ce perfectionnement de la main-

d'œuvre nationale dans toutes les sphères, les chefs de l'industrie, et en général les propriétaires et les capitalistes, seraient les premiers à retirer le plus net et le plus gros avantage; et, à moins que leur indifférence pour le sort de l'ouvrier ne devînt de l'iniquité et de la cruauté, ils seraient en demeure de lui faire une plus belle part dans les bénéfices, sans que cela diminuât en rien leur revenu accoutumé.

L'armée des travailleurs aurait gagné, à cet apprentissage éclairé et méthodique, le droit à un salaire plus généreux, car ils feraient mieux, davantage et plus vite, enfin ils produiraient à meilleur marché; ils y auraient trouvé une salutaire gymnastique intellectuelle, des connaissances pratiques variées, qui, les rendant propres à l'exercice de plusieurs spécialités ou du moins aptes à se transformer et à s'initier à la spécialité contiguë à la leur, les mettraient ainsi à l'abri des chômages que l'application arbitraire et incessante de nouvelles machines apporte *ex abrup'o* dans tous les rangs des travailleurs, en leur ravissant impitoyablement leur pain et leur salaire avec leur profession.

On voit aussi combien cette affluence régulière de chaque génération dans des établissements publics soumis à une direction unitaire favoriserait le *classement des capacités*, la bonne *répartition des activités spéciales* selon les besoins des localités, des professions ou des branches d'industrie; combien surtout elle faciliterait l'équilibre et la pondération industrielle en donnant les moyens de proportionner les fonctionnaires aux fonctions. Les parents seraient instruits, renseignés exactement sur les trop-pleins ou sur les vides dans le personnel de telle branche, et ils feraient en conséquence apprendre à leurs enfants les arts et les métiers, les fonctions et les carrières industrielles ou administratives, etc., qui offriraient à un instant donné le plus d'avenir.

C'est ainsi que dans l'armée on n'admet à l'instruction de chaque *arme spéciale* que ce qu'il faut de *sujets* pour maintenir chaque cadre au complet, et le recruter à mesure des vacances : il en est de même dans les écoles d'application d'ingénieurs, d'officiers du génie et des mines, de géographes et hydrographes, etc.

Sans doute, la nature des travaux libres de l'industrie civile n'admet pas cette précision dans l'économie des ressorts. Ici il y aurait une certaine élasticité dans le chiffre des concurrents admis à l'instruction, et même l'admission serait illimitée en certains cas pour les jeunes gens des familles aisées ; mais on conçoit qu'en définitive l'intervention officieuse du pouvoir social, les renseignements qu'il publierait sur le personnel, sur les demandes et les offres, guideraient suffisamment les intéressés, et mettraient dans la distribution des fonctions un ordre et une clarté jusqu'ici inconnus.

Au sortir de leur apprentissage, les élèves de la classe ouvrière recevraient connaissance des localités où les artisans de leur catégorie sont demandés ; ils sauraient quels prix courants du salaire, et quelles circonstances les attendent ici ou là, ils auraient alors à faire choix ; leur déplacement serait possible, car ils seraient assurés de trouver du travail à leur arrivée.

Nous pourrions grossir cette énumération des bienfaits que l'instruction professionnelle verserait sur la classe prolétaire, mais tout le monde les devinera.

Or, ne sont-ce pas là de véritables constituants de liberté pour le peuple, des conditions de satisfaction, de bien-être et de sécurité pour l'ouvrier et sa famille ? d'ordre, d'économie, de moralité pour tous ?

Et cependant c'est d'une question de budget que cette amélioration morale et politique dépend ; il n'est donc plus possible de méconnaître la vertu essentiellement socialisante de la richesse matérielle, et des institutions dont elle est la condition *sine quâ non.*

L'incurie de la société à cet égard tient à un étrange préjugé. On considère trop généralement encore la fonction d'ouvrier ou même de chef agriculteur, industriel ou commerçant, comme n'en étant pas une. On semble supposer qu'elle n'exige aucune étude, aucun perfectionnement de méthode et de procédés, comme si la pratique d'un art quelconque n'exigeait pas, à tous ses degrés, au moins des notions de géométrie et de mécanique, de chimie, de physique, de physiologie végétale et animale, etc.

Nous nous contentons d'instruire de toutes ces choses, et depuis peu seulement, les chefs-directeurs des établissements, et nous laissons dans l'ignorance la plus épaisse la multitude, ceux-là mêmes qui vont exécuter l'œuvre. Que dirions-nous d'un règlement militaire qui s'occuperait uniquement de former des officiers et négligerait totalement l'*école du soldat?* L'anarchie serait au camp et l'état-major serait impuissant : il commanderait des évolutions, des marches, des décharges, qui ne seraient pas comprises. Le moindre mouvement d'un régiment serait un désordre affreux ; le moindre des maux ce serait de rester immobile et l'arme au bras. Mais quand viendrait l'armée ennemie, dans laquelle officiers et soldats connaîtraient la tactique, au moindre choc c'en serait fait.

Eh bien! notre industrie manœuvre comme cette armée : son règlement est aussi sensé, et la comparaison avec l'industrie étrangère peut lui devenir aussi défavorable et aussi funeste. Nous formons des chefs d'établissements, des ingénieurs pour commander à des soldats de l'industrie qui ne savent manier leur instrument que routinièrement et par hasard, et qui ne connaissent des évolutions industrielles que les préliminaires les plus simples. « Si l'on m'eût laissé le temps, disait Napoléon à Saint-Hélène, bientôt il n'y aurait plus eu de *métiers* en France : tous eussent été des *arts.* » Combien il nous reste à faire!... L'œuvre est belle ; qui en sera le Napoléon?

De ces améliorations combinées du moral et de l'intellectuel des populations, par l'organisation du matériel de l'éducation et de l'instruction publique professionnelle, sortirait l'un des plus grands résultats que puisse se proposer un pouvoir avancé et une société de chrétiens : l'égalité devant la loi et l'extinction de la misère.

L'inégalité des conditions et des fortunes peut provenir de deux causes fort différentes : des lois de priviléges et des monopoles qui concentrent et inféodent la propriété foncière, les fonctions et toute l'influence politique, dans un plus ou moins petit nombre de familles, lesquelles transmettent héréditairement tous ces avantages à leurs descendants les plus reculés,

tandis que la majorité de la nation reste éternellement vouée à la misère et à la servitude de fait (1).

L'autre cause de l'inégale répartition des avantages sociaux, c'est l'inégale moralité des individus. Les uns prévoient, épargnent, sont laborieux et actifs; les autres sont fainéants, dissipateurs, sans ordre ni prévoyance quelconque. Ils mettent au monde une nombreuse famille, et le grand fait de la solidarité des parents, de la transmission des biens et de la position par le sang et la naissance, achève le reste. Ajoutez aussi l'influence extraordinaire et profonde de l'éducation et des lumières, des habitudes et des exemples du foyer paternel.

Une troisième cause qui rentre dans celle-ci, c'est l'inégalité naturelle ou native des facultés morales, intellectuelles et physiques des individus, qui les rend inégalement aptes à servir la société. Cette inégalité-là étant dans la nature des choses et dans la volonté de Dieu, serait une source d'harmonie et d'ordre pour la société, si nulle intervention artificielle ou injuste de l'homme ne venait contrarier les vocations et les

(1) Ainsi, en Espagne, « les biens territoriaux sont dévolus exclusivement à la couronne, aux familles nobles, à des fondations pieuses, au clergé, aux communes; ils sont immenses, indivisibles, inaliénables, et comme à tout jamais préservés de mutation, de vente ou de partage, par les vieilles coutumes du pays... L'extinction des familles nobles, ajoutant leur héritage à celui des collatéraux, favorise la concentration des propriétés territoriales, et multiplie les inconvénients qui en résultent. »

En faut-il davantage pour expliquer la paresse proverbiale des Castillans, et la misère, l'ignorance de la masse des populations? On comprend alors comment il peut se faire qu'en 1760, dans ce beau pays habité par une race d'hommes si riches dans leur nature foncière, *trois millions* d'Espagnols étaient *sans chemise*, parce qu'ils manquaient d'argent pour en acheter; comment il y a dans ce pays *quarante* classes différentes de vagabonds; comment il y avait à la fin du dernier siècle un prolétaire sur *treize* habitants!

aptitudes, si chacun allait droit à la fonction où l'appelle la volonté de la nature.

Mais l'enfant-génie, s'il est fils d'un père pauvre et ignorant, aura contre lui tant d'obstacles dans le fait de sa naissance, qu'il n'atteindra peut-être pas le développement et la valeur effective manifestés d'un enfant, de nature commune, qui sera né d'un père riche et influent, lequel lui aura facilité l'éducation et la carrière des emplois ou de l'industrie.

L'institution d'une éducation publique et d'une instruction professionnelle obligées, dans toute nation, aurait pour immense résultat d'annuler ces terribles conséquences de l'hérédité de la misère, de l'ignorance, des vices et des mauvais exemples dans les familles des classes inférieures : alors du moins le fait de la naissance serait en grande partie sans valeur sociale.

Dans tous les cas, le motif d'équité subsiste tout entier. Je ne vois pas pourquoi il y aurait tant de faveur pour les enfants des riches, aux écoles polytechnique, militaire, etc., lorsque l'on serait disposé à en accorder si peu aux enfants des pauvres. Il m'est avis qu'il devrait rester quelque chose à ceux qui n'ont rien : cependant, vous pauvres, vous avez déjà moins en bien-être et en lumières ; c'est pourquoi voici des écoles primaires où vous n'apprendrez pas grand chose, entrez....... Vous, enfants bien nés, vous avez déjà plus de bonheur et de développement ; c'est pourquoi voici des colléges royaux, de hautes écoles de sciences, de lettres et d'arts, entrez.

L'État semble dire aux citoyens : « Que ceux qui le peuvent deviennent riches, et qu'ils fassent alors les frais d'instruction classique de leurs enfants ; et pour ces enfants-là seulement il sera vrai que *chacun est admissible à tous les emplois.* Ils me les enverront, et je leur assurerai une belle carrière moyennant trois ou quatre mille francs payés une fois pour toutes ; car j'ai là des institutions fondées aux dépens de tous les contribuables, même de ceux qui sont exclus des bienfaits qu'elles promettent. Les fils des plus riches y entreront seuls ; car il est bien juste que ceux qui déjà n'ont pas les moyens de payer l'école primaire de leurs enfants, me paient un impôt dont une partie sera affectée à l'entretien de ces institutions, au grand profit des privilégiés.

» Quant aux citoyens qui resteront pauvres, du fait même que leur appauvrissement aura contribué à l'enrichissement des heureux parvenus, il n'y a rien pour eux : ma prévoyance et ma générosité sont épuisées; leurs enfants donc resteront et sans éducation et sans instruction, et sans carrière ou sans débouché; enfin, pour parler net, nous les abandonnons. »

Or, je le demande par esprit d'équité, et sans haine ni envie envers qui que ce soit : en quoi y a-t-il là *égalité devant la loi?* Jusqu'à quel point est-il sérieux de dire que la hiérarchie fondée sur le mérite est substituée, depuis 89, à la hiérarchie selon la naissance ?

Sans doute, il dépend de deux enfants, l'un fils de riche et l'autre fils de pauvre, qui apprennent le même métier ou la même science, de s'y rendre *également forts*, s'ils ont d'*égales* facultés, s'ils font des efforts égaux, et s'ils ne reçoivent ni plus ni moins de leçons, ou n'y consacrent ni plus ni moins de temps; car ici, dans ces termes, ils sont mis sur le même pied d'égalité, dès leur entrée en cette vie.

Mais si vous exigez du fils d'un pauvre qu'il ait de l'argent pour obtenir l'initiation à cet art ou à cette science, la parité cesse, et c'est toute autre chose. Dépend-il donc du pauvre de se faire riche, et, à plus forte raison, de son jeune fils, innocent, ignorant et neuf? Puisqu'il y a inégalité extrême au point de départ, comment ces deux jeunes citoyens arriveraient-ils jamais à l'égalité, lors même que le génie serait du côté du pauvre ?

Reconnaissez-le donc : par cela même que vous renvoyez chacun aux chances du *commerce libre*, c'est-à-dire au *hasard*, pour faire son chemin et déblayer l'entrée de la carrière, vous avez mis la plus immorale loterie et une éternelle inégalité, une inégalité sérieuse, un désespérant obstacle aux portes mêmes de la vie. Il faut donc biffer *l'égalité devant la loi*, ou modifier nos institutions.

En fait, le droit de naissance se prolonge et retentit encore dans toutes les sphères de l'activité sociale. Nous le répétons, l'enfant qui naît dans un berceau doré et l'enfant qui vient au *monde* dans la crèche de quelque pâtre, ne sont certes point *égaux devant la loi* sociale; car le premier va droit et sans ef-

fort vers toutes les professsions libérales et vers la puissance politique. Il sera ou préfet, ou procureur, ou magistrat, que sais-je? député, électeur, pair de France, législateur, par droit *indirect* de naissance, au lieu de l'être par droit *direct* comme au temps de la féodalité. Voilà toute la différence.

Au contraire, le second, celui dont les parents n'ont qu'une couche grossière pour l'étendre à sa venue en ce monde, celui-là, à cause de cela *uniquement*, à cause de cette couche de bure et de ce berceau d'osier, à cause de l'iniquité qui pèse sur ses parents, sera lui-même dévolu, en droite ligne et presque irrésistiblement, aux fonctions subalternes de pâtre, de domestique, d'ouvrier, et (cela va sans dire) privé des franchises politiques, du droit électoral, de l'éligibilité, etc.

Mais quoi ! il sera privé d'instruction ; on lui refusera le savoir, la science et la lumière, et avec elles toutes les plus enviables libertés !

Cette belle devise militaire, qu'*en France tout soldat a son bâton de maréchal dans sa giberne*, n'est donc pas applicable à la hiérarchie civile et politique. Elle n'est même pas complétement exacte pour l'armée non plus ; car on envoie à la tête de ses compagnies, des écoliers privilégiés de Saint-Cyr et de l'institution polytechnique, des officiers imberbes qui doivent une si notable prérogative à l'*argent* de leur père, mais non pas à leur seule virtualité, à leurs œuvres premières et libres.

Peu de monde se doute que l'instruction publique soit encore à organiser socialement. A vrai dire, cependant, il n'y a point encore eu d'*instruction publique* dans aucune des sociétés modernes. Celles qu'on appelle de ce nom, les *universités*, ne le méritent point. Lors même que l'enseignement technique et la pratique y seraient complets, l'on n'aurait encore que l'instruction publique de la jeunesse ; il resterait toujours à organiser celle des adultes, laquelle est tout aussi importante. Et j'entends par *adultes* ceux qui ont été autrefois au collége ou à l'école, non moins que les gens de vingt et trente ans qui en sont encore à savoir lire et écrire.

L'instruction et l'éducation sont des choses de toute la vie pour tous les hommes.

De nouvelles clartés brillent chaque jour aux divers foyers

de civilisation et de lumières répandus en Europe. A l'heure présente, des méthodes, des procédés, des combinaisons sont connus d'un petit nombre d'initiés, lesquels feraient la fortune ou le bien-être de milliers de campagnards, *s'ils savaient.* Comment n'avoir point encore songé à organiser un moyen régulier de propager le bien, le vrai, l'utile; *l'utile* surtout, qui est si peu controversable de sa nature? Pourquoi, par exemple, en France, ne s'empresserait-on pas de jeter, en quelque sorte, sur l'espace qui sépare la ville des lumières, celle où s'élaborent les améliorations en tout genre, Paris, et ses 40,000 communes, un *pont* par où s'expédie, en temps opportun, à chacune d'elles, les connaissances positives, les expédients agricoles, industriels et domestiques non contestables?

Une institution conçue et poursuivie dans cet esprit, serait pourtant le meilleur cours d'*économie politique pratique* qu'on pût faire. Celui-là serait admirablement national.

Le programme de la question à mettre au concours peut se formuler ainsi: Organiser entre toutes les communes de France et les pouvoirs représentatifs, un *moyen uniforme* de communication intellectuelle, par lequel se ferait officiellement, LIBREMENT, successivement, l'*instruction des adultes, du peuple tout entier.*

Nous concevons les voies et moyens de cette amélioration, et nous pensons les exposer ailleurs (1).

Disons seulement que dans notre pensée il ne saurait être question de *presse gouvernementale*, de propagande politique d'aucune sorte, ni même de questions de dogme et de culte. Ajoutons enfin que la direction et l'initiative de l'institution dont il s'agit, échapperaient à l'action directe du pouvoir exécutif, qu'elles seraient sous le contrôle immédiat du pouvoir représentatif le plus populaire, de celui qui émane le plus de l'élection ou de la souveraineté du peuple.

En attendant que toutes ces bonnes choses se puissent faire, nous voudrions du moins voir les éducateurs pénétrer à l'envi la jeunesse sans exception du devoir de *l'égalité.* Car enfin il faut que l'éducation soit conforme aux principes constitutifs de

(1) *Voir le chapitre* XXI du présent volume.

la société. C'est Aristote qui nous le dit avec la logique et la nécessité. Or, l'un de ces principes, et le plus capital, c'est la souveraineté du peuple. Tout principe social exigeant un ensemble d'institutions, de lois et de mœurs qui correspondent à son esprit et à sa fin, l'un des premiers soins des partisans sincères et éclairés de ce dogme de la souveraineté du peuple, doit être de se demander quelles sont les conditions et les moyens naturels, logiques, essentiels de cette souveraineté.

Or, ils reconnaîtront bientôt que ce principe implique, comme tendance et comme résultat, l'égalité et la liberté, c'est-à-dire les mêmes possibilités extérieures ou économiques, les mêmes chances sociales pour tous, de se faire les instruments de leur bien-être et de leur sort.

Il faut bien reconnaître également que la souveraineté du peuple opérerait tôt ou tard comme un fléau, si les masses devaient rester ignorantes et incultes, et si la démocratie devait s'inspirer des suggestions radicales, désespérées, fanatiques de la misère et de la faim.

D'où l'on voit qu'il faut marcher décidément vers les améliorations que nous avons dites, ou replacer vitement les antiques chaînes de la servitude sur les épaules des masses à demi affranchies.

Les pouvoirs représentatifs actuels peuvent beaucoup ici. La plus grande accusation qu'on puisse porter contre un gouvernement, c'est quand il néglige ou qu'il corrompt l'éducation nationale. C'est par sa conduite dans l'éducation des masses que la légitimité même d'un gouvernement se trahit, se reconnaît et se fonde; et à mon sens, c'est en ce point qu'il faudrait concentrer la responsabilité, les mérites et la vraie gloire des gouvernants.

« Il n'y aura pas d'Etat politique fixe, disait Napoléon, s'il n'y a pas un corps enseignant avec des *principes fixes*. Tant qu'on n'apprendra pas dès l'enfance s'il faut être républicain ou monarchique, catholique ou irréligieux, l'Etat ne formera point une nation; il reposera sur des bases incertaines et vagues; il sera *constamment exposé aux désordres et aux changements*. Je veux constituer en France *l'ordre civil*. Il n'y a eu jusqu'à présent dans le monde que deux pouvoirs,

le militaire et l'ecclésiastique..... L'ordre civil sera fortifié par la création d'un corps enseignant. »

Malheureusement, ce corps enseignant, que Napoléon rêvait, n'a jamais existé. Il nous l'apprend lui-même : « Mon université, telle que je l'avais conçue, était un chef-d'œuvre dans ses combinaisons, et devait en être un dans ses résultats nationaux. *Un méchant homme m'a tout gâté.* »

Quoi qu'il en soit, la liberté d'enseignement a été conquise sur la vieille université, qui ne savait distribuer toujours, en fait de lumières et de principes, que du grec et du latin pendant huit et dix ans d'étude.

Que les pouvoirs représentatifs consentent enfin à aborder les questions vitales, et premièrement celle de l'éducation; qu'ils disent ce que l'on enseignera ; quelles mœurs, quelle morale sera reconnue morale nationale; qu'ils inscrivent en tête de leur programme, Dieu et le dévouement; qu'ils osent déclarer au pays et au monde qu'en entrant dans les écoles de la patrie, il faut, fût-on prince, secouer la poussière des préjugés, et se préparer aux leçons, à la vie de fraternelle égalité, et à une justice distributive fondée sur les vrais mérites, sur les actes du cœur, bien plus que sur les aptitudes de l'intellect ou les prérogatives de la naissance.

Cela fait, qu'ils maintiennent soigneusement la liberté d'enseignement, et qu'ils conservent aussi, mais en la réformant, l'université, à laquelle ils commenceront par imposer leur programme.

Alors, on verra si le pays a des acclamations vives pour les grandes décisions. Quoi qu'il arrive, nous croyons qu'une sainte émulation se manifestera dans toutes les institutions libres, en dehors de l'université; ou bien leur incurie sera récompensée par un abandon mérité : on les désertera pour retourner aux établissements nationaux régénérés.

Mais si, comme on peut le craindre, la prévoyance sociale de notre époque n'ose ou ne sait point encore aller jusque là? Eh bien ! que les chefs d'institutions bien intentionnés prennent son rôle; qu'ils tiennent le langage que nous lui désirions : ils créeront le plus salutaire précédent, en achevant

de discréditer une université ravalée systématiquement à l'impuissance des choses caduques, et ils auront mieux mérité du pays que l'autorité, qui aurait ainsi méconnu la grandeur et la portée de son pouvoir.

Envisagés quant aux lumières et à la science qu'elle propage, les avantages de l'instruction ne sont pas douteux. Écoutez encore Napoléon : « La plupart des sentiments sont des traditions. Nous les éprouvons parce qu'elles nous ont précédés ; aussi, la raison humaine, son développement, celui de nos facultés, voilà toute la clef sociale, tout le secret du législateur. Il n'y a que ceux qui veulent tromper les peuples et gouverner à leur profit, qui peuvent vouloir les retenir dans l'ignorance ; car plus ils seront éclairées, plus il y aura de gens convaincus de la nécessité des lois, du besoin de les défendre, et plus la société sera assise, heureuse, prospère. Et s'il peut arriver que les lumières soient nuisibles dans la multitude, *ce ne sera que quand le gouvernement, en hostilité avec les intérêts du peuple, l'acculera dans une position forcée, ou réduira la dernière classe à mourir de misère; car alors il se trouvera plus d'esprit pour se défendre ou pour devenir criminel.* »

Pères de famille et législateurs, songez enfin que nos maux viennent, en grande partie, de l'ignorance où nous sommes de nos véritables intérêts et des conditions auxquelles les sociétés se fondent, prospèrent et se conservent.

Avant tout, faites donc des hommes de vos jeunes enfants; apprenez-leur la vie sociale aussi indispensablement qu'un *état*, que l'art de gagner de l'argent et de faire habilement leurs affaires. L'intelligence donc, l'intelligence et les habitudes morales! ou tout est perdu, encore une fois, avant un demi-siècle!!

XVIII.

LE CRÉDIT.

Nous avons assez prouvé quels bienfaits sociaux de tout ordre contenait en germe toute amélioration matérielle. Or, rien, après le travail de l'homme, ne contribue plus à l'augmentation des richesses, que l'institution du *crédit*.

Nous avons également acquis la certitude que les améliorations matérielles sont, par elles-mêmes, incapables de répartir équitablement les richesses dont elles sont la source, et les libertés dont elles sont l'occasion. Or, précisément, rien, après la charité et le dévouement des individus, ne contribue plus directement à une distribution plus équitable des richesses, que le crédit.

C'est que le crédit est tout à la fois une méthode souverainement économique, et un moyen pacifique, profitable à tous, d'obtenir le libre emploi des instruments de la production; et par là, pour celui qui en manquait, de se donner la propriété et toutes les bonnes choses qui s'ensuivent.

Mais, pour mieux distinguer ces deux branches du crédit, et définir complétement le crédit en général, il nous faut remonter l'histoire de l'émancipation des peuples.

Tant que l'esclavage pur fut le partage de l'immense majorité des hommes, les améliorations matérielles, les grands travaux publics entrepris dans toutes les sociétés primitives, travaux dont les vestiges, incrustés sur le sol des deux mondes, commandent encore notre admiration, firent peu pour l'affranchissement de la multitude. Créer, augmenter le tra-

vail alors, c'était créer, augmenter le joug, la corvée, les maux des masses esclaves, sans rien ajouter à leur bien-être, à leur nourriture, à leur strict nécessaire. Pour exécuter plus de travaux, et être plus utiles, plus occupés, ils n'en étaient pas mieux récompensés, plus riches enfin ; comme les bêtes de somme de nos écuries et de nos étables, auxquelles ils étaient d'ailleurs assimilés, ils appartenaient toujours à leur maître, qui avait droit de vie et de mort sur eux; qui les muselait, leur mettait un collier pour joug, ou un boulet au pied, un cadenas à la bouche comme aux animaux rétifs, afin de s'assurer une facile obéissance, et une complète impuissance de nuire.

Tout au plus, leur *ration* était augmentée dans les moments où l'on en exigeait plus de travaux; mais enfin, ne possédant rien et ne pouvant disposer de quoi que ce fût, pas même de leur propre personne, ils ne profitaient jamais des améliorations matérielles accomplies par l'intermédiaire de leur force musculaire ou de leur faible intelligence. Pour l'esclave, pas même d'échange, de vente, ni d'achat! La *monnaie* n'existait réellement point pour lui.

Le premier pas qui fut fait hors de l'esclavage pur pour entrer dans la *servitude,* fut l'indice, la condition et le point de départ d'une des améliorations les plus signalées qu'ait à entregistrer l'histoire de l'économie sociale et politique. L'esclave, devenu *serf,* sortit des rangs des *choses brutes;* il devint presque une personne; il put disposer de quelques valeurs *mobilières;* il fit connaissance avec la propriété et la monnaie; il put bientôt échanger, vendre et acheter; posséder et transmettre pour son propre compte, tout en étant lui-même long-temps encore possédable et transmissible, soit individuellement et mobilièrement; soit avec le sol, et immobilisé par la glèbe.

Bientôt donc le droit de péculer fut le droit acquis d'une classe intermédiaire entre les hommes libres et les esclaves. Cette classe put capitaliser ; mais le mode, la source du capital fut double et bien différente quant à ses conséquences : les serfs se divisèrent, comme les esclaves, en instruments de l'agriculture, et en instruments de l'industrie et du commerce,

…uels, enfin en serfs des villes

…at de l'état d'instruments de culture
… cultivateurs, de fermiers, de métayers;
… moyennant redevance fixe en argent ou en
…rent, dans leurs soins et leurs épargnes, la
… et de l'émancipation.

…ls, les uns devinrent artisans pour leur propre
… et la vente, l'achat, l'industrie manufacturière, furent
… moyen de capitaliser. Les autres (le plus grand nombre) …ent *à la journée*, devinrent *ouvriers* ambulants, se …ant à qui voulait; et le *salaire*, et avec lui une classe d'ouvriers salariés, furent créés.

Dès le jour où le salaire fut connu et pratiqué dans une nation, les améliorations matérielles qui s'y opérèrent eurent une portée immense pour l'affranchissement successif de la masse des populations.

C'est le pécule, c'est le salaire, qui ont mis au monde, économiquement et politiquement parlant, les classes moyennes, les bourgeoisies, dans l'antiquité orientale, grecque et romaine, tout comme dans le moyen-âge européen.

Dès lors, effectivement, toute entreprise de travaux d'intérêt général, toute institution économique, aboutit à une création de travail pour les masses prolétaires, par conséquent à une distribution de salaires. Plus les salaires abondèrent, plus il s'effectua d'épargnes, ou plus la population salariée augmenta. Ces deux effets eurent même lieu simultanément, car les ouvriers en tout temps se séparent en deux parties : l'une habile, active, prévoyante, qui économise, thésaurise jusqu'à l'avarice; l'autre qui ne prévoit rien et qui multiplie inconsidérément l'espèce. La première s'éleva nécessairement à l'aisance, à l'indépendance, se sentit des intérêts communs, forma esprit de corps, prit une attitude sociale à mesure qu'elle gagnait en aisance, et revendiqua bientôt les droits politiques, les franchises de bourgeoisie, entre autres celle de se gouverner municipalement; l'organisation des *communes* fut son fait, et elle s'appela ou devint bientôt cette classe *moyenne* qui non seulement se dégagea du salaire, mais finit par salarier elle-même

une bonne partie de ses anciens compagnons. L'autre partie des salariés resta flottante, et composa cet arrière-plan de population qui reste soumis à toutes les vicissitudes de la misère, qui travaille et chôme tour à tour à l'excès, et qui a nom : *prolétaires*.

Or, les échanges en nature, c'est-à-dire les temps où on ne connaissait encore aucun *signe représentatif uniforme* des utilités en général ; où la monnaie métallique, *l'argent*, n'existait pas encore, sont précisément contemporains du règne universel de l'esclavage. De tels échanges étaient nécessairement bornées ; le commerce, l'industrie, la richesse, étaient donc à leur *minimum*. Mais dès que les hommes libres, les patriciens, les vainqueurs, voulurent plus de richesses, plus de circulation et de production, il fallut inventer un moyen de faciliter les échanges, ce moyen fut la *monnaie;* et la monnaie se multipliant et circulant de mille façons, il fut peu à peu facile aux classes nombreuses de s'approprier et de garder sous cette forme quelque utilité, quelque bien matériel.

La monnaie, mise ainsi à l'usage de la multitude, fut donc un signe de la plus immense portée sociale ! Cette invention valut, réalisa plus de vraie liberté pour la masse des hommes (esclaves et serfs) que jamais ne firent les guerres serviles et les lois agraires, ou les révolutions les plus radicales en apparence.

La monnaie vint ainsi à représenter en général la capacité et le mérite personnels dans les rangs d'hommes qui gagnaient tout à la sueur de leur front, ou à force d'activité et d'habileté : chacun alors put entrevoir la possibilité de se faire l'enfant de ses œuvres, d'être pour quelque chose dans sa bonne ou dans sa mauvaise destinée.

Par la monnaie, l'esclave, le serf fut affranchi, beaucoup plus que par les concessions positives forcées des maîtres et des seigneurs, beaucoup plus surtout que ne le pensaient ceux-ci lorsqu'ils se réservaient les dîmes, les corvées, la disposition des bénéfices, des manoirs, etc.

Avec la monnaie, le vilain obtint d'abord la possession de valeurs mobilières ; car pour la *terre*, pour les *champs*, ils étaient inféodés aux *forts*, et il n'y fallait pas songer : c'était du

divin. Avec son industrie, il donna à ses valeurs un nouveau prix; il lui fut enfin possible de se procurer les matières premières d'une production dont les bénéfices lui reviendraient en entier; bénéfices qui seraient d'autant plus répétés, qu'il se donnerait plus d'activité. Il devint riche en capitaux pécuniaires; il prêta à intérêt, ou il fit des avances aux propriétaires fonciers, à leurs héritiers et ayants-cause; puis du sein de ces transactions, quelques portions du sol lui échurent, et peu à peu la classe moyenne partagea la propriété terrienne avec la noblesse et le clergé, avec les patriciens, avec les seigneurs.

Grâce à cette combinaison capitale, il n'est pas une seule amélioration matérielle qui n'ait été féconde en liberté et en bienfaits de tous genres, pour les classes ouvrières et moyennes.

Il demeure du moins bien attesté que sans un *signe* analogue, jamais les classes moyennes de nos jours n'eussent pu sortir du rang d'instruments de travail des maîtres et des seigneurs; que, tout en ayant même quelques franchises civiques, elles fussent restées éternellement dans leur sujétion quant au travail et aux nécessités physiques; qu'elles ne se fussent jamais élevées à la qualité de producteurs-propriétaires, puisque l'échange uniquement en nature mettait une barrière insurmontable au développement quelque peu important des industries et du commerce entre les provinces et les nations.

Or précisément, il y a un nouveau *signe* analoge à la monnaie métallique (mais supérieur), à créer, ou plutôt à propager (car il est tout trouvé), lequel fasse pour les classes salariées du XIX[e] siècle, ce que la monnaie a fait pour les classes moyennes de tous les lieux et de tous les temps.

Aujourd'hui, en effet, aucun signe ne représente la capacité, l'activité, le mérite personnel des ouvriers. Ils ne se distinguent du bon au mauvais, du meilleur au pire, qu'imperceptiblement; ils sont la plupart confondus dans un salaire égal, dans une rémunération presque identique, ou du moins ils ne peuvent s'élever au rang des classes moyennes que très difficilement, et toujours en un petit nombre infiniment exceptionnel. Car, partant de rien, du dénûment, et n'aboutissant chaque jour qu'au *strict nécessaire*, comment arriveraient-ils

successivement en masse, ou même en grand nombre, à quelque chose, à la qualité de producteurs-propriétaires?

Cependant, quel mal feraient aux classes riches l'homme, la classe, qui, à côté d'elles, s'enrichiraient non des dépouilles d'autrui, mais par la vertu d'un travail productif, par la création de richesses supplémentaires?

Et n'est-il pas de toute équité, n'est-il pas souverainement bon, et profitable au contraire aux capitalistes mêmes, que tout homme capable de faire valoir des capitaux, et dont la moralité est notoire, trouve une commandite, obtienne le crédit nécessaire, à condition qu'il apporte en garantie, outre sa moralité, toutes les épargnes, toutes les ressources qu'il a pu accumuler dans les rangs des salariés, et qu'on s'entoure, à son égard, de toutes les mesures que suggère la prudence.

Le crédit, nous venons de nommer le *signe* nouveau par excellence, le crédit! amélioration des plus capitales, inouïe, qui changera la face des choses économiques et sociales, quand on le comprendra généralement; qui donnera le travail, l'aisance et la liberté à tout individu qui s'en montrera réellement digne!

Le crédit, dans son acception la plus haute, c'est le prêt solide à qui n'a rien, cependant, que l'honneur et l'aptitude.

Créditer un travailleur, c'est le mettre à même de se donner l'aisance, le savoir, la liberté, sans qu'il en coûte rien à personne, pas même au créditeur. C'est donc lier ceux qui possèdent des capitaux improductifs, aux hommes capables de les faire valoir, à la partie saine des classes prolétaires, par le nœud de la reconnaissance et par une communauté d'intérêts, qui consolide certainement le corps social, et harmonise des classes toujours si disposées à se jalouser ou à se mépriser. C'est enfin donner une prime à la moralité, à l'activité; à la production, suivie d'une consommation équitable et proportionnée pour l'auteur de l'œuvre.

Car, et ceci est digne de remarque, autant le crédit ainsi accessible à l'élite du peuple; autant les capitaux, ainsi mis en rapport par des mains prolétaires pour leur propre compte, font de producteurs, autant ils font de consommateurs aisés; tandis que dans tous les cas où la production se fait pour un

salaire, au profit direct et presque exclusif d'un petit nombre de *raisons individuelles ou sociales*, les ouvriers salariés ne peuvent consommer un peu généreusement ni ce qu'ils produisent ni ce qui est produit par d'autres.

De là ce contraste de l'extrême abondance en toutes choses pour le petit nombre, à côté de l'extrême privation de la masse des hommes instruments de cette abondance. De là, la vérité relative de cette sentence : *on produit trop.* Cependant un nouveau progrès dans la moralité des peuples européens appelle un nouveau signe.

Tant que la confiance n'est encore méritée que par le très petit nombre, on ne donne richesse qu'en retour de richesse, valeur que contre valeur, marchandises que contre monnaies d'*argent.* Toutefois, c'est déjà ici un progrès notable sur l'état primitif, dans lequel la multitude n'a même pas, comme nous l'avons dit, de richesse à elle-même par la possession d'elle-même, ni la faculté de produire et d'échanger. Avec la monnaie, la personnalité se dessine, prend corps; et par suite la liberté.

La confiance est chaque jour méritée et justifiée par un plus grand nombre d'individus, dans un plus grand nombre de cas, et sur une étendue, à des distances de plus en plus éloignées. Déjà le crédit, expression économique de la confiance, devient cosmopolite, s'accorde par delà les mers, entre les nations antipodes.

Il y a déjà plusieurs siècles qu'en Europe on se dépouille d'une richesse *sur la parole d'autrui*, sans exiger positivement et actuellement le retour d'une richesse ou valeur équivalente : à la valeur on substitue un signe de cette valeur; à la monnaie, un signe de la monnaie; enfin au signe matériel, un signe spirituel; à la valeur représentative, une croyance pure : ce signe spirituel, c'est le crédit.

Avant l'invention du crédit, moralité ou non, habileté ou non, il fallait avoir amassé déjà des valeurs pour pouvoir en créer; aujourd'hui la moralité, l'aptitude reconnues, suffisent bien souvent.

La probité et le talent ne tiennent pas lieu proprement de *monnaie*, puisqu'ils ne sont point appropriables et indestruc-

tibles comme l'argent dans le coffre-fort d'un créancier, de celui qui a mis sa confiance en vous. La valeur morale et l'intelligence ne se mettent pas en circulation effective, et ne servent pas d'intermédiaire et de *critérium* commun pour les objets ou les valeurs échangeables, comme la monnaie matérielle; mais néanmoins, sous le point de vue de la disposition des capitaux, de leur transmission et de leur placement productif, de l'emprunt ou du prêt de valeurs accumulées, il est certain que le crédit, c'est-à-dire la *confiance* qu'inspirent la probité et le talent, opère comme une véritable monnaie, comme une valeur matérielle, un capital amassé, et vaut une hypothèque de biens fonds pour celui qui a la *foi* et pour celui qui l'inspire.

Une organisation intelligente du crédit, qui permettrait à tout travailleur de déployer fructueusement toute son activité pour lui et pour la société; de faire usage de ses facultés spéciales; de mettre en valeur, d'*exploiter* en quelque sorte sa probité, ouvrirait donc réellement l'ère de la liberté positive à l'immense majorité des ouvriers; car, parmi la multitude, la minorité seule se montre encore douteuse dans sa conduite et dans ses moyens.

Ce serait une amélioration comparable à tout ce que nous offre de plus consolant le tableau des grandes émancipations morales et politiques dans tout le passé.

Déjà combien le crédit, quelque timide et borné qu'il soit encore, n'a-t-il pas élevé de prolétaires au bien-être, à l'aisance, à la liberté, à l'exercice des droits politiques!... Combien n'a-t-il point vivifié toutes les sources du travail, agrandi la sphère du commerce extérieur de chaque nation!... Combien n'a-t-il point mis d'obstacles aux velléités martiales, aux hostilités entre les peuples; et, par conséquent, contribué à assurer la sécurité, la liberté, la paix entre les nations et entre les partis à l'intérieur, en étant l'occasion d'une solidarité intime entre les intérêts les plus chatouilleux des classes influentes des divers pays.

Les institutions de crédit, ainsi entendues, viendraient donc achever ce que l'organisation de l'éducation et de l'instruction professionnelle a commencé, à savoir: l'émancipation

intellectuelle, morale et physique du grand nombre. L'éducation affirme bien le but, la destinée, les devoirs de l'homme, les besoins qu'il peut satisfaire légitimement dans l'état de société; quand, comment et jusqu'à quel degré? L'instruction indique bien les moyens de cette satisfaction, et initie même les individus à la technique de ces moyens; mais ni l'éducation ni l'instruction ne nous en donnent la libre disposition; ils sont cependant la condition de la satisfaction réelle de nos besoins et de la conservation de notre existence personnelle, ou du moins de notre plus grande liberté individuelle. Elles nous donnent bien la théorie de la richesse, et la lumière, la disposition morale nécessaires pour en faire un bon usage quand nous possèderons cette richesse; mais pour la posséder et l'acquérir, pour la créer à notre profit, elles nous laissent au dépourvu.

Or, généralement, les instruments de travail et la richesse elle-même se répartissent et se transmettent aux générations par la naissance ou l'héritage; c'est là le fait général, la règle fondamentale; jusqu'ici c'est la voie directe de la possession; mais il est une voie indirecte de jour en jour plus ouverte pour le plus grand nombre, et cette voie, c'est le *crédit de commandite.*

Si le véritable crédit était compris en France et dans le reste du monde, peut-être lui élèverait-on des autels comme au génie tutélaire de l'agriculture, de l'industrie et du commerce; et rien ne serait plus édifiant que cette sorte d'apothéose du crédit; car crédit avancé et moralité avancée, c'est tout un, le premier procédant de l'autre, comme l'effet procède de la cause.

Mais qu'est-ce que le crédit pour l'immense pluralité des petits agriculteurs, des petits industriels, des petits commerçants et des petits capitalistes? quelque vague notion bien obscure et bien routinière; un mot stationnaire dans leur esprit, comme la chose, le crédit, l'est dans les faits.

Comment donc, alors que les idées sont si imparfaites et si arriérées parmi la multitude, les institutions économiques ne *le seraient*-elles pas dans la réalité sociale?

Cependant, c'est pour le grand nombre que devraient ma-

nœuvrer les institutions; car c'est de sa prospérité que doit résulter celle de la nation.

Aussi, quelle différence aux Etats-Unis, en Angleterre et en France, dans le degré de sollicitude de l'opinion publique et du pouvoir, pour tout ce qui se rapporte aux questions de crédit!

En Amérique, l'affaire des banques est populaire; elle y retentit, comme un tremblement de terre, jusqu'au cœur des masses, et tient les trois pouvoirs en suspens.

En Angleterre, le moindre embarras dans le fonctionnement normal des banques particulières suscite une enquête diligente, qui instruit, avertit, améliore ou apaise.

Parmi nous, c'est à peine si l'on commence à voir clair en ces choses, et à s'y intéresser comme à une condition impérieuse de prospérité, de puissance et d'ordre pour toutes les nations modernes.

Et qu'on ne dise plus que les merveilles industrielles qu'on nous raconte de ces deux pays d'outre-mer, au lieu d'être dues à l'extension du crédit, en sont justement la cause; car on est impuissant à montrer pourquoi, si le crédit n'est pas l'essentiel instrument de ces grandes œuvres, il a toujours été d'autant plus parfait et mieux entendu chez un peuple, que ce peuple était plus riche, plus actif; qu'il faisait plus d'œuvres et qu'il les faisait plus vite, plus économiquement et avec moins de forces vives.

Voyez les pays classiques du crédit, ceux où il a reçu le développement que nous n'avons guère dépassé! Précisément ce sont les cités dont la splendeur matinale a marqué la renaissance de notre Occident; ce sont Venise et Gênes, Pise et Rome, la Hollande et les villes anséatiques.

Les économistes, si peu d'accord d'ailleurs sur les autres points fondamentaux de leur science, sont du moins unanimes sur les effets *magiques* du crédit; nul n'hésite à lui attribuer le développement prodigieux de l'industrie dans les temps modernes, et à en considérer l'état comme le thermomètre de la prospérité matérielle des nations.

En effet, le crédit est si bien le grand promoteur de la ri-

chesse des nations modernes, que toute cette série infinie de transactions et d'affaires vulgaires qui enchaînent les 99/100 des hommes chaque jour et leur vie durant, l'ont pour base, en sont le résultat ou la manifestation.

Oui! nous sommes tous et à chaque instant les obligés du crédit :

Le petit débitant qui obtient des facilités du commerce en gros pour le paiement de ses petites factures;

Les commerçants, les industriels, entrepreneurs de toute espèce, qui se donnent le privilége insigne de faire passer des *promesses* pour de l'argent comptant, en les formulant en un *effet de commerce*, payable à trois ou à six mois de date;

Et ceux qui, détenteurs de ces promesses, vont les *escompter* à la caisse du banquier;

Et ceux qui, voulant faire effectuer à de longues distances le paiement de fortes sommes, sans effectuer cependant le transport dispendieux, lent et souvent dangereux d'un lourd numéraire; et les voyageurs qui, voulant s'éviter l'embarras de traîner *sur eux* la monnaie nécessaire aux frais du voyage, ont recours à la *lettre de change* ou à la *lettre de* CRÉDIT;

Et ceux enfin, qui, grâce aux *comptes-courants* qu'on leur accorde à la banque voisine, moyennant dépôt d'une certaine valeur, jouissent de la faculté si expéditive et si commode de faire opérer leurs recouvrements et leurs paiements par la direction centrale et unitaire de cette banque;

En un mot, tout homme qui achète ou qui vend, qui produit, transporte ou consomme, dispense le crédit ou y a recours, double et centuple ses forces par lui, ou s'annule et s'appauvrit sans lui.

Comment en serait-il autrement? la société n'est, au point de vue économique, qu'une institution d'échanges; et le degré de richesses d'une nation se mesure finalement au nombre et à la variété des échanges qui s'y effectuent annuellement. Mais le moindre échange implique le crédit à un degré quelconque, c'est-à-dire la confiance réciproque de ceux qui le consomment. D'un autre côté, plus on veut être actif, produire et consommer, plus il faut multiplier les échanges, c'est-à-dire accélérer

les transports, le passage de main en main des denrées, des marchandises et des matières premières de la richesse : en d'autres termes, plus il faut accélérer la circulation.

Or, le crédit consiste en grande partie dans les moyens de perfectionner cette circulation.

Nous disons en grande partie, car il faut distinguer dans le crédit : 1° les institutions ou les combinaisons qui ont spécialement pour but la participation d'un plus grand nombre d'individus non seulement à la production, mais à la consommation, mais à la distribution plus équitable des utilités produites par eux ; et 2° celles qui ont pour objet de faciliter principalement et de hâter les échanges ou la circulation, de la rendre plus économique et plus rapide.

Tons les exemples de crédit que nous venons d'énumérer sont de ce dernier genre : c'est ce que l'on peut appeler le *crédit de circulation.* Dans tous ces cas, les individus admis aux avantages du crédit sont possesseurs d'un capital, d'une valeur quelconque qu'ils donnent ou déposent en retour. Mais il est des cas où les avantages du crédit consistent à obtenir quelque chose, quoique l'on n'ait rien ; ou plutôt à obtenir une valeur sur *caution morale* de capacité et de probité. Exemple : un honnête et habile industriel veut exploiter une industrie féconde, profitable, opportune ; il n'a point de fonds, un banquier lui en fait avoir ; et, grâce à ce crédit, il va pouvoir produire utilement pour soi, pour les prêteurs et pour la communauté. C'est là l'autre sorte de crédit que nous avons appelé le crédit de commandite.

Ainsi, en ce qui regarde la circulation, le crédit est plus particulièrement l'ensemble des moyens, des institutions ou des combinaisons propres à activer les échanges, à les réaliser, par anticipation, pour l'une des parties ; à économiser le temps, les forces et l'argent dans le transport des valeurs monétaires ou en nature ; en un mot, l'art de la circulation des utilités.

En ce qui regarde la production et la répartition plus équitable des richesses, le crédit est l'ensemble des moyens ou des combinaisons qui ont pour résultat de faire passer entre les mains d'hommes qui les fassent fructifier au profit de tous,

les capitaux qui sans cela resteraient improductifs ou auraient un emploi moins fructueux et moins propre à favoriser la diffusion du bien-être et de la liberté.

Tout le monde s'extasie sur les avantages que présentent aux voyageurs, aux marchandises, à la production, etc., les moyens de transport et les forces motrices modernes. Les chemins de fer, par exemple, réalisent au profit général des consommateurs une économie prodigieuse de temps, de forces et d'argent.

Or, précisement les perfectionnements, ou si l'on veut l'extension et l'affermissement du crédit ont toujours ce même effet sur la prospérité commune. Il en résulte toujours dans le coût de la circulation des monnaies, dans les prêts à intérêt, dans la correspondance commerciale, etc., une économie de temps, de forces et d'argent, analogue à celle qui résulte du perfectionnement des routes, des canaux, etc., dans la circulation des hommes et des produits.

Il y a plus : l'existence et la propagation des chemins de fer et des forces motrices modernes présupposent l'existence et l'extension des établissements de crédit, attendu qu'il n'y a point lieu à la création de pareils leviers de production et de circulation, là où les transactions ne sont pas actives et multipliées à l'extrême; et que la circulation fréquente et considérable d'hommes et de marchandises n'est pas possible un instant sans les moyens accélérateurs et les combinaisons simplifiantes du crédit.

Si donc nous voulons de nombreux et florissants chemins de fer, il nous faudra vouloir préalablement ou simultanément de nombreuses institutions de crédit, des caisses et comptoirs s'étendant, se ramifiant et se perfectionnant à mesure que se multiplieront ces merveilleuses voies de communication (1).

Tout ceci nous indique comment il se fait que le crédit *mul-*

(1) Pour plus de détails sur le crédit de circulation et de commandite, et sur les banques en général, voyez le livre *Des Intérêts du Commerce,* vol. 1er, pages 193 et 473, où nous avons d'ailleurs *exposé les voies* et moyens d'une institution nationale de crédit.

tiplie, ou plutôt SERT à multiplier les *capitaux*. Pourquoi en serait-il autrement, puisqu'il augmente en général la part de consommation des crédités, sans diminuer celle des créditeurs; et au contraire en l'augmentant même, puisque les capitaux prêtés touchent généralement un intérêt? Les instruments de travail prêtés par les capitalistes, le sont sur la *probabilité* que ceux qu'ils créditent *les feront valoir*, c'est-à-dire retrouveront dans l'emploi, dans la transformation des valeurs prêtées, une valeur équivalente d'abord, et de plus, un *intérêt* pour le capitaliste créditeur; et une récompense, un *bénéfice* réel, un *gain* pour le crédité. Ces deux derniers éléments de richesse sont donc bien positivement des capitaux nouveaux, une *création* véritable d'utilités. Sans cela, l'*avance* des capitaux ne serait plus du *crédit;* ce serait de la *charité* toute pure, une aumône, un *don* des richesses disponibles ou accumulées de la part des capitalistes. Le crédit ne multiplie donc pas directement, mais il est un *moyen*, une *condition* de multiplication. Ce qui multiplie les capitaux véritablement, c'est le travail, l'œuvre utile et heureuse opérée par l'emploi de ces capitaux prêtés. Voilà en quoi consiste la *multiplication* du crédit.

Il est vrai que trop souvent les capitaux prêtés font naufrage avec le crédité, et à plus forte raison l'intérêt promis et le bénéfice attendu. Mais ce sont là des exceptions; nous en avons la preuve dans ce fait: que le crédit se maintient et se développe, que la confiance s'étend, et que l'accumulation totale des capitaux des nations les plus confiantes dans le crédit augmente notablement.

On voit aussi comment, en réalité, le capital *rapporte* à son propriétaire; et comment il équivaut pour le capitaliste, créditeur ou prêteur, à un travail qu'il accomplirait en personne, ou qu'il ferait accomplir à un être susceptible de travail intelligent, comme à un esclave, à un nègre.

Mais, absolument, le capital par lui-même ne *rapporte* rien, ne *crée* rien, ne *reproduit* rien; c'est celui qui le *fait valoir*, le *crédité*, ou emprunteur. Lui seul donne l'*intérêt* au capitaliste, intérêt né de ses sueurs, de son travail, de la *vie reproductrice* qu'il a mise là. Qu'est-ce, en effet, qu'un capital?

de la MATIÈRE inerte, et rien de plus, laquelle matière ne devient reproductrice d'une autre utilité qu'à la condition qu'un homme y mette son travail, c'est-à-dire son intelligence, sa force, sa volonté, son moi enfin, ou en d'autres termes, les *vraies conditions religieuses d'appropriation.* Voilà pourquoi l'intérêt, l'usure, le rapport du capital, sous toutes ses formes, est, logiquement, une chose immorale aux yeux du catholicisme, et de plus d'un économiste moderne.

On dit journellement : *il faut associer le capital et le travail ;* c'est là une métaphore économique qui passera bientôt : le capital étant de la matière, et le travail de l'intelligence et des bras, la volonté d'un être moral et libre, il n'y a point association possible entre de pareils termes. Dites le *capitaliste* et le *travailleur ;* le *détenteur* d'instruments de travail, de sources ou conditions de richesses, et le *salarié*, le non-possesseur ; et vous verrez que cette vérité vous mènera insensiblement à cette autre : le capitaliste doit travailler tout comme le non-capitaliste *pour gagner sa vie*, ou mieux, ne vivre que du fruit de son propre travail; car la *matière-capital* ne peut travailler à sa place ;

Donc, il n'est pas bon, il ne peut se faire moralement qu'un homme quelconque soit réduit à donner malgré lui, à un autre qui a déjà plus que lui, une part quelconque du fruit du sien (1).

Pour le crédit aussi, nous recourrons à l'hypothèse du *complet* et du *parfait.* Si le crédit était général, c'est-à-dire si la confiance était entière entre tous les hommes, l'économie de temps, de capitaux, de démarches, d'institutions et de combinaisons, ou mécanismes, en serait encore admirablement servie et accrue.

Ainsi, la monnaie métallique serait sans motif; et les banques, et les escomptes, et les lettres de change, et celles de crédit, et l'usure ou intérêt sous ses mille formes.

Des comptes courants réciproques seraient ouverts à tous indistinctement. Il ne circulerait que des marchandises en na-

(1) Voir la Note 6 à la fin du volume.

ture et des promesses en paroles et en affirmations. Le *medium* des transformations serait tout simplement l'expression et la proclamation du fait et de la vérité; et l'on ne verrait plus des masses énormes d'argent transportées par les diligences à travers la France; ni la poste de Paris tirer de ce déplacement de numéraire un produit annuel de 8 à 900,000 fr. Le transfert des plus fortes valeurs s'accomplirait au profit ou au débit de tel ou tel individu, en substituant son nom à celui du vendeur ou de l'acheteur, du prêteur ou de l'emprunteur; et un simple billet, accompagnant un colis de marchandises, pourrait en permettre la circulation d'un bout à l'autre du globe, sans danger pour le véritable propriétaire.

Voilà pour la circulation.

Quant à la commandite, tout homme honnête et quelque peu industrieux et actif, trouverait infailliblement un commanditaire; et il aurait sans doute quelque chance de prospérer, sans nuire à ses semblables. Mais ici nous rencontrons les bornes du crédit de commandite, lorsqu'il a lieu sous le régime de la concurrence anarchique, comme de nos jours. Le commandité, quelque habile et consciencieux qu'il soit, ne peut produire qu'*aveuglément;* il ne peut répondre de ne pas subir les effets d'un trop-plein, les ricochets d'un désastre produit ailleurs par le trop-plein d'une industrie étrangère à sa spécialité, etc.; car il n'y a, par hypothèse, ni entente, ni solidarité entre les producteurs d'un même pays, à plus forte raison entre ceux de toutes les nations.

Outre la confiance méritée de chacun dans tous; outre la probité générale, il faut donc encore l'*association*, la connaissance générale des besoins et des offres; l'*abonnement mutuel*, l'*assurance mutuelle* la plus entière pour que la commandite ait une valeur vraiment économique et sociale; mais alors le crédit individuel se noie dans le *crédit collectif;* ce ne sont plus des individus isolés que l'on commandite, ce sont des sociétés qui *socialisent* les instruments de travail et les sources de richesse, en les mettant à la portée de tout homme de bonne volonté. On s'abonne alors, on s'entend, on se partage la besogne dans l'atelier social; on ne fait rien de trop, et l'on fait toujours assez et à propos.

Voilà le bien , le vrai, sinon le réel; voilà ce qui doit être, ce qui peut être, sinon ce qui est ou ce qui sera.

Quoi qu'il arrive, toutes les institutions qui aideront à la mobilisation et à la circulation des valeurs de toute nature ; qui feront passer les sources matérielles de la richesse, les instruments de travail, dans les mains du savoir, de l'habileté et de la bonne volonté ; au-dessus de tout, les institutions qui viendront mettre plus d'ordre dans la création des utilités et relier les crédités entre eux par réciprocité de production et de consommation ; toute dépense, tout sacrifice ayant pour but cet affermissement et cette universalisation du *crédit* basé sur la probité, la science et le travail, iront donc droit à la plus grande *libération* de tous.

Pour peu qu'on ait jeté un regard attentif sur le monde économique, on s'aperçoit bientôt que le commrece, l'industrie, l'agriculture ne vivent que d'*échanges;* et que tout ce qui met obstaele à la transmission libre, facile et prompte des valeurs mobilières et foncières leur est directement funeste. Plus il y a de transactions entre les hommes, plus il y a de richesses créées, de possibilités de consommation et de conditions de bien-être pour tous. Nous avons vu combien le crédit de *circulation* et celui de *commandite* imprimaient d'accélérations à ce mouvement perpétuel des hommes et des utilités. Mais nous n'avons pas dit que si la transmission et la circulation des valeurs mobilières étaient en progrès, celles des valeurs *foncières* étaient immobiles, pleines d'obstacles et de dangers; que tout déplacement de titre des propriétés de cette nature était dispendieux et lent au dernier point; et que tout, dans la législation relative à la *mobilisation du sol*, était à réformer ou à organiser.

On a appelé du nom de *crédit foncier* le plus ou moins de possibilité et de facilité qu'avait le propriétaire d'un domaine, d'un champ, de trouver à intérêt modéré de l'argent, sur gage ou par vente de sa propriété *foncière.*

Or, qui le croirait ! cette possibilité est presque nulle ; bien qu'en apparence un tel gage dût présenter plus de sécurité qu'aucun autre, comme étant indestructible, et immobilisé sur la croûte du globe par la nature, et comme ayant une valeur

intrinsèque à l'épreuve de tous les caprices de la mode. Ce gage est même celui auquel on se fie le moins : les propriétaires en France sont obligés de subir les plus dures conditions dans les emprunts qu'ils contractent sur hypothèque. — On appelle *hypothèque*, l'acte même de donner en gage sa terre pour un motif quelconque, devant un fonctionnaire public (le *conservateur* des hypothèques) qui le régularise et le rend authentique. — L'intérêt de l'argent est beaucoup plus élevé pour les propriétaires fonciers que pour l'industriel, qui ne met cependant en circulation que des valeurs *mobilières*.

D'où vient cela? des imperfections du régime hypothécaire; des formalités compliquées, dispendieuses, lentes à l'extrême, par lesquelles il faut passer pour valider un prêt sur hypothèque; de l'incertitude et des dangers qui, nonobstant ces formalités, attendent ceux qui veulent acquérir des biens immeubles ou prêter sur hypothèques. La complication et le danger sont tels, qu'un acquéreur n'est jamais sûr de ne pas être dépossédé, et un prêteur sur hypothèque de ne pas perdre les sommes qu'il a avancées.

Cependant on comprendra tout aussitôt les graves inconvénients qui doivent résulter, pour la prospérité d'une nation, de cette immobilisation des propriétés foncières, si l'on considère que l'immense partie des richesses d'un peuple méditerranéen sont en *valeur foncière*, dans le sol et dans ses produits.

L'établissement du crédit foncier en France est donc l'un des plus impérieux besoins de l'agriculture, qui manque de capitaux pour améliorer ses champs, en appliquant les nouvelles méthodes et les nouveaux engrais conseillés par l'agronomie moderne.

XIX.

L'ASSOCIATION.

Les améliorations matérielles, avons-nous dit, sont la condition prochaine et universelle de tous les progrès moraux et intellectuels des peuples, pris collectivement et dans leurs masses; mais les améliorations matérielles ne répartissent point les richesses supplémentaires qu'elles créent.

Et nous avons vu combien le crédit, en général, contribuait à la multiplication des améliorations de cette nature, soit en répartissant plus abondamment et en popularisant pour ainsi dire les instruments de la production, soit en accélérant la circulation des produits.

Également, nous avons montré comment l'éducation et l'instruction concouraient foncièrement aux mêmes résultats; comment crédit, instruction et éducation, réalisaient, à mesure que se perfectionnaient leurs méthodes ou s'universalisait leur action, une moindre inégalité morale, intellectuelle et pécuniaire, parmi les hommes.

Mais quelle que fût l'énergie croissante de ces leviers puissants de toute civilisation, tant que le mode de travail resterait ce qu'il est, il ne hâterait en rien, il empêcherait même la distribution plus équitable des avantages sociaux; les améliorations matérielles se multiplieraient difficilement, et, dans tous les cas, ce serait au prix d'un gaspillage énorme et impie de temps, de forces et de capitaux.

L'économie politique en est enfin venue à le reconnaître et à le proclamer bien haut: *Tout est fractionné, isolé, morcelé, incohérent dans le mode de travail industriel, commercial*

et agricole. Tout se fait sans entente ni concours. Chacun, livré à sa propre faiblesse, ne réalise que des œuvres rares et pauvres. Production, distribution, consommation, plaisirs, affections, découvertes, inventions, beaux-arts, justice, véracité, bonheur et liberté.... tout, aux yeux de la science, est médiocre, insuffisant, absurde, inique, triste ou mensonger ; à cause de cela, à cause de l'action solitaire des individus, de l'incohérence des travaux, et de l'insolidarité des familles : VOILA LE MAL.

Il faut tendre vers un état industriel où tout soit combiné, rattaché, réuni : hommes et choses, travaux et capitaux; il faut que l'on produise en grand, que l'on transporte en grand, que l'on consomme en grand : VOILA LE BIEN.

Le mode de travail qui répond à ce grand *desideratum*, c'est l'ASSOCIATION. Ce mode est le plus économique, celui qui permet d'opérer les améliorations matérielles les plus grandioses en moins de temps, au meilleur marché possible, avec le moins de perte de forces vives d'hommes et d'animaux.

Ce mode est bien simple : il consiste en général à réunir et à confondre sous un même toit, ou dans un même établissement, un plus ou moins grand nombre d'ateliers et d'industries dépendantes, un plus ou moins grand nombre d'ouvriers; et sous une même direction et une même gestion, un plus ou moins grand nombre de *raisons sociales*, de capitaux et d'intérêts. Il consiste en outre à faire pour le partage des bénéfices, pour la conduite hiérarchique et matérielle des choses et des individus, dans un tel établissement, l'analogue élargi de ce qui se voit depuis long-temps entre les associés dans le négoce et dans d'autres branches.

L'association n'est point une idée neuve. Outre qu'à vrai dire, une société, une nation, n'est pas autre chose qu'une grande et merveilleuse association, et la plus intime qui se puisse voir, l'association, entendue économiquement et commercialement, a été entrevue, tentée, recommandée de bonne heure par la sagesse proverbiale des nations, et par les plus grandes voix de l'antiquité et des temps modernes. « Le frère aidé de son frère est comme une ville forte, » disent les *Proverbes*. « Voyez, ajoute Bossuet, comme les forces se multi-

plient par la société et le secours mutuel. Par les talents différents, le fort a besoin du faible, le grand du pétit, chacun de ce qui paraît le plus éloigné de lui, parce que le besoin mutuel rapproche tout et rend tout nécessaire. Le monde même s'entretient par cette loi : chaque partie a son usage et sa fonction, et le tout s'entretient par le secours que s'entre-donnent toutes les parties.» Et qui n'a présent à son souvenir les monastères et les abbayes, qui couvraient toute l'Europe du moyen-âge, où nos ancêtres s'initiaient (un peu maladroitement sans doute) au travail en commun, à la consommation économique, et aux grandes réunions sous un même toit et sous une même règle ?

Remarquons que l'association moderne n'est pas autre chose que l'ensemble des moyens pratiques de régulariser cette *solidarité du genre humain,* dont nous avons parlé dans un de nos chapitres.

L'union fait la force, voilà l'idée mère de l'économie moderne, et de la théorie de la liberté effective.

Isolés, nous trouvons obstacle partout ; réunis, associés, nous soulevons les plus lourds fardeaux. Une flèche seule se rompt facilement dans les mains de l'enfant même ; unissez en faisceau six ou huit de ces flèches, et l'homme le plus vigoureux les fera fléchir à peine. Il en est ainsi de nous : associons-nous donc enfin au nom de notre intérêt !

L'humanité en corps est bien pauvre, la statistique nous l'a prouvé. Cependant, ce peu de richesses si péniblement amassées, nous le gaspillons avec un sans-façon dont peu de gens se doutent, tant les saines idées d'économie sont encore ignorées de la multitude. Réfléchissez ! Dans un village, il y a autant de feux allumés chaque jour, il y a autant de maisons, autant de mobiliers complets, que de ménages, que de familles; soit 300 feux, 300 maisons, et 1,200 habitants : et encore quels feux et quelles maisons !! A l'hôtel des Invalides de Paris, un seul et bel édifice, un mobilier choisi et cependant peu dispendieux, un grand et unique calorifère suffisent pour loger, chauffer, entretenir commodément un plus grand nombre d'hommes.

Voilà donc que d'une seule et unique combinaison matérielle peut résulter une économie signalée, une simplicité sans

pareille dans toutes les branches de l'activité domestique. Car vous comprenez parfaitement qu'il en coûtera infiniment moins pour bâtir, entretenir, embellir en commun un édifice, quelque grand et magnifique qu'il soit, que pour construire et entretenir isolément trois cents pauvres chaumières; qu'il faudra moins de combustible pour chauffer toute une vaste maison à l'aide d'un appareil judicieusement placé, que pour chauffer séparément chaque pièce de cette maison au moyen d'autant de cheminées.

Ce que nous venons de dire des feux et des maisons, dites-le des ustensiles de ménage, des instruments aratoires, des caves, des greniers, des étables, des champs, etc. Car toutes ces choses sont séparées, morcelées, multipliées à l'infini, confuses, mesquines, et cependant insuffisantes dans la moindre agglomération de peuple.

Et puis, ce que nous venons de dire du matériel des habitations, de la disposition architectonique des villages et des villes, dans toutes les nations de la terre, dites-le des travaux, des habitants, dites-le de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, dites-le de l'économie intérieure du ménage, de l'éducation et de l'instruction particulière ou à domicile, enfin de toute l'économie sociale en général.

Car toutes ces choses encore sont séparées, morcelées ou confuses, et tous ces habitants se trouvent en complète opposition d'intérêt; et il suffit de les réunir, de les relier, d'y porter l'unité et l'ensemble, c'est-à-dire l'association, pour y mettre aussitôt, et par celà même, une économie, une simplicité, une puissance, un accord, un bonheur enfin, inespérés......

Il apparaît bien de tout ceci que l'association, à un titre et à un degré quelconque, est le principe de toute Économie. C'est à vous à en déduire les conséquences : elles sont infinies.

Pour comprendre ce que peut faire l'association en faveur du bien-être et de la liberté, nous la supposerons, aussi, *universelle* et *complète;* nous imaginerons un instant les hommes reliés et mis à couvert, dans leur égoïsme, par la plus intime *solidarité*, par la plus complète mutualité; étant d'ailleurs

éclairés et *moraux* comme nous l'avons dit dans les deux chapitres précédents.

D'abord, l'association serait le véhicule par où la science et l'instruction trouveraient leur application, et donneraient à nos forces leur *summum* d'intensité.

Quant à l'économie sociale et matérielle, la *division du travail* et des fonctions serait à son plus haut degré de perfection : nul double emploi, nulle superfétation. Chaque terre, chaque zone produirait son fruit naturel ; chaque caractère, chaque race s'adonnerait à sa vocation, à l'industrie convenante à son génie, à ses forces, à ses goûts. La production marcherait de front avec la consommation, l'offre avec la demande ; et l'échange des produits, la circulation, serait cosmopolite : chaque pays connaîtrait et consommerait les produits de tous les autres ; et l'on fournirait, l'on produirait, l'on consommera t en temps opportun ; car chaque centre de population serait *abonné* aux produits de tous les autres centres du globe pour des quantités et qualités préfixées. Et le prix de revient de chaque chose descendrait rapidement à son minimum, et la création d'utilités serait prodigieuse, et la puissance de l'homme sur la nature serait incomparable ; car il y aurait entente, distribution judicieuse des tâches, unité d'action ; toute œuvre serait conduite avec concert et ensemble, et partant l'effort serait en raison du fardeau ; au besoin l'humanité en corps défierait les éléments conjurés, soulèverait les montagnes, ferait refluer l'Océan !

La concurrence, si dépréciative et si gaspillante aujourd'hui, serait transformée en expédients émulatifs ; ou plutôt les concurrents seraient des *auxiliaires*, les instruments d'une même production ; car encore une fois, on ne s'associe pas pour produire plus qu'il ne faut, autre chose que l'utile ; tandis qu'en se faisant concurrence, il implique que la résultante du concours sera un trop plein, une ruine, le gaspillage, chez les uns ; et chez les autres d'immenses bénéfices, de la rareté, de l'insuffisance.

Le bien-être, la sécurité et la liberté n'en seraient pas moins magiquement augmentés.

La mutualité universelle qui s'étendrait à tous les intérêts,

d'une extrémité à l'autre du globe, réparerait tous les désastres partiels, ou indemniserait toutes les pertes individuelles; guérirait toutes les plaies, ou mettrait du baume sur toutes les douleurs; incendies, inondations, disettes, maladies, infirmités, vieillesse, enfance, tout serait réparé, consolé, amoindri, supporté ou garanti. L'Occident *assurerait* l'Orient, le Midi assurerait le Nord, et réciproquement.

Donc, toute combinaison, toute avance de fonds, qui facilite un degré quelconque d'association, contribue à nous acheminer vers cette utopie sociale. Il se peut que nous ne l'atteignions jamais. Est-ce une raison pour ne point chercher à s'en rapprocher?

Mais gardons-nous de confondre les *ligues* ou *coalitions* avec l'association. Il y a ligue lorsque l'on réunit ses intérêts et ses efforts pour supplanter les autres industriels sur les marchés, afin de faire de gros bénéfices ensuite par le monopole; il y a association lorsque l'on réunit efforts et capitaux dans la vue de se donner à soi et *aux autres* les utilités au meilleur marché possible, en diminuant la dépense de temps, de matières premières et de travail; ce qui se peut merveilleusement en substituant la réunion des travailleurs à leur isolement, et un grand atelier à des petits, etc.

Si tous les producteurs se contentaient du plus modéré bénéfice dans la vente de leurs produits, il y aurait infiniment moins de concurrence et de désastres; car personne ne pourrait espérer s'enrichir promptement en livrant à meilleur marché que son voisin.

Ce qui perd l'industrie et le commerce, c'est que chacun veut trop gagner, et que l'on excite les autres à s'établir avec la grande chance de se substituer aux anciens vendeurs, s'ils ont moins de prétention aux bénéfices exhorbitants.

Du moins, les suites fâcheuses d'une concurrence animée, ou des changements et des améliorations, ne se feraient guère sentir qu'alors qu'un procédé plus économique serait découvert et propagé. Encore les anciens producteurs pourraient-ils arrêter les nouveaux venus, en se hâtant d'accepter eux-mêmes les procédés supérieurs.

Dans tous les cas, l'esprit d'association ne sera une bonne

chose que lorsque tous les centres ou ateliers d'industrie similaires seront *associés-solidaires*, d'abord dans la même nation, et ensuite de nation à nation; et de telle sorte que tous produisent sans se nuire; — ce qui n'est possible qu'en se partageant la somme totale de leur production spéciale, et qu'au lieu de faire monopole de leur industrie contre le reste de la société ou des consommateurs, chaque spécialité soit forcée, par les règlements à intervenir dans l'industrie, à se borner à un bénéfice modéré, en raison de l'utilité sociale de ses produits.

Or, jusqu'ici nous n'avons guère vu s'organiser que des ligues, les forts contre les faibles, en vue de l'écrasement de la petite industrie. Encore en ce moment, les sociétés par petites actions sont conduites dans cet esprit, ou formées dans ce but.

Mais j'entends d'ici le préjugé, la routine s'écrier: les *moyens!* les *moyens!* le *comment* de toutes ces belles choses!!!

Les moyens!.... ils sont dans la volonté de chacun et de tous! Les moyens!! il n'en est point d'assez efficaces pour opérer d'eux-mêmes une amélioration sensible dans le bien-être des masses; car un moyen ne saurait se passer de l'intervention de la moralité humaine, du dévouement, du sacrifice.

Voilà ce qu'il faudrait bien méditer.

Pour moi, je suis convaincu que ce ne sont pas les moyens qui manquent; c'est, de la part de la multitude, la *bonne volonté*, ou, si l'on veut, ce sont les lumières nécessaires pour en comprendre la valeur, l'efficacité et la légitimité; c'est le dévouement qu'ils présupposent à un degré quelconque, comme mobile initial.

On cherche, on demande l'introuvable, quand on veut des moyens qui accommodent tout le monde dans son égoïsme actuel, dans ses habitudes, dans ses préjugés et dans ses intérêts ou droits acquis. Les riches voudraient mener jusqu'au lit de mort leur train de vie, d'aisance et de pensée; les pauvres voudraient être riches d'emblée, tout en conservant leur rudesse et leurs habitudes de cabaret.

Remarquez-le bien : lorsque nous avons démontré le grand *fait de la solidarité* des libertés humaines, nous n'avons pas

dit que, pour être effective, elle n'impliquât aucun sacrifice de droits acquis, à tout instant donné de la vie d'un peuple; ni que les intérêts actuels des diverses classes fussent sans cesse et toujours identiques.

Nous avons seulement affirmé que plus de libertés, et les plus désirables, naissaient de plus de solidarité entre tous, et que l'intérêt hautement et religieusement entendu des riches mêmes, leur prescrivait une solidarité plus directe et plus fraternelle avec les pauvres.

Je le redis : parlez-vous des moyens d'associer les *égoïsmes?* Il n'y en a point; cela est impossible et contre la nature des choses.

Parlez-vous d'associer des hommes qui croient à la fraternité et qui pratiquent leur croyance? Alors, persuadez-vous qu'à toute heure de la vie d'un individu et d'une société, le bien est possible; que jamais les moyens ne font défaut. Vous demandez le moyen de vous associer; le voici : *associez-vous.* — Mais comment? — En vous associant, vous dis-je! Comment font deux amants pour s'aimer? Ils s'aiment. — Comment fait une mère et son fils; comment font les membres d'une famille (tels qu'on en voit encore beaucoup, grâce à Dieu), pour se dévouer l'un à l'autre, pour s'entendre? — Ils s'entendent. Voilà tout le mystère. Mais si vous attendez pour vous associer que chacun ait ce qui lui revient au denier près; si chaque capacité se rehausse et demande *selon ses œuvres;* si vous exigez qu'une proportion *équitable* soit établie entre le capital, le travail et le talent, c'est-à-dire entre trois ennemis éternels; je vous dis qu'avant que tous ces points soient obtenus, l'humanité et les siècles auront passé.

Equitable! mais rien n'est équitable que l'abnégation de tous : donc tant qu'il n'en sera pas ainsi, l'iniquité subsistera et vous devrez demander aux volontés de s'en éloigner. Les volontés donc, les volontés, c'est sur elles avant tout qu'il faut diriger votre action.

Les difficultés, l'impossible, sont partout quand le *sacrifice* n'intervient nulle part à un degré quelconque, non seulement du fait des riches, mais de celui des pauvres. De la part des uns, sacrifice d'argent et d'orgueil; de la part des autres,

sacrifice d'envie ; de la part de tous, sacrifice d'habitudes anti-sociales.

Beaucoup de moyens d'association ont été signalés depuis vingt ans; aucun n'a été accepté, ou n'a été appliqué en grand; cependant, il n'en est pas un dont l'adoption n'eût produit plus ou moins de bien : tous avaient un élément de vie, par cela même que tous présupposaient l'élément moral, un sacrifice quelconque de la part des co-associés.

Ainsi, les *colonies agricoles* proposées par MM. Huerne de Pommeuse, de Morogues, etc., à l'instar de la Belgique;

Les projets présentés par M. Villeneuve-Bargemont;

Les *sociétés coopératives* d'Owen et de Thompson en Angleterre;

Les vues économiques du saint-simonisme;

Le système d'association de Fourrier;

Et jusqu'aux récents efforts du duc de Valentinois pour extirper la mendicité dans les villages; tous, à des degrés fort divers sans doute, eussent fourni et fourniraient encore aujourd'hui à des gens bien décidés, sinon tous les éléments d'association désirables, du moins la possibilité de diminuer les maux du pauvre.

Quelques capitalistes, secondés par des travailleurs honnêtes, pourraient transformer le monde industriel, et se ménager une gloire sans pareille dans la postérité la plus reculée, tout en se donnant durant leur vie l'indicible contentement d'avoir ravi à la misère et à l'ignorance des multitudes d'ouvriers.

Mais pour cela, il faut vouloir, il faut être animé du feu sacré qui fait les grands hommes et les grandes choses.

Les ouvriers eux-mêmes pourraient aussi, s'ils savaient, s'ils voulaient s'entendre et s'entre-aider comme des frères; ils pourraient se passer à la rigueur de l'intervention des capitalistes et des *puissants*. Mais ils ne se remuent que pour se plaindre, et ils persévèrent dans leur isolement et leur concurrence.

Le sacrifice des uns et des autres est si bien la condition obligée de toute métamorphose ou amélioration de ce genre, que le moyen le mieux accueilli dans ces derniers temps, ce-

lui qui a le plus de partisans, présuppose pour être appliqué la fraternité à un haut degré. En effet, ce *moyen* demande d'abord au capitaliste de faire un *compromis*, de *transiger* avec le travailleur, c'est-à-dire de s'associer avec lui sur un pied plus équitable, ou, ce qui revient au même, avec moins d'indépendance ou de bénéfice pour sa part, et davantage pour la part du travail et du talent. Il exige ensuite que les classes riches et cultivées se fondent avec les ouvriers; qu'ils s'entendent et s'associent pour toutes les nécessités de la vie; qu'ils sacrifient enfin certaines habitudes et certains droits acquis auxquels chacun tient plus qu'on ne pense.

Il y a plus : lorsque l'association serait en bon train, et que le meilleur accord existerait entre tous ses membres, la moralité, le sacrifice serait encore requis aussitôt et toujours durant la vie de ces centres; car la question de la *population* est toujours là palpitante dans toute agglomération d'hommes. Venir trop tôt à la vie est pire encore que d'y venir trop tard : quelle combinaison économique pourra jamais faire à cet égard ce que l'on demande jusqu'ici (avec peu de succès il est vrai) à la volonté, à la prévoyance de tous? Nous n'en soupçonnons aucune. On promet, il est vrai, à l'humanité une telle plénitude de vie dans un *milieu* qu'on lui a rêvé, on suppose que les femmes y seront si laborieuses, si ardentes aux travaux de la campagne et aux exercices musculaires, qu'il adviendra généralement dans ce milieu une *stérilité relative;* et que la marche de la population sera ainsi tout naturellement ralentie sans l'intervention de la volonté et des privations des sexes.

Pour nous, nous comptons infiniment plus sur la prévoyance éclairée de la multidude; et nous croyons que tant qu'elle fera défaut, l'excédant successif de population exigera, afin de ne pas jeter une forte masse dans la misère, que toute société soit constituée intimement pour la mutualité de secours et de support entre tous ses membres, quelque nombreux qu'ils soient, et sans distinction d'origine ou de naissance. Un tel état de civilisation est-il à espérer?

Ce grand fait de la population, croissant en raison des moyens de subsistance, implique donc encore le sacrifice et

le dévouement réciproques dans l'hypothèse du mieux-être social de la multitude.

En attendant, c'est ici le lieu de rappeler aux ouvriers qui pourraient nous lire, les tristes conséquences de leur position. Mais nous liront-ils, eux, à qui la science du bien et du mal serait surtout nécessaire? Si nous pouvions l'espérer, nous recommencerions ce travail, nous le rédigerions à leur intention et nous leur en ferions la dédicace. Car, à nos yeux, si la multitude savait lire, voulait lire et en avait le temps, l'harmonie et le bonheur des hommes nous apparaîtraient toujours sans contredit comme un problème à poser et à résoudre, mais du moins comme un problème soluble à n'en point douter. Il y aurait, du point de vue de la souveraineté des peuples, un livre à faire sur la *nécessité de lire.* Mais combien peu nombreux sont les gens-peuple qui lisent aujourd'hui, parmi les trente-trois millions de Français! Avoir conquis le droit, ou plutôt le *temps* de lire, en avoir le goût et en sentir le besoin!! mais ce serait pour les masses avoir retrouvé l'entrée du paradis terrestre! ce serait avoir vaincu la misère, l'ignorance et l'inégalité! ce serait être à mille lieues au-delà d'où nous sommes!

Revenons donc à la triste réalité dont nous parlions. Si vous voulez vous épargner de cruelles souffrances de tous les jours, considérez bien ce que vous faites en vous mariant et en mettant une famille au monde. Si vous craignez la misère ou le labeur accablant, sachez vous imposer des privations, sachez du moins temporiser. Le conseil est cruel et vain probablement, je ne le nie point. Je ne nie pas non plus que la société ne soit impie de réduire ainsi et sans fin une grande partie des siens à un aussi terrifiante alternative; mais il y a fatalité pour vous. Je ne dis point : Ouvriers, il est juste qu'il en soit ainsi : cela *doit* être; mais je dis : cela *est;* voyez et choisissez. Tout autre langage serait démenti dès votre premier pas dans la voie contraire.

Que si vous succombez aux séductions vraiment irrésistibles de la famille, eh bien! soyez du moins sobres, économes et prévoyants; ne dédaignez pas la *science du bonhomme Richard :* délaissez enfin ces ignobles cabarets et ces bals indé-

cents qui vous abrutissent ou vous énervent, et dont vous ne sortez jamais qu'avec honte. Laissez aussi ces jeux de cartes qui mènent aux jeux de loterie, et ces jeux de loterie qui mènent trop souvent à la *Morgue* ou aux Pénitentiaires.

Toutefois la cause profonde des maux qui affligent l'humanité, ce n'est pas seulement la volonté mauvaise des hommes, c'est aussi l'imperfection du *milieu économique* où ils sont plongés. A la rigueur, les hommes ne sont misérables que parce qu'ils ne pratiquent pas les obligations d'amour, de charité et de dévouement entre eux; mais il est vrai de dire aussi que cette pratique leur est rendue difficile et souvent impossible ou insuffisante, parce qu'ils ne savent point combiner leurs efforts, parce qu'ils manquent d'une organisation du travail, d'un mécanisme industriel et commercial qui leur permette à tous de se développer et de jouir, sans que le bien-être des uns emporte nécessairement le mal-être des autres. Par exemple, c'est un fait que, dans l'état actuel des choses commerciales, l'entrepreneur peut s'enrichir sans que le sort de ses ouvriers s'améliore en proportion du sien; c'est un fait que si un manufacturier, un marchand ou un débitant prospère, vend beaucoup plus, c'est à la condition que son voisin, son confrère vende et prospère d'autant moins; enfin c'est un fait que le mensonge et la fraude sont fréquemment plus lucratifs que la vérité et la bonne foi, et vous entendez confesser chaque jour, par les hommes du métier mêmes, qu'il est difficile, sinon impossible, au commerçant de rester honnête homme s'il veut *faire ses affaires*. Ce n'est donc pas uniquement les hommes qu'il s'agit de changer, ou plutôt ce n'est pas seulement leur volonté qu'il faut épurer, ce sont en même temps les relations commerciales, c'est-à-dire le *milieu*.

Or ce milieu, pour être changé, attend des *moyens*, des combinaisons de l'ordre économique et industriel, une meilleure organisation du travail. Sans doute il faut dire souvent à la *volonté :* Interdisez-vous cet acte, soyez dans le bien; mais il faut dire constamment à la *science*, à la loi, aux institutions, à la force gouvernementale, aux gens bien intentionnés : Rendez ceci possible, ou faites que cela soit impossible; par exemple : constituez l'industrie de telle sorte

que la fraude, le mensonge y soient, non seulement moins facilement praticables, mais inutiles.

Ainsi, la grande affaire du siècle doit être de mettre les masses dans les conditions matérielles de se pouvoir développer assez d'intelligence et de corps pour pouvoir être plus libres.

Or, ni le corps, ni l'intelligence ne se peuvent accommoder du travail solitaire, monotone et perpétuel, d'une *spécialité* toujours la même. Toujours faire des têtes d'épingles, toujours filer, ou coudre, ou laver, toujours préparer le potage, toujours moudre la farine, toujours écrire et penser, toujours être assis, toujours être droit, toujours marcher, toujours être à l'air, ou toujours être renfermé!...... Est-ce là le sort du genre humain pris un à un? C'est cependant la torture à laquelle nous condamne aujourd'hui notre malheureuse *division du travail*.

Cette division du travail est donc à transformer : elle est incompatible avec la variété des travaux et par suite avec celle des connaissances, et par suite avec le développement parallèle et harmonique des diverses faces de notre être; et ne l'oublions pas : plus nous satisfaisons de penchants, de goûts et de besoins innés, plus nous augmentons nos *libertés*. Ajoutez qu'avec cette division du travail, l'exercice salutaire du droit électoral, des franchises politiques, en un mot la souveraineté du peuple est impossible.

Qui n'aime la variété d'occupations ou de soins? qui n'applaudit à la justesse de ce proverbe de La Fontaine : *De l'uniformité, un jour, naquit l'ennui?*

Là donc est l'un des grands points de la question sociale.

Or, l'association sous un mode quelconque comporte précisément, exige même la pluralité et la simultanéité de connaissances, d'exercices et de fonctions (1).

Vous comprenez maintenant comment quelques combinaisons de l'ordre économique et industriel peuvent révolutionner dans le monde moral; et mettre une foule de libertés là où il n'y avait auparavant qu'esclavage.

Il suffit de décider entre vous que tous les ateliers de

(1) *Voir la Note 7 à la fin du volume.*

travail de votre village, de votre association, seront contigus en même temps que vos demeures, et que chaque ouvrier pourra passer de chez soi aux ateliers, et d'un atelier à un autre sans perte sensible de temps; alors il ne vous restera plus qu'à vous initier de bonne heure et tout durant votre jeunesse aux spécialités et aux métiers divers qui vous plaisent et dans lesquelles vous réussissez.

Autre exemple : dans l'industrie isolée et morcelée, chacun produit en aveugle; car personne ne sait ce que son voisin et les producteurs éloignés produisent, ni combien ils produisent (1). Évidemment il y a trop de producteurs disséminés en chaque genre dans la nation pour qu'il n'y ait pas confusion. D'ailleurs la concurrence est obligée; les producteurs des mêmes utilités se font la guerre : c'est à qui coulera son antagoniste.

Les choses se passent dans toutes les sociétés connues comme si chacun préférait décidément s'en rapporter *aux chances de la fortune*, au HASARD, pour trouver sa fonction, son bien-être, son avenir, son bonheur enfin!

Et cette disposition secrète des individus est plus forte que les notions de justice, d'intérêt général, ou même d'intérêt individuel bien entendu. De là, cette vérité que l'*intérêt* du moment gouverne chacun et opère tout ce que nous voyons; de là, l'activité constante du grand nombre pour s'élever et cet immense et perpétuel concours de tous en toutes choses. Les plus sûrs sinon les plus nobles garants de l'état social, de l'ordre effectif, de la paix, se trouvent là; mais aussi le découragement, le malheur, l'immoralité, l'iniquité et l'*inégalité*, et tant de maux qui fondent et s'appesantissent sans rémission sur une forte partie des peuples.

Il y a donc forcément par la nature des choses de l'industrie morcelée, un trop plein permanent ou des disettes : on produit trop au sein de la misère, on gaspille des richesses dont on n'a pas assez. De là encore des ruines, des banqueroutes, des maux sans fin; une inégalité de richesses toujours grande et cependant toujours mobile et changeante, avec les caprices

(1) Voir la Note 8 à la fin du volume.

de la fortune ou du hasard; de là une masse considérable toujours réduite à une pauvreté désespérante.

Or le remède est dans l'association, justement encore parce que l'abus provient de l'*individualisme*. L'isolement des intérêts de chaque commerçant fait qu'il ne se sent solidaire que de lui-même: dès que sa chose prospère, tout va bien autour de lui; son monde, c'est sa famille. Au contraire, dans l'association des intérêts, l'individu ne prospère qu'autant que la communauté, ses co-associés prospèrent d'abord; puisque son dividende est subordonné au dividende total de la société dont il fait partie.

L'association fait donc que 12 ou 1500 individus composant un village, par exemple, lesquels, dans le morcellement des intérêts, étaient en continuelle opposition, se jalousant et se trompant réciproquement, vont faire cause commune, contribuer à leur prospérité mutuelle, enfin devenir solidaires; et qu'au lieu de 300 ou 400 compétiteurs (acheteurs, vendeurs, etc.) qui se partageaient le village, il n'y en aura plus qu'un seul, la raison sociale, l'administration représentant l'association (1).

Pour bien comprendre toute l'importance de l'association, il faut considérer que l'emploi des puissantes machines économiques, présentes et à venir, dans tous les ordres, exige absolument la réunion de nombreux capitaux et de nombreux ouvriers en un même centre, dans de grands établissements et dans de nombreux ateliers. Or, c'est là une autre manière de nommer l'association.

Mais, ce qui rend ce mode de travail souverainement social, c'est qu'il mène droit, par des voies pacifiques, lentes, indirectes, mais sûres, à une meilleure répartition des bénéfices de la production; c'est qu'il conduit à la suprématie des meilleurs et des plus habiles; à la direction des capacités dans l'ordre de la justice et du dévouement; c'est qu'il entraîne à un haut degré la solidarité effective entre les ouvriers et les entrepreneurs; entre les propriétaires et les prolétaires;

(1) Voir la Note 9 à la fin du volume.

ou si l'on veut, entre le *capital*, l'*habileté* et le *travail*, et qu'il doit réaliser entre ces trois éléments actuels de la production des richesses, un compromis de jour en jour plus équitable; car l'association implique l'ordre, la règle, l'unité, l'harmonie des intérêts et des volontés, autant que la concurrence morcelée en produit le désordre, la licence, l'opposition et la lutte acharnée.

Mais ne nous y trompons pas : nous venons là de formuler, en peu de mots, dans quelques généralités vagues, la plus grande difficulté du siècle; nous venons de toucher en quelque sorte aux racines du nouvel arbre de la science du bien et du mal, pour les nations européennes.

La combinaison du mode d'association correspond à deux nécessités de l'époque :

1° Au désir intelligent de créer une plus grande masse de richesses, et de produire le maximum d'effet et de puissance, avec le moins de dépenses, d'efforts, de temps et de capitaux possible. Cette nécessité aboutit, comme condition fondamentale et pivotale, à la réunion des capitaux et des travailleurs.

2° Au besoin de plus en plus impérieux de se couvrir contre les chances d'adversité; de se garantir mutuellement contre les maladies, la vieillesse, etc., et d'établir entre un grand nombre une mutualité de participation dans les bénéfices et les pertes des entreprises : l'association doit satisfaire ici aux conditions de sécurité et à la solidarité effective entre les individus d'une même classe, et aussi entre les classes diverses d'une même société.

C'est là, sans contredit, le genre d'association le plus capital, le plus radical, mais aussi le plus difficile et le plus grave à réaliser.

Pour les salariés, le premier degré de sécurité consiste à se garantir le vivre et les plus strictes nécessités de l'existence, à eux et à leur famille, durant les intermittences forcées du chômage, pendant les maladies et la vieillesse; et désormais, disons-le, de pourvoir à l'éducation et à l'instruction de leurs enfants.

Pour les entrepreneurs et les industriels; pour les agriculteurs et les capitalistes en général, le préliminaire de la sécurité, c'est de ne point risquer la ruine totale de leur mise, ou de leur avoir, dans les vicissitudes de leurs entreprises; d'être couverts en grande partie contre l'incendie, la banqueroute d'autrui et autres désastres coutumiers.

Les sociétés de secours mutuels, les banques de prévoyance, les caisses d'épargnes, les tontines sous toutes les formes, les hospices, les bureaux de charité, etc., sont les moyens jusqu'ici connus et propagés dans l'intérêt des classes salariées.

Les sociétés d'assurance contre l'incendie, d'assurance maritime, contre la grêle, etc., et les sociétés en commandite par actions, sont les combinaisons inventées en faveur des classes qui capitalisent et qui possèdent.

Mais il est évident que pour les salariés, comme pour les capitalistes, ce ne peut être là le dernier mot de l'association; ou que, du moins, si, pour les capitalistes, il reste peu de chose à désirer, il n'en est pas de même pour les salariés; car si leur première sécurité semble complète, leur *liberté* est loin de l'être, puisque l'aisance, le bien-être leur échappe dans ce qu'il a de solide, dans ce qui le constitue positivement.

Malgré l'hypothèse d'incessantes améliorations matérielles qui leur offrent du travail, malgré les bienfaits des institutions de secours mutuels entre eux; malgré même leurs économies; leur prévoyance et les avantages des caisses d'épargnes, les salariés n'en sont toujours pas moins exposés, les uns sinon les autres, à être ramenés au point de départ des économies, à l'épuisement périodique, résultant ou des chômages périodiques de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, ou de l'impossibilité des épargnes, à cause des adversités individuelles, spéciales, non méritées, qui jettent une famille dans la misère.

Ici se présente le nœud gordien.

N'est-il pas équitable et religieux, n'est-il pas prudent, n'y a-t-il pas bon calcul de la part des producteurs et des

capitalistes dans toutes les sphères du travail, à intéresser directement les ouvriers de leur établissement à sa propriété; et le moyen peut-il être autre aujourd'hui que celui d'une association et d'une solidarité dans les chances communes et d'une participation aux bénéfices, en raison de la mise en capital, en travail et en habileté; ou en raison du travail et de l'habileté uniquement?

Tous les obstacles à une moindre inégalité de richesses ou de jouissances peuvent se ramener aux quatre suivants:

1° Nos passions: en général les imperfections de notre nature; c'est-à-dire la négligence ou l'oubli des prescriptions morales et religieuses, soit de la part des uns, soit de la part des autres, soit de la part de tous.

A la vérité, les trois autres genres d'obstacles et tous ceux qu'on peut imaginer se résolvent réellement dans celui-là. Cependant, il ne faut pas oublier que si tout est dans tout, ici nous avons besoin de distinguer.

2° L'imprévoyance des classes salariées: en général, l'intempérance, la paresse de beaucoup d'individus, leurs vices et leurs débauches qui les plongent dans la misère, ou qui les font multiplier inconsidérément l'espèce, et mettre toujours la population en rapport exact avec les moyens de subsistance existants; tellement que la constance du phénomène a donné lieu au fameux axiome économique de Malthus.

3° La substitution périodique et indéfinie des machines économiques aux bras des ouvriers, laquelle augmente prodigieusement la production, alors même qu'elle diminue le nombre des consommateurs, et permet aux possesseurs du sol et des capitaux, à ceux qui font créer les richesses nationales, d'obtenir cette création sans le concours d'un aussi grand nombre de salariés, et par conséquent de concentrer encore davantage les fortunes, de rendre plus inégale la part du grand nombre dans les bénéfices sociaux.

4° Mais au-dessus de tout, la séparation complète des intérêts des entrepreneurs et des ouvriers (ou l'insolidarité du capital et du travail), qui fait que les salaires de ceux-ci ne s'élèvent nullement en proportion des bénéfices de ceux-là; et

qu'un entrepreneur peut s'enrichir en un jour, sans que pour cela le sort de ceux qui ont été les instruments de sa fortune en soit le moins du monde amélioré (1).

On voit à merveille l'influence de ces causes dans toutes les sociétés, mais principalement en Angleterre.

L'aristocratie, aidée des machines, y a concentré toutes les richesses dans les mains d'une féodalité industrielle et politique. L'imprévoyance, tous les vices, suites de la misère, de l'ignorance et de l'abandon moral des ouvriers, y achèvent leur dépouille et la ruine de la petite culture et de la petite

(1) Nous pourrions ajouter, pour être vrai, que le *capital* lui-même est un grand obstacle; si derrière lui il n'y avait pas le plus tenace des préjugés enté sur la plus aveugle et la plus égoïste des passions; ce qui paraît certain, c'est qu'à supposer que la chose fût aujourd'hui possible, il ne devrait y avoir dans l'équation de la richesse que des instruments de travail d'un côté, et des travailleurs de l'autre; et dans celle du partage, d'un côté, que la somme totale des richesses produites, et de l'autre, le nombre total des agents de l'œuvre et celui de leurs heures de travail. Il ne resterait plus ensuite qu'à partager les bénéfices au prorata de la *mise de travail* de chacun.

Il faut se garder de croire que pour voir et dire ces choses il soit besoin de s'être élevé jusqu'aux plus hautes régions de l'idéal et du juste; car il y a mieux encore; et Pascal, ce génie si éminent, si étranger aux préoccupations populaires ou radicales qui nous travaillent et nous passionnent aujourd'hui, dit ouvertement :

« *Sans doute que l'égalité des biens est* JUSTE; mais ne pouvant faire que l'homme soit forcé d'obéir à la justice, on l'a fait obéir à la force. » Cependant, ajoute-t-il, « il est juste que ce qui est juste soit suivi; il est NÉCESSAIRE que ce qui est le plus fort soit suivi... Il faut donc mettre ensemble la justice et la force; et pour cela, faire que ce qui est juste soit fort, et que ce qui est fort soit juste. »

Rien n'est plus profond, suivant nous, que ces paroles : LA NÉCESSITÉ, mais non la justice, voilà donc, dans la pensée de Pascal, la *raison* du mode d'appropriation actuelle des sources de la richesse *et des instruments* de travail.

industrie. Nous l'avons vu, le sol anglais est monopolisé par 32,000 individus !

Sous l'action de cette dernière cause, s'il n'intervenait pas un compromis entre le capital, le travail et la capacité ; si des institutions protectrices du salarié, de l'ignorant, du malade, de l'enfant pauvre à qui sa famille ne peut donner ni éducation, ni profession, ni asile, ni les nécessités d'une vie mourante ; si un mode quelconque d'association n'établissait et ne généralisait pas une solidarité réelle entre les classes ouvrières d'une part, entre elles et les établissements qui les emploient de l'autre, les améliorations matérielles pures seraient encore souverainement utiles, nul doute, mais elles ne pourraient jamais suppléer à cette lacune, ni empêcher une écrasante concentration, une féodalité nouvelle et un servage nouveau; ou une conflagration courte, mais profondément radicale et transformatrice, au bout de laquelle se verrait vraisemblablement acceptée et accomplie comme mode et comme relation générale de l'industrie, l'*association;* et comme base de répartition des bénéfices, une certaine proportion plus équitable entre le capital, le travail et le talent, et peut-être plus que cela, la disparition de l'élément *capital.*

Cette amélioration est possible : il est de l'intérêt pressant des chefs de l'industrie d'en prendre l'initiative, et de la régulariser, je ne dirai pas à leur profit exclusif, mais de telle sorte qu'ils conservent la prépondérance salutaire qu'ils devraient se plaire à exercer partout où il y a un bienfait national à opérer, un progrès décisif à faciliter, un mouvement général des esprits à traduire en institutions et en actes; car elle peut se faire hors de leur sphère d'influence, et leur tourner à préjudice. On conçoit en effet que la réunion intelligente des ouvriers qui ont des épargnes, et l'esprit d'association qui se développe singulièrement chez eux et qui leur suggère des sacrifices et un dévouement insolites, leur permettent d'organiser entre eux des foyers de production dont les débouchés seraient assurés par la consommation des associés eux-mêmes. On en a déjà de nombreux exemples en Angleterre, en Amérique, et même en France. Il y a d'ailleurs dans tous les

rangs, dans la bourgeoisie, dans les débris de l'ancienne aristocratie; parmi les hommes aisés récemment sortis des rangs des ouvriers, bon nombre de philanthropes entreprenants, novateurs, qui se feront une gloire sinon un devoir religieux ou un point de reconnaissance, de venir puissamment en aide aux premiers essais qui s'annonceront indubitablement. Est-il politique de la part de la bourgeoisie de laisser se développer et grandir un nouveau monde industriel à côté du leur; des producteurs qui auraient sur eux l'avantage d'un mécanisme et d'un personnel de travailleurs tellement supérieurs dans leurs œuvres, dans leurs ressources, tellement unis par la solidarité de fortune, qu'ils opposeraient sans cesse leurs efforts d'ensemble à la concurrence individuelle de l'industrie vulgaire?

Car, remarquons-le bien, on peut s'associer pour la *production;* on peut s'associer pour la *circulation,* et même pour la *consommation* des utilités de toute nature. On peut cumuler ces trois branches d'association dans une seule, ou les exploiter exclusivement chacune à part, ou deux à deux.

Or, dans tous les cas, ceux qui se seront associés se seront donné une immense supériorité sur les industriels *isolés,* et la possibilité de les vaincre dans la concurrence: comme il y a convention préalable entre les associés, on comprend que chacun trouve dans ce nouveau milieu une occasion précieuse de faire valoir ses droits ou ses prétentions à une révision des tarifs qui statuent jusqu'ici par la force de la coutume, sur la répartition des bénéfices entre le capital, le travail et l'habileté!

Ce n'est pas tout: on peut s'associer pour la solidarité effective dans les chances adverses de la fortune.

Et déjà nous avons dans les faits de nombreux exemples de tous ces degrés et de tous ces genres d'association.

Outre les modes d'association que nous venons de signaler, nous avons exposé nous-même ailleurs d'autres *voies* et *moyens* d'association dont la plupart sont à la portée des ressources et des circonstances contemporaines: le plan d'*institution nationale de crédit* que nous avons indiqué dans

une note à la page 240 de ce volume, n'est pas autre chose lui-même qu'un moyen indirect d'association générale. Avec ces moyens, on peut procéder à l'association par en haut, par en bas, et par le milieu, sur grande ou sur petite échelle. Les pouvoirs représentatifs, les particuliers, les sociétés de capitalistes, peuvent, simultanément ou l'un après l'autre, commencer l'œuvre. Déjà la plupart de ces moyens se pratiquent çà et là avec succès dans l'industrie générale.

A ceux qui ne trouveraient pas ces moyens efficaces, ou qui les trouveraient impraticables, utopiques, nous dirons : Si réellement vous êtes décidés, appelez votre ouvrier, votre domestique, votre voisin à s'associer avec vous, de *telle sorte* et en de tels termes qu'il y ait enfin moins de disproportion entre vos bénéfices et les siens, entre votre fortune et la sienne, entre votre bonheur et le sien. Tout alors sera mieux, si tout n'est point parfait, et la société pourra s'avancer pacifiquement vers de meilleures destinées :

Que si vous persistez dans la déplorable inégalité de conditions qui sépare les riches des pauvres, dans l'absurde organisation du travail qui vous appauvrit sans les enrichir, et qui les condamne même à mourir de faim, la malédiction éclatera, et des maux incroyables s'appesantiront sur tous.

A ceux qui ne se contenteraient pas de ces moyens, nous dirons : Prenez garde ; l'entreprise est grande. Il ne suffit pas d'associer 1,000 ou 1,500 individus, à plus forte raison 10 ou 20 personnes ; il faudrait encore associer ces 1,500 individus, ce village à tous les autres dans la même nation, et chaque nation à toutes les autres nations.

Sans cela, vous retrouveriez toujours les mêmes inconvénients dans l'isolement des unités-villages ou nations que dans les unités-individus de la concurrence morcelée. L'échelle seule, le degré serait moindre ; mais une concurrence fâcheuse n'en subsisterait pas moins de commune à commune, de nation à nation ; et par conséquent la production n'en serait guère plus sûrement proportionnée à la consommation. Il y aurait donc encore des trop-pleins et des disettes, des monopoles et des crises, des banqueroutes, et des inégalités extrêmes de richesses et de puissance.

Or, tout cela ne se peut faire tout-à-coup : le temps, les siècles sont requis, et la patience aussi. Mais ici patience, c'est moralité, c'est dévouement, sacrifice, fraternité.

Acceptez donc les lenteurs comme une nécessité, et les moyens moins radicaux que les vôtres comme des transitions obligées. Contentez-vous de recevoir le bien comme il s'offre, comme il vient toujours à l'humanité : lentement et par *infiniment petits.*

XX.

LES VOIES DE COMMUNICATION.

Deux grandes améliorations matérielles, capitales au premier chef, décisives pour l'affranchissement des peuples, s'effectuent en ce moment dans les deux mondes : le perfectionnement des moyens de transport et la propagation des forces motrices à la vapeur. L'enthousiasme avec lequel sont universellement accueillis ces véhicules nouveaux, dit assez l'importance sociale de tout ce qui économise ou abrège.

Si notre cadre le permettait, nous montrerions comment ces véhicules puissants, par leurs influences prochaines, et à mesure qu'ils seront propagés et multipliés dans les deux mondes, modifieront plus ou moins en bien ou en mal, la plupart des éléments constitutifs des sociétés; et comment leur action sur l'économie sociale va infailliblement retentir jusque dans les idées, dans les mœurs, dans les croyances et les sentiments des peuples, intéresser au plus haut degré tous leurs genres de libertés, transformer peut-être radicalement à la longue, la vie civile et l'état social, et remettre en question l'existence, la puissance ou l'équilibre des empires.

Personne n'ignore que le transport d'une denrée quelconque, comme le vin, par exemple, de Bordeaux à Paris, ou comme le thé, de Canton au Havre ou à Marseille, ne se fait pas *pour rien;* que presque toutes les utilités, avant d'être consommées, subissent des déplacements, des transports innombrables; que le négociant et le débitant font payer d'autant plus cher une utilité, une marchandise, que le prix du

transport a été plus grand, et que ce prix est d'autant plus élevé que les routes et les rivières sont plus mauvaises, que les véhicules du transport : bateaux, vaisseaux, voitures, etc., vont plus lentement, coûtent plus cher d'établissement premier, demandent plus de force d'hommes et de bêtes de trait pour être mis en mouvement ou pour être dirigés.

Si donc la distance qui sépare les points antipodes du globe et les populations qui les habitent était réduite à l'*infiniment petit* quant au temps du parcours, par l'accélération *maximum* des moyens de traction et de transport, et que, par exemple, Paris et Pékin, la France et la Chine, ne fussent plus séparées que de quelques minutes, il arriverait ce grand phénomène économique :

Tous les produits en général, et les produits exotiques en particulier, dans le prix de revient desquels le coût du transport entre bien souvent pour les deux tiers, se vendraient sur tous les marchés du monde à peu près pour leur valeur sur les lieux de production.

Chaque zone, chaque peuple jouirait avec choix, abondance et bas prix, des fruits et des productions de toutes les autres zones, de tous les autres peuples; car la promptitude et la fréquence des voyages, de la circulation et des échanges cosmopolites, seraient sans pareilles; l'augmentation des produits, leur bas prix et leur versement sur tous les points du globe, les rendraient accessibles à toutes les classes, à toutes les bourses. La facilité et la sûreté des informations commerciales, de la correspondance et des transactions de toute nature, mettraient partout obstacle au monopole, aux encombrements, aux infidélités, aux fraudes, à la charlatanerie; et grâce à toutes ces salutaires influences, l'établissement, l'affermissement et l'universalisation du *crédit* seraient infaillibles, imminents.

Nous laissons à penser ensuite ce que serait la grandeur du commerce extérieur de toutes les nations, et les expéditions, et les colonisations lointaines, les progrès de l'agriculture, dans ses méthodes et dans ses ressources, la fertilisation et la mise en valeur générale du globe; les inventions, les découvertes industrielles, le perfectionnement des procédés et des

méthodes économiques et intellectuelles, enfin la variété, la bonne conservation des produits de la nature et de l'industrie humaine, l'abondance, le bas prix des denrées et des utilités qui font la base de la nourriture et du bien-être des masses!

Mais combien plus grande encore serait l'influence de ce rapprochement magique des distances, de cette contraction de l'espace sur les destinées morales des nations et de l'humanité!

Grâce à l'universelle et incessante locomobilité des populations qui recouvrent la terre, et par conséquent à la juxtaposition de toutes les croyances, de toutes les institutions, de toutes les lois; des mœurs, des usages, des costumes, des goûts, des littératures et des beaux-arts; tout se tiendrait, tout s'opposerait, les hommes et les choses, avec leur civilisation, leur ciel et leur climat, et tout, finalement, se fondrait peu à peu dans une unité de jour en jour plus pure, plus harmonique et plus élastique, où se feraient place la variété et la multiplicité, gages nécessaires de la liberté et du bonheur individuel.

D'abord ce serait une extrême diffusion des lumières sur les civilisations retardataires de l'Asie et du monde entier, et le cosmopolitisme des idées, des opinions, des croyances et des principes politiques; car désormais la pensée a des ailes, la renommée a son char et ses mille trompettes; et la vérité sort de son puits pour y faire descendre à sa place le mensonge et le mystère!

La vérité toute fraîche éclose en un point de la terre irait reluire dans les intelligences avec la vitesse de l'étincelle brillante des éclairs; et le fluide moral, amassé par tant de voies, se précipiterait dans les cœurs, à peu près comme se décharge le fluide électrique dans l'espace brûlant. Et alors les barrières de nation à nation, les douanes, sont battues en brèche et bientôt escaladées, puis démantelées; les haines, les préjugés, les rivalités internationales disparaissent ou s'affaiblissent. Il se manifeste et se propage un esprit de tolérance et de sociabilité universelles, et avec cet esprit les sentiments et les habitudes d'égalité et de charitable fraternité!

Tout homme devient citoyen de la terre. Notre pays natal, c'est le globe: notre patrie, c'est l'humanité; car toutes les

contrées et toutes les races nous sont connues dès l'enfance ; car les mœurs s'unifient et l'on se touche les uns les autres ; car les nations ne sont plus que des départements, et les continents que des provinces ; et un département, c'est notre maison, notre ferme ou notre château ; et nos frontières, nous n'en avons plus d'autres que l'atmosphère bleue qui baigne et sature la croûte du globe ! Puis, il se fait insensiblement une alliance entre les sangs divers ; le mélange universel des races s'accomplit ; et l'infamie de la traite, l'impiété de l'esclavage sont reléguées bien loin dans les souvenirs de l'histoire.

Sur ces entrefaites, l'abolition de la polygamie et de la réclusion des femmes s'opère en Orient, tandis que l'Occident donne au monde l'exemple de l'émancipation civile complète des femmes, en transformant leur régime de vie séquestrée et maladive, et en les mettant avec les hommes en parfaite égalité devant la morale et la loi, en ne maintenant entre eux que les différences mises par la nature dans leurs facultés et leur mission respectives, ou, en d'autres termes, en respectant les causes finales évidentes de leur organisation diverse.

A mesure que ces choses s'avancent et se consomment, les peuples se fondent, l'autorité se centralise, et l'extension, l'affermissement et la cohésion des empires sont infiniment plus grands ; car les empires immenses sont possibles, inévitables ; car l'action souveraine sur les extrémités de l'empire se fait sentir et palpite comme au cœur même de la nationalité ; car l'action des gouvernants sur les gouvernés, celle des conquérants sur les contrées vaincues, etc., est devenue merveilleusement prompte et spontanée, fussent-ils aux extrémités de l'empire et du monde !

Et l'adoption universelle de la forme gouvernementale REPRÉSENTATIVE devient une tendance fatale au sein de tant d'influences *libératrices*, tout comme l'extension progressive et pacifique des droits et des franchises politiques du grand nombre, et des libertés individuelles positives.

En même temps encore, ou plutôt bien auparavant, il s'ouvre une ère nouvelle pour la guerre ; la tactique militaire se transforme dans un sens qui rend les conflits sanglants infiniment rares, sinon inutiles ou impossibles.

Et l'on apprend successivement le réveil des peuples en léthargie, et la civilisation graduelle des pays sauvages, de l'Océanie, jusqu'ici inconnus ou presque abandonnés à eux-mêmes.

Et les sciences, la littérature et les beaux-arts écrivent pour la première fois leurs annales générales. L'archéologie, la géologie, la botanique, la médecine, deviennent méconnaissables, tant elles passent vite de l'enfance à la maturité. L'humanité apprend enfin son passé, et une véritable encyclopédisation des connaissances humaines cesse d'être une chimère.

L'unité de langue est devenue depuis long-temps une nécessité, un fait; et celle des monnaies, celle des poids et mesures, celle de la législation et du droit des gens, sont à bon point.

Enfin vous pouvez contempler avec un espoir fondé la fusion ou la fédération des peuples européens; et rêver même, au-delà, l'association universelle, la catholicité véritable, hâtée par le triomphe définitif de la religion la plus progressive et la seule vraie : celle de l'égalité, de la liberté et de la fraternité!

Voilà sérieusement ce que l'on trouve en germe dans une *vile* question de transport et d'abrégement des distances.

Toute invention, toute dépense, tout travail qui peut contribuer à l'accélération des véhicules de transport terrestres, maritimes ou aériens, la construction des chemins de fer, des bateaux à vapeur, le perfectionnement des ballons, sont donc un acheminement heureux et immensément efficace vers ce mirage que notre imagination se complaît à dorer et à poursuivre dans l'avenir. Évidemment plus ils abrégeront les distances mieux ils concourront à toutes ces fins.

Jugez maintenant s'il faut des chemins de fer à tout prix, et si les *représentants* et les *gérants de la société* sont dans la voie de salut!!...

Nous pourrions également signaler ici beaucoup d'autres exigences des sociétés modernes, et donner le programme circonstancié des améliorations matérielles de tout ordre que notre XIXe siècle semble appelé à réaliser (1). Mais il faut nous borner; et d'ailleurs il s'agit moins de révéler ce qu'il faut faire, que d'inspirer le désir et la bonne volonté de l'exécuter, en montrant l'intérêt que tous y ont; car, tout le monde est aujourd'hui suffisamment averti et renseigné sur la direction à suivre et sur le but à atteindre; ou du moins chaque jour, les philanthropes, les penseurs et les réformateurs les mieux intentionnés et les plus sages, appellent à l'œuvre les capitaux et les capacités dans toutes les carrières et dans toutes les spécialités. Nul désormais ne peut arguer de son ignorance ou du défaut d'entreprises utiles.

« Eh quoi! » s'écrie l'un de nos premiers agronomes, M. Gasparin, « j'entends de toutes parts les pères de famille demander un état pour leurs fils, se plaindre que toutes les carrières sont fermées, que les prétendants excèdent de beaucoup le nombre des places à donner, et ces plaintes je les entends faire par des hommes qui ont, sans s'en douter, une foule d'emplois à distribuer, d'entreprises à créer; entreprises dont la direction exigerait plus de talents, d'assiduité, et rapporterait plus d'argent que ces chétives places que l'on vous voit mendier dans les antichambres du pouvoir. Je leur dirai : Complétez l'éducation de vos enfants; qu'au sortir des écoles ils se forment aux arts de construction; qu'ils apprennent les sciences naturelles, qui sont la base de l'agriculture; qu'ils se tiennent au courant des progrès de cette science, et ensuite ne craignez pas qu'ils manquent d'occupation sur vos vastes domaines. Vous les créerez ingénieurs, vous les ferez administrateurs; les salaires et l'honneur ne manqueront pas, et ils conserveront par-dessus l'indépendance et la dignité.

» C'est surtout à la jeunesse française, si ardente pour le bien, si avide d'instruction, si pleine d'activité, que je sens le

(1) Voir la Note 10 à la fin du volume.

besoin de m'adresser ; puisse ma voix parvenir jusqu'à elle ! C'est à elle que nous recommandons l'agriculture, cette véritable fortune de la France. Nous lui dirons : vous cherchez des carrières lucratives, indépendantes, honorables ; le commerce vous en offre sans doute, mais l'agriculture est là aussi avec les mêmes avantages. Etudiez les sciences, acquérez de l'expérience : faites pour elle cet apprentissage que l'on exige dans toute autre branche d'industrie, et entrez dans ce champ presque vierge encore parmi nous. Croyez que vous y trouverez un emploi avantageux de votre temps et de vos moyens, un dédommagement à cette carrière de places, d'intrigues et d'ambition que vous quitterez pour elle, et que de toutes les manufactures, elle est celle qui présente le plus d'aliment à l'intelligence, le plus de jouissances domestiques, le plus d'indépendance personnelle. Elevez votre prospérité et celle de votre famille en concourant au bonheur de notre chère patrie ! »

A notre tour, nous pourrions dire aux jeunes hommes que le *hasard* a faits riches et influents, et dans les mains desquels la *naissance* a remis la libre disposition d'une fraction des instruments de travail du peuple, et des conditions de la richesse :

Vous qui voulez être libres et heureux et qui savez maintenant comment on le devient, jetez un coup d'œil religieux sur la terre, ou seulement sur le territoire de la patrie ! considérez les 37,000 communes de notre *belle* France ! Quelles maisons, bon Dieu ! quelle nourriture, quelles couches, quels meubles, quelles parures ! que de lambeaux et de haillons ! que de pourriture, de vermine et de puanteurs !

Et cependant vous voyez des étables mieux tenues que la demeure de vos frères ; et des troupeaux plus choyés que leurs jeunes enfants. On engraisse les porcs dans les basses-cours : et dans les manufactures l'on condamne les hommes, les femmes et les enfants du peuple à l'amaigrissement de la faim !

Il y a donc, à notre insu, du désordre et de l'insanité dans les entendements, ou une perversité profonde dans les cœurs.

Du chaume, de la terre humide, de la paille, est-ce là le der-

nier mot de l'architecture? Du pain et de l'eau, des choux et des pommes de terre, est-ce là le dernier degré du confortable populaire?

Et puis, avez-vous compté combien de malheureux attendent en vain chaque hiver la flamme bienfaisante qui les dégourdisse et les réchauffe! Combien de combustible serait nécessaire, et dans ce saint but combien de mines et de carrières sont à exploiter!

Avez-vous compté que de chemins, que de rivières, à tracer, à redresser, ou à creuser? Que de murs laids à culbuter, de haies et d'arbres, et d'ombrages à ménager, et de fleurs à répandre le long de nos routes ou de nos rues? que de docks à construire dans nos ports, et de ponts à jeter sur nos fleuves? que de montées à aplanir, que de vallées à combler, que de montagnes à reboiser? que d'irrigations à épandre et à pratiquer dans le milieu des terres?......

Nous aurions toutes ces choses à déduire et à justifier; mais les esprits forts du siècle appelleraient cela de la *déclamation*, de la sentimentalité ou des rêveries, comme s'il y avait rien de plus *réel*, quand on en juge (comme il est légitime) par comparaison avec ce qui *devrait* et ce qui POURRAIT *être*.

Qu'il nous suffise donc de faire envisager froidement aux générations qui grandissent en ce moment, ce que serait la France dans cinquante ans, si, par un secret concert et une adhésion tacite, elles allaient unanimement se concevoir la tâche de transformer le matériel de chacune des 37,000 communes qui la composent! Car, songeons-y bien, la commune c'est une société, un monde en miniature, c'est l'élément primaire, l'alvéole du canton, de l'arrondissement, du département, de la province, de l'empire; et la somme des nations n'est après tout qu'une somme de villages et de villes. Tant que la commune, et toute commune n'est pas bien organisée, bien équilibrée, bien munie dans son personnel et dans son matériel, la société ne saurait l'être davantage. Toutes les imperfections qui sont dans la commune se reproduisent, se multiplient, se répercutent plus saillantes dans

les relations générales. L'harmonie, l'ordre et le bien-être de la commune, sont donc une idée capitale pour la science sociale; c'en était une aussi aux yeux de Napoléon. En 1800, ce grand homme dictait à son frère Lucien Bonaparte une *note* où il exprimait positivement que, s'il n'eût été distrait par la guerre, il eût commencé la prospérité de la France par les *communes*.

Il faut donc porter principalement l'attention, et concentrer nos efforts sur ces petites agglomérations d'individus et de familles, sur ces centres primaires du travail, et y ordonner toutes choses économiquement, y faire descendre enfin la lumière et la civilisation avec la liberté; l'éducation et l'instruction avec les beaux-arts; l'industrie manufacturière et le commerce à côté de l'agriculture; alors on pourra espérer d'épurer les égoïsmes et les volontés, d'harmoniser, d'associer d'intention, en dévoûment et en charité, des hommes qu'on veut associer d'intérêts.

Or, lorsque vous pénétrez dans un de nos villages du XIXe siècle, vous pouvez assurément tenir pour assez libres ses douze ou quinze cents habitants; mais combien cette liberté est loin du possible, du facile même!... Ces douze cents habitants sont entourés d'une lieue carrée de territoire, dont l'exploitation arriérée les aide à peine à végéter. En s'y prenant mieux, en y portant les améliorations matérielles que commande l'agronome éclairé, et dont les procédés modernes de la chimie offrent et énumèrent tous les moyens, leurs champs leur vaudraient une récolte double ou triple; ils doubleraient donc et tripleraient leurs utilités de tous genres; ils s'enrichiraient enfin d'autant. Alors l'impôt communal pourrait tripler sans aucun inconvénient; alors, avec ces ressources, l'organisation de l'instruction primaire et secondaire y serait possible, une école d'arts et métiers également; et l'on ne verrait plus tant de communes se refuser à contribuer pour une faible part à l'érection d'un bâtiment d'école communale. Alors, et les enfants et les adultes pourraient trouver des loisirs pour développer leur intelligence et cultiver les beaux-arts. Le chant, la musique, le dessin s'y naturaliseraient

et s'y substitueraient aux grossières réplétions, à la pipe, aux orgies du cabaret et de l'estaminet. Les maisons en chaume et en terre, cloaques humides et sombres, feraient place aux *cottages* élégants, riants et commodes, à deux ou à trois étages, uniformes et alignés. Un pavage général viendrait remplacer les ornières et la boue à l'intérieur de la commune, et de son centre pourraient rayonner vers les villes et les villages circonvoisins, des routes nivelées, droites, praticables en toutes saisons, des chemins de fer peut-être, des canaux; et la vicinalité, les chemins d'exploitation seraient entretenus sans efforts, sans centimes additionnels ou sans contributions forcées, aux frais des habitants devenus aisés, actifs, et éclairés jusqu'à comprendre que dépenser ainsi c'est placer de l'argent à gros intérêts.

Ce serait là véritablement *l'émancipation des communes;* car celle dont nous parle l'histoire du moyen-âge regardait bien plutôt exclusivement les villes que les villages, les bourgeois que les paysans, en un mot le petit nombre que le grand nombre.

Et pour cette émancipation, pour ces améliorations matérielles, que faut-il? D'abord il faut vouloir, il faut se rendre au bon sens, il faut ne pas se refuser à l'évidence. Il faut s'associer, associer capitaux et ouvriers, entreprendre, travailler, et laisser à chacun une part équitable dans les fruits de son labeur; il faut intéresser l'instrument à l'œuvre, l'ouvrier à la prospérité du maître, le maître à l'amélioration du sort de l'ouvrier. Ensuite, il faut être moins jaloux, moins envieux, moins imprévoyant d'une part; moins cupide, moins dur, moins sottement égoïste et injuste de l'autre; il faut chez tous de la religion, de la charité, du dévouement, et placer son plaisir et son devoir à faire le bien.

C'est alors que surgiraient bien autrement les utilités qui donnent corps à la liberté. L'industrie manufacturière créerait et mettrait à la portée du paysan, c'est-à-dire des quatre cinquièmes des populations européennes, les vêtements, la parure, et une foule de préparations hygiéniques dont ils sont aujourd'hui privés.

Supposez ensuite dans chaque canton un comptoir de circulation, une succursale de banque commanditaire générale, mise sous le contrôle et les auspices du pouvoir social; supposez l'esprit d'association reliant les hommes et multipliant leur puissance et celle des capitaux, et vous aurez fait tout ce qu'il faut préalablement pour rendre la France la plus heureuse, la plus puissante et la plus *libre* des nations.

FIN.

NOTES.

NOTE 1 (page 12).

Le *sacrifice* n'exclut nullement la satisfaction de nos besoins personnels; le bonheur que nous portons aux autres n'est aucunement un obstacle au nôtre.

Communément cependant, l'on est enclin à croire que ces mots *dévouement*, *fraternité*, supposent que chacun va absorber son être dans l'existence du premier de ses frères qu'il rencontrera dans la rue, chaque jour et chaque minute de sa vie. D'après cette manière de voir, il ne serait possible de pratiquer la fraternité qu'en se dépouillant individuellement, à chaque instant, et totalement, des moyens d'existence ordinaires, en faveur de ceux qui en manquent. Telle ne peut être la loi sociale : ce serait le moyen de faire que tout le monde devînt pauvre; de généraliser la misère à un tel point, que personne ne se dépouillerait plus et n'existerait même plus, puisque personne n'aurait plus rien à donner aux autres, ni à soi-même. Pour donner, il faut avoir; pour avoir, il faut produire; pour produire, il faut du temps, des forces, des richesses premières; il faut des subsistances qui réparent les forces épuisées. Or, si vous donnez *tout* ce que vous avez; si vous employez *tout* ou presque tout votre temps chacun individuellement, à porter isolément et privativement aide, service et charité à tous vos frères, que faites-vous? vous faites une mauvaise combinaison, qui sera fatale à la fraternité même, et qui ira contre votre fin, laquelle est le dévouement à vos semblables.

Et vous ne serez guère plus avancé si vous décidez qu'une faible partie de la société disposera de toutes les sources de travail ; possédera de droit la plus grande portion des utilités produites ; et que le grand nombre produira ces utilités, mettra en œuvre ces instruments, et restera dénué ou pauvre, afin qu'il y ait occasion pour les premiers de donner, et pour les seconds de recevoir ; car alors vous aurez entendu le dévouement et le sacrifice, comme les a entendus la pratique cléricale ou catholique, dans le moyen-âge en France, et comme elle les entend encore en Espagne, en Italie ; vous aurez mis la charité privée, l'aumône individuelle par sous et par liards, à la place de la charité sociale ou collective : et cela s'appelle une grave erreur.

Pourquoi demande-t-on que chacun se dévoue à tous les autres ? C'est évidemment pour satisfaire ce qui souffre en eux, pour leur faire du bien. Mais ce qui souffre dans chacun de nous, ce sont les besoins, les affections, les penchants, c'est en un mot l'*égoïté*, le *moi*.

Le dévouement dans chacun s'adresse donc et correspond à l'*égoïsme* dans tous : cela est évident.

Or, je le répète : si tous sacrifiaient complètement leur moi dans la pratique des obligations fraternelles, s'ils y laissaient pour ainsi dire leur personnalité dans toutes ses manières d'être foncières, la résultante des dévouements totaux serait *zéro* ; personne n'aurait fait de bien à ses frères, car personne n'aurait joui.

Lorsque Ruffin d'Aquilée visita les saints pères des déserts, on rapporte qu'il recueillit l'histoire suivante :

« Une grappe de raisin ayant été apportée à un saint Père, sa charité, qui lui faisait rechercher, non pas ce qui lui était commode, mais ce qui pouvait l'être aux autres, lui fit la porter à un frère qu'il croyait en avoir plus besoin que lui. Ce solitaire rendit grâces à Dieu de cette bonté du saint ; mais ayant comme lui plus de soin de son prochain que de soi-même, il porta cette grappe de raisin à un autre, et cet autre à un autre, de sorte qu'elle fit le tour de toutes les cellules qui étaient dispersées dans le désert, et fort éloignées les unes des autres, jusqu'à ce qu'elle fut retombée entre les mains du saint, sans que nul des solitaires sût que c'avait été lui qui le premier l'avait envoyée. Le saint reçut une extrême joie de voir une si grande charité parmi ses frères, et s'excita lui-même, par cette considération, à la pratiquer plus que jamais. »

Nous avons, dans ce récit vrai ou simulé, un parfait exemple d'une fraternité abondante et des limites du dévouement.

Si chacun ne devait absolument songer qu'aux autres, comme

des philosophes affectent de croire que le veut l'auteur de l'Évangile, le Cénobite de la Thébaïde dont parle la légende n'eût pas mangé la grappe de raisin quand elle lui revint : elle eût fait *indéfiniment* comme en chapelet, le tour du désert, passant de cellule en cellule, jusqu'à ce qu'elle tombât en pourriture, et qu'elle échappât, grain à grain, de la main des religieux.

Il y a plus, à ce compte, la société deviendrait impossible, car l'humanité cesserait d'être. Ainsi, le *mariage* ? faudra-t-il que personne ne se marie, n'élève des enfants, ne satisfasse les sentiments de paternité, etc.? Mais alors, si *tout le monde*, pour obéir à la loi de sacrifice absolument et sans relâche, pratiquait le célibat et la continence absolue, que deviendrait la reproduction de l'espèce, la population ?

C'est donc mal poser la question que de mettre le dévouement en équation avec l'égoïsme, ou même en regard de l'égoïsme, en disant qu'il est juste que l'égoïsme ait sa part. Sans doute, *toujours* se dévouer serait non seulement absurde, mais *impossible*; mais aussi, pour se dévouer avec efficacité on aurait tort de croire qu'il faille se dévouer personnellement à *chaque instant* de sa vie. Heureusement il est un moyen *collectif* de faire d'une manière *indirecte* plus de bien à chacun de ses frères que si, individuellement et directement, l'on s'occupait incessamment et exclusivement d'eux.

Et ce moyen est connu, sinon pratiqué ou appliqué judicieusement par les peuples, de toute éternité. Voici comment :

Le bonheur de tous devant être dans la volonté et dans les efforts de chacun, mais chacun étant incapable de prévoir, dans son individualité, ce qui conviendrait à tous aujourd'hui, et demain, et à chaque instant de leur vie, il faut nécessairement s'en remettre à la science sociale, ou ce qui revient au même, à la *religion*, à la *morale*, qui statuent pour toute la société et pour tous les cas généraux, par les institutions et par les lois. Alors la question devient *rationnelle*, d'*expérimentale* et d'*empirique* qu'elle était. Elle sort des calculs inextricables où voulait l'anéantir Bentham, avec sa théorie *utilitaire ;* elle sort des prévisions, des divinations et des inspirations individuelles, pour mettre la précision et la certitude où il n'y avait qu'hésitation et vague; elle est enfin renvoyée à qui de droit, à la *science*, laquelle sera progressive, et proposera des moyens successivement nouveaux et plus efficaces de bonheur pour la généralité des hommes.

Il faut donc transporter ce problème ailleurs que dans les efforts individuels. Il faut considérer tous les hommes en même temps, et voir ce que le *bien général* attend d'eux individuellement

dans leurs actes et dans leurs intentions. Et alors nous sortons de l'appréciation individuelle pour entrer dans la *science sociale.*

Au nom du dévouement même, on devra donc poser ce problème : « Que faut-il que chacun fasse ? Comment faut-il que chacun se comporte, pour que tous les *égoïsmes* reçoivent la plus entière satisfaction ? »

Or, il suffira une fois pour toutes, dans les cas les plus importants du sacrifice, d'avoir abandonné, de notre égoïsme, à la loi et aux institutions, tout ce qu'il faut pour que notre prochain (et *tout* notre prochain) ait les conditions de bonheur, de liberté et de satisfaction personnelle ; car alors le but des dévouements *partiels* est atteint. Je sais bien qu'il est des points de fraternité qui demandent qu'à chaque instant de la vie nous fassions *acte de présence :* ainsi, être poli, avoir l'air bienveillant, montrer de l'intérêt à ceux qui nous rencontrent, visiter ceux qui attendent de nous une visite, les malades, ou ceux qui souffrent moralement, etc.; mais ces actes dévoués-là sont légers, et il reste encore assez à chacun pour songer à ses propres joies. D'ailleurs, c'est justement dans ces pratiques sociales que notre égoïsme trouve ou doit trouver ses plus douces satisfactions. Non seulement alors l'égoïsme aura sa part, il l'aura jusqu'au comble. Mais c'est à la condition que chacun transporte le problème social en dehors de lui ; que tout s'organise du point de vue général et social, et que la formule de chaque activité individuelle étant connue (c'est-à-dire les conditions et les limites dans lesquelles chaque égoïsme peut se mouvoir et aspirer ; sans nuire à ses semblables), il obéisse *rigoureusement* à toutes les prescriptions incluses dans cette formule. Car alors il aura donné toute la somme de dévouement qu'exigeait de lui la satisfaction des autres égoïsmes, et il aura reçu, dans la position et les libertés qui lui sont départies, toutes les fractions de dévouement que lui devaient les autres, pour développer son égoïsme propre. De sorte qu'il aura infiniment moins donné qu'il n'aura reçu, moins perdu qu'il n'aura trouvé.

Et comme nous supposons que la bonne volonté de chacun est réciproque, que les meilleurs moyens de réaliser le dévouement sont ici à leur *summum* ou y tendent, on voit que la conséquence sera le *summum* de satisfaction pour tous les égoïsmes, satisfaction dans nos besoins de luxe, de corps et de sens ; de goûts, de fantaisies licites, de variété, de beaux-arts, etc., tout comme d'intelligence et de cœur.

Tout ceci revient à cette conclusion de science sociale ; qu'il faut transporter le plus possible à un pouvoir ou à une institution

publique le soin d'accomplir à notre place le devoir et les dons de fraternité et de charité individuelle, pour pouvoir mieux nous livrer aux travaux, aux démarches et aux combinaisons qui réaliseront la richesse et toutes les possibilités de charité et de dévouement effectifs ; mais comme ce pouvoir public peut être chancelant dans le bien, ce qu'il faut en outre de la part de chacun, ce sont des *actes généraux*, des soins, des sacrifices constants à l'*intérêt public*.

Je terminerai par une considération puissante, irrésistible à mes yeux, puisée dans l'ordre des causes finales :

Tous les individus, toutes les générations, depuis mémoire d'homme, arrivent successivement sur la terre avec des *passions* TOUJOURS *en même nombre*, TOUJOURS *les mêmes ; toujours aussi vivaces, toujours aussi nécessairement* ÉDUCABLES *pour être humaines* et *sociables*.

DONC l'homme est mis au monde pour mériter par le *sacrifice* et la vertu;

OU la bonté et la justice doivent être retirées des attributs de Dieu.

Aucune autre induction ne me paraît légitime.

NOTE 2 (page 138).

La statistique de la misère est encore fort incertaine en général. Les gouvernements, par un inconcevable préjugé, croient de leur intérêt, de laisser ces choses-là dans le mystère : ils ne livrent volontiers à la publicité que des chiffres insignifiants.

Un fait, entre beaucoup d'autres, prouvera combien jusqu'ici l'administration française, par exemple, se borne à la statistique inutile, illusoire ou mensongère.

Dans les *Documents statistiques sur la France*, publiés en 1835, on établit, purement et simplement, qu'il existe en France 10,896,682 *propriétaires fonciers*. Il semblerait alors tout naturel d'en conclure, qu'il existe en France autant de propriétaires fonciers distincts. Il n'en est rien. *Dans ce nombre prétendu* de onze millions environ de propriétaires, il est fait *abstraction* du nombre des individus dont les noms sont *répétés* sur les rôles *autant de fois* qu'ils ont de parcelles de terre *distinctes* : l'on omet de nous dire que bien souvent 10, 20, 30 et 50 de ces parcelles appartiennent à un seul et unique propriétaire. Chacun devine maintenant ce que l'on a voulu cacher par ce silence; sinon, l'incapacité des statisticiens officiels serait flagrante.

En attendant que l'opinion publique impose aux gérants de la société, l'inventaire positif, régulier et rigoureux des éléments sociaux, voici sur le paupérisme en Europe quelques données de la *statistique approximative* individuelle.

M. Benoiston de Châteauneuf, considérant comme *pauvres* la masse des ouvriers qui n'ont que leur travail quotidien pour exister, en portait, il y a quelques années, le nombre en Europe, à. . . . . 50 millions,
ou au cinquième de la population totale.

M. Schoen, statisticien allemand estimé, classant parmi les pauvres tous les individus qui ne peuvent subvenir par leur travail aux besoins urgents de l'homme vivant en société, en porte le nombre à. . . . . 21 ou 22 millions,

ou au dixième de la population européenne.

Quelques auteurs portent ce nombre à. . . 17 millions.

M. Villeneuve-Bargemont, à qui l'on doit les recherches les plus récentes, estime qu'il existe environ. . . . . 10,897,333 pauvres, ou 1/20 de la population.

Mais ce statisticien entend, à tort, suivant nous, par *pauvres*, les individus seulement que le défaut, l'impuissance ou le refus de travail laissent à la charge de la charité publique.

EUROPE. — Voici en quelle proportion les diverses nations se partagent cette effrayante et malheureuse population.

Le nombre des pauvres équivaut

	SUIVANT M. Villeneuve.	SUIVANT M. Schoen.
En Angleterre.	1 sur 6. . .	17 p. 0/0
— Pays-Bas.	1 sur 7. . .	14 p. 0/0
— Suisse.	1 sur 10. . .	»
— Allemagne.	1 sur 20. . .	»
— France.	1 sur 20. . .	14 p. 0/0
— Autriche.	1 sur 25. . .	»
— Danemarck.	1 sur 25. . .	4 p. 0/0
— Norwége.	» . . .	3 p. 0/0
— Italie.	1 sur 25. . .	13 p. 0/0
— Portugal.	1 sur 25. . .	»
— Suède.	1 sur 25. . .	3/4 p. 0/0
— Espagne.	1 sur 20. . .	»
— Turquie d'Europe. . . .	1 sur 40. . .	»
— Russie d'Europe et Pologne.	1 sur 100. . .	»

Pour s'expliquer la faible proportion attribuée par M. Villeneuve à la population russe, il faut remarquer que les 3/4 des paysans russes sont dans la servitude, et qu'à ce titre d'*hommes du seigneur-boyard*, en leur qualité de propriété, ils ont la prérogative des bêtes de somme des écuries et des étables *féodales* : celle d'avoir leur nourriture gratis, afin d'être forts et actifs au labeur. Et pour cette raison qu'ils ont la sécurité d'existence animale, le statisticien catholique classe les serfs russes parmi les gens aisés.

ANGLETERRE. — *Tableau de la répartition de la richesse en Angleterre* (Angleterre proprement dite, Galles et Écosse).

Nota. Il faut soigneusement remarquer que dans ce tableau la population anglaise es divisée en 28 classes, et que le revenu total, attribué ou reconnu à chacune de ces classes, est censé réparti en portions *égales* (c'est-à-dire en moyenne), à chacun des membres composant cette classe : ce qui assurément est loin d'exister dans la réalité

CLASSES.	NOMBRE D'INDIVIDUS COMPRIS dans chaque classe.	REVENU ANNUEL par tête.	REVENU PAR JOUR et par tête. fr.	c.
1	165	500,000	1369	»
2	250	375.000	1027	»
3	500	250,000	685	»
4	1,000	150,000	410	96
5	2,500	120,000	328	76
6	5,000	75,000	205	48
7	10,000	37,500	102	76
8	15,000	25,000	68	20
9	25,000	20,000	54	78
10	28,550	17,500	47	93
11	33,330	15,000	41	9
12	40,000	12,500	34	25
13	50,000	10,000	27	26
14	66,665	7,500	20	53
15	100,000	5,000	13	69
16	111,110	4,500	12	32
17	125,000	4,000	10	97
18	142,850	3,500	9	86
19	166,665	3,000	8	20
20	200,000	2,500	6	85
21	250,000	2,000	5	48
22	333,330	1,500	4	10
23	500,000	1,000	2	74
24	1,000,000	500	1	37
25	1,500,000	330	0	87
26	2,000,000	250	0	68
27	3,000,000	163	0	45
28	5,000,000	125	0	34

Pour conclure de ces chiffres à *l'aisance* de la masse du peuple anglais, comparée à celle du peuple français, il faut savoir que les *nécessités de la vie* coûtent dans ce pays 1/3, 1/2, et très souvent 2/3 de plus qu'en France.

Comme particularités, nous citerons :

ANGLETERRE *proprement dite.* — Suivant M. Schoen, le nombre des pauvres s'élève, dans certains comtés (départements) à plus de 63 p. 0/0 de la population, et souvent les 3/4 des revenus des terres y sont absorbés par la taxe des pauvres.

LONDRES. — Suivant M. de Villeneuve, Londres renferme, sur 1,350,000 habitants :

Indigents.	105,000
Voleurs, filous et contrebandiers.	115,000
Et.	23,000

individus, dit M. Schoen, s'y lèvent tous les matins pour se répandre dans la ville et s'y livrer à une mendicité systématique, ou à des habitudes régulières de vol.

A LIVERPOOL, si riche, si florissante, il y a 1 pauvre sur 3 individus, c'est-à-dire 27,000 sur 80, qui en forment la population.

ÉCOSSE. — Une des paroisses de Sunderland compte 14,000 indigents sur 17,000 habitants.

IRLANDE. — Cork en compte 26,000 sur 60,000, et le quart des Irlandais est dans l'indigence la plus complète.

Cette misère est si intense, que depuis 1800-1821, 931,267 Irlandais se sont vus forcés de *s'expatrier*.

Et cette misère, ce n'est pas seulement la difficulté, l'incertitude de vivre, l'infimité de la nourriture; non, c'en est la privation la plus absolue, *c'est la mort par défaut d'aliment*.

Écoutez M. de Morogues: « La misère s'est accrue à Londres, depuis quelques années, d'une manière effroyable... Il ne se passe pas de jours que les bureaux de police ne soient encombrés d'une foule d'individus sans ressources et sans asile. Les magistrats ne manquent pas de les condamner à l'emprisonnement comme vagabonds. Au bout de leur détention, ils errent sans moyens d'existence, et ils errent par les rues, jusqu'au moment où, expirant de misère, le verdict: *morts par défaut d'aliment*, vient terminer leur déplorable histoire.

Dans la plupart des provinces, des familles entières sont réduites à vivre avec 4 sous que la paroisse accorde à chacun de leurs membres : sans feu, sans vêtements, elles ne parviennent à soutenir leur malheureuse existence qu'à l'aide des charités publiques et particulières; beaucoup se révoltent contre l'idée de mendier, et plusieurs préfèrent mourir. On a trouvé récemment, sous un hangar de Londres, un cadavre de femme sans vêtement; sa fille, âgée de 10 ans, était couchée près d'elle, et elle déclara que depuis dix jours sa mère n'avait pris aucune nourriture; telle fut la cause à laquelle le jury attribua cet effrayant décès.

Il est des comtés où il n'y a pas une famille pauvre qui n'ait vu au moins périr un de ses membres sur l'échafaud, pour avoir incendié les manufactures et brisé les machines, dans le désespoir de ne pouvoir plus vivre de leurs bras.

Il est de toute notoriété qu'en Irlande, plus de *mille personnes meurent de faim chaque année*; et les campagnes sont infestées de voleurs et d'incendiaires à qui le désespoir met les armes à la main.

La paroisse de Sunderland contient 17,000 habitants, dont 14,000 sont sur la liste des pauvres, et reçoivent des secours d'un entrepreneur, qui est autorisé à donner le moins possible. Ils sont réunis dans une maison commune, le séjour le plus hideux que l'imagination puisse se figurer, surtout ce qu'on nomme infirmerie, pièce de 20 pieds carrés, autour de laquelle sont rangés des sacs remplis de plumes d'oie, sur lesquels gisent pêle-mêle femmes, enfants, vieillards presque moribonds, et servis par d'autres pauvres que leurs propres souffrances rendent insensibles à celles de leurs semblables.

Quant à ceux qui ne reçoivent point de secours, ils habitent des maisons séparées par de misérables ruelles de 3 à 4 pieds de largeur; chaque chambre a 8 à 10 pieds carrés, 6 à 7 de hauteur, et chacune reçoit une famille, qui y opère tous les actes de la vie, et y prépare ses aliments au charbon, au milieu d'une noire et épaisse fumée.

Dans toute la partie basse de Sunderland, il n'existe point de fosses d'aisances; les immondices sont déposées sur les toits ou jetées dans les rues; les bords de la rivière sont couverts d'une vase infecte, et composés en grande partie des mêmes ordures.

En Angleterre, les pauvres logent dans des caves et dans les greniers des villes, ou dans de misérables cabanes. Là, des familles qui n'ont aucun rapport entre elles viennent pour une nuit mettre en commun leur dénûment, leurs larmes, et plus

probablement leurs imprécations et leurs menaces contre les classes laborieuses.

Si l'excès de la misère porte une famille à aller chercher dans une autre paroisse les moyens d'existence ou d'entretien que lui refuse celle où elle souffre, elle est repoussée; il lui est défendu de s'y établir, ne fût-ce que pour un jour.

4 à 5 millions de population de manufacturiers sont ainsi exposés tour à tour *aux angoisses* de la misère!

M. Benoiston de Châteauneuf évaluait, en 1829, à près de 2,000,000 le nombre des indigents sur les registres des paroisses en Angleterre.

États-Unis d'Amérique. — Le paupérisme y augmente chaque jour d'une manière visible. En onze ans, dans Massachussets, le nombre des pauvres a presque *doublé*.

En Pensylvanie, la *taxe* des *pauvres* a *quintuplé* de 1820 à 1832.

— A Venise, on voyait récemment, sur une population de 100,000 habitants, près de 70,000 pauvres, ou plus des 2/3 des habitants!

— A Amsterdam, on comptait naguère plus de 80,000 pauvres sur 217,000 individus.

— En Suisse, dans le canton de Glaris, le *quart* de la population est dans l'indigence.

Et dans les principales villes d'Europe: Rome, Berlin, Vienne, Copenhague, Cologne, etc., des proportions plus ou moins effrayantes ont été constatées.

France. — Sans doute ce tableau n'est pas celui de la France, mais si nous rentrons dans la patrie, nous y trouvons de suffisants motifs de craindre ou de compatir.

M. Benoiston de Châteauneuf pense que le nombre des indigents en France ne s'élève pas à moins de 5,000,000; M. de Morogues le porte au 16me au moins de la population. M. Villeneuve balance entre 1/16 et 1/20.

Mais s'il faut en croire M. Schoen, il existe en France 7,500,000 individus qui sont privés de pain, et qui ne se nourrissent que d'herbages et de pommes de terre.

Cette assertion semble singulièrement fortifiée par un *Tableau de la répartition de la richesse en France*, dressé en 1830, par l'un des premiers statisticiens de l'époque assurément, M. Balbi. Ce tableau, personne jusqu'ici n'en a pu contester les bases.

CLASSES.	NOMBRE D'INDIVIDUS COMPRIS dans chaque classe.	REVEVU ANNUEL par tête.	REVENU PAR JOUR et par tête.
		francs. c.	fr. c.
1	152,000	4,000 »	10 96
2	150,000	2,500 »	6 85
3	150,000	1,000 »	2 74
4	400,000	600 »	1 64
5	400,000	400 »	1 10
6	1,000,000	350 »	» 96
7	2,000,000	300 »	» 82
8	2,000,000	250 »	» 69
9	3,000,000	200 »	» 55
10	7,500,000	150 »	» 41
11	7,500,000	120 »	» 33
12	7,500,000	91 84	» 25

Ainsi, les 26,000,000 de Français, classés sous les nos 10, 11 et 12, n'ont à dépenser par jour, les uns que 5 ou 7, et les autres que 8 ou 10 sous 1/2 au plus !!...

Tel est le langage des chiffres.

Dans le département du Nord, l'un des départements les plus beaux et les plus riches de la France, il a été constaté officiellement, en 1828, que plus du sixième de la population y gémit dans les privations et la misère, et que plus d'un tiers de la classe industrielle y est obligée de recevoir le pain de la charité publique ! Il y a aujourd'hui 220,000 indigents dans ce département, c'est-à-dire le 1/4 de la population générale.

Ici, comme en Angleterre, c'est la misère la plus affligeante : une foule de familles se transmettent héréditairement l'indigence et le rôle de mendiant, et grandissent sans instruction, sans intelligence, sans énergie physique ou morale, vivant dans les villes, entassés pêle-mêle dans des caves obscures et humides, ou dans des greniers, exposés à toutes les rigueurs des saisons. Il est rare que ces générations puissent fournir leur contingent annuel au recrutement militaire, tant il y a d'infirmités parmi elles !... L'immoralité y est au comble ; le goût des boissons fortes y est tel, que des pères et souvent des mères de famille mettent en gage leurs effets pour les satisfaire, et vendent même les vêtements qui leur viennent de la charité publique.

La seule ville de Lille, peuplée d'environ 80 mille individus, avait, en 1838, d'après le recensement des indigents,

	6,564	pauvres, recevant des aumônes	pendant toute l'année;
	8,478	— —	pendant l'hiver;
	7,163	— —	en cas de maladie.
Total	22,205		

L'état des registres donne, en 1839,

	8,407	pauvres, recevant des aumônes	pendant toute l'année;
	9,601	— —	pendant l'hiver;
	6,894	— —	en cas de maladie.
Total	24,902		

C'est donc 2,697 indigents *de plus* qu'en 1833! La moindre crise, le moindre chômage porteraient certainement ce nombre à 36 et 40,000! Déjà, en 1828, 31,664 habitants avaient été inscrits sur la liste des pauvres secourus. On peut imaginer ce que doit être le nombre total des *nécessiteux*.

Telle est enfin l'intensité et l'étendue de la misère dans ce département, qu'on y regarde la taxe des pauvres comme infaillible, et que déjà elle y existe de fait.

Ainsi à Lille, le budget du bureau de Bienfaisance pour 1839 s'élève à 138,656 fr., dont 50,000 sont alloués par la caisse Municipale : le reste provient de fondations et de dons particuliers. Les quêtes en ville et celles des églises ne figurent pas au budget : elles peuvent s'élever à une vingtaine de mille francs.

Où allons-nous donc!

Les événements de Lyon ont assez fait connaître à la France entière le dénûment de plus de 100,000 de ses habitants. Un teint pâle, des membres grêles et bouffis, des chairs molles et frappées d'atonie, une stature au-dessous de la moyenne; telle est la constitution physique ordinaire des ouvriers en soie, connus sous le nom de *canuts*. Ils ont, au dire de M. Villeneuve, la plus grande analogie de misère avec les ouvriers de Lille; ils sont enfin des plus misérables qu'il y ait en France. On sait leur terrible devise : *Vivre en travaillant*, ou *mourir en combattant*. Il est évident que si la politique a eu part à leur soulèvement, la misère l'a seule rendu possible.

Les canuts les plus opulents ont deux métiers et quelquefois trois, dans une grande chambre, chauffée en hiver par un poêle en fonte, qui sert à la fois de cheminée et de fourneau; souvent la misère de ces pauvres gens est telle, qu'elle les force à faire, d'une même pièce, la chambre à coucher, l'atelier et la cuisine.

En 1831, des bandes de 1,000 à 1,500 ouvriers dépourvus de travail, parcouraient les campagnes du département de l'Aisne, en demandant des secours et en menaçant du pillage. — A Sedan, il n'est pas rare de voir des malheureux ouvriers rassemblés autour des gens qui se chargent de l'abattage des chevaux malades, en attendant le moment où ces animaux sont dépouillés, pour s'en partager la chair.

On sait quelles dévastations furent commises dans les forêts en général, 1830-1832, par des populations nombreuses, privées de feu au milieu de l'hiver.

En 1823, plus de 95,000 habitants de Paris ont été secourus à domicile où dans les établissements publics de bienfaisance.

L'Administration générale des hospices civils de Paris a constaté, qu'en 1832, Paris avait à sa charge 68,986 indigents, sur 770,286 habitants; mais elle ne comprenait dans ses calculs que les pauvres officiels secourus à domicile. Or, on estime que le nombre d'indigents que ne soulage pas la charité publique est au moins égal au nombre de ceux qu'elle soutient, et que par conséquent, le 7me de la population de Paris était alors à la charge de la charité publique!

Depuis 1833, on a constaté que ce chiffre, loin de diminuer, allait augmentant considérablement.

Les 3/4 des individus qui meurent à domicile, sont enterrés aux frais de la ville, et c'est sérieusement qu'il a été affirmé qu'un TIERS des habitants de la capitale la plus civilisée du monde mourait à l'hôpital, et un TIERS sur la paille!

Telle est la statistique sommaire du paupérisme au XIXe siècle, en ce siècle de lumières et de progrès, de liberté et d'égalité! Quelque affligeantes que soient de pareilles révélations, elles sont loin d'atteindre la réalité. Il ne s'agit là que de la misère officielle, bornée à une limite tracée tout arbitrairement, à l'aide d'une définition plus arbitraire encore.

Il faudrait enfin s'entendre sur ces mots *pauvreté, misère, indigence*. A nos yeux, il y a *misère* dès que le dénûment, la privation des indispensables moyens d'existence est telle, qu'on ne peut compter, pour soutenir sa vie, que sur les aumônes privées ou sur les secours publics; soit que le salaire devienne insuffisant, soit qu'on manque de travail, qu'on ne sache point travailler,

ou qu'on soit incapable par faiblesse, par maladie et même par immoralité. Il y a encore misère ou du moins pauvreté, lorsqu'il y a privation permanente ou quelque peu durable et périodique des jouissances passées en habitude.

Il y a *pauvreté* ou indigence dès qu'il y a privation des moyens de conserver ou de se procurer une vie robuste, et qu'on ne peut satisfaire aux prescriptions hygiéniques que comporte l'état de l'homme en société.

Ainsi, celui-là est pauvre ou misérable, qui doit soulever un labeur si dur, qu'il en est exténué et flétri à chaque moment de sa vie ; et qu'il meurt ou s'épuise avant le temps.

Celui-là est pauvre et misérable, qui, pour vivre, doit se livrer à une profession connue délétère, et funeste à ses jours.

Celui-là est pauvre, qui, n'ayant ni sécurité, ni espoir de bien-être pour le lendemain, se voit chaque jour chômer, tantôt gagnant beaucoup, et tantôt ne gagnant rien.

Celui-là est pauvre enfin, ou misérable, qui ne possède pas le loisir de respirer, de cultiver sa raison et son cœur, de vivre de cette nourriture, non moins substantielle pour l'âme et le corps, qu'on appelle *morale*.

Voilà pourquoi, suivant nous, il faudrait élargir singulièrement les cadres du paupérisme, et compter parmi les victimes qu'il atteint, toutes les populations en masse, connues aujoud'hui sous le nom de *prolétaires*, qu'elles aient ou qu'elles n'aient pas, pour l'instant, du travail et d'assez passables salaires; et toute cette foule *déclassée* d'employés, d'hommes de lettres, de publicistes, d'artistes, etc., qui, transformés par leur développement intellectuel ou par leur aisance passagère, en hommes désireux ; et habitués, ainsi que leur famille, à vivre d'une vie de riche, vont sans cesse de la hausse à la baisse, et de la baisse à la hausse, souffrent, 6 mois sur 12, la plus dure détresse, mettent au Mont-de-piété, empruntent et rendent; pâtissent et jouissent par bonds et par sauts, et touchent sans cesse au désespoir.

Remarquons bien qu'il ne s'agit pas pour l'instant de légitimer ou de condamner un état de choses qui fait des désirs et des prétentions exorbitantes, et qui ne sait pas créer des ressources pour les satisfaire.

Nous dressons tout simplement les têtes de l'inventaire complet de la misère.

NOTE 5 (page 140).

La proportion des terres incultes et stériles, dans les autres parties du monde, n'est même pas connue approximativement :

On sait seulement que la proportion des terres cultivables est :

En Amérique.	de plus des 2/3 de la surface totale.	
En Afrique.	de 1/3	—
En Asie (région du sud).	des 5/6	—
Id. Région du nord. .	de 1/6	—
En Europe.	des 2/3;	—

Mais sous le rapport de la *force de la végétation* et de la *diversité des produits*, la fertilité de l'Europe est *inférieure* à celle de toutes les autres parties du globe.

Quoique privé de l'autorité de la statistique, on n'en est pas moins en droit d'affirmer que la terre, comparée à ce qu'elle est déjà dans les pays civilisés d'Europe, et à ce qu'elle sera un jour partout, est encore un désert sur les 3/4 de sa surface; inculte, stérile sans doute, et pour des siècles, surtout en Afrique; non pas essentiellement, mais à cause du peu de soin, de l'oubli, de l'ignorance de ceux qui la foulent. L'Algérie sera bientôt une preuve des terres immenses réputées stériles, que le génie européen conquerra à l'agriculture et à la civilisation, quand les peuples en masse aimeront assez à travailler et à caresser le globe pour aller partout le ravir aux tigres et aux panthères; aux sables, aux ronces et aux sauvages.

NOTE 4 (page 205).

Nous n'avons point essentiellement à agiter ici les questions de *suffrage universel* et *de souveraineté du peuple;* cependant nous croyons utile d'en toucher quelques points.

Les antagonistes les plus éclairés de ce principe, pris dans sa rigueur absolue, formulent à peu près ainsi leur opposition : — Il ne faut pas jouer sur les mots et se payer d'abstraction. Suffrage *universel* veut-il dire : TOUT LE MONDE? Non! Dans la pensée des plus radicaux, c'est tout le monde, *moins* les 3/4 de tout le monde; car de leur aveu il faut éliminer et les enfants et les femmes, et les hommes non majeurs, et les incapables (aliénés, crétins), et les repris de justice ou condamnés à des peines afflictives ou infamantes. Il faut donc déjà traduire ainsi le suffrage universel : *le suffrage des êtres humains, qui réunissent telles et telles conditions d'intelligence, d'âge, de facultés, de moralité,* et *même de* PHYSIQUE.

Car si l'on demande la *raison* de cette élimination, on répondra : les enfants n'ont pas l'âge de raison; ils ne comprennent pas même de quoi il s'agit; ni les incapables. Les femmes ont une nature, des devoirs, tout-à-fait incompatibles avec l'exercice des devoirs politiques; enfin, les non-majeurs n'ont pas encore assez d'expérience des choses sociales; et les repris de justice, nous les rejetons, *parce* qu'ils ont abusé une fois de leur liberté; parce qu'ils ont fait preuve une fois d'immoralité.

Or, toutes ces raisons, tout ces *parce que* ne prouvent-ils point à merveille que ce principe n'a pas en application une valeur absolue; qu'il n'est point *imprescriptible?* Et ne s'appliquent-ils point également, la plupart, aux masses ouvrières; à ces pauvres et ignorantes individualités de nos villages, qui ne savent ni lire, ni écrire, ni penser, ni raisonner; tant des siècles d'hébêtement superstitieux et de préjugés, les ont crétinisés dans leur intelligence!...

Il faudra donc, pour être conséquent, ranger la moitié de nos paysans parmi les femmes, les enfants et les non-majeurs.

Qu'on ne s'y trompe pas, disent ces antagonistes: nous admettons de toute notre conviction, le suffrage universel comme principe supérieur, comme un droit des peuples, vers lequel il faut tendre de toutes ses forces.

Seulement nous mettons à son universalisation, la condition d'intelligence et de moralité pour tous, la *probabilité* du bon usage de la faculté octroyée par la prévoyance sociale. Et si l'on demande où sera le *critérium* de cette intelligence et de cette moralité: nous dirons le sens commun, la raison. Et si l'on va au-delà; si l'on s'enquière des juges qui appliqueront ce critérium, nous dirons les *plus forts* devant l'*opinion* ou l'*esprit public;* enfin si l'on cherche ce qui garantira l'*accomplissement du principe,* nous répondrons : le *fait.*

Moralement, le droit domine le fait; le principe domine la nécessité; mais aussi il n'y a de droit que parce qu'il y a un devoir corrélatif antérieur à ce droit et qui le prime.

Le devoir ici est d'obéir à la loi morale, et non de faire ce que l'on veut. Et le droit qu'on réclame n'est accordable qu'à la condition qu'on puisse obéir librement et en connaissance de cause à cette loi du devoir. Or, dans cette obéissance, nous sommes tous solidaires; et cependant il ne peut se faire que *tous* nous soyons juges si *chacun* est dans des conditions normales; puisque cette qualité de juge impliquerait déjà l'affirmation de ce qui est justement en question, en ce que ce jugement serait déjà un acte de *souveraineté* de la part de tous. Il y a donc lieu à élire ceux mêmes qui auront droit d'élire; pour cela il faut, au préalable, l'acte initial d'un pouvoir *constituant,* lequel, par cela qu'il sera tacitement reconnu constituant par le peuple, aura tous les caractères de la légitimité; il y aura ensuite exercice régulier de ce pouvoir; c'est ainsi que se sont toujours passées les choses. Il y en a toujours eu un dans une société constituée, ou bien c'est que la société, pour se constituer, attendait le pouvoir constituant.

Il ne faut pas s'étonner de trouver un *choix* au bout de la question du suffrage universel; ce serait faire preuve d'ignorance des choses sociales; car ce choix est partout. Les concours, les élections, les nominations d'employés dans toutes les branches d'administration, n'est-ce point par l'effet d'un choix. Des médecins forment un jury d'examen pour les individus qui veulent être élus médecins; il en est de même des avocats, des professeurs de *langues,* de mathématique, de dessin, etc.

Dans les choses morales et sociales, ce n'est pas le *nombre*, c'est la *qualité* qui fait la légitimité.

Une société constituée a une morale qui la fait être et vivre. Cette morale oblige toutes les volontés. Il ne peut donc se faire que l'on accorde la puissance de la détruire à ceux qui ne la pratiqueraient pas, qui l'ignoreraient ou qui s'en déclareraient les ennemis. Or, on ne saurait contester *qu'en général* l'aisance, la fortune, ne soit un *signe* d'aptitude, de capacité, et un *gage* d'ordre; en ce que l'homme qui a quelque chose à perdre, a intérêt à la paix et à la stabilité.

Sans doute, à la rigueur, ce n'est là qu'une probabilité; mais dans cet ordre de faits et de déterminations, il ne peut être question que de plus ou de moins, de probabilités plus grandes : les *exceptions* sont sacrifiées.

D'ailleurs, les conditions de fortune sont bien plus aisées à constater que celles de moralité et d'intelligence. Le devoir de tous ceux qui croient à cette morale, est donc de refuser l'action politique directe à ceux qu'ils en jugent incapables. Ceux-ci pourront prétendre qu'au contraire, ce sont leurs opposants qui méconnaissent cette morale. Cela se peut; alors probablement la question sera tranchée par le glaive; mais cela ne vicie nullement la nature des choses. A ce compte, il n'y aurait plus de morale; chacun pourrait faire ce qu'il veut.

La conclusion est qu'il faut, ou plutôt qu'il est juste, que tous ceux qui réunissent les conditions d'intelligence, de moralité et même de fortune, pour juger sainement et avec désintéressement des choses publiques, obtiennent la liberté et la puissance politiques; et que ceux qui ne les offrent pas soient éloignés.

Le reste, c'est-à-dire le choix, l'octroi de la franchise politique appartient au *fait*.

A cela les partisans du suffrage universel répondent :

— Il n'est pas certain que les femmes et même les enfants n'aient pas le droit d'être *représentés*. Mais qu'on n'aille pas croire que pour être représentés, les femmes et les enfants aient besoin de se mêler aux hommes dans les colléges électoraux. Qui oserait déclarer éternelle la minorité intellectuelle, la sujétion domestique des femmes? Et si un jour elles se possèdent en esprit et en volonté, qui s'étonnerait qu'alors elles arrivassent nécessairement à une importance politique ou sociale que rien n'annonce encore? Comparez la femme des sérails de l'Orient à la femme chrétienne? Quel pas déjà dans la voie d'émancipation! Si une telle proposition semble aujourd'hui prêter au ridicule, cela ne tient peut-être qu'à notre ignorance : n'imaginant point encore

les moyens de cette représentation, et n'y songeant même point, la multitude la déclare impossible et folle. Patience !

En admettant même que les exclusions dont il vient d'être parlé fussent légitimes et partant irrévocables ; en accordant que les droits politiques et le suffrage dussent se concentrer parmi les hommes MAJEURS, il y aurait encore belle carrière aux améliorations : il resterait encore à opérer la plus vaste réforme électorale ; car les *prolétaires éloquents* et cette classe si nombreuse d'ouvriers agricoles et manufacturiers, que l'on prétend éliminer à jamais, sous prétexte d'ignorance, d'incapacité et de pauvreté, offrent, aux yeux d'une raison radicale et profonde, des garanties tout aussi valables que celles que présente en ce moment le corps électoral en France.

N'y a-t-il que des intérêts dans la société? Alors tous les membres de cette société ont un droit égal absolument à garantir leur *intérêt individuel.*

Y a-t-il autre chose que des intérêts ; y a-t-il un devoir qui oblige chacun indistinctement ; la société a-t-elle un but également obligatoire pour tous ? Dites ce devoir, nommez ce but, et son moyen. Ce devoir, ce but, est-ce la fraternité, l'égalité devant la loi ? Alors le moyen, c'est la moralité, c'est le dévouement, c'est le respect des prescriptions morales ; et ni l'argent, ni l'habileté ne peuvent donner ce dévouement, ne sont le signe de la valeur sociale des individus dans une société où l'on est riche ou pauvre par la *naissance*, et où l'instruction, la science, s'achète au poids de l'or.

Si le but est au contraire l'inégalité devant la loi, le règne de la capacité *quand même* (morale ou non), ou la suprématie de la richesse sur la vertu, alors proclamez la réhabilitation des castes et des féodalités.... si vous l'osez !

Nous en convenons : ce qui donne le *droit*, c'est le *dévouement* éclairé au but national, à la morale ; mais ce n'est nullement le savoir seul, l'habileté ou la richesse seule.

La présomption vulgaire que les hommes aisés et instruits, offrent plus de chances de dévouement au but social, est contredite à chaque moment dans l'histoire. Quant à leur plus grand intérêt à l'ordre et à la stabilité, cela ne suffit pas. La morale, le but social n'a rien de commun avec l'ordre, si cet ordre est celui de l'iniquité constituée ; avec la stabilité, si cette stabilité est l'immobilité du mal pour la multitude.

Or, maintenant, il n'est pas douteux qu'il n'y ait encore plus de croyances religieuses, plus de bonne foi et de respect humain dans la masse du peuple, que parmi les fiers barons de l'industrie,

dans le petit commerce, et dans les classes oisives et rentières de nos villes.

D'ailleurs, il ne s'agit point ici de faire de nos paysans et de nos ouvriers, des députés, des préfets et des législateurs improvisés. Ils n'en sont pas capables, nous l'accordons : pas plus que nos électeurs à 200 francs.

Mais ils ont assurément, comme ceux-ci, assez de bon sens, assez soin de leurs intérêts, pour choisir l'homme qui mérite leur confiance. Sans doute, ils chargeront leurs représentants de porter leurs griefs et de soutenir leurs prétentions dans la Chambre législative ; mais à cet égard ils ne feront qu'imiter les électeurs actuels. N'en ont-ils pas le droit autant qu'eux et aux mêmes titres?

Mais l'homme-peuple vendra son vote. — Eh! combien de banquiers, de préfets, de receveurs, de conseillers-d'État, d'industriels, de journalistes, etc., vendent le leur!

Mais l'homme-peuple, un paysan, un *canut*, ne sait pas ce qui convient à l'intérêt général. — Combien d'épiciers-électeurs ne le savent pas davantage. Et puis le paysan sait ce qui convient à son intérêt, n'est-ce donc rien? qui s'en occupera aujourd'hui, de son intérêt, si ce n'est lui?

Mais ces gens sont pauvres et ignorants! — Suffit-il d'être à son aise, de payer 200 fr. de contributions, d'être éclairé et capable, pour être honnête, probe et sensible aux souffrances de ses semblables? Évidemment l'expérience des Bourgs-pourris en Angleterre, et de ces derniers vingt ans en France, est décisive. Le suffrage du peuple, quelque aveugle qu'il soit, ne produira jamais rien de plus ignominieux que les faits et gestes de la diplomatie, de la politique intérieure et des pouvoirs élus par les électeurs à 200 fr.

Mais la basse classe des villes est corrompue ! — Combien de ministres sortis de vos chambres n'ont-ils pas été corrompus, et, qui plus est, corrupteurs depuis vingt ans ?

Eh ! qui donc dévore le budget? Qui monopolise les emplois ? les entreprises des travaux publics? qui inféode tous les gros traitements? Qui est notaire, receveur-général, fonctionnaire, etc.?—Les députés, leurs fils, leurs cousins, leurs neveux et connaissances.

Les électeurs égoïstes disent : nous ne voulons pas des électeurs-*peuple*, parce qu'ils sont ignorants et pauvres.

Mais précisément, le peuple devrait être électeur, parce qu'il est pauvre et ignorant; puisque c'est le seul moyen un peu sûr et expéditif, qu'il ait de se délivrer de l'ignorance et de la mi-

sère, en se faisant représenter, et en obtenant alors des institutions qui lui garantissent l'éducation, l'instruction, des moyens de travail et une juste part dans les produits de ce travail.

Voici un malade que vous entretenez dans sa maladie, et vous dites : il ne peut faire partie des hommes sains, car il est malsain.

Est-ce là de la justice?

Bien des gens objecteront, qu'admettre le principe de la souveraineté du peuple, c'est consentir implicitement à placer l'initiative du *mouvement* et du *progrès* dans les masses, c'est-à-dire parmi les moins éclairés, les moins moraux, les moins intéressés à l'ordre.

A cela, il leur sera répondu : d'abord les masses sont les plus intéressées au *mieux* en tout, par cette excellente raison qu'elles ont la PIRE des situations *en tout* aussi.

Ensuite, la souveraineté du peuple impliquant la culture publique du moral et de l'intellect des générations à mesure qu'elles apparaissent, on comprend combien elles seront juges compétents dans leur propre cause, et combien il sera vrai que la voix du peuple est la voix de Dieu. Dans aucun cas, jamais les masses ne prennent l'initiative des conceptions, des idées, des moyens ; ce sont les philosophes, les penseurs, en un mot c'est l'élite dans toutes les sphères, qui invente, cherche, offre et propose.

Ce ne sera pas le peuple souverain qui fera la lumière; car toujours les hommes de génie auront ce privilège: ils mettront en face des masses les clartés qui leur apparaîtront; ils signaleront les routes diverses qui leur sembleront conduire au salut, au mieux, au paradis terrestre; et les peuples, chacun et tous, seront chargés de dire si c'est bien là les clartés qu'il leur faut, le chemin qu'ils doivent frayer et poursuivre pour le bien commun. Le génie proposera et le peuple disposera ; les chefs agiront et les peuples sanctionneront, jugeront ou condamneront : après tout, n'est-ce pas ainsi que les choses se sont toujours passées? seulement la sanction a été *irrégulière*.

Ceux qui prennent pour devise de leur politique : TOUT *pour le peuple*, RIEN *par le peuple*, n'ont point vu que ces termes impliquent contradiction : en effet, parmi les choses que l'on veut faire pour le peuple ; parmi les bienfaits qu'on lui assurera, il faut comprendre au premier chef, l'éducation, le développement intellectuel, moral et physique, enfin, la lumière et le bien-être ; mais lorsque vous aurez rendu une ou plusieurs générations, morales, éclairées et riches (nous entendons les *masses*,

la *multitude*), ne voyez-vous pas qu'elles voudront sortir de la tutelle ou de la sujétion ; qu'elles prétendront et auront droit à l'émancipation, et qu'il vous sera impossible désormais de rien faire sans elles ; sans leur participation plus ou moins directe par l'*élection* première ?

Si cette devise peut être bonne et réalisable, c'est quand le grand nombre est dans la plus profonde ignorance, dans la misère et la corruption la plus dégradante, mais elle n'a plus de sens dès que l'on est arrivé à rendre la masse ce que nous supposons.

Napoléon disait en 1804 : « Nous avons été constamment guidés par cette grande vérité : que la souveraineté réside dans le peuple Français, *en ce sens* que tout, *tout sans exception*, DOIT ÊTRE FAIT pour son intérêt, pour son bonheur et pour sa gloire. »

Mais, Napoléon, si vous ne le *faites pas*, qui en sera juge et qui vous y obligera, ou vous en punira, si ce n'est le peuple en personne ?

Voulez-vous qu'il vous y contraigne par l'émeute et l'insurrection, ou par un vote légalement et pacifiquement émis ? Voilà toute la question.

Pour qu'il fût légitime d'arguer de l'ignorance, de la pauvreté, des immoralités de la multitude contre son accessibilité à l'électorat, il faudrait qu'il n'y eût dans le corps électoral privilégié d'aujourd'hui, que d'honnêtes gens, que des capacités désintéressées, ne connaissant et ne pratiquant que la science du bien, ou du moins il faudrait que leur supériorité *relative* fût certaine. Malheureusement c'est un fait acquis à l'histoire, que le corps électoral et les membres des chambres Européennes et Américaines sont en général une réunion d'égoïstes consommés, faisant profession de ne croire ni à Dieu, ni à la fraternité ; idolâtrant le veau d'or ; s'occupant de ce qui peut leur nuire ou les favoriser ; et quant au peuple, n'y songeant que pour l'empêcher d'être redoutable.

Ce qu'il faut dans la masse des peuples, pour être dignes de l'électorat, c'est le sentiment d'honneur, d'humanité, et l'amour de la patrie. Or, il n'est besoin pour cela, ni d'être membre de l'Institut, ni d'avoir appris le grec et le latin, ni de savoir Cujas ou Pothier, ni d'avoir débouté ses concurrents sur les marchés, ni de fabriquer de beau coton. Il semble donc que l'admirable conduite, l'héroïsme et la pureté du peuple, qui a opéré la révolution de 1830, sont ici péremptoires : le peuple qui a su trouver dans son sein un groupe de prolétaires pareils ; ce peuple-là *en masse* vaut autant et plus que ses maîtres et seigneurs.

Quant à la patrie, où sont les défenseurs nés de la France, si

ce n'est dans les rangs du peuple? Comment s'appelaient les fameuses cohortes de l'empereur Napoléon? Elles s'appelaient *paysans*, *ouvriers* et *prolétaires*.

A ce propos, continuent les partisans du suffrage universel, il nous revient en mémoire un conseil de roi, qui vaut bien un argument dans notre thèse. « L'empereur Alexandre, en 1806, m'estimait trop heureux (raconte Napoléon) de n'avoir pas de noblesse. C'est un embarras de plus que je me suis créé. Il fallait ennoblir tout ce qui payait 50 francs d'impôt. Par ce moyen je tuais l'ancienne noblesse. »

On le voit, Alexandre l'autocrate était plus libéral que les libéraux de nos jours, qui ne veulent ennoblir que ceux qui ont 200 fr. Peut-être un jour le pouvoir sera-t-il obligé d'en venir là, pour tuer la noblesse à 200 fr. et au-dessus.

Tout ce que l'on peut opposer de vrai à l'intervention électorale du peuple en masse, c'est qu'il enverra dans les chambres une majorité, dont la tendance constante sera de faire rendre enfin des lois favorables au grand nombre. Où est le mal? Vous avez des *droits acquis*; ils ont des *droits à acquérir*.

Tout ce que l'on pourrait objecter contre la représentation des prolétaires, tombe devant ce fait : la masse, le peuple *n'est point représenté dans ses intérêts matériels*, *moraux*, et *intellectuels*; il est oublié, méconnu dans l'œuvre législative.

Il ne sera représenté que lorsqu'il enverra ses représentants à côté de ceux de l'ancien *tiers-état*, qui est aujourd'hui tout-puissant et exploitant.

La difficulté réelle gît en ce point: Qui sera juge de la valeur sociale des individus?

Or, il y a ici une énorme pétition de principe à laquelle ne songent pas assez ceux qui se préoccupent des droits de la capacité et de la moralité. C'est que chacun se persuade et tient pour accordé que la *vérité* est où il la voit; que le bien est ce qu'il déclare tel.

On peut trouver en cela la preuve convaincante de la nécessité du suffrage universel.

Puisque chacun pense que la vérité, la raison et ce qu'il faut faire, sont là où il les voit; il faut laisser à autrui la même présomption que nous nous accordons gratuitement; alors on aura les plus grandes probabilités de rencontrer le vrai et le juste: car la somme des raisons qui se trompent, aura contre elle celle des raisons qui voient juste; ou, si aucun n'est dans le vrai, en déclarant que le droit et la victoire sont à la *majorité* on aura mis une *convention*, dont les termes sont égaux pour tous, à la place de prétentions qui conduisent à une ispute, INTERMINABLE AUTREMENT.

De quel droit, en effet, diriez-vous de moi que je n'ai point la capacité de voter en connaissance de cause et avec désintéressement? Ce serait parce que votre raison, votre expérience vous l'a suggéré; mais j'en puis affirmer autant de vous aux mêmes titres. Êtes-vous infaillible, je le suis : c'est votre conviction; mais c'est la mienne : arrivé là, vous voyez bien qu'il n'y a plus que la *raison* du *plus fort*.

« Je connais *quelqu'un* qui a plus d'esprit *que personne*, c'est *tout* » *le monde*, » a dit je ne sais quel personnage de grand esprit dans l'opinion de ses contemporains : il n'y a rien de mieux à avancer en faveur du double principe de la souveraineté du peuple et du suffrage universel; et même en faveur de la majorité.

Quand on sort de la sphère de l'absolu, il ne reste plus que le calcul des probabilités et l'expérience.

Or, tout ce que l'on peut dire contre le peuple en masse, se dit à plus forte raison d'une de ses parties. Si l'on parle de faire un choix, celui ou ceux qui feraient le choix peuvent être mauvais : qui les aurait choisis eux-mêmes s'ils étaient bons?

Les rois du droit divin ont été tout-puissants, ils ont choisi, agi à leur gré : ont-ils mené les peuples vers la terre promise?

Les papes ont été revêtus de l'infaillibilité : ont-ils suffisamment affermi et augmenté le règne de la justice et de la vérité sur la terre?

Des aristocraties, des castes, ont concentré dans leur sein le privilége de l'élection : ont-elles su garantir les sociétés, et s'attirer l'amour des populations?

A l'heure présente, une minorité de 200 mille bourgeois primant 33 millions de Français, se sont inféodé la liberté politique, le droit d'élire et d'être élus; ils sont, si l'on veut, parmi les plus éclairés, les plus habiles, les plus intéressés à l'ordre dans la nation : — qu'ont-ils fait pour la fraternité, pour la liberté et l'égalité? Qu'ont-ils fait pour Dieu et pour le peuple?

Or, il reste à essayer une combinaison, qui jamais n'a été sérieusement appliquée : celle de l'*élection par la masse des citoyens* : elle n'a jamais été réalisée dans sa vérité, disons-nous; car personne n'ignore que dans la Grèce et à Rome, le peuple libre et électeur, c'était une minorité semblable à notre bourgeoisie : l'immense majorité des hommes était alors retenue captive dans les chaînes de l'esclavage.

Ne peut-on pas dire : Si les soldats de Spartacus, si les ilotes, avaient eu des représentants dans les sénats de la Grèce et de Rome, sans doute l'histoire de ces peuples eût été tout autre. La barbarie et l'invasion ne se fussent point faites.

De tout ce qui précède, il faut conclure ceci : ou que le fait équivaut au droit, ou que la compétence appartient à tous collectivement. Justement, parce que les classes inférieures sont tout cela : pauvres, ignorantes, grossières, incapables ; laissez-les donc charger les hommes *capables* qui les aiment, d'aller les représenter dans l'assemblée législative, afin d'aviser aux moyens de leur donner aisance, lumières, politesse, habileté et dignité. —

En reprenant la question, du point de vue de la souveraineté du peuple, on trouve ceci : Le suffrage du peuple n'étant que le moyen régulier d'exercer sa souveraineté il est étonnant que l'on conteste l'un de ces principes quand on admet l'autre.

Si la souveraineté du peuple n'est pas un leurre, il faut qu'elle puisse se manifester régulièrement ; et comment serait-elle réelle si *tout le monde*, la multitude n'y prenait part? Du reste, la seule différence qu'il y ait entre ce principe de la politique moderne et le fait historique universel constant, c'est qu'au lieu de s'exercer par le vote périodique, d'une manière pacifique, et comme un droit consacré et reconnu par la loi, cette souveraineté s'est exercée irrégulièrement à travers les siècles, avec fougue et emportement ; comme une colère et une vengeance, plutôt que comme une prérogative sentie.

Néanmoins, pour bien connaître le caractère et les limites du droit de suffrage, il faut au préalable dégager et élucider ceux de la souveraineté des peuples.

La souveraineté du peuple est nécessairement primée par la souveraineté de la raison, c'est-à-dire de la morale dans ses grands principes générateurs. Le droit social ne peut être que l'expression d'une loi de souveraineté, distincte des volontés privées qui font les lois. Sans cela, le peuple n'étant que l'ensemble des individus, les volontés individuelles pourraient se déterminer légitimement d'après les excitations de leurs fantaisies et de leurs passions. Elles seraient sans boussole et sans phare ; car il n'y aurait plus de principes, ni de devoirs, ni de but social ; la licence, l'inégalité, l'égoïsme, seraient facultatifs tout comme la fraternité, l'égalité, la liberté et le dévouement ; et la force ou le *nombre* décréterait ce qui est juste, bon et vrai.

La souveraineté appartient donc à la morale, à la raison, à la vérité, à Dieu, de qui découle toute raison et toute vérité. Ce qui appartient au peuple (c'est-à-dire à l'ensemble des citoyens), c'est l'INTERPRÉTATION des principes générateurs des sociétés, des prescriptions morales, du but qu'elles annoncent : ce sont les conséquences à en tirer : c'est la recherche des moyens propres à atteindre le but prescrit à tous. C'est l'organisation et la division

des travaux qui en dérivent; c'est la nomination de ses chefs ou agents; c'est la révision des pouvoirs à eux conférés, et le jugement des actes qu'ils ont assumés sous leur responsabilité dans l'exercice de leur autorité.

Cependant, tout en convenant que la souveraineté du peuple est une souveraineté de second ordre, et qu'elle relève de la souveraineté de Dieu manifestée dans la morale et par la raison, il faut pourtant reconnaître, qu'en *définitive*, cette souveraineté s'exerce comme si elle était première et absolue, et que le nombre, la force, le fait, sont souverains dans la réalité. Car la morale ou la raison, soit qu'un seul individu, un pape; ou une fraction, un concile; ou la majorité, l'interprète; toujours il s'ensuit que dans l'application cette raison, cette morale, c'est la raison, c'est la morale, telles que les entendent ou le pape, ou un concile, ou une majorité populaire, etc.

Donc, après tout, et en chassant l'abstraction, on aura la *raison du pape*, la *raison d'un concile*, ou la raison de la *majorité*, du souverain collectif, mais nullement, la raison indépendante, extérieure et absolue, la morale divine; puisque l'homme n'a jamais pour *critérium* que sa croyance *relative*, au lieu de l'absolue. Chacun en réalité interprète ou même révèle la morale comme il l'entend.

C'est pourquoi il est profondément juste, mais profondément triste, de dire que le fait est souverain dans une société qui n'a plus foi dans la morale qui l'a constituée; car la pétition de principe est déjà dans cette affirmation : la *morale*, la *raison*. En effet, qui dira que cette morale est la morale vraie, et qu'on doit lui obéir, si ce n'est le peuple en masse ? Ce que l'on dit être la souveraineté première, relèvera donc lui-même de la souveraineté du peuple, qu'on appelle seconde. Et, comme d'un autre côté il est impossible de prétendre que ce qui n'est pas vrai, quand il y a cinquante individus qui le soutiennent, puisse devenir la vérité, quand il y en a un de plus, ou cinquante-un, il faut en conclure que si l'on s'en réfère à la *majorité* dans le vote de tous, c'est moins parce que la vérité et la loi se trouvent dans le nombre, que pour choisir la moindre chance d'erreur, ou plutôt *pour en finir*.

Afin qu'il y ait possibilité de s'entendre, il faut donc que la société en masse affirme une morale, un but, un lien entre tous. Il faut qu'ils aient un point de départ commun, une langue commune, une croyance fondamentale, ou si l'on veut, un même sentiment et une loi générale sous laquelle chacun s'incline. Sans quoi il est évident que nulle minorité ne sera *obligée* d'obéir au

vœu de la majorité; il n'y a plus d'obligation quelconque : sans ce lien, un homme ne doit rien à un autre, pas plus que le tigre à l'ours. Il y aura bien de la *nécessité*, de la *force brutale*, de l'*intérêt*, de l'*utile* grossier dans la société entre les hommes; mais il n'y aura plus de devoirs, de justice, de raison, de morale, de vérité.

Et par exemple, dans nos sociétés européennes, s'il n'est point accordé que tous les hommes doivent s'aimer les uns les autres comme des frères, être libres et égaux devant la loi; respecter leurs parents, ne point commettre d'adultère, ne point voler, ne point mentir, ni parjurer, etc., etc..., nous disons qu'ils ne se doivent rien.

C'est dans ce sens que M. de Bonald nous paraît avoir objecté avec raison, à M. de Cormenin, l'argument qui suit :

« Si nul homme n'a pouvoir sur son semblable, deux hommes, dix hommes, mille hommes, un peuple entier, n'en ont pas davantage; car le peuple est un être de raison, et quand je cherche le peuple, je ne vois que des individus isolés les uns des autres, sans lien ni cohésion entre eux. En rapprochant les individus, pour exercer quelque acte de souveraineté populaire, vous ne rapprochez que des hommes, sans amour aucun sur leurs semblables; vous ne réunissez que des nullités, des *néants* de pouvoir, et toutes les nullités, quelque soit leur nombre, ne font pas plus une réalité de pouvoir, que des millions de zéros, mis au bout les uns des autres, ne font un chiffre positif. »

Maintenant, sur quel motif un individu, une portion du peuple se fonderaient-ils pour récuser, pour éliminer un individu ou une autre fraction du peuple, de l'exercice de cette souveraineté collective?

Qui, si ce n'est Dieu, sera juge compétent de la bonne volonté et du bon jugement des membres de l'association?

Ici nous touchons à l'impossible ou à l'impuissance; ou il faut tomber dans le relatif et commettre un *lapsus* immense.

La souveraineté du peuple consistera donc dans le *droit d'interprétation* de la morale sociale, et dans le droit de nommer ou de choisir ses représentants; de juger ses pairs et ses agents ou gouvernants.

Chacun donc aura droit *égal* à cette interprétation, tant qu'il n'y aura pas lieu à le juger lui-même: auquel cas son vote, par lequel il serait juge et partie, devient impossible. Jusque là il fait partie du grand corps qui vote, qui élit, et de ceux qui peuvent être élus.

En effet, il sera bien compris que l'obligation de tous, devant

la morale, serait stérile pour la civilisation, si chaque individu était juge de ses actes et de sa conduite en tout. Il faut donc que nous soyons tous *solidaires*, et par conséquent *dépendants* les uns des autres. Cette dépendance, c'est que nous pouvons être jugés, condamnés, punis ou applaudis, et récompensés par la société, c'est-à-dire par tout le peuple, *moins nous*; ou plutôt par le pouvoir représentatif du peuple, lequel pouvoir aura été librement élu ou choisi par *tout le peuple, nous compris*; car avant qu'il fût question de nous punir, ou de nous récompenser, nous étions *censés* comme tous nos pairs, à l'*état normal* de citoyen. Il n'est pas vrai qu'un citoyen ne puisse exercer sa part de souveraineté avant d'en avoir été jugé digne, puisqu'il n'est pas vrai davantage qu'un pouvoir constituant qui se serait *posé* pour le juger digne ou indigne, ait rien de légitime lui-même; car si l'on suppose, comme on l'a toujours fait, qu'il a été acclamé *tacitement* par le peuple, c'est qu'apparemment on suppose aussi que cette acclamation était nécessaire pour donner caractère légitime à ce pouvoir constituant, et qu'elle devait être celle de *tous*. Il implique donc que *tous* ont le droit *au début* de faire acte de souveraineté tacite ou formulée: ce qui est précisément le point que nous soutenons.

Après avoir fait valoir, autant qu'il était en nous, les deux opinions contraires qui semblent se partager aujourd'hui les esprits, nous en indiquerons brièvement deux autres qui en sont des nuances.

1° En principe, la faculté du suffrage n'est point un droit; elle n'est due qu'à la compétence. Ce mode de formation de la hiérarchie politique par le vote ne doit point se borner à la seule élection des chefs de la société et des législateurs: il doit s'étendre à toutes les branches, à toutes les spécialités de l'activité sociale: aux hiérarchies industrielle, scientifique et artistique. Le devoir, la faculté de voter n'est due, avons-nous dit, qu'à la compétence. La compétence se prouve généralement par la moralité, l'intelligence et les œuvres. Or la justice distributive qui découle du principe de fraternité veut absolument que l'on tende sans cesse à rendre tous les citoyens égaux en réalité devant la loi, c'est-à-dire égaux au début de la vie, en les mettant indistinctement dans d'égales conditions de développement moral, intellectuel et industriel: par conséquent ce principe implique qu'on tende à universaliser la compétence sur la tête de tous, dans un plus ou moins grand nombre de spécialités.

En application, tout octroi de vote, toute combinaison électorale qui a pour résultat d'investir de l'autorité et de la puissance les hommes tout à la fois les plus dévoués et les plus capables dans chaque spécialité, est légitime. Cette légitimité est plus ou moins grande selon que ce résultat est plus ou moins atteint dans la réalité.

C'est la nature de ce résultat qui prouve que le degré de moralité, d'intelligence et de savoir-faire, pris pour base d'appréciation de la compétence, a été bien ou mal choisi. Un suffrage universel dont le résultat serait de mettre à la tête de la société les hommes les moins vertueux, les moins éclairés et les moins habiles, serait un fléau dont il faudrait vite se délivrer, en refusant la compétence à un plus ou moins grand nombre. Plus un peuple est civilisé, plus il renferme d'hommes compétents, et par conséquent plus la faculté de voter doit s'étendre à un grand nombre. Avec ce principe de détermination, chacun peut voir facilement ce qui convient à cet égard à l'Espagne, à l'Italie, à la Russie, etc., et en particulier à la France. C'est donc ici une question de tact qui présuppose, de la part des législateurs, la connaissance profonde et sûre de la valeur morale et intellectuelle des diverses classes et des divers groupes qui composent la population du pays sur lequel ils ont à statuer : car il n'y a rien d'absolu, rien d'imprescriptible en cela, rien, hormis la fraternité et ses moyens.

2° Toute société a pour fin de faire respecter et pratiquer la morale, la raison, qui l'a constituée ou qui la maintient. Le devoir de tous est de contribuer et de veiller à la réalisation de cette fin. Le droit de chacun sera donc de participer aux actes qui permettent l'accomplissement de ce devoir. Le vote et l'élection sont aujourd'hui ces actes ; car le pouvoir politique, qui est la fin du vote et de l'élection, n'a pas d'autre mission que d'assurer la réalisation du but social. L'autorité ne saurait donc être légitime que par la faculté laissée à tous de participer à son élection ; car il n'y a que des hommes sur la terre ; et, en regard du devoir et du droit, un homme vaut un homme. Cette équation fait qu'il n'y a de solution possible que par la convention qui donne raison au vote de *la majorité*, laquelle est mobile et sujette à révision. Nul autre que l'individu n'est juge de son aptitude au vote politique. Il y est apte par cela seul qu'il est homme, c'est-à-dire un être libre et moral. Mais le devoir n'existe pour chacun qu'alors qu'il en a conscience ; et le droit lui est acquis dès qu'il le réclame au nom de son devoir. Il suffit donc qu'il le réclame pour qu'on doive le lui accorder *sans distinction de sexe, d'âge, ni de capacité ;* car c'est ici un point de départ avant lequel il n'y a que Dieu et l'individu. Ceci est antérieur à l'autorité publique, ou la prime de telle sorte que l'autorité légitime, qui, partout ailleurs, peut prescrire des limites, ne le peut point en cette occasion, par l'excellente raison qu'elle détruirait la source et la sanction de sa légitimité même.

NOTE 5 (page 230).

Un bel exemple de l'exercice du droit légitime d'intervention dans l'organisation du travail, de la part de l'autorité publique, a été donné à la France il y a deux ans, par l'Angleterre, et vient de l'être tout récemment par la Prusse. Le législateur, dans ces deux pays, a enfin mis un terme ou apporté un adoucissement à la *traite* barbare des *jeunes blancs* prolétaires; car c'est de ce nom qu'il faut appeler le dur labeur auquel on y assujettissait des enfants de 8 à 12 ans : il semble que certaines classes ne puissent respirer heureuses sur la terre, qu'à la condition de mettre en esclavage une grande portion de leurs semblables, *blancs* ou *noirs*.

Voici les principaux articles du RÉGLEMENT mis en vigueur en Prusse, au mois de mai 1839, *concernant les jeunes ouvriers*.

« 1° Nul ne peut, avant l'âge de neuf ans accomplis, être employé à des travaux réguliers dans les fabriques, mines et usines du royaume.

» 2° Pour être employé à ces travaux avant l'âge de seize ans accomplis, il faut avoir fait trois années d'études régulières, et prouver, par un certificat du maître d'école, qu'on sait lire facilement sa langue maternelle et que l'on possède déjà les premiers éléments de l'art d'écrire Il n'y a d'exception à cette règle que dans le cas où les manufacturiers et les fabricants eux-mêmes ont établi des écoles attenant à leurs fabriques.

» 3° Les jeunes gens qui n'ont pas atteint l'âge de seize ans ne peuvent être employés dans ces fabriques que dix heures par jour. Toutefois les autorités locales ont le droit d'accorder une prolongation, dans le cas où des événements de force majeure ont interrompu la marche régulière des affaires, et exigent par conséquent un surcroît de travaux ; mais cette prolongation ne pourra dépasser une heure, ni s'étendre au-delà d'un mois.

» 4° Les ouvriers auront, avant et après midi, un quart d'heure, et à midi une heure de récréation.

» 5° Les jeunes ouvriers ne devront commencer leurs travaux qu'à cinq heures du matin, et les travaux ne pourront se prolonger au-delà de neuf heures. Ils seront interdits les jours de fête et dimanche.

» 6° Les ouvriers chrétiens qui n'ont pas encore fait leur première communion, ne pourront être employés aux heures fixées pour l'enseignement religieux. »

Les paragraphes suivants établissent une série d'amendes plus ou moins fortes contre les fabricants et manufacturiers qui enfreindraient les dipositions du règlement.

Les lois qui imposent aux enfants l'obligation de suivre les écoles resteront en vigueur.—

Le traitement éprouvé par les enfants en Angleterre, avant la promulgation de la loi faite en leur faveur, est bon à rappeler. Il montrera jusqu'où peut aller la cupidité sous le régime civilisateur du *laissez-faire* industriel et commercial.

« Les enfants, à peine échappés du berceau, dit le docteur Aikins, sont impitoyablement dévoués à un labeur et à un régime exténuants. C'est dans les fabriques de coton, ces bagnes de l'industrie, qu'on les voit en plus grand nombre. Élevés dans les ateliers de Londres, on les conduit par troupeaux à Manchester. Personne ne les connaît, personne ne leur témoigne le moindre intérêt. Enfermés dans des chambres closes, où l'air est empesté par l'huile des lampes et des machines, on les applique à un travail qui dure toute la journée, et qui se prolonge quelquefois même bien avant dans la nuit. »

« Il résulte d'une enquête ordonnée par la chambre des communes que, dès l'âge de huit ans, les enfants sont soumis à un travail de huit heures de suite, qui reprend après deux ou trois heures d'interruption, et se continue ainsi toute la semaine. Les malheureux enfants tombent accablés de sommeil sur leur propre ouvrage. Pour les tenir éveillés, on les frappe avec des cordes, avec des fouets, souvent avec des bâtons, sur le dos, sur la tête même. Plusieurs ont été amenés devant les commissaires de l'enquête, avec des yeux crevés, des membres brisés par suite de ces mauvais traitements. La plupart des enfants étaient estropiés, faute d'avoir eu le moyen de se faire traiter... Car pour leurs blessures, point d'indemnités, pas même de consolation !...

» Aussi, a-t-il été constaté que la mort en moissonne un grand nombre, dès avant l'adolescence, et que les autres traînent une vie maladive, et présagent une mort prématurée dans leur teint livide et amaigri.

» A Dundee, le nombre des individus des deux sexes, employés

dans les manufactures, qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans, s'élève à 1,078. Dans ce nombre, la majorité est au-dessous de quatorze ans; une grande partie au-dessous de douze, et quelques uns au-dessous de neuf. On en voit même qui n'ont que six à sept ans, et qui travaillent comme les autres, c'est-à-dire treize heures vingt minutes par jour, non compris les heures de repas (1 heure 50 minutes).

» Dans d'autres filatures d'Angleterre, la durée du travail est de quatorze heures et demie à quinze heures par jour: six ou sept heures seulement pour le sommeil!...

» Une petite fille de six ans sort de son lit à quatre heures du matin, en hiver, dans l'obscurité, après un sommeil interrompu, couvre de haillons ses membres fatigués des rudes travaux précédents, se rend par la pluie et la neige à la manufacture, éloignée de deux milles au moins. Obligée de travailler douze, quatorze, quinze, seize heures et peut-être dix-huit heures, séparées par un intervalle de quarante à cinquante minutes, elle meurt épuisée de fatigues, après avoir traîné cette existence affreuse pendant plusieurs années. » (*Monz'y-magazine.*)

NOTE 6 (page 274).

J'appelle ici *capital*, les instruments de travail en général ; les sources et les conditions matérielles brutes et animées de la richesse, *extérieures* à l'homme.

Ainsi la terre est un capital ; une maison, une ferme avec tous ses accessoires est un capital ; les matières premières de la production, les chevaux, les bœufs, les vaches, les moutons, etc., sont des capitaux ; l'argent, en tant que matière première de certaines industries, et comme signe représentatif des instruments de travail, est également un capital. Enfin, tout ce qui concourt directement ou indirectement à la production des utilités humaines, tout, excepté les bras et l'intelligence de l'homme lui-même, tout est *capital*.

Or, la cause la plus générale et la plus persévérante de l'inégalité de richesse, de savoir et de moralité parmi les hommes, c'est non pas la propriété, le capital, ni même l'héritage, mais l'INTÉRÊT, la VERTU REPRODUCTRICE *attribuée au capital ;* et la *particularisation* en propriété *absolue* dans les mains des *individus*, des instruments du travail, des sources et conditions matérielles de la richesse.

Otez cet intérêt : faites que, par les mœurs ou par la loi, il soit aboli ; substituez à la *particularisation*, la SOCIALISATION ; aux *raisons individuelles*, les raisons COLLECTIVES, avec capital inaliénable et indivis.

A la propriété des instruments de travail, substituez la propriété absolue, pour chacun, de sa part des produits consommables.

Au prêt à intérêt d'individu à individu, le prêt pur et simple du capital aux raisons collectives, moyennant hypothèque sur leurs biens meubles et immeubles, avec faculté de reprendre, à certaines époques fixées, l'équivalent des capitaux ou produits *consommables* prêtés, afin de les consommer à volonté.

Au moyen d'accumuler des capitaux sans travailler en faisat produire un intérêt à vos capitaux accumulés, c'est-à-dire en prenant une partie des fruits des sueurs de vos semblables, substituez un ordre de choses qui fasse que cette accumulation ne soit possible qu'en raison du travail personnel; et pour cela, mettez parmi les statuts de votre association cette clause capitale: que tout associé qui aura accumulé, épargné une partie des produits consommables, ou des valeurs mobilières et numéraires à lui affectés comme salaire de son travail, ou comme dividende net à la fin de l'année, pourra la confier à la gérance de l'association moyennant hypothèque prise sur toutes les propriétés de l'association, laquelle l'ajoutera à son capital social *inaliénable* et la fera valoir avec ce dernier, à la condition que l'équivalent de cette part accumulée sera remboursable à vue à la volonté du propriétaire, dans son intégralité, mais sans qu'il y ait lieu à aucun intérêt ou indemnité.

A la commandite individuelle qui peut reprendre à volonté et à chaque instant le capital, substituez la commandite d'une raison sociale indivise, indestructible, dont le capital soit inaliénable, et où les travailleurs qui le font valoir et reproduire puissent venir chacun chercher leur salaire et leurs nécessités sociales moyennant travail personnel et en raison de leur travail. Et quant à la *transmission* du capital mobilier consommable individuellement, déclarez que le propriétaire disposera en toute liberté par testament ou d'après la transmission ordinaire de la naissance.

Et vous aurez ôté des relations des hommes les plus infaillibles éléments de discordes.

Cependant vous n'aurez ravi aux hommes aucune des conditions de bonheur et de liberté.

Car vous aurez conservé la propriété individuelle, et l'héritage, et la possibilité pour chacun d'être l'instrument de son sort; de s'enrichir par le travail, la sobriété, l'activité, l'économie; de s'appauvrir s'il l'aime mieux, ou d'accumuler afin de pouvoir se reposer et voyager et de rester même oisif quand il en sentira ou le besoin ou le caprice; enfin la faculté de transmettre à volonté ses accumulations à sa mort, et de faire des dons, de manifester sa tendresse à ses enfants ou à ses amis. En effet, dans ce milieu nouveau il n'y aurait plus aucun inconvénient à maintenir l'héritage (par le sang ou par vœu de testament) d'un capital accumulé, — qui serait en rapport dans l'atelier social;—que tous feraient reproduire à leur profit égal, mais dont on ne paierait plus aucun intérêt au propriétaire ou à ses héritiers; — que ceux-ci pour-

raient toujours reprendre en valeurs consommables pour le consommer eux-mêmes finalement; — et dont on leur garantirait d'ailleurs la propriété, avec toute sécurité, par l'hypothèque sur le capital inaliénable de la raison collective.

Ainsi on ne mettra pas obstacle à ce que chacun puisse accumuler, afin de se reposer; on pourra être oisif, mais ce sera à la condition de vivre sur ses propres produits, non sur ceux d'autrui; ce qui est tout autre chose. Parce qu'on aura travaillé, et beaucoup produit, on pourra se reposer; mais parce qu'on se sera reposé, on devra recommencer à travailler; tandis que de nos jours, précisément parce qu'on n'a jamais travaillé, on peut d'autant mieux rester à rien faire; et plus on reste oisif de profession, plus il y a de probabilité qu'on ne travaillera jamais. Il suffit d'être né d'un homme qui n'a jamais travaillé pour ne travailler jamais soi-même; et au contraire, si votre père a travaillé toute sa vie, la chose est presque certaine, vous travaillerez toute la vôtre.

En résumé, ce qui est anti-social, ce qui met obstacle éternel et sérieux au mieux être de la masse des hommes, ce n'est pas la propriété individuelle, ce n'est pas l'accumulation de richesses consommables au gré de l'individu qui les crée par son travail, ce n'est pas même l'héritage; c'est l'INTÉRÊT du capital une fois accumulé, lequel intérêt donne à ce capital une vertu reproductrice à l'infini au préjudice des non-accumulateurs; c'est l'appropriation *solitaire* des instruments de travail; c'est l'absence de centres nationaux de travail avec capital *inaliénable*, bonifiant par une réserve faite annuellement (pour l'entretenir et l'augmenter) sur les bénéfices bruts du centre, après déduction du salaire *minimum* payé journellement pendant l'année à chacun des associés coopérant, selon son travail, et même selon son utilité plus grande ou son talent supérieur.

Si l'on veut y réfléchir, on trouvera ici la pose véritable du problème, et sa solution en germe et en prémisses suffisantes.

On peut donc conserver le capital accumulé, *individuel*, mais c'est à la condition qu'on en combine la propriété et l'usage comme il vient d'être suggéré. Il n'y a pas d'autre moyen.

Alors aussi le travail trouve une prime à l'émulation, ainsi que l'activité et l'économie.

Et de même, le talent, la capacité pourrait obtenir une part supérieure sans que l'on dût craindre comme aujourd'hui de contribuer à refaire des aristocraties d'argent sans fin, et des oisifs opulents à perpétuité.

Pour que des centres de travail de ce genre puissent s'organiser *et se* propager, il suffit, mais il faut l'intervention de quelques

hommes riches, mus par le mobile élevé et irrésistible de la religion et de la fraternité; ou l'association éclairée et morale de petits capitalistes ouvriers, ce qui n'est certes pas impossible; ou enfin la présence vivifiante d'une *institution nationale de crédit*, gouvernée et entendue comme il est exposé dans l'ouvrage que nous avons déjà indiqué plusieurs fois à l'attention du lecteur.

Ce qui distingue tout-à-fait ce mode d'association de ceux que nous avons cités, ou fait connaître dans leurs généralités, c'est, non pas la suppression de l'intérêt, mais la conservation de l'équivalent du capital sans intérêt; la faculté d'accumuler des valeurs consommables sans exploiter ses semblables.

C'est ensuite le moyen que nous indiquons pour que cette accumulation individuelle ne reste pas stérile ou perdue pour l'accumulateur, et *improductive* pour les associés collectivement; moyen qui consiste en ce que le capital se prête tout gratuitement sur hypothèque, à la condition que l'association en rende l'équivalent à la réquisition du propriétaire; car si l'accumulateur retenait devers soi l'excédant de sa consommation de part, elle serait perdue; elle se détériorerait et s'anéantirait; ou il serait obligé à une consommation immédiate, à ses yeux superflue; et s'il ne la replaçait sur hypothèque dans le centre même où il a trouvé les moyens d'accumuler ces richesses par son travail et ses économies, les capitaux accumulés par chacun des associés ne leur fructifieraient point, tandis que par ce moyen ces capitaux sont garantis au propriétaire, et qu'en même temps ils vont reproduire et fructifier au profit proportionnel de tous.

NOTE 7 (page 290).

Tous les modes possibles de la division du travail peuvent se rattacher à l'un des trois suivants, comme à leur genre respectif.

1° Ou chaque famille, chaque individu, confiné tout entier dans son ménage, ou dans son isolement, *cumule* dans son atelier toutes les industries fondamentales, et confectionne *grosso modo*, tous les genres d'utilités nécessaires à son existence et à la civilisation naissante.

C'est le procédé patriarcal; celui des civilisations primitives de l'Inde, de l'Égypte, de la Chine, du Mexique : alors on peut dire que la division du travail est à son état d'enveloppement. Loin d'être réellement divisé, le travail est *composé* à l'excès : et le travailleur ne passe d'une spécialité à une autre qu'avec une perte de temps infinie. Ce mode est compatible avec un certain développement des facultés diverses et du physique, car il faut, *de tout, savoir et faire un peu*; mais dans cet état, aucune branche ne peut obtenir de progrès rapides : l'œuvre reste à jamais grossière; et cependant l'ouvrier y met des efforts inouïs pour la produire. Mais enfin, la nécessité de la séparation et de la particularisation se fait sentir. Peu à peu chaque famille se charge d'une industrie spéciale, et la tendance est au second genre.

2° Ou l'on affecte à chacun une seule et unique fonction, une seule et unique spécialité, et même une spécialité dans la spécialité : c'est alors une division solitaire et uniforme, et la conséquence, c'est que chacun ne cultive plus qu'une seule face de son être : ce qui conduit à l'automatisme physique et intellectuel. — Cette tendance est arrivée à son apogée de nos jours : elle est incompatible avec la souveraineté du peuple; car des hommes, condamnés à cette discipline, forment un troupeau et non un peuple; ils sont incapables de comprendre et de discuter les grands intérêts sociaux.

3° Ou l'on rapproche les industries et les travailleurs, et l'on divise les spécialités à l'infini, de manière que chacun puisse s'initier à plusieurs et les exercer sans perte de temps pour passer d'un atelier à un autre. Ce mode facilite le développement parallèle de toutes les facultés physiques et intellectuelles, il comporte la variété d'occupations, en même temps qu'il permet la perfection, le fini, la promptitude et l'économie de la main-d'œuvre. Cette division du travail est celle qui correspond à l'*association*: c'est dire qu'elle a probablement l'avenir.

Cependant, comme cette pluralité de fonctions est encore, dans tous les cas, bien loin de nous, en ce qu'elle présuppose la transformation presque complète du mécanisme industriel, il serait peut-être sage de se contenter de la *solité* de fonction, à la condition que le travail automatique n'absorbât plus chaque jour le temps et toutes les forces de l'ouvrier et du fonctionnaire; et qu'il leur restât, légalement, ou par l'empire des mœurs et de l'opinion, assez de loisirs à la fin de la journée pour se livrer avec fruit et facilité à la culture de l'esprit et du cœur, et pour se récréer, ainsi que l'ordonnent les premières prescriptions de l'hygiène. Mais nous doutons fort qu'il y ait assez d'ordre et assez de modération dans la poursuite de la fortune parmi les hommes du siècle, assez d'équité dans la distribution des richesses, pour que l'on approche même quelque peu d'un état de choses si désirable.

NOTE 8 (page 291).

Nous devons signaler en passant deux grandes causes de perturbation dans la production matérielle et dans l'économie sociale : la MODE, et le DÉCLASSEMENT PERPÉTUEL DES INDIVIDUS.

D'une part : le caprice mobile et incessant des goûts, qui fait passer d'une étoffe, d'un meuble, d'une couleur, d'une coupe, d'une forme à un autre, et reléguer parmi les inutilités, des valeurs énormes qui tout-à-l'heure étaient tenues pour grandement utiles, et susceptibles d'échanges ; ce qui est une voie de gaspillage, de trop-pleins, et de pertes imprévues, fréquentes et funestes quoique réparties entre beaucoup de fabricants, de marchands et de négociants.

Plus la mode est un trait de mœurs dans une nation, plus dans cette nation il sera difficile de jamais proportionner la production à la consommation. — Nous ne parlons pas de la vanité que la mode éveille, de l'envie qu'elle alimente, des fausses distinctions qu'elle établit dans tous les rangs ; du désordre et des actions coupables, ni des querelles et des embarras domestiques dont elle est chaque jour l'occasion ; car nous n'envisageons ici que le côté économique.

D'autre part : la prétention démesurée et la candidature de tous aux meilleures positions ; et le mécontentement maladif qui nous fait dédaigner tous les lots si nous n'avons le meilleur.

Cette disposition des esprits est on ne peut plus funeste au bonheur. Chacun reste campé toute sa vie entre le désespoir ou le découragement (pour peu qu'il aspire en vain, ou qu'il ne réussisse pas bientôt dans sa brigue), et l'égoïsme intraitable, s'il vient à se saisir de ce qui fait le but de ses efforts. La fable de la Grenouille qui se gonfle comme un bœuf, n'a jamais été d'une application plus universelle qu'aujourd'hui.

Combien ne s'est-on pas porté dans ces derniers temps vers les

places, vers la littérature et la fonction si difficile, si pénible d'écrivain et d'artiste!

Tout le monde jalouse ou envie le génie, le talent, l'autorité et la fortune.

Cependant tous ne peuvent point être chefs; tous ne peuvent avoir également du génie, du talent; car ce sont choses *relatives;* et si tous viennent un instant à en avoir *également*, aussitôt la mesure du génie, du talent s'élève d'un degré, et les échelons peuvent s'ajouter ainsi jusqu'au troisième ciel.

De même dans l'autorité et dans les relations de directeur à travailleurs dirigés: il faut une hiérarchie en tout; cependant chacun se conduit aujourd'hui comme si l'on était décidé à s'en passer.

De là tant de mécomptes et tant de souffrances muettes. C'est là sans doute ce qui faisait dire à Napoléon : « La capacité, les moyens, sont aujourd'hui si communs dans la multitude, qu'il faut bien se donner de garde d'éveiller l'idée d'un CONCOURS.

Le remède est dans la vue saine des exigences et des *impasses sociales;* dans la *modération*. Sinon, il est inévitable que la plupart se rompent le cou dans les poursuites aventureuses d'une espérance démesurée.

Cette maladie de notre époque ne frappe pas assez nos économistes et nos hommes d'État: elle nous paraît dans le corps social, ce qu'un vice de sang ou une maladie chronique est dans la vie physiologique d'un individu. La satisfaction actuelle ne fait rien; car les nouveaux désirs montent dans le cœur de l'homme satisfait, comme le liquide dans le thermomètre sous l'influence d'une température de plus en plus élevée et bouillante. C'est toujours à recommencer, si l'on ne plonge pas le tube lui-même dans un réfrigérant. Aussi, est-ce parce que la maladie nous paraît échapper à l'emploi et à l'efficacité des moyens extérieurs, que nous engageons nos lecteurs les plus enthousiastes de progrès à méditer ces paroles de Napoléon:

« Le vrai bonheur social, il faut en convenir, est dans l'usage paisible, dans *l'harmonie des jouissances* RELATIVES *de chacun*. Dans les temps réguliers et tranquilles, *chacun a son bonheur:* le cordonnier est *aussi heureux que moi sur le trône;* le simple officier jouit autant que son général. *Les révolutions détruisent tout à l'instant même.* »

NOTE 9 (page 292).

On ne saurait nier qu'il n'existe dans l'âme humaine, à l'état de possibilité, une foule de manifestations, mauvaises *relativement*; que nul ne voudrait voir ni connaître, et dont il ne voudrait jamais avoir l'*occasion*. Ces manifestations ou plutôt leur fréquence, marque la *mesure* du malheur individuel et collectif : ce sont la *haine*, l'*envie*, la *jalousie*, l'*orgueil*, la *colère*, le *dépit*, etc...

Au contraire, il est d'autres manifestations dont l'exercice ne saurait être trop fréquent; car elles sont la mesure du bonheur : leur propre est de faire du *bien* à celui qui en est l'objet, et à celui qui les ressent : ce sont l'*amitié*, l'*amour*, les *sentiments de paternité* et de *famille*, la *philanthropie*, etc.

Or, ces manifestations bonnes et ces manifestations mauvaises ne se produisent pas dans l'individu sans propos ni raison; elles ont *extérieurement* leur motif, leur cause occasionnelle; et bien évidemment ces causes, ces motifs, peuvent être et sont en fait plus ou moins nombreux, selon la nature du *milieu* où vit et se développe l'individu.

La religion catholique, et avec elle beaucoup de moralistes, se contentent de reconnaître le fait de l'existence des manifestations *mauvaises*, et de les condamner comme telles, sans s'occuper des moyens sociaux et extérieurs d'en rendre moins fréquents les motifs excitateurs ou déterminants ; ou du moins, ils ne conseillent que des moyens mille fois pires, qui sont de s'immobiliser, de *fuir le monde*, de *chercher* la *retraite* et de se *macérer*; ce qui est impie au dernier point.

Le catholicisme dit : l'homme est fait pour le sacrifice ; mais il ne dit pas que le sacrifice peut être de moins en moins nécessaire; et par conséquent il nie implicitement la *réhabilitation* de l'homme *et la* croyance à l'amélioration des choses sociales. Il devrait dire : *l'homme social* peut souffrir de moins en moins, selon qu'il s'ar-

rangera bien, lui et ses frères, en ce monde; selon qu'il trouvera et qu'il appliquera les moyens de diminuer les conditions du sacrifice et des manifestations nuisibles.

Il devrait dire, le catholicisme : tant qu'il existera une imperfection dans le milieu social, et des occasions réelles de manifestations mauvaises, les hommes qui en seront la cause, l'objet ou les victimes, devront patienter, avoir de l'indulgence, de la charité les uns pour les autres, et la police sociale devra intervenir par la menace et la contrainte.

Au fait, quel autre parti prendre, qui soit plus sage, devant la *nécessité?* C'est un malheur, sans doute; il faut s'efforcer d'y remédier en améliorant le milieu social et le milieu extérieur; mais en attendant, le sacrifice, la charité, sont les seuls remèdes que puisse conseiller la science.

La grande erreur du catholicisme est d'aimer pour ainsi dire le sacrifice pour lui-même : il en multiplierait volontiers les occasions avec toute gratuité. Trop long-temps les prêtres ont agi et parlé comme si l'humanité devait laisser s'appesantir sur elle plus de maux corporels, afin de donner aux riches l'occasion d'opérer de bonnes œuvres par le soulagement. N'ont-ils pas insinué que Dieu voulait des riches et des pauvres; afin que les premiers pussent mériter, en faisant des aumônes aux derniers.

C'est pourquoi beaucoup d'entre eux laissent expressément en dehors de leur activité et de leur sollicitude, le monde économique, la source, les instruments et les conditions matérielles de la richesse. Si la satisfaction des besoins et des désirs de la multitude est abondante, ils en sont innocents; car ils se renferment exclusivement dans leurs *moyens* spirituels; et leur panacée universelle, ils la font consister, de la part des uns en charité, en *aumônes*; de la part des autres, en patience et en résignation.

Mais la science sociale va plus loin et veut davantage. Elle dit qu'il faut s'occuper aussi des *moyens extérieurs*, *matériels*, afin de diminuer les occasions du sacrifice, de la résignation et de la souffrance; elle pense que cette diminution est possible, progressivement, par la nature des choses.

En résumé, acceptons la morale du sacrifice comme une nécessité, comme un devoir et comme un moyen; mais faisons, par nos efforts d'intelligence, d'activité et d'industrie, et par les institutions sociales, que, de jour en jour, ce moyen soit moins utile, et cette nécessité plus rare.

NOTE 10 (page 306).

Entre une multitude d'améliorations matérielles qu'il serait désirable de voir aborder, nous rappellerons ou nous signalerons principalement les suivantes :

Donner une mission extérieure, temporaire, aux jeunes gens qui se distinguent comme lauréats, dans toutes les branches de l'activité sociale ; les charger de suivre et de signaler régulièrement et à propos, à la mère-patrie, les perfectionnements et les inventions correspondant à leur spécialité, dans les pays étrangers : ils auraient aussi l'attribution de recueillir tous les faits statistiques relatifs à leur science ou à leur art, etc.

Ainsi, la France aurait en permanence un essaim de jeunes voyageurs (et au besoin d'hommes mûrs choisis parmi les corps constitués), pour la médecine, la géologie, la linguistique, l'archéologie, l'agriculture, l'industrie, l'art de l'ingénieur et de l'architecte ; pour la littérature, les beaux-arts, etc. De cette façon, le grand livre des progrès intellectuels et matériels promettrait d'être constamment tenu à jour.

Organiser entre toutes les communes de France et les pouvoirs représentatifs, un moyen uniforme et régulier de communication intellectuelle, par lequel se ferait officiellement, librement et successivement l'instruction des adultes, du peuple entier.

Une commission spéciale, à Paris, placée sous le contrôle et l'inspiration de la Chambre législative, serait chargée de faire connaître successivement et à mesure de leur apparition, aux trente-sept mille communes de France, tous les procédés hygiéniques, économiques, agricoles, industriels, etc., que la science et l'expérience auraient fait reconnaître utiles et d'une application facile.

On voit tout d'abord combien la commission centrale serait servie à cet égard par les *envoyés nationaux* dont nous venons de *parler.*

Une *circulaire* imprimée, tirée à 37,000 exemplaires, puis expédiée au grand jour et sans mystère, à toutes les municipalités, voilà à quoi se réduirait cette conception.

La politique et les questions de croyances et de dogme, seraient complétement exclues, et cependant il y aurait encore ample moyen de faire le bien; de régulariser et d'accélérer le progrès des lumières positives et de promouvoir grandement la prospérité nationale, le bien-être des campagnards, surtout le développement de l'agriculture et l'organisation du travail.

Si, par exemple, cette organisation *municipale* de la publicité *économique* existait aujourd'hui, nos petits possesseurs de coins de terre; nos petits herbagers, possesseurs de quelques vaches, eux si pauvres, si retardataires et si faibles dans leur isolement, apprendraient ce que peut valoir pour leur bien-être l'application entre eux du système des *fruitières*, assez vulgaire déjà dans la Suisse, le Jura, la Hollande; toutes les propriétés si fécondes de l'esprit d'association seraient venues les déconcerter dans leurs routines et les stimuler au mieux : mille procédés, mille méthodes aratoires, culinaires et agricoles leur auraient été transmises.

Et que n'aurait point été aussi une telle institution de publicité nationale pour la propagation des caisses d'épargne, des salles d'asile, des comices agricoles, etc.! Nous pourrions grossir les citations si notre objet était autre chose qu'un programme abrégé.

Mais il ne suffit pas d'expédier des circulaires aux communes: il faut qu'elles soient comprises et connues de tous leurs habitants.

Ce serait là la part d'un *lecteur municipal*. Ce fonctionnaire serait chargé, comme l'indique assez son nom, de lire, de commenter ou de développer au besoin les circulaires de la commission, dans la maison commune, et de les y *afficher*. Chacun serait libre d'en prendre connaissance en tout temps, soit dans les archives, soit dans la boîte de publicité.

Le lecteur municipal serait tout trouvé et tout choisi dans l'instituteur de la commune, dans le greffier ou dans tout habitant éclairé de la localité qui s'offrirait et qui serait agréé.

Peut-être y aurait-il lieu à faire intervenir l'*inspecteur des écoles primaires* pour la partie de l'œuvre qui regarde les développements et les commentaires de la circulaire, comme offrant plus de garantie d'aptitude et de savoir.

Quant aux abus possibles, nous dirons qu'institution sociale bien plus qu'institution politique, la commission spéciale serait au-dessus des préoccupations de partis; que d'ailleurs elle serait placée en dehors de l'action souveraine du ministère. Ainsi, ses

membres, choisis sur des listes faites par les corps savants tels que l'Institut, les facultés, etc., quoique nommés par le pouvoir exécutif, ne seraient révocables que par la Chambre législative et pourraient toujours être révoqués par elle.

Quant à l'instruction et à la moralisation indirecte qui en résulterait pour les masses, elle ne saurait se faire dans la voie de l'erreur; car les journaux des localités seraient là pour appeler la lumière partout où les circulaires voudraient faire l'ombre et les ténèbres. Évidemment les commentaires et la controverse feraient jaillir la vérité. Chaque village, en recevant de l'animation intellectuelle, deviendrait un centre de connaissances utiles; la nature villageoise se *dégourdirait :* nous aurions enfin des populations judicieuses et douées de bon sens à l'égal du peuple de l'Union américaine et des Anglais.

Il en résulterait donc ce bienfait inattendu : c'est que pour vérifier la valeur des choses recommandées ou critiquées dans les circulaires, le peuple des campagnes, la nation en masse, voudrait lire les journaux et s'y abonnerait collectivement. Et ainsi, la publicité universelle, si difficile, si éloignée encore, se ferait tout-à-coup; en même temps que la propagation rapide et *régulière* des inventions et des perfectionnements de l'ordre matériel et économique.

Ordonner la formation et la révision périodique d'une statistique de la France, par commune et par département.

Et pour cela, charger un bureau central de statistique de formuler d'une manière uniforme un système de têtes de colonnes à remplir, et de dresser l'ensemble des tableaux qui constitueraient comme les éléments invariables du grand atlas de la statistique nationale.

La tâche la plus grande et la plus dispendieuse, consisterait en cela.

Car des imprimés de ces tableaux seraient ensuite adressés *à chaque commune;* et la municipalité, avec ses agents et ses conseillers, aidée d'ailleurs du médecin, de l'instituteur, du curé, des notables éclairés de la commune, du notaire, du juge de paix du canton, suffiraient certainement à remplir la plus grande partie de ces tableaux d'une manière satisfaisante.

Tous les cinq, dix ou vingt ans, il y aurait révision de ces tableaux.

Un double de toutes les statistiques *communales* serait adressé au chef-lieu d'arrondissement qui formerait de leur ensemble une statistique *arrondissementale.*

Un double de toutes les statistiques d'arrondissement serait éga-

lement expédié au chef-lieu du département où s'élaboreraient aussi les statistiques de *département*; et de la réunion de ces dernières se formerait la statistique *nationale*.

Quant à l'interprétation de cette statistique générale, c'est-à-dire quant aux inductions philosophiques, politiques, morales et économiques à tirer de ses données, ce serait la part délicate et longue d'une commission centrale ou bureau d'*interprétation*, lequel serait placé sous la volonté du pouvoir législatif.

Une correspondance de statistique serait établie par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères avec toutes les puissances civilisées; et les consuls et autres agents de l'État répandus dans les diverses régions du globe auraient, parmi leurs plus importantes attributions, celle de réunir toutes les données authentiques propres à former les bases d'une statistique universelle.

Organiser une institution nationale de crédit de circulation et de commandite sous le contrôle des pouvoirs représentatifs, et ayant pour attributions;

1° La commandite régulière de tous les individus qui, pauvres ou riches, adhèreraient à ses statuts;

2° La commandite de raisons *collectives*, mais nullement ou presque point de raisons individuelles; c'est-à-dire l'adoption du mode d'association;

3° La mutualité obligatoire des commandites dans leurs échanges, ou leur abonnement réciproque à leurs produits respectifs;

4° L'intervention *de droit* de l'institution nationale, comme intermédiaire officieux de ces échanges et comme mécanisme unitaire de cette mutualité. Les comptoirs et les établissements locaux de l'institution centrale interviendraient entre les producteurs et les consommateurs commandités, pour la vente et l'achat.

Comme voies et moyens d'organisation matérielle, l'institution nationale se proposerait la formation de centres de production agricole et manufacturière. Le nombre de ces centres se multiplierait indéfiniment en raison des besoins et à mesure de ses ressources (1).

(1) On peut appliquer ici, avec bonheur, ce que nous avons dit, *Note* 6 *de ce volume*, de l'inaliénabilité d'un capital ou fonds social dans chaque centre de travail.

Voir aussi, pour l'exposé de ce projet d'institution de crédit, l'ouvrage intitulé : *Intérêts du Commerce*, de l'*Industrie* et de l'*Agriculture*. Volume Ier, pag. 473 et suivantes, où nous l'avons consigné,

Transformer peu à peu le morcellement agricole, industriel, commercial et domestique.

Il s'agit de ramener le territoire national aux procédés économiques de la *grande culture*, et les établissements ou ateliers industriels et commerciaux aux procédés économiques de la *grande industrie* et du *grand commerce*; tout en maintenant et en augmentant même les titres de propriété mobilière et immobilière dans un plus grand nombre de mains; ce qui revient à détruire le morcellement des choses sans détruire les petits propriétaires et les petits capitalistes. Et pour cela il faut :

I. — *Propager les fruitières* dans toutes les communes de France.

Une fruitière est un établissement dans lequel les cultivateurs d'une localité versent chaque jour leur laitage et le font manipuler en commun : les produits (fromage, beurre, etc.) se partagent ensuite entre les associés proportionnellement aux quantités de lait que chacun a fournies. — Ce procédé très économique est d'un usage immémorial en Suisse, en Hollande, dans le Jura : c'est un germe d'association que l'on peut développer en l'étendant utilement à la petite exploitation agricole, industrielle et commerciale de nos villages. On trouvera dans la *Maison rustique du* XIX[e] *siècle* tous les détails réglementaires de ces petites associations.

II. — Propager le mode des *Sociétés par petites actions.*

Il faudrait l'appliquer à l'exploitation agricole non moins qu'aux manufactures et au commerce, et faire en sorte que les actionnaires fussent en même temps associés-coopérateurs de l'œuvre. La prospérité serait alors presque certaine.

III. — *Organiser des centres d'association* plus avancés, d'après des bases diverses; ainsi :

Premier moyen. — Former des établissements dans lesquels le salaire et le sort de l'ouvrier et des agents se trouvent garantis, sans sacrifice de la part des entrepreneurs; et pour cela diviser le salaire en trois parts;

1° Salaire fixe quotidien, considéré comme *minimum*;

2° Part *éventuelle*, proportionnée aux frais de production ultérieurement et progressivement épargnés du fait des ouvriers, par le perfectionnement de leur main-d'œuvre;

3° Part également *éventuelle* dans les bénéfices nets de l'entreprise, lorsque ces bénéfices dépasseraient tel taux préfixé.

Une retenue serait faite sur l'une et l'autre des deux dernières parts et se capitaliserait au profit des ouvriers dans une caisse d'épargne ou dans une *caisse de secours* et de *retraite*.

Deuxième moyen. — Fonder sur une échelle plus ou moins grande

des centres d'association où l'on exploite simultanément des industries agricoles, manufacturières et commerciales ; chaque associé aurait une mise de fonds proportionnée à ses ressources. L'ensemble de ces mises composerait le *fonds social.* Avec ce fonds on achèterait le terrain et les instruments de travail, on construirait les bâtiments, etc.

La propriété de chacun des actionnaires serait représentée par des actions *hypothéquées* sur les terres, sur les produits et généralement sur toutes les valeurs que posséderait la *raison collective ;* car l'association tout entière serait considérée comme commanditée par chacun des associés pour le montant de sa mise ; elle serait la fermière générale des biens et des valeurs sur lesquels elle opérerait ou qu'elle ferait valoir. Quelques associés pourraient, au début, n'apporter comme mise que leur *travail ;* mais comme il y aurait dividende entre le *travail* et le *capital,* ils trouveraient bientôt la possibilité de *capitaliser.*

En attendant que tous les membres pussent remplir les conditions d'une association semblable, des hommes influents pourraient établir des centres où la condition des ouvriers appelés à y prendre part serait celle-ci :

Des ouvriers seraient admis à travailler comme simples salariés jusqu'à ce qu'ils eussent gagné la somme nécessaire à l'achat d'un coupon d'action.

Chaque ouvrier ou employé conviendrait avec le gérant des salaires qui lui seraient alloués selon ses travaux ou fonctions. Il aurait en outre la chance de bénéfices dans des cas prévus.

La société garantirait à chaque ouvrier un travail correspondant au *minimum* de ses premières nécessités.

Chaque ouvrier, ou employé, aurait un compte ouvert pour son logement, son habillement, sa nourriture, le soin de ses enfants en bas âge, etc.

Chaque femme, chaque enfant, aussitôt qu'ils pourraient gagner au-delà de leur entretien, auraient leur compte à part.

Les parents paieraient une rétribution pour les enfants qui ne pourraient encore suffire à leurs besoins.

La société pourvoirait à tous les besoins de ces enfants et leur donnerait l'éducation primaire et l'instruction professionnelle.

Les enfants devenus orphelins, les ouvriers devenus malades par vieillesse ou par accident, seraient entretenus aux frais de la société, s'ils manquaient de ressources personnelles.

Troisième moyen. — Former, par la réunion et le *don volontaire* des capitaux de chacun des associés intervenants, un *fonds so-*

cial inaliénable qui se bonifie annuellement d'une réserve fixe prélevée sur les bénéfices nets. Ce fonds serait métamorphosé en terres, en instruments aratoires et manufacturiers; en ateliers, en capital courant et en matières premières, etc. Les associés éliraient dans leur sein un *gérant* pour l'administration de leurs affaires. Tout associé recevrait chaque jour une somme ou salaire proportionné à son travail et à son talent; et tous les ans, il recevrait sur les bénéfices, après déduction faite de la part affectée à l'entretien et à l'augmentation du capital social, sa part de dividende, proportionnée à son travail de l'année.

Ce moyen n'est guère autre chose que l'application incomplète et sur petite échelle, de ce que nous avons dit NOTE 6 *de ce volume.*

Combiner de nouveaux moyens économiques de préparation ou de consommation commune pour la nourriture, le logement, le chauffage, l'éclairage, le blanchissage, le transport des classes ouvrières, etc.

Et pour cela, se pénétrer du même esprit qui a fait inventer les restaurants et les boulangeries; les hôtels garnis et les *appartements à louer;* les omnibus; les calorifères, la distribution du gaz au moyen de longs tuyaux, la distribution des eaux dans les ménages au moyen de machines hydrauliques, etc.

Organiser un service d'hygiène publique dans toutes les communes: rendre obligatoires les précautions signalées par la science médicale dans l'intérêt général, et assurer gratuitement, à tous les pauvres, des secours prompts et efficaces jusque dans les localités les plus obscures, par la création d'un corps de *médecins publics.*

Faire disparaître (par la défense de les rebâtir), *les habitations dont les murs sont en terre et le toit en chaume;* déclarer inhabitable toute maison reconnue malsaine par des vérificateurs publics; et décréter la construction d'édifices habitables à l'usage du peuple, dans chaque village, aux frais de l'État, du département et de la commune, dans la proportion de leurs ressources et des nécessités. Des appartements convenables seraient ainsi à la portée des classes ouvrières, moyennant un système de location équitable et généreux.

Mettre au concours public, parmi les architectes et dans les écoles polytechniques, *le meilleur plan d'une ville nouvelle, d'un village nouveau,* du point de vue de la beauté, de l'économie et de la simplicité de l'ordonnance générale.

Les principaux *desiderata* de ce travail sont la séparation ou division des arts et métiers, par quartiers; leur proximité, ou leur établissement dans une même partie de la ville ou du village, d'a-

près leurs caractères similaires et leurs relations probables; la séparation et l'éloignement des demeures proprement dites et des *ateliers* de travail.

Dans ce but, il faudrait, d'un côté, un très vaste ensemble de bâtiments exclusivement destinés à l'habitation; et de l'autre, un ensemble de tous les ateliers de la localité.

FIN DES NOTES.

TABLE DES MATIÈRES.

3 f.

NOTES.

FIN DE LA TABLE.

ERRATA.

Page.	Lig.			
6,		Avant-dernière ligne, etsi	*lisez :*	Et si
10,	2,	Trésor	—	trésors
11,	9,	le soient;	—	soient actifs;
12,	11,	les plus riches sont après tout	—	sont, après tout,
15,	15,	les autres n'en	—	les autres en
17,	3,	qu'elles mettent	—	qu'elles apportent
30,	8,	286,000	—	216,000
31,	32,	appropriés	—	approprié
37,	—	*Titre de Page,*	*supprimez :*	Légitimité religieuse
39,	6,	sous un moindre	*lisez :*	sous le moindre
43,	29,	désirs.	—	révèle.
56,	24,	et possédant	—	et se possédant
56,	30,	tout le monde afin	—	tout le monde, afin
58,	10,	La science est avancée	—	la science est plus avancée
75,	19,	n'ait	—	ait
78,	3,	ne s'ouvrent	—	s'ouvrent
78,		Rapport. Pays-Bas : 1827 à 1328 1-68	—	1827 à 1828. 1-38
		Irlande 1331	—	1831.
92,	24,	Surtout ne	*supprimez :*	ne

Page.	Lig.			
93,	7,	qui n'ont	*lisez* :	qui n'eurent
94,	12,	ne déploie	—	déploie
100,	17,	vénimeux	—	vénéneux
116,	22,	morale nouvelle	—	nouvelles
124,	14,	elles en seront	—	elle en sera
125,	14,	des biens et jouissances	—	et des jouissances
129,	20,	n'y ait	—	y ait
129,	21,	n'ait	—	ait
134,	11,	défaut ;	—	défaut,
144,	23,	taient	—	étaient
147,	3,	inertie	—	incurie.
Id.,	30,	raccontions	—	racontions.
152,	*dernière ligne*,	avec sérieux	—	avec vérité
155,	7,	Pour ce qu'un	—	parce qu'un
155,	34,	songe en faire	—	songe à en faire
157,	11,	en agissent	—	agissent
157,	27,	Veut-on	—	Se peut-il
159,	32,	à l'aide	—	en aide à
167,	9,	que du vicieux, du paresseux,	—	qu'au vicieux, au paresseux,
171,	2 et 3,	germent.... donnent	—	germassent.... donnassent
182,	10,	tantôt de l'autre.	—	tantôt d'une autre.
189,	14,	de se dessiner !	—	de se dessiner,
190,	30,	de l'être :	—	d'être respecté :
190,	32,	aient droit	—	ait droit
190,	33,	leur sort	—	Son sort
191,	20,	parti pris	—	parti-pris
192,	22,	martyr	—	martyre
192,	23,	matériel,	—	temporel,
200,	15,	intéressés	—	intéressées

Page.	Lig.		
203,	11,	Point de richesses et de propriété matérielle,	*lisez* : Point de richesses, point de prospérité matérielle.
307,	*dernière lig.*,	aux viiie et ixe siècle.	— au viiie et au ixe siècle.
208,	23,	ne le soit	— le soit
210,	12,	est	— sont
310,	19,	manifesté.	— manifestés.
213,	12,	pèlerinage,	— pélerinage,
232,	10,	que que	— que
247,	25,	si héréditairement	— sont si héréditairement
Id.,	31,	montre	— montrent
256,	11,	S'expédie.	— S'expédient
256,		*Note à remplacer par* : Voir la Note 10 à la fin du volume.	
257,	20,	vitement	— incontinent
259,	13,	éclairées	— éclairés
263,	11,	bornées	— bornés
264,	25,	analoge	— analogue
276,	15,	Commrece.	— Commerce
277,		*le numéro de la feuille, au bas, doit porter le n*o 24.	
283,	30,	exhorbitants	— exorbitans
290,	26,	de l'uniformité, un jour, naquit l'ennui.	— l'Ennui naquit un jour de l'uniformité.
295,	2,	propriété ;	— prospérité ;
324,	1,	sous les nos 10, 11 et 12	— sous les nos 9, 10, 11 et 12.
324,	15-16,	entassés .. exposés	— entassées .. exposées.

FIN.

